

Temps de guerre

(23 août 1939 – 10 juillet 1940)

"Nothing surpasses 1940" (Winston Churchill)

1. La guerre tout de même

Dès qu'il eut fini de digérer la Tchécoslovaquie en mars 1939 Hitler se dit que le moment était venu de s'emparer de la Pologne. En s'en prenant à la Pologne, Hitler sait qu'il risque la guerre avec la France et l'Angleterre. Il la risque un peu plus que l'année précédente lorsqu'il s'est fait donner la Tchécoslovaquie. Il est désormais connu pour être un récidiviste, et l'on se méfie de lui même dans les cercles les mieux disposés envers le fascisme. En Angleterre, il a fini par exaspérer jusqu'à Chamberlain. Et si l'Angleterre rugit, la France risque de montrer les dents elle aussi. La France : un pays de francs-maçons et de Juifs, dont il n'a pas pu acheter ou convaincre absolument tous les banquiers, tous les industriels, tous les

généraux, tous les politiciens bourgeois, en dépit de leur peur du bolchévisme. Pour Hitler, au printemps de 1939, s'assurer de la neutralité soviétique est devenu un impératif.

Pour la Pologne, il s'est fait à l'idée d'un partage. Conquérir le monde, quand le monde est hostile, ne peut se faire que par étapes. Staline de son côté se passerait bien d'une guerre : mais si les Allemands s'avancent en Pologne, et donc vers sa frontière, il est résolu à s'y avancer à leur rencontre. Et comme Hitler l'a compris, et s'y est résigné, un traité organisera le partage : Staline aura son glacis défensif en échange de sa passivité. Il aura aussi la paix, pour un certain temps.

Avec la signature du **Pacte germano-soviétique**, la partie diplomatique est perdue pour les ainsi-dites *démocraties*. Elles n'avaient pas invité Staline à Munich : et à leur tour elles sont exclues de l'accord qui partage la Pologne. Elles avaient esquivé, retardé sous des prétextes hypocrites et de nombreux gestes de mépris toutes les propositions d'alliance faites par Staline : et ce sont elles qui se sentent isolées à la fin. Les politiciens français et anglais qui se croyaient très fins se sentent floués. Ils avaient le projet de laisser Hitler se battre avec Staline, et d'être au moins débarrassés des '*rouges*' : et à la fin août 1939, lorsque les bruits se mettent à courir qu'un arrangement se profile entre eux, c'est contre l'Union soviétique que l'animosité est la plus forte à Paris comme à Londres. On rêvait de s'entendre avec Hitler, et l'on en veut à Staline d'y être parvenu le premier.

Les '*démocraties*' ne sont pas en droit de se plaindre. Les politiciens les plus lucides le savent et le disent : eux qui, pendant des années, ont crié *au fou* en voyant faire leurs collègues. Ainsi par exemple Churchill : autant il est sommaire dans sa condamnation du communisme, autant il est équilibré, précis et informatif dans son évaluation de Staline et de ses choix stratégiques et diplomatiques. Il est presque seul à ne pas condamner Staline et son *Pacte* de façon expéditive. Il connaît l'enchaînement des erreurs diplomatiques qui ont rendu la chose inévitable. Après en avoir rappelé la longue série, qu'il avait point par point dénoncée en leur temps. Il signale le caractère d'expédient provisoire de l'arrangement qui vient d'être conclu. Il résume ainsi sa réflexion : *«Despite all that has been dispassionately recorded in this chapter, only totalitarian despotism in both countries could have faced the odium of such an unnatural act. It is a question whether Hitler or Stalin loathed it most. Both were aware that it could only be a temporary expedient. The antagonism between the two empires and systems were mortal. Stalin no doubt felt that Hitler would be a less deadly foe to Russia after a year of war with the Western Powers. Hitler followed his method of 'one at a time'. The fact that such an agreement could be made marks the culminating figure of British and French foreign policy and diplomacy over several years.»* (1)

Dans son discours aux Communes du 1er octobre 1939, Churchill, qui n'est alors que *Premier Lord de l'Amirauté*, rendra compte des opérations navales à la Chambre des Communes. Puis, dépassant outrageusement le domaine de ses prérogatives, il se félicitera que Staline soit entré en Pologne : *«Russia has pursued a shrewd policy of self interest. We could have wished that the Russian armies should be standing on their present line as the friends and allies of Poland instead as of invaders. But that the Russian armies should stand on this line was clearly necessary for the safety of Russia against the nazi menace. At any rate, the line is there and an eastern front has been created, which nazi Germany does not dare assail.»*

Churchill a raison. La poussée vers l'Ouest de l'Union soviétique sera, à moyen terme, un inconvénient pour Hitler, lorsqu'il passera à la suite de ses projets : la conquête des territoires à l'Est. Et comme en agissant de vive force contre la Pologne, il a provoqué la guerre à l'Ouest qu'il espérait éviter, il sera un jour placé dans la situation qu'il aurait voulu éviter de devoir faire la guerre sur deux fronts. Paradoxalement, on verra alors que le **Pacte** si décrié, en renforçant la main de Staline, aura contribué à la défaite du nazisme. Car si le pacte germano-soviétique semble également avantageux aux deux dictateurs moustachus, et si c'est, des deux, Hitler qui l'a voulu le plus fort, à long terme, c'est l'Union soviétique qui en retirera le plus grand avantage. Sans le **Pacte**, Hitler aurait pris toute la Pologne. Avec le **Pacte**, il lui faudra partir de plus loin et affronter une Armée rouge partiellement rétablie lorsqu'il en viendra à sa grande affaire : mettre la main sur l'Ukraine et sur la Russie d'Europe.

Staline a voulu gagner du temps, et il y est parvenu : mais dans l'immédiat, pour la paix, la liberté, et la France, c'est un coup dur. Le **Pacte** signifie la guerre. Seuls les communistes veulent se convaincre du contraire et le nient. Le 25 août 1939, le gouvernement britannique confirme ses garanties à la Pologne : ce qui le met sur la voie d'une confrontation militaire avec l'Allemagne. C'est un développement auquel Hitler s'attendait, mais qu'il ne souhaitait pas. Staline, au contraire, se félicite, si guerre il doit y avoir, qu'elle commence plutôt à l'Ouest. Voyant son dangereux voisin allemand retourner sa menace contre son autre irréductible ennemi, le capitalisme occidental, Staline connaît qu'il a gagné la phase diplomatique de la grande empoignade mondiale.

La fermeté nouvelle de l'Angleterre pousse Hitler à retarder son agression de quelques jours, mais il ne va pas renoncer pour si peu, et le 31, il communique sa Directive n°1 pour la conduite de la guerre :

"1. Puisque toutes les possibilités politiques de régler pacifiquement une situation intolérable pour l'Allemagne sur sa frontière orientale ont été épuisées, j'ai résolu de trouver une solution par la force. 2. L'attaque de la Pologne se fera selon les plans préparés. 3. A l'Ouest, il est important que la responsabilité d'ouvrir les hostilités incombe sans équivoque possible à l'Angleterre et à la France. Dans un premier temps, des violations de frontière mineures ne donneront lieu qu'à une réaction purement locale."

"Des violations de frontière mineures ne donneront lieu qu'à une réaction purement locale" : Hitler ne provoquera pas la France et l'Angleterre tant qu'il n'en aura pas fini avec sa guerre à l'Est. Et même, il encaissera sans réagir leurs provocations s'il s'en présente. Mais il fait le pari que, comme pour la Tchécoslovaquie une année plus tôt, les puissances bourgeoises ne bougeront pas. *Hitler avait une stupéfiante capacité de prévoir jusqu'où il pouvait aller avec les dirigeants des démocraties*, écrit William Manchester.

2. La première guerre anglaise

Voyant l'opinion anglaise évoluer en faveur de la guerre, le duc de Westminster s'indigne en présence de Duff Cooper de l'influence des Juifs sur la politique britannique, à laquelle il attribue la regrettable xénophobie qui semble s'être emparée de l'opinion. Il déclare : *« Il faut qu'Hitler comprenne qu'au fond, nous sommes ses amis »*. Profonde vérité en ce qui concernait certaines classes possédantes et dirigeantes, mais qui n'était plus de saison. Sur quoi Duff Cooper aurait répliqué : *« J'espère que d'ici à demain il connaîtra que nous sommes ses ennemis les plus implacables et les plus déterminés »*. De cet échange, il n'y a pas de confirmation indépendante, mais ce qui est certain, c'est que la tension dans les milieux dirigeants britanniques arrive au point de rupture sur la stratégie à adopter en face de l'offensive allemande contre l'ordre international existant.

Partout, on se prépare à la guerre, mais la façon diffère. La Wehrmacht remplit les réservoirs des blindés. La cavalerie polonaise affûte ses sabres et passe les casques au *Mirror*. Tout se passe donc comme prévu. Le 1er septembre 1939, Hitler envahit la Pologne avec 56 divisions, dont neuf blindées, et 1500 avions. Il rencontre une défense inefficace. Varsovie est bombardée en dehors de toute considération stratégique. Hitler, Goering et Himmler se transportent personnellement sur place pour superviser la première opération de destruction massive de communautés en raison de leur race ou de leur nationalité. Celle-ci est confiée à des *'Einsatzkommando'* de la SiPo-SD opérant sur les arrières de l'armée. Sont visés les Juifs, et parmi les autres Polonais, les intellectuels, le clergé et la noblesse.

Prenant en compte la division des forces politiques conservatrices, Chamberlain et son groupe se sont finalement ralliés à une solution de compromis consistant à déclarer la guerre à l'Allemagne, mais en laissant la France la faire seule. Un compromis à mi-chemin entre les churchilliens qui veulent détruire le nazisme à tout prix et les milieux jusque là dominants qui lui sont au contraire favorables ou qui pensent que sa destruction ne vaut pas une guerre, et que l'on peut s'en accommoder. L'adoption de cette nouvelle ligne politique va avec l'entrée de Churchill au cabinet. On entrera en guerre, et cela entraînera la participation de la France. Mais, bien que les enjeux soient les mêmes, le schéma stratégique ne sera pas celui de la guerre précédente. D'abord, il n'y aura pas d'alliance russe, et ensuite, on ne disposera pas de troupes sur le continent en quantité importante. Il n'y aura pas *de second Paschendaele* : c'est le cœur de doctrine sur lequel Churchill lui-même est d'avance d'accord, car c'est pour lui aussi une obsession personnelle. Le contingent anglais sur le sol européen demeurera symbolique. La France sera seule face à l'Allemagne.

Le 1er septembre 1939, Chamberlain convoque Churchill et lui propose une place au gouvernement : c'est aussi, en partie au moins, parce qu'il ne peut plus se passer de sa neutralité dans la perspective de la tempête parlementaire à laquelle il s'attend. Churchill donne son accord de principe. Au niveau de la

cuisine politicienne, cela neutralise la capacité de nuisance du vieux lion, qui par rapport à Chamberlain est plutôt un jeune loup. Il est possible qu'il ait encore espéré éviter la guerre puisque, en dépit des signes de fermeté qu'il a récemment donnés, le lendemain, 2 septembre, aux *Communes*, dans une atmosphère surchauffée par l'anxiété et par l'abus de boissons alcoolisées, le chef conservateur, retrouvant ses réflexes d'apaiseur après avoir donné quelques signes d'énergie, stupéfie l'assemblée en se refusant à annoncer un ultimatum pour l'Allemagne. Il se fait alors chahuter par sa propre majorité. Churchill, piégé par son acceptation de principe d'un poste ministériel se tait. Eden se tait. La parole revenant alors à l'opposition, le travailliste Arthur Greenwood se lève, et, à la stupéfaction générale, le conservateur antimunichois Amery l'encourage à dénoncer la politique de son propre chef. Greenwood commençant par dire qu'il va présenter le point de vue travailliste en parlant du fond de son cœur, Amery le corrige et l'investit d'une mission plus large en s'écriant : "*Speak for England, Arthur !*"

Arthur Greenwood, que l'on dit piètre orateur, mais porté par les circonstances, reçoit l'inspiration de déclarer : «*I am gravely disturbed. An act of aggression took place thirty eight hours ago. The moment that act took place, one of the most important treaties of modern times automatically came into operation... I wonder how long we are prepared to vacillate at a time when Britain and all that Britain stands for -and human civilisation- are in peril. Every minutes delay now means the loss of life, imperiling our national interests, (interruption – Robert Boothby lance le mot 'honour') imperiling the very foundations of our national honour*». Il est alors ovationné par l'ensemble de l'assemblée à l'exception de Chamberlain et de son gouvernement, visiblement affectés.

Ce moment marque la vraie fin de la politique d'apaisement. C'est aussi, moralement, la fin du ministère Chamberlain, même s'il doit en pratique se survivre encore pendant près d'un an, car ce n'est plus sa politique qui s'impose. Le 3 septembre 1939, l'Angleterre déclare la guerre à l'Allemagne. Comme le parti travailliste et le parti libéral déclinent dans un premier temps l'offre de former un gouvernement d'union nationale, Chamberlain élargit son ministère en y incluant seulement quelques anti-munichois notoires venus des rangs conservateurs. Churchill accepte le poste de Premier lord de l'Amirauté et Hore-Belisha devient secrétaire à la guerre. Trop impétueux sans doute, Alfred Duff Cooper, Leo Amery et Harold Macmillan sont laissés de côté. Jusqu'à la chute finale du gouvernement Chamberlain, Leo Amery sera aux Communes le procureur le plus acharné contre son inertie et son impéritie dans la conduite de la guerre. Cela mettra un point final à son ancienne amitié avec Chamberlain, et affectera également ses relations ultérieures avec Churchill, pour qui l'essentiel est tout de même de ménager la chèvre et le chou pour durer. Eden entre également au ministère, mais au poste subalterne de ministre des dominions, et il est exclu du cabinet de guerre.

On comprend la logique qui conduit à confier à Winston Churchill le commandement des opérations maritimes, puisque il est entendu que si l'Angleterre est amenée à vraiment faire la guerre, cela sera sur mer, son but de guerre principal étant d'ailleurs la défense de sa domination maritime et impériale. On le met là où son activisme sera compatible avec le contenu du compromis politique. Et de fait, Churchill entamera sans attendre la guerre des mers avec l'Allemagne.

3. L'état de la France

A la date du 3 septembre 1939, la position diplomatique de la France et de l'Angleterre est aussi claire que sont incertaines les résolutions de leurs dirigeants. Les termes du traité d'alliance avec la Pologne obligent à une intervention militaire contre l'Allemagne dans les quinze jours. A Londres, la guerre étant là, on s'est résigné à laisser Churchill, l'homme qui l'a annoncée et demandé qu'on la préparât, entrer dans le cabinet avec le titre de *Premier Lord de l'Amirauté*. Sous son autorité, les opérations sur mer commencent immédiatement, et la Grande-Bretagne met en place le blocus maritime de l'Allemagne, tandis que plusieurs navires britanniques sont torpillés : ce qui est désagréable en soi, mais excellent pour souder la nation dans la haine de l'ennemi. L'Angleterre n'a pas vraiment connu la *drôle de guerre* et cela

explique bien des choses : il est naturel pour le peuple anglais de faire la guerre sans la voir et sans y participer individuellement. Cela n'implique aucune démoralisation et n'enlève rien à la fierté de remporter presque toujours la victoire. La guerre, pour le peuple anglais, est une fonction habituelle et séparée de l'Etat à laquelle le peuple participe à travers ses impôts, et c'est plutôt ce qui est arrivé entre 1914 et 1918 qui apparaît comme un scandale à ne pas répéter. Cependant, il est vraisemblable qu'une invasion des îles britanniques n'aurait pas débouché sur une occupation aussi tranquille que celle de la France pendant la première année. On l'apprend après soixante-dix ans de secret-défense, Churchill va bientôt organiser, dans l'éventualité d'un débarquement allemand et de la constitution d'un 'gouvernement *Quisling*' en Angleterre, une résistance clandestine toute prête à le combattre : tuer *—lâchement* diront les journaux acquis à l'ennemi- des officiers allemands en leur tirant dans le dos, faire dérailler des trains de *missionnaires innocents*, comme diront les mêmes, liquider sans jugement des collaborateurs séduits par le *nouvel ordre européen* : quelques Français le feront de façon improvisée et l'on présentera cela comme de l'aventurisme, y compris dans beaucoup de milieux anti-hitlériens, mais l'Angleterre l'avait préparé à l'avance, et au niveau des moyens de l'État : ce qui démontre, si cela était nécessaire, que lorsque les hommes de l'État dénoncent un *terrorisme*, cela ne signifie pas qu'ils en répudient absolument les méthodes.

En France, le gouvernement répudie toute planification de ce genre. Il s'affaire au contraire à mettre en place les lois et les structures susceptibles de combattre toute résistance qui pourrait tendre à s'organiser. En arrivant à Paris, la *Sécurité* allemande trouvera des services policiers bien organisés, bien renseignés sur les sources potentielles de désordre, et décidés à collaborer avec l'ennemi.

En France, le *Pacte* a fait entrer décidément dans la guerre civile qui couvait entre les milieux populaires qui depuis 1917 regardent avec faveur la révolution qui s'est faite à l'Est et les élites bourgeoises enclines à se targuer de la réaction fasciste. Le 2 septembre 1939, en dépit de la répression qui le frappe, le Parti communiste français a voté les crédits de guerre. Certains disent : sur ordre du Komintern. Les communistes disent : par solidarité avec la Pologne. Par la suite le parti communiste français a appuyé les initiatives de paix hitlériennes : et on le lui a tenu à trahison, alors que le gouvernement, ni d'ailleurs personne ne souhaitait vraiment voir s'engager des opérations.

En France, le conflit sourd entre pro-fascistes et antifascistes évolue en sens inverse de ce qui se passe en Angleterre : dans le sens de la guerre civile, et non dans celui de la cohésion patriotique, et c'est un drôle d'hiver qui s'annonce. La république bourgeoise a déclaré la guerre à l'Allemagne et ne la fait pas. Au lieu de cela, elle fait la guerre aux communistes et prépare une nouvelle agression contre l'Union soviétique. Le gouvernement français est finalement tombé sur une idée qui concilie la nécessité de sembler faire la guerre sans pour autant fâcher l'Allemagne : il s'agirait de conquérir les champs de pétroles soviétiques de Bakou. Les deux projets se marieront au printemps, avec l'opération de Norvège, dont le prétexte sera l'aide à la Finlande, et l'effet attendu une intervention soviétique qui justifiera l'attaque des champs de pétrole du Caucase.

Au Musée de la Résistance Nationale de Champigny, on peut voir exposée la note du général Gamelin qui détaille les modalités d'une agression possible :

'Note du général Gamelin, Commandant en chef des forces terrestres. Extrait. Secret. Le 22 février 1940. Etude. (Note marginale manuscrite) Cette étude, très légèrement modifiée, a été adressée le 4 avril 1940 par lettre n°359 CAB./DN au président Reynaud (remise à M. Baudouin).

Etude sur une action destinée à priver l'Allemagne et l'URSS des ressources en pétrole du Caucase.

Conclusions :

1° L'interception en mer Noire des pétroles envoyés du Caucase en Allemagne ne présente qu'un intérêt limité en raison de l'importance relativement faible de l'apport russe actuel par cette voie dans le ravitaillement en pétrole du IIIème Reich.

2° Une action contre l'industrie pétrolière russe au Caucase offre, au contraire, pour les Alliés un très gros intérêt . Elle permet de porter un coup très dur , sinon décisif, à l'organisation militaire et économique soviétique. Au bout de quelques mois, les embarras de l'URSS pourraient même devenir tel que ce pays courrait le risque d'un effondrement total. Si ce résultat était obtenu l'Allemagne, privée de tout ravitaillement soviétique verrait se fermer à l'Est la barrière du blocus et devrait se contenter de vivre sur les Pays Nordiques et les Balkans, derniers retranchements économiques où elle pourrait encore se défendre.

3° Une action contre les pétroles du Caucase peut prendre soit la forme d'un travail politique ayant pour but un soulèvement des populations musulmanes du Caucase, soit la forme d'opérations militaires dirigées contre les centres importants de l'industrie pétrolière russe. (note marginale manuscrite) Nous nous sommes depuis orientés vers une opération conjuguée aérienne et navale. Mais la valeur respective demeure vraie. '

Ce n'est pas dans un esprit de défense nationale que le gouvernement français réprime son opposition. Pour lui, le supposé défaitisme du parti communiste n'est qu'un prétexte pour l'interdire, après l'avoir persécuté après Munich pour son supposé bellicisme. Pacifiste, le gouvernement bourgeois l'est lui-même au moins autant que n'importe quel communiste, et cela va beaucoup se voir dans les mois à venir. Pacifiste et même défaitiste, le gouvernement français, sous l'influence du capital, intégré qu'il est à l'échelle continentale, et pas du tout germanophobe parce qu'il trouve que les méthodes allemandes ont du bon.

En attendant de trahir ouvertement, le gouvernement Daladier-Reynaud reste sur la ligne de non-confrontation avec le fascisme inaugurée par la prétendue '*non-intervention*' en Espagne - en réalité le choix de Franco contre une république rouge - depuis confirmée à Munich. L'entrée en guerre effective est un engrenage que les milieux réactionnaires, au fond fascisants, de la classe dirigeante a efficacement grippé en France. Quant au peuple, la propagande rétrospective de la bourgeoisie dirigeante expliquera que les Français n'avaient pas envie de se battre : mais qui aurait eu envie de se battre sous des ânes pareils ? Le chef d'état, ou le chef révolutionnaire, qui mobilise une armée, ou des masses, et ne les conduit pas aussitôt au combat est un traître ou un imbécile.

Daladier, puis Reynaud, après la lamentable mobilisation de 1938, qui s'était terminée en saoulographie générale, avaient à nouveau gardée oisive l'armée française. Non seulement il n'est pas question d'offensive pour soulager la Pologne, mais on ne se mit même pas en posture de défense.

Le 13 septembre, Louis Lecoin lance son '*Manifeste pour la paix immédiate*', qui sera signé par Alain, Giono et Déat. Sans que cela leur cause trop d'ennuis avec la police, de vastes milieux, et la SFIO elle-même, se prononcent contre la guerre, mais ne dénoncent pas l'absurde situation de la '*drôle de guerre*'. Il paraît que l'expression fut inventée par Roland Dorgelès, mais Paul Léautaud est un des premiers à l'utiliser. Le 29 octobre, il note : « *Cette guerre est une curieuse guerre. Pleine de procédés nouveaux et quelque peu mystérieux. L'Allemagne témoigne d'intentions agressives à l'égard de la Pologne. L'Angleterre et la France lui disent : 'Si vous y touchez nous la défendrons et ce sera la guerre.'* Hitler touche à la Pologne à ce point qu'il l'avale. L'Angleterre et la France mobilisent et déclarent à l'Allemagne l'état de guerre. Les armées franco-anglaises sont à la frontière, prêtes au combat. L'Allemagne, qui a déclaré qu'elle n'en a ni à l'Angleterre ni à la France, - ni à la France surtout - se contente de se tenir sur la défensive, et la France et l'Angleterre, qui lui ont déclaré la guerre, - état de guerre, ce n'est pas loin de revenir au même, - attendent, d'après ce que disent les journaux, que l'Allemagne attaque. On pourrait se représenter Hitler disant des Anglais et de nous : '*Je ne sais pas ce qu'ils veulent, ces gens-là. Je ne leur ai rien fait. Qu'est-ce qu'ils ont à me menacer ?*' Extrêmement drôle. »

Paul Léautaud n'imagine pas, bien sûr, que le discours qu'il met dans la bouche d'Hitler, et dans sa tête, sera tenu dans des termes à peu près identiques à Rethondes en préliminaire aux transactions d'armistice.

Même au parti communiste, l'esprit de Valmy semble éteint. Aussi le défaitisme pratique éclate-t-il au grand jour : on a déclaré la guerre mais en pratique il ne se passe rien et dans la troupe livrée à l'oisiveté l'esprit de défense nationale va sans cesse en se dégradant. Au mois de décembre 1939, le commandement français refusera jusqu'au minage du Rhin - projet '*Royal Marine*' - que proposent les Anglais comme mesure défensive. Winston Churchill écrit dans ses mémoires : « *C'était la première fois que j'entendais déclarer qu'il ne fallait pas faire de mal à l'ennemi, car cela pourrait le rendre furieux.* » En son for intérieur, Winston rejoint Staline dans ses anticipations : lorsque Hitler va débouler, les Français ne tiendront pas le choc.

4. Gué-guerre impérialiste

Les mêmes divisions se font jour en Angleterre et en France entre ceux qui refusent le fascisme et ceux qui refusent de se battre contre lui. En France elle ira jusqu'à la guerre civile avec l'occupation allemande et la collaboration. En Angleterre, la confrontation entre le groupe de Chamberlain et celui de Winston Churchill est aussi abrupte, mais elle se résoudra politiquement, sans effusion de sang. Autre différence : elle se terminera outre-Manche par la victoire du camp résolu à la lutte.

Le clan Churchillien est minoritaire à droite mais il est appuyé par la gauche. Le groupe apaiseur de Chamberlain s'appuie sur le groupe franchement pro-nazi de Horace Wilson, le chef de l'administration, et de Neville Henderson, l'ambassadeur à Berlin, qui tiennent des positions clefs. Le conflit se résoudra en deux étapes en faveur des patriotes. La première de ces étapes a été franchie en septembre avec l'entrée de Churchill au cabinet de guerre. Dans un second temps, le 8 mai 1940, il deviendra premier Ministre. En dépit de manœuvres souterraines visant à saper sa politique, il n'y aura pas en Angleterre de trahison à grande échelle des élites économiques et politiques.

Il n'y aura pas en Angleterre comme en France de démoralisation avant même la défaite. Cela tiendra beaucoup au comportement personnel de Churchill, utilisant à fond le levier que les apaiseurs lui avaient confié : la *Royal Navy*. Certes, les gouvernants britanniques unanimes – et Churchill lui-même – sont bien décidés à ne pas s'engager massivement dans une guerre terrestre en Europe comme ils l'avaient fait dans la guerre précédente. Mais ils feront la guerre sur mer et dans les airs. Dès l'automne de 1939, profitant de sa position de *Premier Lord de l'Amirauté*, Churchill fait effectivement la guerre qui reste purement platonique de l'autre côté de la Manche. Il la fait dans toute la mesure de ses pouvoirs constitutionnels, qui sont assez étendus : et d'abord, la marine, obéissant à ses ordres, se montre agressive dans la chasse aux sous-marins allemands.

Par ses décisions à la tête de l'Amirauté, Churchill pousse les feux de la guerre pour rendre irréversible le choix fait le 2 septembre. Son influence et celle des milieux qu'il représente se fait globalement sentir. Elle opère par le moyen du fait accompli. Du fait de l'activité de la seule Marine entre septembre 1939 et mai 1940, on peut dire que l'Angleterre n'a pas vraiment connu la '*drôle de guerre*' et ses conséquences démoralisantes.

Le 1er octobre 1939, Churchill, qui n'est encore que *Premier Lord de l'Amirauté*, rend compte des opérations navales à la Chambre des Communes. Son ton tranchant et belliqueux, tant au parlement qu'à la radio, suscite l'admiration des uns et la méfiance des autres. Sur le fond, il se félicite des mesures militaires prises par Staline en réponse à l'invasion nazie de la Pologne : « *Russia has pursued a shrewd policy of self interest. We could have wished that the Russian armies should be standing on their present line as the friends and allies of Poland instead as of invaders. But that the Russian armies should stand on this line was clearly necessary for the safety of Russia against the nazi menace. At any rate, the line is there and an eastern front has been created, which nazi Germany does not dare assail* ».

Le discours de Churchill montre que dès cette époque, au-delà des manœuvres tactiques la persistance de l'hostilité fondamentale entre l'Allemagne de Hitler et la Russie soviétique est perçue par les milieux informés, y compris conservateurs. Par ailleurs, significatif du sens dans lequel vont les vœux des Anglais, le bruit court dans la presse d'une possible révolution communiste en Allemagne, que même certains milieux conservateurs ne considéreraient pas d'un mauvais œil. La société anglaise est donc dès ce moment en claire divergence par rapport aux milieux dirigeants français, de plus en plus pro-nazis et défaitistes, alors que la haute société anglaise, initialement germanophile, le devenait de moins en moins.

Au plan de la politique intérieure, donnant son avis sur les affaires au-delà de son strict domaine de responsabilité, Churchill cherche à se donner une stature d'homme d'état, et donc d'alternative à Chamberlain, aux yeux des milieux influents les plus vastes. Au cours de cette période, la popularité de Chamberlain s'effondre et les milieux conservateurs songent à son remplacement, mais hésitent sur le choix d'une alternative. Halifax est jugé trop terne, Churchill trop vieux et trop imprévisible. Mais les discours radiodiffusés de ce dernier impressionnent favorablement le public. Churchill a une partie politique difficile à jouer. Sa stratégie consiste à afficher un loyalisme absolu vis à vis de son chef, ce qui correspond par ailleurs à sa structure de personnalité. Le refus de nuire à Chamberlain, qui ne s'accompagne pas d'une retenue réciproque de la part de ce dernier et de ses partisans, distancie Churchill de ses soutiens les plus fervents, mais rend plus difficiles les attaques et les coups bas de ses adversaires et concurrents munichoïses et pro-fascistes. Cette stratégie délicate à mener mais intelligente finira par le

placer au centre de la société politique britannique, où l'hostilité au communisme et à l'Union soviétique devient de plus en plus subsidiaire par rapport à la peur du nazisme.

Certes, au-delà du croque-mort Chamberlain, une partie de la société politique conservatrice exprimait des réserves à l'encontre d'une politique trop agressive, estimant que le communisme était un plus grand danger que l'Allemagne, avec laquelle il ne fallait pas compromettre toute possibilité d'alliance. Cela arrangerait tellement de choses si seulement l'Allemagne changeait de gouvernement ! Et en attendant, pourquoi ne pas faire comme la France, qui ne faisait absolument rien ?

Répondant deux jours plus tard au discours de Churchill, le 3 octobre 1939, c'est **Lloyd George** qui est chargé par le parti pacifiste de contrer les menées et le combat idéologique des churchilliens, et il en prend le contre-pied, intervenant à la Chambre des Communes pour réclamer des négociations de paix avec Hitler. Il se heurte à des manifestations de réprobation. Cependant, il ne fait que constater l'impréparation matérielle et morale du pays en face de l'épreuve qui s'annonce. En effet, la *'bore war'* a provoqué une crise morale en Angleterre. En l'absence d'une mobilisation réelle du pays en vue de la guerre, le chômage persiste. La population ressent durement la hausse des prix et la pénurie de charbon et de produits alimentaires, la gêne du couvre-feu et des réquisitions, le déchirement des évacuations forcées. Ceci d'autant que les classes fortunées ne changent rien à leur train de vie. Les animaux domestiques, que les évacués ne peuvent emmener avec eux, sont les premières victimes inutilement sacrifiées de la guerre. Dans beaucoup de cas, la censure est ressentie comme particulièrement absurde : ainsi lorsqu'elle interdit la divulgation du contenu d'un tract lancé sur l'Allemagne sous prétexte qu'il s'agit d'information susceptible d'être utilisée par l'ennemi. Des enquêtes révèlent que vingt pour cent de la population écoute régulièrement le propagandiste félon **William Joyce**, alias **Lord Haw-Haw** sur les ondes de *radio-Stuttgart*. Le défaitisme et le pacifisme s'expriment ouvertement dans les milieux les plus influents. Le **duc de Westminster** déclare à Winston Churchill qu'à son avis *'la guerre est un complot judéo-maçonnique visant à détruire la civilisation chrétienne'*. Lord Beaverbrook envisage de lancer une campagne pacifiste dans ses journaux. Le bruit court que le roi lui-même, influencé par l'ambassadeur américain **Joseph Kennedy**, pense que l'Angleterre ne peut pas gagner la guerre et devrait traiter avec l'Allemagne pendant qu'il en est encore temps. A gauche, un groupe de députés travaillistes demande une conférence internationale et un armistice négocié, tandis que **George Bernard Shaw** exige dans le *New Statesman* que l'on en finisse avec cette guerre ruineuse. On apprendra que c'est le Foreign Office qui l'a encouragé à prendre cette position publiquement, tandis que le Ministère de l'information dissuade les journaux et la BBC de rendre compte des atrocités commises par les nazis contre les Juifs et les opposants. *'There is a smell of peace in the air'*, résume **Harold Macmillan** dans son journal.

Tout dépendait de comment réagiraient Chamberlain, et surtout son chef de cabinet philo-nazi, Horace Wilson. On sait bien de quel côté ils avaient toujours incliné, mais les premières pertes subies nourrissaient dans l'opinion la rage de se battre et de vaincre. Signe des temps, le 12 octobre 1939, après la défaite polonaise, Chamberlain, le Chamberlain de Munich, rejette les offres de paix de Hitler. C'est qu'il applique le principe: *'je suis leur chef, donc je les suis'*. Le lendemain, 13 octobre, au cours d'un repas intime auquel le couple Churchill avait conviés Neville et Madame Chamberlain, Churchill reçoit à trois reprises des notes lui annonçant la destruction à chaque fois d'un nouveau sous-marin allemand. Pour le grand apaiseur, ces notes, et le sens dans lequel les choses allaient irrésistiblement, en partie du fait de l'activisme du *Premier Lord* devaient être plus difficiles à digérer que la cuisine de Clémentine Churchill.

Les Allemands évidemment se vengent. L'amirauté avait pris des mesures contre la menace nouvelle que représentent les mines de fond à déclenchement magnétique, mais le 14 octobre 1939, un sous-marin allemand coule le cuirassé **Royal Oak** à son mouillage de Scapa Flow. Chamberlain encaisse : pour la suite, en principe, c'est lui qui décidait, mais de tels événements étaient de ceux qui déterminent une politique. Les Français ne s'en sont peut-être pas rendus compte sur le moment, mais du côté de l'Angleterre, qui, comme le disait Churchill, était un *animal marin*, la guerre était enclenchée.

En dépit de son caractère hésitant, l'Allemagne elle aussi avait pris au sérieux la déclaration de guerre franco-britannique. Le 2 décembre 1939, le cuirassé de poche **Graf Spee** coule deux navires britanniques au large du Cap. Les Anglais se mettent en chasse et le 17 du même mois, le *Graf Spee* est attaqué et endommagé par trois unités mineures mais résolues de la Royal Navy : l'*Exeter*, l'*Ajax* et l'*Achilles*. Acculé dans le Rio de la Plata, il se saborde. Le comportement guerrier des marins britanniques est annonciateur de la suite. Il sera reproduit six mois plus tard dans la défense de l'espace aérien par la *Royal Air Force*.

Du côté anglais, il n'y a pas eu de '*Drôle de guerre*'. Cela signifie qu'il n'y aura pas non plus de capitulation honteuse. Alors qu'en Angleterre la déclaration de guerre s'accompagne de la montée de Churchill au pouvoir, en France les munichois gardent la haute main sur les affaires et accentuent l'ostracisme des milieux antifascistes.

Cette guerre à l'ouest que l'Angleterre fait aussitôt que déclarée, l'Allemagne voudrait y mettre fin. Hitler ne renoncera jamais à trouver un arrangement et il restera toujours diplomatiquement très actif dans ce sens. Il a de grands espoirs du côté des élites britanniques - à commencer par le souverain déchu Edouard VIII - qui sont dans l'ensemble si compréhensives, et qui se livrent à des attaques frénétiques contre le *Premier Lord de l'Amirauté* : un type anormal, et qui, se saisissant du levier que représente le peuple anglais, va dévier presque à lui seul le cours de l'Histoire.

5. Plans grandioses

Dans son ouvrage classique sur la *Politique étrangère de la France*, Jean-Baptiste Duroselle, historien universitaire qui ne pratique pas inconsidérément le jugement de valeur ne s'interdit pourtant pas de qualifier de *délirants* les projets militaires conçus par l'État-Major pendant l'hiver 1939-1940.

C'était Daladier le premier, qui, prenant acte de la réticence de l'état-major à occasionner la moindre peine au chancelier Hitler que l'on avait suffisamment offensé en lui déclarant formellement une guerre que l'on ne faisait pas, avait imaginé le 31 janvier 1940, afin d'en finir avec une inaction ridicule, d'entamer une opération en Norvège par un débarquement à Petsamo, dans l'extrême nord de la Scandinavie, où se trouvaient des gisements minéraux convoités par tout le monde. Les Soviétiques étaient déjà sur place, mais les difficultés initiales de l'Armée rouge dans la guerre contre la Finlande avaient donné l'idée à Daladier, Alexis Léger, Gamelin et Darlan que, nonobstant le fait que l'on ne savait déjà que faire de la guerre déclarée à l'Allemagne, le moment était venu, tant que l'on y était, d'en finir avec l'Union soviétique. L'armée rouge se disloquerait à la première pichenette se disaient l'état-major, la haute administration, la bourgeoisie, parce qu'ils prenaient leurs désirs pour des réalités. Et même un grand réaliste comme le général de Gaulle n'avait pas été indemne, au début, de cette illusion.

La *drôle de guerre* était au bout de six mois devenue plus drôle que jamais, mais tous les ridicules valaient mieux que d'admettre un cruel dilemme : le pays dont la géographie faisait, inéluctablement, un allié de revers contre notre voisin agressif, était en même temps doté d'un système politique dangereux pour notre bourgeoisie possédante. Ce régime était inacceptable en tant que modèle et en tant qu'appui pour des forces révolutionnaires dans l'ensemble des pays capitalistes : et de ce fait, l'abattre avait toujours été une priorité. Entre intérêt national et intérêt de classe, la bourgeoisie nationale ne balançait pas, et elle était unanime. Les *socialistes* eux-mêmes ne faisaient pas exception. «*On ne peut se défendre, à l'égard des socialistes, des pires suspicions : avocats de la bourgeoisie, avec ce que ce mot comporte d'honoraires*», disait Emmanuel Berl. Blum et Weygand, le royaliste et le prétendu socialiste, s'étaient ralliés eux aussi aux vues des importants qui se trouvaient aux affaires. Alors, certes, on avait déclaré la guerre à l'Allemagne, mais il fallait avant tout faire la guerre aux Soviétiques, et si possible la gagner, puisqu'on n'y était pas suffisamment parvenu dans les années vingt.

Il était un peu compliqué, mais tout à fait possible, de s'en prendre à l'Union soviétique sous prétexte de défense nationale : le pacte germano-soviétique autorisant quelques acrobaties intellectuelles accessibles aux polytechniciens de l'État-major, Darlan et Daladier envisageaient l'opération de Norvège, de façon compliquée, en combinaison avec une intervention en faveur de la Finlande et avec des projets de grande ampleur tendant à priver l'Allemagne du pétrole russe du Caucase. La Finlande était en guerre avec l'Union soviétique depuis le 30 novembre 1939 à propos d'une rectification de frontière aux abords de Leningrad. On avait calculé qu'attaquer en Norvège, c'était tendre la main aux Finlandais, et qu'en aidant les Finlandais, on fâcherait les Russes : et si fâcher les Allemands était à éviter - c'était même la hantise du gouvernement et de l'État-major - outrager les Russes était à la fois utile et agréable : agréable parce qu'on détestait les Soviétiques par principe, et utile parce que s'il avaient le tort de se rebiffer, cela justifierait dans un second temps une agression prédatrice contre Bakou.

Certes, aider les Finlandais était un peu paradoxal, et supposait d'être présenté avec soin à l'opinion publique, puisque ils étaient par ailleurs des alliés des Allemands : mais la presse intégrée au système de l'argent et du pouvoir était capable de véritables tours de force lorsqu'il s'agissait de manipuler l'opinion. Et puis la tentation était vraiment trop forte. Il restait à manipuler la représentation nationale : mais là aussi l'anti-bolchévisme était un facteur à considérer par-dessus tous les autres, et capable de tout réconcilier.

En somme, la position militaro-diplomatique du gouvernement français était donc, très clairement, que pour se défendre contre l'Allemagne il fallait surtout ne rien faire contre l'Allemagne directement, mais d'une part se porter au secours de la Finlande, alliée de l'Allemagne, contre l'Union soviétique, autre alliée de l'Allemagne mais dont l'Allemagne nous protégeait, tout en s'appuyant sur elle pour nous menacer. Le lecteur me pardonnera la complexité, et même l'absurdité de cette présentation, mais elle n'est vraiment pas de mon fait. Les relations internationales sont décidément des affaires complexes, et où beaucoup de chiens mordent beaucoup de queues, parfois les leurs et parfois celles des autres.

Etant donné que tous ces beaux projets visaient à donner le sentiment d'une action militaire alors que l'on craignait trop l'ennemi pour l'affronter, il fallait encore que l'Union soviétique fût en effet le *colosse aux pieds d'argile* que l'on espérait, tout en parlant parfois à son propos d'un *formidable rouleau compresseur* : et c'est donc ce que l'on faisait semblant de croire, en dépit de la contradiction.

Weygand entendait, avec ses deux divisions du Proche-orient « *briser les reins de l'Union soviétique* », tandis que de Gaulle lui-même, par la suite mieux inspiré, affirmait qu'« *un corps expéditionnaire motorisé, débarquant en Finlande à travers la Norvège aurait tôt fait de bousculer les hordes désordonnées de la Russie et de marcher vers Léningrad* ». A un certain point, pour citer un sommet de l'enthousiasme guerrier qui avait saisi les polytechniciens de l'État-major, et à leur suite une bonne partie des élites dirigeantes, Jean-Baptiste Duroselle rapporte comment le capitaine Stehlin entendit un jour avec stupeur l'aide-major général de l'air Bergeret envisager *une vaste manœuvre en tenaille* : « *Les forces venues de Scandinavie et de Finlande se porteront au-devant de l'armée Weygand laquelle partie de Syrie vers Bakou remontera vers le nord et les rejoindra à Moscou* ».

Pour mener à bien ces projets qui devaient bouleverser la situation stratégique globale, la France n'hésiterait pas à engager les deux divisions dont elle disposait au Levant, et, pour la mâchoire septentrionale de la tenaille qui devait enserrer et disloquer l'Armée rouge, une demi-brigade de la Légion étrangère et quelques chasseurs alpins, à disposer en Scandinavie au plus vite.

Certes, si de tels plans pouvaient réussir, l'Allemagne se fût *ipso facto* trouvée encerclée, et se serait probablement rendue. Hitler serait parti en exil à Sainte-Hélène, ou peut-être dans L'Île-aux-chiens. On aurait pu ensuite envisager de conquérir la Chine, ou encore la planète Mars : à l'état-major, tout semblait possible, excepté d'affronter la Wehrmacht, qui était présente et bien présente de l'autre côté du Rhin, et que l'on se gardait bien de provoquer. Car dans l'immédiat, les stratèges fantasques de l'état-major et du gouvernement étaient retenus, outre leur propre pusillanimité, par les réticences de l'Angleterre, qui ne souhaitait pas, s'agissant de l'immense Union soviétique et de ses deux ou trois-cents divisions, *ajouter la guerre à la guerre*. L'affaire avait donc été ramenée, aux approches du printemps, à un projet de débarquement à Narvik. Et du coup, c'étaient Gamelin et son aérorage d'anticommunistes dans la coulisse qui n'étaient plus très motivés. Si bien que dans l'immédiat, on avait continué à ne rien faire.

6. Reynaud imperator

Au début du mois de mars, alors que le gouvernement Daladier agonisait à force de visible inertie, la paix revenue entre la Finlande et l'Union soviétique avait mis fin provisoirement aux folles spéculations de l'Etat-major. C'est Paul Reynaud qui allait remettre le projet à l'ordre du jour.

Le 22 mars 1940, Daladier, si dur avec les humbles mais sans volonté devant les menaces, a été remplacé à la présidence du conseil par Paul Reynaud qui se targue de mener plus activement les opérations militaires. Mais le gouvernement Reynaud est faible lui aussi. Et pour commencer, il n'a même pas de vraie majorité à la Chambre, ayant été investi d'extrême justesse, et probablement au moyen d'une fraude

organisée par Edouard Herriot. Daladier reste donc au cabinet, et il devient *ministre de la Guerre*, placé au mieux pour continuer à se demander ce qu'il faut faire et finalement ne rien faire.

Comme commandant en chef, Daladier a imposé que l'on garde Gamelin, réputé très intelligent, mais toujours terré dans son bunker à plusieurs centaines de kilomètres du front - '*un sous-marin sans périscope*', disent les Anglais pour se moquer de lui – crispé sur son attitude d'attentisme, et incapable d'admettre que sa désastreuse organisation, et en particulierité la dualité de commandement avec le général Georges qui a la haute main sur le *front du nord-est*, ruine l'efficacité de l'armée.

Reynaud méprisait Gamelin, et lui préférerait de beaucoup Weygand, qui devait pourtant lui causer bien des déboires. Lorsqu'il conversait de façon détendue avec ses jeunes secrétaires Leca et Devaux autour d'un bon dîner, et avec le colonel de Villelume, son plus proche conseiller militaire et le chouchou d'Hélène de Portes dans son cabinet, le président du Conseil appelait très irrespectueusement son généralissime '*la vieille femme*' : mais sans trop déflorer le sujet on peut révéler ici que le moqueur et le moqué devaient avant longtemps, et pour les mêmes défauts de caractère à peu près, tomber dans le même discrédit.

Reynaud allait juger Gamelin de façon définitive au début du mois d'avril lorsque, incapable de réagir devant le futoir qu'était devenue l'opération norvégienne, il s'était tout simplement absenté de la prise de décision, rejetant toute la responsabilité sur Darlan et sur les Anglais.

Plus tard, Reynaud reconnaîtra avec franchise avoir su dès le début que Gamelin n'était pas l'homme de la situation : mais pendant les six semaines qui avaient séparé sa prise de fonction de l'offensive allemande, tout en étant parfaitement au courant de son insuffisance, il n'avait pas trouvé pour le limoger le courage d'affronter ses ministres et sa majorité ou quasi-majorité parlementaire, et il avait jour après jour toujours trouvé un nouveau prétexte pour le garder. Il finirait par s'en séparer, mais, comme tout ce qu'il ferait, au plus mauvais moment, et quand il serait trop tard.

Et de même avec Weygand par la suite.

Dans l'immédiat, avec Daladier à la guerre et Gamelin à l'État-major, Reynaud accepte d'être en pratique exclu des questions militaires. Mais il y a plus. Outre Daladier, Reynaud s'est entouré de ministres issus des milieux d'affaires les plus réactionnaires : Paul Baudouin, d'abord, lié à Mussolini et à la banque Worms, et bientôt Bouthillier, inspecteur des finances anglophobe et d'*Action française*, qui poursuivra sa carrière sous l'occupation, spécialisé dans l'économie mais intéressé à la question juive : ce qui n'était pas illogique puisque la persécution des Juifs allait elle aussi devenir une bonne affaire.

Derrière Baudouin et Bouthillier, en arrière-plan, il y avait déjà l'ombre de Weygand, le plus ancien dans le grade le plus élevé de nos militaires après bien sûr, le Maréchal. *Baudouin et Bouthillier acceptaient avec enthousiasme tout ce que proposait Weygand*, écrira Emmanuel Berl, auteur d'une précieuse narration de *La fin de la Troisième république*. Ils étaient convaincus que Weygand serait le prochain président du conseil et sous lui se rêvaient eux-mêmes plus gros ministres qu'ils n'étaient encore. Weygand, royaliste et mystique qui pensait que la France avait besoin d'une rédemption et que la rédemption passait par la souffrance.

Derrière Baudouin et Bouthillier il y avait Weygand, et derrière Weygand il y avait Pétain. Pétain, officiellement avait approuvé le choix de Gamelin. A part lui il le méprisait. Pétain méprisait beaucoup de gens, qui souvent méritaient son mépris. «*Gamelin n'est pas capable de mener cette guerre*», confiait-il à ses proches. Mais il ne livrait rien de ses pensées intimes aux civils du gouvernement. Devant ses amis officiers supérieurs, il semblait s'amuser de la catastrophe à venir, dont il considérait qu'elle serait sa chance : «*Le gouvernement ? Qu'ils se débrouillent !* ». Et il disait aussi : «*Au printemps, on aura besoin de moi* ».

Les civils, donc, ne se doutaient de rien. Daladier et Reynaud étaient-ils convaincus, comme ils le faisaient répandre dans la presse, qu'ils disposaient de la première armée du monde ? Ce n'est pas absolument certain. Mais même s'ils y croyaient un peu, ils tenaient à mettre toutes les chances de leur côté. Et c'est ainsi que toute neutralité philosophique jetée par-dessus bord, le premier acte du nouveau gouvernement Reynaud consista à retourner à Notre-Dame pour implorer la clémence du ciel : de quoi supposer que Reynaud et Daladier n'avaient pas seulement leur argent à New-York, mais aussi leur rond de serviette à l'évêché. Et l'on n'est pas étonné d'apprendre, à condition de lire les historiens non-conformistes, qu'en dépit de leurs rapports amicaux avec la franc-maçonnerie, ils recouraient volontiers à des hauts prélats comme intermédiaires de choix pour leur diplomatie secrète : car s'il s'agissait de parler à des fascistes, il était habile de leur dépêcher des émissaires qui partageassent leur langage et leur vision du monde, et ce que l'on avait de mieux dans le genre, c'était encore des évêques et des cardinaux.

7. Churchill s'en va-t-en guerre

Reynaud sentait sa faiblesse, se connaissait assez pour savoir qu'il ne la surmonterait pas seul. Dans l'intention probable de mettre des garde-fous contre le défaitisme en lui et autour de lui, il conclut le 28 mars avec Churchill un accord interdisant aux deux alliés de se retirer de la guerre sans un commun accord. Le 4 avril, Churchill s'était rendu à Paris pour convaincre Daladier, toujours ministre de la guerre, de donner un tour plus actif aux opérations contre le *Reich*. Car on ne gagne pas une guerre avec des tergiversations.

Sans aller jusqu'à risquer de fâcher Hitler sur le Rhin, Reynaud reprit alors l'examen de l'opération de Norvège qu'il avait d'abord imaginée en janvier pour '*couper la route du fer*'. Il envisageait cependant de s'en tenir à une version plus modeste du plan initialement conçu par Gamelin et Darlan. Cette fois, les projets offensifs étaient confiés à de Villelume qui tendait lui aussi à l'attentisme lorsqu'il s'agissait de s'en prendre à la trop réelle menace hitlérienne, mais se montrait imaginatif en matière de conceptions périphériques, et qui avait été très excité par le projet d'aventure caucasienne.

Il fallait bien donner à Churchill un os à ronger. Or tout ce que Churchill demandait faisait peur à Reynaud. Par exemple, l'anglais avait encore insisté pour que l'on procédât enfin au minage du Rhin : mais sans succès. Et les Français refusaient aussi que l'on minât les approches des ports norvégiens, par lesquels les Allemands s'approvisionnaient en minerai de fer. Churchill avait alors compris qu'en France, le conflit sourd entre patriotes et défaitistes évoluait dans le mauvais sens : et même que la cohésion nationale était en péril.

Et en effet : même s'ils étaient désormais morts et enterrés, les projets délirants de Reynaud et Daladier contre l'Union soviétique rendaient fous les communistes et exaltaient la droite, qui même sous les espèces de l'état-major n'avait qu'une idée très confuse du possible et de l'impossible. Cette polarisation extrême de l'opinion, pour un *homme d'équilibre* comme Paul Reynaud, mais qui avait choisi, on le voyait à la composition même de son gouvernement, de ne pas avoir d'ennemis à droite, rendait d'autant plus nécessaire d'envoyer de plus en plus de communistes dans les camps de concentration que l'on avait ouverts pour les républicains espagnols, et que l'on remplissait désormais avec tous les antifascistes français et étrangers que l'on pouvait attraper.

Devant le silence de Dieu, la question, pour Reynaud, restait entière de savoir s'il s'agissait oui ou non de faire la guerre à Hitler, et comment. Un point seulement était acquis : les communistes étaient en prison, ou en exil, ou bien se cachaient, et le peu d'entre eux qui restaient libres de leurs mouvements semblaient aussi irrésolus que le gouvernement lui-même.

Constatant l'impossibilité de remuer les Français dans le sens d'une guerre étrangère, et puisque ses moyens militaires excluaient qu'il prît l'initiative des opérations terrestres contre l'Allemagne, Churchill s'était alors emparé personnellement des projets concernant la Scandinavie. Sa position de *Premier Lord de l'Amirauté* le mettait en mesure de mettre le feu à la Mer du Nord. Il s'agissait officiellement de '*protéger*' la Norvège des ambitions allemandes. Le gouvernement norvégien, qui se voulait neutre, ne demandait rien, mais on connaît la devise de Churchill : « *inter arma silent leges* ». En français : *à la guerre comme à la guerre*.

Une coïncidence rare se produisit alors : car c'est au même moment, à vingt-quatre heures près, que le plan britannique de minage des ports norvégiens rencontra le plan allemand de débarquement dans les mêmes ports. Le 8 mars, les britanniques lançaient leurs mines, et le 9 les Allemands s'emparaient de Narvik, Trondheim, et le reste. Puis ils envahirent le Danemark et la Norvège avec sept divisions, sans même en avertir Paul Reynaud.

Après un mois d'opérations terrestres et maritimes, la marine britannique avait mis hors de combat une partie significative de la flotte de surface allemande, qui ne jouerait plus de rôle dans la guerre, mais pour ce qui est de la Norvège, les Allemands restaient maîtres du terrain et sécurisaient leurs approvisionnements en fer suédois.

Comme *Premier Lord de l'Amirauté*, Churchill était lourdement impliqué dans l'échec des opérations terrestres scandinaves. L'affaire des Dardanelles qui avait mis fin à sa carrière ministérielle dans la guerre précédente donnait signe de se renouveler. Décidément, était-on tenté de dire, voilà un homme qui perd toutes ses batailles. Dans ses mémoires, Churchill critique l'inefficacité stratégique d'un gouvernement dont il faisait partie, et note que cette aventure aurait pu signifier la fin de sa carrière politique. Mais c'est

le contraire qui devait se produire, car c'est à cette époque aussi que la fronde commença à monter contre Chamberlain à l'intérieur même du Parti conservateur.

8. Churchill imperator

A partir du début mai, des informations filtrèrent de diverses sources indiquant qu'Hitler allait passer à l'attaque contre les Pays-Bas, la Belgique et la France, et entre le 8 et le 10 mai 1940, c'est une véritable révolution de palais qui a lieu à Londres aux approches de la guerre chaude avec l'Allemagne. Confronté à l'hostilité de plus en plus tonitruante d'une partie de sa majorité, Chamberlain est acculé à la démission, et doit en outre consentir à désigner pour successeur l'homme même dans son parti auquel il est le plus hostile, mais qui seul se trouve en position d'assumer le pouvoir.

Halifax est le rival possible. Il s'excuse sous le prétexte qu'étant Lord il ne siège pas aux Communes, mais pour lui, le véritable empêchement est d'ordre politique. Il est question d'un cabinet d'union nationale, et Halifax est trop à droite pour s'entendre avec les travaillistes. Churchill, qui n'est qu'un nobliau puisqu'il appartient à la branche cadette de sa célèbre famille et qui, dans un pays où sévit le droit d'aînesse, vit plutôt difficilement de sa plume, se voit certes reprocher l'échec de l'expédition de Narvik : mais, relativement épargné par l'envie démocratique, il jouit de la faveur de la minorité travailliste, c'est lui qui est retenu.

Il forme un Cabinet de guerre de cinq membres comportant les chefs des trois grands partis. Chamberlain reste, mais encadré d'Attlee et de Greenwood, qui diffusent un parfum discret -on est en Angleterre- d'antifascisme de principe. Archibald Sinclair devient ministre de l'Air et Lord Beaverbrook ministre de la Production de guerre. Ce dernier nom surtout signale que désormais l'efficacité l'emportera sur les scrupules.

Cependant, les intrigues continuent. Chamberlain, avec son secrétaire particulier Sir Horace Wilson, et son ambassadeur à Berlin imposé par Hitler, Neville Henderson, sont à la tête d'un parti germanophile qui ne se réduit pas à leurs personnalités singulières. Toute une fraction de la classe dirigeante vise à s'entendre avec l'Allemagne telle qu'elle est et en toute connaissance de ce qu'elle est. Une mouvance qui détient effectivement le pouvoir au printemps 40, qui n'a jamais accepté la déclaration de guerre à l'Allemagne qui lui a été imposée à l'automne et qui est prête au compromis planétaire proposé par Hitler.

9. La guerre pour de vrai

Avec l'opération de Norvège, le château de carte de l'apaisement s'est écroulé d'un coup. Le communiqué de l'État-major no 497 du 9 Mai indiquait que : *'Dans la région à l'Est de la Moselle, plusieurs patrouilles ennemies ont été repoussées par nos feux d'infanterie et d'artillerie.'* Le film d'information hebdomadaire du Service cinématographique de l'Armée se flattait que *'pendant huit mois, l'Allemand n'a pas osé attaquer de face'* : mais on sent bien que cela était dit dans la nouvelle conviction que cela allait changer. Et même dans la connaissance du fait à venir. Car c'est dès le lendemain, 10 mai 1940, qu'Hitler envahissait les Pays-Bas. La destruction de Rotterdam par bombardement aérien suivit immédiatement, fixant le schéma de ce que serait la guerre en Europe. Puis l'armée allemande pénétra en Belgique. Le 16 mai, la percée était faite à Sedan, mais les actualités du Service cinématographique de l'Armée n'en disaient mot. Elles faisaient état de l'offensive allemande en expliquant que : *'au matin du neuf mai, sur notre front c'est encore pour un jour, pour quelques heures, la guerre telle qu'elle fut pendant neuf mois'*, puis elles enchaînaient sur l'invasion de la Belgique en se consacrant exclusivement au sort des civils. Elles ne disaient rien des opérations militaires proprement dites, et rien en particulier sur la percée de Sedan. Elles insistaient au lieu de cela sur les pertes de l'aviation allemande. La même épave de Messerschmidt 110 serait montrée dans plusieurs numéros successifs à preuve de ce fait. Pendant toute la campagne, le public, s'il fut mis au courant de la situation militaire, ne le fut certainement pas par la communication de l'Armée.

Pendant tout l'hiver, la France avait attendu l'offensive allemande. Deux grandes options étaient envisagées de la part de l'ennemi : par la Belgique comme en 1914 ou par les Ardennes comme en 1870. En réalité, il y avait toujours les deux à la fois, et le problème était de discerner à temps où serait le leurre et où serait l'effort principal.

Cette fois, on le sait désormais, l'attaque décisive allait être celle des Ardennes : mais Gamelin avait réagi en lançant toutes ses forces très loin vers le Nord. Il n'avait gardé aucun moyen de couverture pour tenir compte de l'hypothèse inverse.

« *S'ils passent par les Ardennes, on les pincera à la sortie* », avait dit Pétain, qui, contre de Gaulle partisan de la mobilité agressive des blindés, prônait la ligne de défense continue. Mais le *colmatage* de la percée que Guderian allait faire à Monthermé aurait supposé des réserves. Et faute de réserves on s'interdisait aussi la réplique alternative qui aurait consisté à laisser l'ennemi s'avancer pour mieux le contrer par des attaques de flanc, couper ses arrières, et l'encercler. C'était la tactique inspirée de la bataille de Cannes, consistant à laisser l'ennemi '*s'enfoncer dans la nasse*' : et elle avait été parfaitement envisagée, et même proclamée par la propagande, si bien que plus d'un, dans le public éclairé, s'inquiétait dans les premiers jours de leur offensive, de ne pas voir les Allemands avancer assez vite, craignant de les voir échapper à la prise en tenaille par les armées françaises à laquelle on les avait promis.

Mais en pratique, n'appliquant aucune des deux stratégies possibles, on avait laissé les Allemands passer à Sedan et s'avancer follement loin en territoire français *sans* avoir prévu les moyens de leur faire payer leur audace.

En même temps, il ne faut pas trop accabler les militaires. Cette *erreur* de la ruée en avant pour couvrir la Belgique était la conséquence d'une décennie de lâche diplomatie : les Belges avaient exigé et obtenu deux décisions que la France n'aurait jamais dû accorder : d'une part la ligne Maginot n'avait pas été prolongée jusqu'à la mer, et d'autre part jusqu'au dernier moment l'armée française n'avait pas été autorisée à se déployer en Belgique préventivement, de façon plus ordonnée et économe de ses moyens.

Un homme au moins, à Paris, avait anticipé ce qui allait se passer : c'était, au cabinet de Paul Reynaud, le colonel de Villelume, qui dès lors qu'il s'agissait de pure spéculation intellectuelle était servi par son imagination, mais qui n'avait aucune influence sur les décisions opérationnelles. Leca rapporte comment le onze mai, il exprima devant de Margerie ses craintes de voir l'armée allemande frapper *à la charnière*, à Sedan, lorsque l'armée française serait engagée très au nord, ayant énormément étendu ses lignes. Villelume, si mauvais conseiller de Reynaud en raison des préjugés de sa caste, connaissait au moins son métier de stratège, et son histoire de France : et cela faisait de lui une exception sous l'uniforme. Il est vrai que, précisément parce qu'il n'avait aucune prise sur les décisions, il était plus libre qu'un Gamelin de cogiter sans limites. Gamelin au contraire, se sentait tenu de penser dans la limite de ce que la caste s'autorisait à penser : et cela l'empêchait d'anticiper ce que pourraient oser les créatures plus libres d'allure qui peuplaient le parti nazi et l'état-major prussien mis par Hitler à sa botte.

Or justement, dans la journée du 11 mai, le groupe d'armées A, commandé par le général Kleist était en train de traverser le Luxembourg sans éveiller l'attention des Français, ou plutôt sans provoquer l'alarme du commandement : car des observations et des avertissements, il y en eut. Et c'était le groupe d'armées Kleist qui conduisait l'offensive principale : la percée à la sortie des Ardennes, réputée infranchissable pour des colonnes motorisées selon les cours professés à Saint-Cyr, préalablement à un grand '*coup de faucille*', comme devait dire Churchill, vers les côtes de la Manche : manœuvre réputée suicidaire selon les meilleurs professeurs de stratégie français. Et la preuve, disaient-ils, c'est que cela avait failli réussir en 1914 : mais seulement failli.

Le 12 mai, 1940, ayant réalisé l'impossible, Guderian et ses blindés étaient devant Sedan, à la limite nord de la ligne Maginot. Villelume fit ce jour-là remarquer à Gamelin combien il était suspect que l'entrée des armées françaises en Belgique se déroulassent avec si peu d'opposition ennemie, et en particulier aucune activité de la *Luftwaffe*, si agressive et si efficace dans la campagne polonaise. De fait, l'invasion des Pays-bas et de la Belgique n'était qu'un piège dans lequel Gamelin était tombé : ce que, sa paresse intellectuelle et son arrogance de polytechnicien aidant il refuserait de reconnaître jusqu'au bout. Pour lui, pour l'ensemble de son état-major, s'il y avait tant d'Allemands entre la Meuse et la ligne Maginot, comme diverses missions de reconnaissance le rapportaient, c'était tant mieux : car ils y étaient enfermés et n'en sortiraient pas. Huntziger veillait à cela.

Dans son analyse de la bataille de France '*Le mythe de la guerre-éclair*', l'historien militaire allemand **Karl-Heinz Frieser** rapporte que, lorsqu'il apprit la percée de Sedan, le général **Bock**, qui, en Belgique, commandait le groupe d'armées B, n'en revint pas que son collègue du groupe A, sur sa gauche, ait eu la vie aussi facile en face d'une armée qui dans la même région s'était montrée si coriace en 1916. Il nota

sur ses tablettes : « *le Français a vraiment l'air d'avoir été abandonné de tous les bons esprits, sinon il aurait pu et dû empêcher cela.* » C'est aussi ce que Churchill allait conclure lorsque, trois jours plus tard, il rencontrerait Gamelin.

10. L'appel

Le 13 mai 1940, Churchill, à qui Chamberlain vient enfin de céder la place, obtient la confiance de la chambre des Communes sur un programme de guerre à outrance, par tous les moyens, et jusqu'à la victoire totale. Commencant sur un ton très factuel par l'exposition des consultations et des nominations effectuées en vue de la constitution d'un gouvernement de coalition, il passe à une scansion très rythmée, saisissante et lyrique pour la présentation de son programme : "*You ask, what is our policy ? I will say : it is to wage war by sea, land and air with all our might and with all the strength that God can give us : to wage war against a monstrous tyranny, never surpassed in the dark, lamentable catalogue of human crime. That is our policy. You ask. What is our aim ? I can answer in one word : victory - victory at all costs, victory in spite of all terror ; victory however long and hard the road may be ; for without victory there is no survival. [...] Come, then, let us go forward together with our united strength.*"

Un discours puissant : mais pendant ce temps, la situation en France devient irrécupérable. Car ce même jour et au moment même où Churchill, probablement averti de l'offensive en cours, mais se gardant d'en parler, promet à tout hasard *du sang et de la sueur* aux Communes, Guderian est en train de franchir la Meuse à Sedan.

Le 14 mai, le général Georges fut le premier haut militaire à prendre la mesure du désastre et à comprendre qu'il était sans remède. On rapporte que sa première réaction fut de s'écrouler dans un fauteuil et de se mettre à sanglotter.

Après la percée initiale, Guderian se déploie d'une part vers l'ouest, et d'autre part vers le sud, en direction de Stonne où vont avoir lieu les combats les plus violents de la campagne. Petit Verdun de 1940, la bataille de Stonne démontre que le soldat français, s'il avait été honnêtement commandé, était parfaitement susceptible de se battre et de vaincre. Comme Douaumont vingt-quatre ans plus tôt, Stonne fut pris et repris à plusieurs reprises, et les combats devaient y durer jusqu'au 25 mai. C'est là que devait s'illustrer le capitaine Billotte, que l'on retrouvera prisonnier en Allemagne, puis en Union soviétique après son évasion.

Churchill fut immédiatement informé de ce qui se passait, et il en informa le Cabinet le soir même. Le lendemain 15 mai, très tôt le matin, Paul Reynaud, qui vient d'être mis au courant des événements, le réveille. Il parle sans ambages : « *-Nous sommes battus. La route de Paris est ouverte* ». « *-Voyons, il est impossible que cela soit arrivé aussi vite !* », répond Churchill. Mais si. Et de fait, il est admis parmi les historiens militaires qu'à la date du 15 mai, le sort de la campagne était scellé. La percée allemande avait déjà une profondeur de cent kilomètres. Evidemment, il n'était pas question de dire la vérité aux populations. On ferait un peu traîner les choses avant de capituler : mais sans jamais vraiment y croire, et rétrospectivement, cela se voit tout de même un peu.

La percée à Sedan était un prélude à la *campagne de France*, qui s'étirerait encore sur six semaines, mais dont l'issue avait été décidée dans les trois premiers jours. Dans *La fin de la Troisième* république, Emmanuel Berl dit que visiblement, à considérer les actes plutôt que les mots, Churchill avait été convaincu par la description que Reynaud lui avait fait de la situation militaire, et qu'il avait comme tout le monde dès ce moment considéré la bataille comme très compromise. Mais d'une bataille perdue d'avance, on peut encore faire un bon usage : c'est dans ces termes qu'il faut comprendre tous les débats qui eurent lieu dans les semaines qui suivirent à propos de la façon dont les combats prendraient fin.

11. Ce que fit Huntziger le 16 mai 1940

Sous Gamelin, le plus grand responsable du désastre en trois jours de l'armée française est Huntziger, car c'est lui qui était censé tenir le secteur de Sedan. Or il présentait la particularité de ne pas croire que l'ennemi puisse attaquer en ce point. Ou tout du moins, c'est ce qu'il clamait haut et fort : curieuse façon de galvaniser ses troupes, et parti-pris étonnant, puisque c'est par Sedan que les Prussiens étaient déjà entrés en 1870.

En mars 1940, un rapport parlementaire, le rapport Taittinger, s'était inquiété du manque de préparation des défenses dans ce secteur, où l'on avait placé des troupes de second ordre, et avait annoncé un désastre si l'ennemi s'y présentait. Huntziger s'était moqué. Il avait refusé tout renforcement des fortifications. Il avait omis, inexplicablement selon Karl-Heinz Frieser, de miner la *trouée Gaulier*, chemin naturel de l'invasion après la traversée de la Meuse, et que Guderian devait emprunter quelques semaines plus tard à l'instar de ses glorieux prédécesseurs de la guerre franco-prussienne. Il avait fait démanteler des obstacles antichars que certains de ses subordonnés avaient pris l'initiative de préparer, sous le prétexte qu'on lui avait donné une mission *offensive*, et non *défensive* : mais comme en Norvège, et plus encore qu'en Norvège, l'offensive était l'apanage de l'ennemi.

De telles *'erreurs'* étaient déjà suspectes, et difficilement pardonnables, mais le moment où le général Huntziger mit sa touche personnelle à l'histoire de France de la façon la plus décisive, et la plus révélatrice de ses conceptions de la défense nationale, fut lorsque, après que l'aile gauche de Guderian se soit heurtée aux chars français à Stonne, il ouvrit la porte en grand à l'invasion par une manœuvre de grande ampleur, un repli si catastrophique qu'un conseil de guerre de la République, si elle avait survécu à la séquence, l'aurait probablement déclaré *criminel*.

Sur ce sujet, à nouveau, lisons Karl-Heinz Frieser. Parlant de Huntziger, *'aux actions d'habitude si pesées et sensées'*, il dit : « *Il imagine la ligne Maginot en danger et fit basculer la totalité de l'aile gauche de son armée vers le sud [...] La percée de Sedan, qui avait formé un goulot étroit, large de 6 kilomètres seulement, s'ouvrait maintenant, à la façon d'un barrage qui se rompt, sur une largeur de trente kilomètres* ». Cette décision allait faire de lui, selon Frieser « *un des principaux responsables de la débâcle* ».

La manœuvre d'Huntziger n'était pas un acte isolé. L'armée était globalement défaitiste, et les quelques éléments qui ne l'étaient pas étaient repérés et écartés des responsabilités : mais Huntziger lui-même était particulièrement actif dans ce domaine. Ainsi, dans la région de Montmédy, tel général dépendant de lui, mais qui avait tenu sur ses positions était-il limogé sans que ses officiers comprissent pourquoi, et non pas ceux qui étaient enfoncés. Peut-être Huntziger suivait-il en cela le modèle belge : car la Belgique était en maints domaines le laboratoire de la gouvernance conspirative et sa performance dans cette guerre ne résultait pas seulement des options du roi sur qui l'on avait fait retomber tout le blâme. Ainsi, Karl-Heinz Frieser rapporte-t-il comment le principal retard subi par Guderian dans sa chevauchée folle vers Abbeville lui fut occasionné à la sortie du Luxembourg, lorsque une unité bien retranchée de **Chasseurs ardennais** le retint six heures devant Bodange. La raison en était que Guderian lui-même avait eu la maladresse de couper leurs liaisons, et que de ce fait ils n'avaient pas reçu les ordres de repli que l'État-major donnait systématiquement à l'approche de l'ennemi.

Lorsque Reynaud, après l'annonce de la percée à Sedan, demanda à Daladier quelles étaient les réactions de Gamelin, Daladier répondit : « *Le général Gamelin n'a pas de réaction* ». Il semble que le *choix de la défaite*, la capitulation sur le modèle belge n'était plus seulement le projet des milieux cagouleurs. Reynaud se dit alors qu'il lui fallait se mettre à la place de Daladier à la tête du ministère de la Guerre, et il songea immédiatement à appeler Pétain comme seul moyen de faire obéir les militaires. Il le fit le 18, mais pendant quatre jours de plus Gamelin continua à ne pas réagir à la tête des armées françaises. Sur le moment, des sanctions furent prises, cependant : Corap fut relevé de son commandement, et remplacé par Blanchard. On dit que Blanchard après s'être fait montrer les cartes, était tombé dans un abîme de perplexité dont il n'était jamais ressorti.

Ce qui s'est passé, entre autres choses, en mai et juin 1940, c'est que les hauts militaires, lorsque même ils comprenaient ce qui se passait sur le terrain, n'obéissaient pas au pouvoir civil, et ne l'informaient pas. Assurément, un général de la Convention de 1793 en aurait perdu la tête, et aussi un général romain, ou japonais, ou encore un général de Staline, et même un maréchal. Ces méthodes sont aujourd'hui très critiquées, et il est vrai qu'elles comportent le sacrifice de quelques talents authentiques, mais il faut admettre qu'elles ont produit des victoires et de la loyauté, alors qu'avec la méthode de gouvernement

radical-socialiste, on ne pouvait attendre que des mensonges et de la désobéissance, quand ce n'était pas des complots, et finalement des déroutes. Non pas qu'il n'y ait pas eu de sanctions à la suite de l'in vraisemblable ratage de la défense de Sedan : Reynaud avait limogé le général Corap, alors que c'était la 55ème division d'infanterie dépendant de Huntziger qui s'était débandée la première. Reynaud était un grand homme, mais il perdait la guerre, alors que Staline, qui était un très méchant tyran, devait gagner la sienne et sauver son peuple et le monde de la tyrannie nazie.

Huntziger, comme Gamelin, comme Weygand, s'ils avaient été des généraux de la Convention, n'auraient pas survécu au désastre de juin 1940 : mais avec les bienfaits politiques qui résultèrent de la défaite, avec l'avènement de Pétain à l'ombre de l'armée allemande, avec ce que l'on a appelé '*la divine surprise*' du 10 juillet 1940, cela ne leur valut que des honneurs et des promotions. Huntziger, s'il avait été japonais, aurait été condamné à s'ouvrir le ventre avec un petit sabre de bois, mais il était français, catholique et cagoulard, et donc, peu après l'armistice qu'on l'enverrait négocier à Rethondes, il allait devenir ministre de la guerre, sans que l'on sache quelle guerre il allait bien pouvoir mener. Et il serait, devenu un homme politique de premier plan, l'un des inventeurs de la *Collaboration*.

12. Le fameux *coup de faucille*

Le 16 mai, les éléments les plus avancés de l'armée allemande avaient atteint Laon. Ce qui donne une idée de l'audace de Guderian, de l'ampleur et de la brusquerie de son *coup de faucille*, largement imposé comme un fait accompli contre l'avis du haut commandement dont il dépendait en principe, mais dont en pratique il s'affranchissait en agissant plus vite que l'état-major ne déployait ses cartes et ne révisait son calendrier, c'est que ce même jour, Ernst Jünger, qui commandait une compagnie de l'arrière comme capitaine de réserve, n'avait pas encore franchi la frontière. Pendant toute la campagne, Jünger allait suivre le même itinéraire que les chars qui avaient percé à Sedan, mais avec un considérable retard, tant l'armée allemande, insoucieuse apparemment des contre-attaques, était étirée. Et, tout comme dans l'univers en expansion de l'astrophysique moderne les astres s'éloignent tous les uns des autres, et d'autant plus vite qu'ils sont déjà éloignés, dans la colonne des Allemands qui pénétraient en France par la porte ouverte à Sedan, l'écart entre la tête et la queue ne cessait de s'accroître. Ce qui signifie que Guderian non seulement ne se souciait pas d'être suivi de renforts éventuels, mais filait en avant en attirant le reste de l'armée toujours plus loin à sa suite, comme remplissant le vide créé par son passage : un vide qu'aucun élément de l'armée française ne cherchait à combler. Ainsi Jünger ne devait-il pénétrer en France que le 25 mai, dix jours après la tête de colonne, et alors que Weygand organisait sa ligne de défense sur l'Aisne et sur la Somme. Cette ligne passait au sud de Laon, que Jünger occuperait à partir du 7 juin, quinze jours après la bataille dont il ne verrait jamais que les débris déjà refroidis.

Pendant toute sa campagne de France Ernst Jünger trouverait ainsi, à plusieurs centaines de kilomètres de la tête de l'offensive, les traces du passage de Guderian, jusqu'à ce qu'au niveau de Laon on l'eût fait bifurquer vers le sud. Il devait atteindre la Loire aux environs de Gien, notant en particulier le 21 juin, veille de l'armistice, les reliefs d'un gros combat de chars qui avait dû se dérouler au début du mois. Sa campagne s'achèverait à Bourges où il arriverait le lendemain, jour de l'armistice, sans avoir tiré un coup de feu sinon sur quelques lapins pour améliorer l'ordinaire.

13. Churchill au Quai

Le 16 mai, sautant dans son petit avion avec Dill et Ismay, Churchill se rendit à Paris. Tant de réactivité n'était pas si commune à l'époque. On se souvient que lorsqu'il se rendit à Munich pour instaurer avec Mussolini, Hitler et Daladier une paix éternelle, Chamberlain montait dans un avion pour la première fois de sa vie. Mais si Churchill au contraire agissait en toute hâte, ce n'était pas seulement un effet de son caractère fougueux : c'est qu'il devait déjà avoir le soupçon que les Français ne s'y prenaient pas du tout

de façon raisonnable, et qu'il voulait savoir sur la base d'informations de première main comment réagir à la demande affolée d'appui aérien que Reynaud venait de faire pour la première fois.

Lorsqu'il trouve Reynaud, Daladier et Gamelin au Quai d'Orsay en fin d'après-midi, Churchill observe qu'on est en train d'y brûler les archives. On jette les cartons au feu dans une atmosphère de panique, sans même les trier. Daladier surtout est affolé, incapable de réflexion et de décision. Cela n'augure pas bien de la défense de Paris, et au-delà, de la résistance française en général. On confirme que l'on s'attend à l'arrivée des Allemands sous quelques jours, et que le gouvernement envisage de quitter la capitale. Pour l'historien d'aujourd'hui, la question se pose de savoir si l'on brûle les documents qui sont de moindre intérêt ou au contraire ceux qui sont trop révélateurs. La question se pose de la trahison : mais la trahison finira par être connue.

Pendant que le gouvernement efface ses traces et songe à faire ses bagages, les colonnes motorisées allemandes avancent sans rencontrer beaucoup de résistance en direction d'Amiens et de la mer. Elles avancent désormais sur une largeur de cent kilomètres : et nous savons pourquoi. Ailleurs, dans la direction du sud, la bataille est plus âpre. Ce jour là, à Stonne, le capitaine Billotte, partant seul à la charge dans son char B, le modèle le plus puissant de l'arsenal français, et longtemps considéré comme invulnérable par l'ennemi, détruisait 13 chars allemands en quelques minutes. Mais tout cela n'avait plus beaucoup d'importance, puisque l'État-Major avait décidé que le sort de la bataille était décidé : et dès le lendemain, Huntziger se décidait pour une retraite plutôt qu'une contre-attaque, sur ce point comme sur les autres.

Sur le terrain, dit-on à Churchill, les Allemands pourraient, s'ils le voulaient, être à Paris dans les jours à venir : et certes cela cadre bien avec les plans de bataille que l'on élabore. Mais ils semblent plutôt se diriger vers la mer, le long de la Somme, en direction d'Abbeville. Gamelin semble démoralisé et dépourvu d'idées. "*Infériorité de nombre, infériorité de matériel, infériorité de tactique*", déclare-t-il avec résignation. Pour Churchill, les mesures à prendre semblent évidentes. Il faudrait d'une part se retirer de Belgique au plus vite : c'est à dire sortir de la nasse. Mais Gamelin n'arrive pas à s'y décider : et si l'offensive Guderian était un leurre après tout ? Il faudrait d'autre part contre-attaquer Guderian sur son flanc gauche, complètement découvert. Mais avec quelles troupes ? Après avoir exposé la situation, Gamelin avoue qu'il n'a pas de réserves pour une contre-attaque. "*Où est la masse de manoeuvre ?*" demande Churchill. "*Aucune*", répond Gamelin. Et il n'en conçoit apparemment aucune honte.

Churchill note que la découverte d'une telle ineptie du commandement lui a causé la plus grande surprise de sa vie : « *I was dumbfounded. What were we to think of the great French army and its highest chiefs ? It had never occurred to me that any commanders having to defend five hundred miles of engaged front would have left themselves unprovided with a mass of manoeuvre* ».

A quoi servait la ligne Maginot, sinon à faire écran pour une telle force ? Comment peut-on disposer une ligne défensive de huit-cent kilomètres sans réserve en arrière pour contrer les percées éventuelles ? On comprend l'étonnement de Churchill. Seule une extrême bêtise pourrait expliquer une bévue de cette magnitude : mais est-elle concevable ?

Ou bien alors la trahison ? Mais la véritable trahison, alors, n'était-elle pas d'avoir mis Gamelin là où il était ?

Pour expliquer la défaite et se décharger de leur responsabilité devant la postérité, les militaires accusèrent un peu tout le monde : les Belges naturellement, mais aussi les Anglais, et enfin la lâcheté des troupes, amollies par les conquêtes sociales du *Front populaire* et perverties par la propagande communiste. Il est certain que pour beaucoup de raisons le moral n'était pas au plus haut dans l'armée française. Que l'antimilitarisme y faisait rage : mais cela n'était pas sans rapport non plus avec ce qui était perçu du double-jeu et de l'incompétence de l'état-major. Et cela n'empêchait pas au bas de l'échelle de haïr unanimement les Boches, alors qu'au haut de l'échelle, beaucoup les aimaient.

Qui est fondamentalement responsable pour le désastre de mai -juin 1940 ? Sans vouloir, par politesse probablement, s'attarder sur un sujet aussi facile à démêler, l'historien militaire allemand Karl-Heinz Frieser tient pourtant à apporter sa pierre au débat et à invalider l'argumentaire élitiste et réactionnaire : « *L'effondrement de l'armée française n'est pas à imputer aux soldats, mais à leur commandement. Quand on les a engagés à bon escient, en effet, ces hommes ont toujours donné des exemples étonnants de bravoure...* ». La suite de l'histoire, tant dans les maquis qu'avec l'épopée de la *France libre* devait montrer que bien commandé le soldat français n'avait pas perdu ses vertus guerrières. C'étaient en partie les mêmes hommes qui étaient à Sedan en 1940 et à Bir Hakeim en 1942, même si à Bir Hakeim, s'agissant de la Légion étrangère, il y avait davantage d'Espagnols.

Belges ou pas, avions ou pas, la cause principale de la débâcle française ne devait pas être la défection de dernier moment de tel ou tel allié, ou le défaut de tel ou tel moyen. Elle fut d'abord, selon Karl-Heinz Frieser, l'aveuglement de Gamelin, refusant jusqu'à la fin de voir qu'il s'était trompé sur les intentions de l'ennemi. Volontairement ? L'erreur était si énorme que la question se pose. Frieser écrit : « *L'après-midi du 14 mai, un jour après le passage de la Meuse vers Sedan, quand on informa Hitler que de nombreuses colonnes alliées continuaient à affluer vers le nord, en plein piège belge, il eut du mal à le croire.* »

La bêtise : c'est la conclusion à laquelle s'arrête le biographe de Churchill, **William Manchester**. Et même il généralise. Pour lui, les événements de la première année de guerre s'expliquent par une seule cause : '*gallic stupidity*'. La stupidité française est ainsi élevée à la même dignité de facteur explicatif de l'Histoire universelle que la '*lutte des classes*' chez Marx ou la '*divine providence*' chez Bossuet. Comme on voit, Manchester est plus direct que le polémologue allemand, et ne craint pas d'exagérer : mais il n'était pas seul de son espèce.

Si ce n'est la bêtise qui explique tout, c'est peut-être la lâcheté. Nombre de stéréotypes et de moqueries s'enracinent aux Etats-Unis et en Angleterre à propos des vertus militaires des Français. On se mit à dire que "*si en France les routes sont bordées d'arbres, c'est pour que les troupes allemandes puissent défiler à l'ombre*". De telles plaisanteries, les Français sont seuls à ne pas les connaître car on évite de les répéter devant eux. Mais c'est malheureusement un fait : juin 1940 mit définitivement fin au prestige militaire de la France.

Et les autres vaincus eux-mêmes n'étaient pas en reste. Le général Sikorski, replié à Londres et très répandu auprès des gouvernants britanniques, clamait à qui voulait l'entendre que dans la campagne de France, les Français ne s'étaient pas battus : une assertion que des oreilles anglaises étaient promptes à entendre, d'autant que c'est aussi ce qu'après un certain temps se mirent à seriner les anges exterminateurs de la *Révolution nationale*.

Churchill, s'agissant de la France, ne parle jamais de lâcheté. Ce qui l'en garde, c'est sans doute son expérience d'ancien combattant de la *Grande guerre*. Mais si ce ne sont ni la bêtise ni la lâcheté qui expliquent la déroute, c'est donc la trahison. Paraphrasant un discours célèbre de son père, **Mary Churchill**, quatorze ans et très impertinente, devait bientôt résumer la morale que la classe dirigeante anglaise tirait de ce moment de l'histoire de France : "*Never before has so much been betrayed for so many by so few*". A l'humour près, le Foreign Office devait confirmer ce diagnostic.

Pour comprendre le comportement de Huntziger, mais pas seulement lui, il n'est pas indifférent de savoir qu'il était partie-prenante des petits cercles réactionnaires qui complotaient dans les années trente, et qui avaient préparé méthodiquement la transition vers la dictature du maréchal Pétain. Pétain, il est vrai, n'était pour rien dans les mauvaises décisions de Gamelin : on ne lui avait rien demandé... Si ce n'est qu'il était responsable de l'ensemble des conceptions stratégiques de l'État-Major : et en particulier la ligne de défense continue, par opposition aux divisions cuirassées mobiles. Mais, faisant comme s'il n'avait rien à voir avec toute cette faillite, il regardait, paraît-il les événements avec sa distance et son ironie coutumières, et il confiait à son entourage que *bientôt on aurait besoin de lui*. A l'entendre, on aurait pu croire qu'il était satisfait de ce qui se passait. D'autres disent, contradictoirement qu'ils le voyaient plutôt saisi d'une fureur froide. Cela devait dépendre des moments et des interlocuteurs.

La trahison : Churchill dans ses mémoires, n'insiste plus sur cet aspect des choses. Surtout, il ne donne pas de noms, ne décrit pas de réseaux et de complots. De tout temps les théories complotistes furent mal vues de ceux, les plus nombreux, qui avaient des choses à cacher et qui, la paix revenue, ne s'étaient pas forcément tous retirés des affaires. Par diplomatie, alors que sur le moment, le 14 juillet 1940, il avait osé dire aux Communes que la résistance Française avait été *sapée et subvertie* ('*undermined and overthrown*'), il s'en tient, la paix revenue, à la constatation des événements militaires et à la description de sa propre stupéfaction devant le comportement de l'État-Major français. Son récit, le *récit manifeste*, dirait Freud, pointe vers la bêtise et pourtant, il est clair qu'il s'est senti à l'époque trahi par son allié, et aussi par ses propres services.

Outre les Français, et à travers eux, Churchill instruit aussi le procès de ses prédécesseurs au pouvoir : comment avaient-ils pu se contenter de renseignements aussi vagues sur le dispositif de leurs alliés ?

Autre sujet de réflexion : quels reproches peut-on se permettre quand on n'a pu aligner que dix divisions après huit mois de guerre ? Ces réflexions, cependant Churchill les gardait pour lui.

14. Ils étaient cent-cinquante chasseurs

Dès son premier coup de téléphone, Reynaud avait réclamé à Churchill des avions pour contrer les chars. Sans doute répercutait-il des demandes de l'état-major. Aussitôt commença entre britanniques le débat qui allait représenter pour eux le grand dilemme du moment, car le tour pris par la guerre posait la question de l'engagement britannique en général, et l'aviation de chasse était la seule contribution que l'allié, si peu présent dans la bataille terrestre, pouvait faire rapidement pour redresser la situation.

Emmanuel Berl se range à l'avis de ceux qui tiennent que le pessimisme de Churchill se marqua par le fait qu'il ménagea son appui aérien. En réalité, les Britanniques engagèrent notablement leur aviation : avant le seize mai, ils avaient déployé quatre escadrilles, et perdirent 67 appareils dès le premier jour. La chasse française de son côté en perdait plus de deux cents, soit la moitié de sa capacité.

Devant les Français et leur maximalisme d'apparence, Churchill avait expliqué comment, dans une large perspective, il fallait voir les choses : par exemple, perdre toute son aviation de chasse dans un simple combat de retardement était irrationnel si cela impliquait que l'on sacrifiât sa capacité de défendre les industries de guerre en arrière. L'argument churchillien impliquait que l'on considérât la totalité du territoire français comme un champ de manœuvre, et l'Angleterre comme un sanctuaire : mais ceci était déjà impliqué dans l'accord signé par Paul Reynaud le 28 mars, même si Reynaud ne l'avait pas compris au moment où il en avait eu l'idée. C'était un sujet dont il aurait encore à reparler avec les chefs militaires.

Conscient du fait que l'Angleterre n'était pas sans responsabilité dans la catastrophe, Churchill décida qu'il essaierait de voir s'il pourrait donner les avions malgré tout que réclamait Reynaud. Dowding lui fixa une limite en expliquant qu'avec moins de vingt-cinq escadrilles de chasse il ne pourrait pas défendre l'Angleterre. Cela laissait à Churchill une latitude de dix escadrilles pour la bataille de France, qu'il décida d'engager le 16 mai, en signe surtout de bonne volonté, et dans l'espoir de ranimer chez l'allié l'esprit de défense nationale.

Le soir même, Churchill alla en personne annoncer la bonne nouvelle à Reynaud, qu'il trouva en robe de chambre. Reynaud fit venir Daladier, qui ne dit pas un mot : et le plus probable est qu'il n'en pensait pas davantage. C'était une des dernières fois que Churchill voyait Daladier, et il pouvait mesurer la dégradation morale et psychique du personnage, qui reflétait celle du pays. On a raconté comment, lorsqu'il apprit la percée de Sedan, Daladier avait accusé le coup et s'était littéralement affaissé, comme un ballon de baudruche qui se dégonfle, pour ne plus jamais s'en remettre. Daladier, que tout le monde au temps du Front populaire et même après avait considéré comme un grand homme, et que le parti communiste lui-même avait acclamé comme le chef charismatique du progressisme contre la réaction était enfin devenu lui-même et tel qu'il demeurerait fixé dans l'histoire : c'est à dire un pauvre type. Mais qui dans l'immédiat restait *Ministre de la guerre*.

Le lendemain matin, une nouvelle réunion avait eu lieu, où Gamelin avait déclaré que, la situation étant ce qu'elle était, Paris pourrait très bien être pris dans les deux jours. Il fallait songer sans attendre à ce que l'on allait faire du gouvernement. De tout cela, une conclusion que dut tirer Churchill, quoique elle n'apparaisse pas dans ses *mémoires*, se devine : il fallait surveiller de près la politique intérieure française, et ses ramifications souterraines. Des ramifications peut-être internationales, et actives aussi en Angleterre, où les pro-nazis de l'*Establishment* n'avaient pas désarmé.

C'est ce jour là aussi que Reynaud envoya à Beyrouth un télégramme demandant au général Weygand de rentrer à Paris au plus vite. Daladier était toujours sans ressort, mais Reynaud, chose rare, venait de se décider à prendre la décision de faire le 19 mai ce qu'il avait décidé le 9.

15. *French holiday*

La première fois que je suis allé à Paris pendant ces terribles semaines de mai et juin 1940, ce fut à la suite de l'appel téléphonique du président Reynaud, et à son invitation pressante. C'était le matin du 15 mai, et il m'avait tiré du sommeil pour m'annoncer que l'ennemi avait percé les lignes à Sedan. Il était

d'ores et déjà convaincu que le désastre était irrémédiable. Il accusait beaucoup l'incompétence du général Corap, dont la neuvième armée était en voie de dissolution.

Mon premier mouvement avait été d'appeler le général Georges, qui commandait l'ensemble du front nord-est. J'espérais qu'il allait me dire que Reynaud exagérait la gravité de la situation. Car après tout, nous avions connu des crises du même ordre pendant le conflit précédent, et nous les avions toujours surmontées.

J'avais d'abord été quelque peu rassuré car en effet, Georges m'était apparu moins stressé que Reynaud. Il disait que la percée était en train d'être colmatée. Nous avions aussi reçu un télégramme du général Gamelin qui avait le même ton de relatif optimisme : mais je devais vite m'apercevoir que c'était Reynaud qui disait la vérité.

Le même jour, nous avons appris la capitulation de l'armée néerlandaise. J'avais donc répondu en toute hâte à l'invitation du président Reynaud, et en fin d'après-midi j'atterrissais au Bourget avec Ismay et Dill. Les officiers français qui étaient là pour nous accueillir n'essayèrent pas de déguiser la gravité de la situation. Nous étions mercredi et d'emblée ils me dirent que les Allemands risquaient d'être à Paris avant la fin de la semaine.

On me conduisit au Quai d'Orsay où je trouvai Reynaud, Daladier et Gamelin. Tous les trois faisaient une figure sinistre. Gamelin exposa brièvement la situation militaire. Quand il eut fini, je lui demandai, comme une question qui allait de soi, où était positionnée sa réserve stratégique. Gamelin me regarda en haussant les épaules et dit simplement : « il n'y en a pas ».

Foch m'avait autrefois appris un grand principe de stratégie militaire : à savoir qu'aussi puissante que paraisse une offensive, et aussi profondément qu'elle ait pénétré les défenses adverses, il venait toujours un moment où elle devait faire une pause pour ravitailler. C'est à ce moment là que se présentait une chance d'y mettre fin et de reprendre l'initiative : encore fallait-il disposer de troupes capables de mener à bien la contre-attaque. Pendant la grande guerre, les généralissimes français n'avaient jamais omis cette précaution. J'étais donc à la fois atterré et abasourdi par la réponse que me faisait Gamelin.

Je demandai à mes interlocuteurs ce qu'ils envisageaient de faire. C'est à nouveau Gamelin qui prit la parole. Il expliqua que nos armées, qui seraient sans doute bientôt coupées en deux, devaient essayer de tenir chacune de son côté le front continu habituel, l'un face au sud et l'autre face au nord. Les Allemands seraient alors contenus dans une sorte de couloir en attendant que des troupes fraîches puissent être rassemblées pour la contre-attaque : mais ceci pourrait prendre plusieurs semaines.

A mesure que Gamelin parlait, je voyais la consternation se peindre sur le visage tant de Reynaud et Daladier que de Dill et Ismay. En désespoir de cause, percevant que l'inanité de son plan avait frappé tout le monde, Gamelin s'interrompit au milieu d'une phrase et conclut en baissant la tête : « Infériorité numérique, infériorité de matériel, infériorité de doctrine ». Et il haussa à nouveau les épaules en signe d'accablement. Je me suis demandé s'il n'allait pas se mettre à pleurer.

Après ceci, et il fallait bien s'y attendre, Gamelin avait posé la question de notre participation à l'effort commun. Son caractère dérisoire était trop évident pour qu'il eût besoin de le souligner, et cela me mettait dans une position difficile. Je ne pouvais m'en prendre qu'à mes prédécesseurs au gouvernement si la guerre avait été aussi mal préparée. Dix divisions en tout et pour tout : et il était trop tard pour réparer. Je savais que le débat allait rouler sur l'engagement de notre aviation. Il m'était difficile de ne pas faire de concessions mais j'étais résolu qu'elles n'allassent pas jusqu'à mettre en péril la survie même du Royaume-Uni.

Gamelin était à ce point aux abois qu'il semblait prêt à transgresser les principes élémentaires du métier militaire. Ainsi j'avais dû marquer immédiatement une première limite lorsqu'il avait prétendu que nous lancions notre chasse pour arrêter les chars allemands. Arrêter les chars n'est pas le travail de l'aviation ! J'avais prévu de proposer six escadrilles pour la couverture aérienne, qui était cruellement insuffisante, mais devant l'insistance de mes interlocuteurs, et ne pouvant tout refuser, j'avais fini par en concéder dix. Pour cela, il fallait l'accord du Cabinet.

La réunion s'était terminée sur ces entrefaites. Le soir, sur le coup de onze heures et demie, j'avais reçu le message du Cabinet qui approuvait ma décision. J'étais allé annoncer la bonne nouvelle au président Reynaud. Il était au lit et il m'avait reçu en robe de chambre. J'avais insisté pour qu'il fit venir Daladier afin qu'il pût partager notre contentement. Mais leur abattement à tous deux semblait insurmontable. Daladier me serra la main avec chaleur, mais sans pouvoir dire un seul mot.

Le lendemain, j'étais de retour à Londres pour rendre compte au Cabinet. Comme il advint, le renfort de notre chasse eut des résultats qui ne furent ni décisifs ni dommageables. Notre aviation infligea à

l'ennemi des pertes dans un rapport de quatre pour un, ce qui augurait bien des batailles à venir. Les Français, au prix de pertes importantes, contribuèrent efficacement à une érosion de la Luftwaffe qui eut de l'importance par la suite. En revanche sur le terrain le général Billotte qui commandait le Groupe d'armées 1, auquel appartenait notre corps expéditionnaire, fut incapable de freiner la progression des chars. Lord Gort me faisait part de sa préoccupation, et de la nécessité de penser à une retraite, avec ou sans l'accord de notre allié, puisque aussi bien il se montrait incapable d'organiser une résistance efficace.

16. Limogeage

Evidemment, l'intervention de la chasse anglaise n'avait rien changé, et le 17 mai, au quatrième jour de la déroute, Reynaud était à peu près décidé à limoger Gamelin. Il se débarrassait du commandant en chef en pleine bataille, mais par qui le remplacer ? Reynaud appréciait de Gaulle, mais il était incapable de l'audace qui aurait consisté à l'imposer par dessus l'*establishment* militaire et contre tous les conseils de son entourage. Il avait donc à peu près résolu de remplacer Gamelin par Weygand, si Weygand acceptait de se saisir de cette patate chaude. C'était la solution facile et raisonnable. La plus rassurante, Weygand étant le général le plus gradé et le plus expérimenté. Mais c'était aussi un choix sans espoir, tant pour l'essentiel des conceptions stratégiques il ressemblait à Gamelin. Et quant à ce qu'il avait de particulier, ce n'était guère encourageant : car Weygand, ce n'était pas encore largement connu, était un vieux fou mystique comme Pétain était, au fond et sans qu'il en parût rien, un idéologue. On voit régulièrement surgir à la fin des régimes éclairés les devins thaumaturges, et la troisième république eut Weygand un peu comme la Russie avait eu Raspoutine : Weygand à la fin de la Troisième république représentait cela.

Churchill décrit avec effarement le mysticisme de Weygand. Comment un homme '*convaincu que la France mérite de souffrir pour ses fautes*' pouvait-il être mis en charge de lui donner la victoire ? Un observateur encore mieux au fait de la politique intérieure française aurait pu poser la question en des termes plus abrupts : un conspirateur monarchiste - et même en réalité fasciste - pouvait-il vraisemblablement faire ce cadeau au régime républicain qu'en défaisant l'Allemand *la gueuse* passât, pour la deuxième fois en un siècle, pour garante de l'intégrité nationale ?

17. Le loup dans la bergerie

Reynaud avait télégraphié à Weygand le 17, et Weygand était arrivé à Paris deux jours plus tard. Il avait eu un voyage compliqué, de vieux coucou en vieux coucou et de vent contraire en tempête de sable, parachevé par un atterrissage sur le ventre à Etampes. L'ayant reçu le 19 en début d'après-midi, Reynaud s'était décidé une fois pour toutes à se défaire de Gamelin. Cependant, pour se donner un peu de liberté d'action, il devait aussi se livrer au petit jeu des remaniements ministériels. Weygand et Pétain, en réalité, ne s'appréciaient guère, mais Pétain au cabinet de guerre et Weygand à l'État-major, cela avait de la cohérence. Trop peut-être.

Puis Reynaud s'était dit qu'il fallait qu'il traitât le cas Daladier : car il lui était bien difficile d'agir si à sa propre irrésolution s'ajoutait celle du ministre de la Guerre, attaché par ailleurs à contrarier toutes ses décisions s'il se mettait à en prendre. Alors, prenant son courage à deux mains, ou tablant sur la frousse paralysante de son opposition -mais la sienne n'était pas moindre- Reynaud se saisit du portefeuille de la Guerre en remplacement de Daladier, que l'on conservait cependant au gouvernement, mais qui passait aux Affaires étrangères : car on n'allait tout de même pas avouer publiquement que depuis plusieurs semaines on faisait la guerre avec un ministre de la Guerre qui était totalement lessivé, à bout de nerfs et à court d'idées.

Surtout, Reynaud prit Pétain, sans portefeuille, comme vice-président du conseil. Pourquoi pas Pétain carrément à la guerre ? Personne ne semble s'être posé la question, mais que cela ne fût pas jugé utile ne

démontre que mieux que Pétain lui-même était la raison d'être principale du remue-ménage du 18 mai. Reynaud disait escompter que Pétain au moins saurait se faire obéir des généraux. Mais d'autres interprétations sont possibles pour expliquer le recours que Reynaud faisait au passé pour conjurer sa peur de l'avenir.

En termes de politique, et la nomination de Pétain était purement politique, Pétain au gouvernement, c'était, pour la première fois de façon si décisive, le loup réactionnaire dans la bergerie républicaine. C'était pour Reynaud la garantie de ne plus avoir aucune marge de manœuvre pour suivre ses propres intuitions, si par extraordinaire elles avaient pu être différentes de celles de l'État-major, et singulièrement de Weygand. Car ce qui devait arriver semblait assez évident : en dépit de leurs différends, la collusion allait être totale entre les deux vieilles badernes antirépublicaines.

Au procès du Maréchal, en 1945, Reynaud expliquera qu'il eut, si peu de temps après les avoir intronisés, *'la douloureuse surprise de trouver en face de moi deux hommes qui faisaient bloc'*. Et étonnamment il ne se trouva personne pour s'étonner de son étonnement. Un homme politique aussi primordial que lui pouvait-il être aussi ignorant des idées de ses contemporains majeurs ? Il faut chercher ailleurs que dans la naïveté et l'ignorance les raisons profondes du comportement de Reynaud lorsqu'il procédait à des nominations : car le cas Weygand et le cas Pétain ne sont pas des cas isolés. Reynaud passait son temps à s'entourer d'ennemis de sa politique. Ou du moins de la politique qu'il affichait.

« *Tel est Reynaud*, explique Emmanuel Berl: *son attitude non conformiste, sa pensée quasi-révolutionnaire aboutissent à un comportement académique. Chez lui, le grand bourgeois, en fin de compte, l'emporte, comme chez Hélène de Portes la grande bourgeoise. Probable qu'il ne pouvait pas faire autrement.* » Emmanuel Berl trouve au comportement de Reynaud des causes qui relèvent de la seule psychologie individuelle, alors qu'il s'agissait d'influence politique et de solidarités de classe : Reynaud, on le découvre dès qu'on se penche sur sa biographie, n'était qu'un bourgeois jouisseur, égoïste, et finalement superficiel dans son acharnement à défendre des biens et des privilèges indus et sordides. Un homme futile comme l'ensemble de sa classe, mené par les femmes comme par le bout du nez, et qui trouvait son compte à se laisser entraîner dans un tourbillon de plaisirs faciles dans les milieux privilégiés. Et quant à l'orientation politique, c'est seulement par contraste avec ses tombeurs, Pétain, Weygand, Laval que Reynaud pouvait passer pour un progressiste. Et quant au caractère, c'est seulement par contraste avec la plupart des ministres dont il s'était entouré par souci d'*équilibre* politique, des gens comme Daladier, Chautemps ou de Monzie, de francs traîtres ou de franches lavettes, qu'il pouvait passer pour un lutteur et pour un patriote.

En descendant, pour parler comme de Gaulle, la pente de la démission, du renoncement, et de la trahison, Reynaud, et la France à sa suite, n'étaient pas principalement victimes de certains complexes venus de l'enfance ou de la jeunesse : il s'agissait des convictions politiques générales de la bourgeoisie qui dominait la Troisième République, née du massacre des communards et qui étaient ancrées beaucoup plus à droite que ne le raconte la légende. En réalité, si Reynaud était cerné de tout le joli monde auquel son nom restera associé, c'est tout simplement parce qu'il était plus proche d'eux qu'il n'était proche de ce qui serait l'esprit de la *Résistance* : un esprit essentiellement populaire, ouvrier et paysan, et dont le cœur et le noyau dur serait, par la force des choses davantage que par les décisions des grands chefs, le parti communiste.

18. Les intrigues

Dans son dernier ouvrage, écrit un an avant sa mort, Emmanuel Berl se moque gentiment de lui-même en racontant comment, faisant la connaissance en pays d'Auge d'une jeune campagnarde qui l'avait secourue alors que Mireille avait mis la voiture dans le fossé -on ne devrait plus conduire un véhicule automobile à des âges pareils, et peut-être même plus voyager du tout - il l'avait d'abord prise pour un garçon. Faut-il retenir qu'à Bordeaux déjà, alors qu'il était dans la force de l'âge, sa perspicacité pouvait parfois être prise en défaut ? Car de la dépravation des milieux gouvernants de Bordeaux et de Vichy entre le 18 juin et le 10 juillet 1940, il semblerait à le lire qu'il ne voyait rien que de très tolérable.

Reynaud, Berl prend soin de le noter, était envoûté par les jeunes femmes : mais de cela, Berl n'était pas d'un tempérament à lui tenir rigueur, ni à y voir un empêchement au bon gouvernement. Lui-même

élégant, amoureux de la vie et des femmes, il ne voyait pas la contradiction entre des élites jouisseuses et la politique qu'elles appliquaient, consistant à imposer au peuple des sacrifices que son incompétence et son égoïsme rendaient vains. Au moins ne célébrait-il pas le *redressement moral* dont Vichy devait se targuer par la suite, puisque Vichy parmi toutes ses autres qualités, devait être aussi le royaume de Tartuffe.

Berl s'insurge surtout contre la prétention de haute moralité dont ses anciens amis synarques recouvraient leur crise d'antisémitisme. Et il désigne à cette occasion le centre organisateur de cette pantalonnade que devait être la « *révolution nationale* » : 'la maison Worms', qui 'ayant débauché plusieurs d'entre eux' était devenue 'une sorte de Port-Royal dont Gabriel Leroy-Ladurie eût été le Saint-Cyran'. Les mauvais riches qui ne supportaient plus de ne pas être de bons chrétiens : cela pourrait être une définition de Vichy. Mais de cette communauté idéologique il ne se déduit pas obligatoirement la réalité d'une conspiration politique. Berl, justement ne voit que le mal qu'il peut pardonner, et c'est vrai aussi en matière de criminalité politique. Frayant avec tant de synarques et de cagouleurs, il voit certains indices de la subversion fasciste, mais il refuse d'en admettre la réalité. *La science historique*, écrit-il en 1968, *n'en a à ce jour apporté aucune preuve*. Il ne retient donc contre Reynaud qu'un chef d'accusation, la faiblesse : « *sa pensée a été plus ferme que sa conduite* ». Mais la recherche historique a progressé depuis 1968, et éclaire d'un jour différent les choix de Paul Reynaud, dont chaque décision ou indécision rapprochera un peu plus de la dictature du maréchal Pétain.

Berl n'était pas du genre à juger à la façon des pharisiens. Il ne croyait pas à une morale absolue, et parmi toutes les morales, méprisait tout particulièrement la morale bourgeoise. Par ailleurs, s'agissant des questions de sexe, un homme capable d'épouser une prostituée sous prétexte qu'il en est tombé amoureux, comme il avait fait avec Suzanne Muzard, avait forcément les idées larges. Et donc, son intention est sans doute seulement d'éclairer les événements avec tous les projecteurs disponibles : et introduire à ce point du récit cette femme, *Hélène de Portes*, qu'il trouve fascinante, car *la vie même*, mais que d'autres diront vulgaire et hystérique, et qui fut sans contestation possible une pernicieuse intrigante, c'est mettre le doigt dans la plaie. C'est désigner les fondamentaux qui expliquent ensuite les complots et les renoncements.

A côté du dolorisme agenouillé de Weygand, une autre dimension délirante du moment, commune dans les époques décadentes, était celle du dévergondage sexuel que représentaient Hélène de Portes pour Reynaud et Jeanne de Crussol pour Daladier. Une propension à la paillardise dont Pétain lui-même - *catholique tardif* - n'était pas exempt.

Si Hélène de Portes était toute désignée pour être un trait d'union entre le républicain vacillant Reynaud et le complot synarchique et cagouleur, c'est qu'elle était à la fois la fille d'un synarque et l'ancienne maîtresse de *Gabriel Leroy-Ladurie*, qui en était un autre. Des gens qui complotent ensemble sont portés à partager les femmes aussi bien que les secrets. Et du coup, il est bien rare qu'ils ne partagent pas aussi les mêmes idées et les mêmes projets. L'échange des femmes n'est le plus souvent que la forme la moins dégoûtante de leur corruption morale. Là encore, les mœurs d'une autre république finissante au début du ving-et-unième siècle nous renseignent sur l'étendue des possibles dans une haute société nouée par toutes les formes de la connivence.

Notons aussi au passage le goût des élites républicaines ou pseudo-républicaines pour la particule : mais au moins Pétain faisait-il seulement semblant d'être républicain, alors que Reynaud, qui l'était véritablement en dépit de ses renoncements, manifestait une étonnante attirance pour le contraire de ses idées : car Hélène de Portes, parmi ses nombreuses autres qualités, était parfaitement anglophobe et fut dès le départ radicalement défaitiste en mai 1940. Il y avait là de quoi mettre du sel dans sa relation avec Reynaud, et quoique une seule anecdote répertoriée aille clairement dans ce sens, on ne peut pas exclure qu'ils en soient plus d'une fois venus aux mains. Mais ils se réconciliaient toujours au moment de s'habiller pour sortir, comme tous les couples salonnards, soucieux avant tout de faire bonne figure dans la société.

Pourquoi Berl, au point où il faut expliquer l'étrange comportement politique de Paul Reynaud, le *dur* qui fait systématiquement le jeu des *mous*, nomme-t-il, tel le papillon attiré par la lampe, la flamboyante Hélène de Portes ? Il le fait certes sans intention de critique à l'égard de Reynaud qui promenait partout sa maîtresse et la laissait influencer sa politique. Mais infailliblement, tout en refusant de considérer le vrai problème, parce que c'était aussi le sien, Berl livre ce nom qui signifie le poids déterminant de la collusion de classe dans la politique de Reynaud.

Berl était un tissu de contradiction. Comme ancien combattant et comme pacifiste il écrivait : « *Dès que j'entends un politicien parler de la guerre avec futilité, tantôt comme d'une épreuve moralo-sportive,*

tantôt comme d'une opération de couloirs, tantôt comme d'une sorte de surprise-partie où il faudrait surtout être nombreux et ne pas arriver en retard, les souvenirs de guerre accumulent leur masse sanguinolente entre eux et moi», et en même temps ses admirations politiques le portaient du côté du parti radical, de Daladier, de Reynaud, de Mandel. Or la paix ou la guerre comme enjeux de la politique politicienne, c'était le fond même des débats qui eurent lieu à Paris, à Tours et à Bordeaux pendant les semaines qui suivirent Sedan : aussi, les décrivant, Berl va rarement au bout des explications nécessaires, mais il les comprend sous leur aspect intime, et met souvent le doigt sur ce qui clochait chez les grands pontes de l'état et de l'armée qu'il connaissait personnellement, et qui éclaire la situation et les décisions.

Ce que l'on comprend, c'est que si Reynaud s'entoure de personnages comme Baudouin, grand admirateur de Mussolini, ou de Villelume, le grand stratège caucasien, et les place à des postes-clés, c'est qu'ils s'accordent avec Madame de Portes et les milieux qu'elle représente. Dans plus d'un cas, c'est même elle qui les lui avait fait connaître et les avait poussés en avant. Une *faiseuse de ministères*, disent les historiens bien élevés. Une *chienne*, disait de Gaulle. Car c'est la seule exception à la prédominance d'Hélène de Portes comme faiseuse de ministres : la présence de de Gaulle dans le dernier cabinet Reynaud était une idée de Reynaud lui-même, et résultait d'une fascination intellectuelle et du prestige du guerrier juste revenu du front. Ayant entendu parler de son rôle dans quelques batailles de chars, Reynaud avait surtout pris de Gaulle comme un luxe qu'il s'offrait. Un caprice de dilettante : mais qui créait des complications dans sa vie privée, car le contact avec sa maîtresse fit d'emblée des étincelles. Et la haine entre le sous-ministre et la maîtresse allait très loin, puisque l'on rapporte que lorsqu'il apprit l'accident de voiture survenu au couple peu après qu'il ait été écarté du pouvoir, de Gaulle, nonobstant le fait qu'elle avait perdu la partie, perdu son venin et même ses économies, exprima sans ambages l'espoir que *cette chienne fût crevée*. Et il se trouve qu'elle l'était.

De Gaulle fut donc sous-secrétaire d'État à la guerre pendant onze jours : mais Reynaud ne le laissa jamais influencer sur la décision, et prit l'habitude de l'envoyer très loin en mission le plus fréquemment possible : en Angleterre par exemple. Le destin étant ironique, introduire de Gaulle auprès de Churchill fut à peu près tout ce que Paul Reynaud fit jamais d'utile pour la France, et cela fut fait par inadvertance.

Au printemps de 1940, la république va mourir parce qu'elle est décadente. Et ce ne sont pas les *instituteurs rouges* ni les *agitateurs judéo-bolchéviques* qui sont en cause. Ce ne sont pas les jeunes ouvrières en short et les députés en casquette : ce sont les élites vicieuses et corrompues, et versées dans toutes les formes du vice et de la corruption. Pour sauver la France, il eût fallu que tout cela fût balayé, mais même la forge ardente de la guerre ne devait pas atteindre à la température qui eût pu fondre cet amalgame toxique. Il n'y aurait jamais d'*épuration* : et c'est pourquoi presque un siècle plus tard le France en serait toujours à peu près au même point : gouvernée par l'étranger stipendiant des canailles.

Reynaud faisait partie de ces gens qui *travaillent contre eux-mêmes*, observe Berl avec indulgence, parce que son optimisme ne veut pas croire à la duplicité du personnage. Mais Reynaud, en même temps qu'il choisit Weygand comme général en chef, fait entrer Pétain au Cabinet, et avec lui toute la clique synarchique qu'il devrait, si l'on en croit le récit bien-pensant, considérer comme ses pires ennemis. Et au plus près de lui, à son cabinet pour la guerre, Hélène de Portes a poussé Villelume, qui bientôt ne la quittera plus, et qui lui aussi pèsera dans le sens du défaitisme.

On comprend que la personne du vieux maréchal pouvait être pour Reynaud, en un temps si angoissant, comme un talisman. Qu'il recherchait sa protection comme il recherchait celle de la Vierge Marie : pour mettre toutes les chances de son côté. Et qu'il savait que sa présence au gouvernement aurait au moins cet effet de rassurer les populations. Un militaire pour se faire obéir des militaires : le calcul pouvait sembler malin. Mais pour faire une politique qui ne serait pas celle des militaires ? Cela ne semble pas bien réaliste. Les historiens indulgents, et Emmanuel Berl le premier d'entre eux ne concluent rien contre Reynaud de ce qu'il ait fait la courte-échelle au Maréchal pour le faire accéder au pouvoir : pourtant, pouvait-il se méprendre à ce point sur sa personnalité réelle ? *Pétain, dévoré d'ambition sénile*, diagnostiquera Daniel Guérin : et le même Berl, tout en restant globalement favorable au personnage, confirme : « *L'âge avait encore accru son appétit de pouvoir.... l'appétit allait bientôt s'aiguiser jusqu'à la boulimie. Que Pétain ait joui de régner -fût-ce dans le désastre- , qu'il s'y soit cru destiné par ses vertus évidentes de chef dont, même en 1914-1918, il n'avait pu donner toute la mesure, rien de plus probable, de mieux établi, de plus certain. On rapporte qu'en 1942 sa femme a dit : « il n'a jamais été si heureux que depuis deux ans ». Nous savons bien que la vieillesse augmente l'ambition plutôt qu'elle ne l'apaise : l'ambition tend à devenir, avec l'avarice, le seul remède qu'elle permette contre l'ennui. » »*

Reynaud pouvait-il ignorer ce que savait Berl, ce que tout le monde savait à condition seulement de ne pas être aveuglé par l'intérêt ? Car il ne s'agissait pas que de psychologie, mais d'un passé bien connu. Il

serait superficiel d'expliquer la soudaine épiphanie du *Maréchal* par des considérations psychologiques. La carrière de dictateur que Pétain entamait à 84 ans n'avait pas le caractère d'une aventure individuelle. La *solution Pétain* pour remplacer la République était une vieille affaire. C'était un projet collectif et qui n'avait rien d'improvisé.

Le 23 mai 1940, les actualités du Service cinématographique de l'Armée annoncèrent l'entrée de Pétain au gouvernement et montrèrent Weygand quittant son commandement proche-oriental pour venir conduire les opérations en métropole, sans rien dire des développements opérationnels qui motivaient ces mesures. Pourtant, et cela avait dû alerter plus d'un, le ton toujours très allant du commentaire militaire officiel contrastait avec certains termes dans lesquels Paul Reynaud vint lui-même justifier son remaniement ministériel et cette nomination auprès du public : «*Dans le malheur de la patrie, nous avons la fierté de penser que deux de ses enfants qui auraient eu le droit de se reposer sur leur gloire sont venus se mettre en cette heure tragique au service du pays*».

Reynaud lui-même était-il optimiste ou pessimiste ? Sur ce qu'il pensait de la situation militaire, il n'y a guère lieu de douter : il disait ce qu'il pensait lorsqu'il décrivait la situation comme *tragique*, et il mentait lorsqu'il disait vouloir vaincre, puisqu'en réalité il ne l'espérait pas. Politiquement, en revanche, comme l'explique Emmanuel Berl, Reynaud était si convaincu de sa supériorité intellectuelle qu'il croyait que ses solutions finiraient toujours par prévaloir. «*Mon plan, devait-il déclarer lors du procès Pétain, c'était d'imposer par la volonté unanime ou quasi-unanime du gouvernement ma volonté à ces deux hommes considérables, à ces deux gloires de l'armée française.* »

Weygand, qui était entièrement dévoué au Maréchal, et tout aussi conformiste et défaitiste que son grand aîné, n'allait certes pas obéir à Reynaud, et au fond de son cœur, Reynaud le savait. Il faisait seulement semblant d'ignorer ces intrigues, et si dès le début il avait trouvé que Weygand n'en faisait qu'à sa tête, il savait bien au fond à quoi cela tenait : au fait que Weygand considérait qu'en matière militaire, le pouvoir civil était irrémédiablement incompetent, et qu'il trouvait plus rassurant de suivre aveuglement toutes les impulsions du Maréchal. Et Reynaud, qui avait mis si longtemps à se débarrasser de Gamelin, se retrouva au bout d'une petite semaine affligé du même problème que devant : il était un président du Conseil qui avait à mener une guerre, mais qui n'avait pas d'armée sous ses ordres.

Lors du procès du Maréchal, en 1945, alors qu'il s'agissait pour lui de se donner le beau rôle, le rôle contrefait de *chef des durs*, Reynaud prétendit avoir nourri l'espoir, en dépit de l'expérience passée, de faire obéir Weygand, et de le forcer à se battre : mais nous voyons bien, si nous remontons à ses déclarations de l'époque, que lui-même doutait, et il n'allait ni s'opposer à la volonté plus forte de Weygand, ni renforcer sa volonté défaillante par le moyen d'une autre qui se trouvait être de sens contraire. La vérité était, à partir du moment où il s'entourait de Pétain et de Weygand, qu'il s'en remettait entièrement à eux, et abandonnait le pays à leurs solutions. Le calcul de Reynaud était au fond typique de la troisième république décadente : il se cherchait un tuteur. Et derrière Weygand et Pétain, il y avait Hitler : car Reynaud ne faisait qu'accomplir la première étape d'une politique générale de la bourgeoisie française qui comptait sur l'exemple et même si possible sur la contrainte de l'Allemagne pour imposer la défense de ses intérêts en France. L'éternelle politique antinationale de la bourgeoisie française.

Sans prise aucune sur l'événement, Reynaud, comme l'explique Emmanuel Berl, *jouait* à être le président du Conseil, alors qu'il en était réduit à essayer de sauver la face, et publiquement, confronté par exemple à de Gaulle qui peut-être avait effectivement pour lui l'estime qu'il prétendit toujours avoir eue, il n'avait plus fait qu'à se chercher de pauvres prétextes pour ne pas se débarrasser de son favori de la veille. Weygand qui lui-même jouait au généralissime, mais dont les colères servaient seulement de paravent aux intérêts et aux points de vue du Maréchal. Le Maréchal qui, quel que soit le débat - l'armistice par exemple, que bientôt demanderait Weygand - ne disait rien ni pour ni contre, en attendant son heure.

19. Pétain

En ajoutant Pétain au dispositif gouvernemental, Reynaud donnait à Weygand un allié et se condamnait à subir son ascendant. Ensemble, Pétain et Weygand n'allaient pas trouver beaucoup de résistance de la part d'un Reynaud, qui ne croyait pas de toutes façons que la France pût se défendre sans l'aide de ses chers Américains : et les Américains étaient loin, et pour le moment regardaient ailleurs, considérant comme

toujours qu'il serait bien temps de revenir en Europe pour manger les châtaignes après que d'autres se seraient brûlés les doigts à les retirer du feu. Roosevelt à cette époque allait envoyer une lettre que Churchill, avec beaucoup de retenue, dirait *'décevante'*, car la teneur en revenait à peu près à ceci : *je regrette infiniment que votre problème d'invasion allemande tombe au moment précis où je dois songer à ma réélection, car hélas cela m'interdit tout à fait d'y prêter attention. Yet good luck and no hard feelings !*

La nomination de Pétain au gouvernement est la première étape de sa prise de pouvoir et Reynaud le sait forcément. Il venait de choisir son successeur, et même le prochain chef de l'État. Cela découlait automatiquement de sa présence au gouvernement. Car sinon, à quoi pouvait-elle servir ? On ne lui donne aucun portefeuille, et en particulier pas celui de la Guerre. Au lieu de cela, Pétain devient *Vice-président du Conseil* : simple *ministre de la Guerre* aurait été comme une insulte pour un héros de sa trempe, et qui s'estimait seul capable de sauver non pas modestement une situation militaire, mais la France ni plus ni moins. La malédiction de la France, depuis qu'elle n'a plus de rois, est d'être périodiquement assaillie d'une flopée de *sauveurs*, qui sont le plus souvent des escrocs.

Pétain, en approchant du pouvoir, ne tourne pas ses pensées vers une campagne dont il considère l'issue comme certaine. Les Allemands vont venir, et, à son âge, il ne les craint pas. Au contraire leur présence sera le moyen et le prétexte d'un ordre nouveau. Cela aussi était prévu. Le vieux bouc tourné moraliste, mais très *moderne*, veut changer la *société*. Il rêve d'inaugurer comme en Allemagne des autoroutes et des téléphériques, d'instituer une fête annuelle pour les mères de famille et une autre pour les travailleurs, à condition qu'ils fussent soumis. Il rêve de la peine de mort pour les communistes et les avorteuses : et tant pis si ces progrès passaient par un *désastre épouvantable*. Que les Allemands prennent la France si seulement ils lui abandonnaient les Français !

Et Pétain n'est pas seul. La France était aux abois, mais pas ses élites. Pour elles, la défaite était une opportunité de mettre en œuvre un plan remontant au moins au grand assaut de 1934 : ce qui explique la rapidité avec laquelle le nouveau régime à partir du 10 juillet se substituera à l'ancien et changera les institutions, les pratiques politiques et les normes sociales en l'espace de quelques semaines.

Le soir même de sa nomination de Pétain et Weygand, Reynaud usant de la radio expliquait à la population ses décisions du jour. Il annonçait la belle prise de guerre faite dans le camp conservateur : *« Le Maréchal Pétain est à mes côtés, il y restera jusqu'à la victoire »*. C'était sa prophétie la plus remarquable depuis qu'il avait coupé la route du fer. En réalité, - et qui vraiment l'ignore ?- quand Pétain entre au gouvernement, après cinq jours de vraie guerre, c'est avec une seule idée : imposer la cessation des combats en consentant à la défaite. Et l'on dit, quoique les deux s'en soient défendus, que son partenaire Weygand n'accepta la position de *généralissime* que sur l'assurance que Pétain lui avait donnée dans des termes formels : *« après quelques jours, lorsque la situation sera devenue impossible, j'imposerai l'armistice »*.

L'armistice que Pétain allait imposer n'était pas tant pour lui la fin de la guerre que le début d'*autre chose*. Autre chose dont il cherchait le modèle du côté de sa seule véritable référence dans l'univers politique du moment : le général Franco. Traditionalisme sociétal, alliance avec l'Église et avec l'Argent, et liquidation impitoyable des *rouges*. C'est cet *'autre chose'* qu'introduit Reynaud au gouvernement avec Pétain et Weygand. Etant donné l'ascendant de Pétain sur à peu près tout le monde, il donne le pouvoir à un homme qui incarne une politique opposée à la sienne : ou tout du moins à celle qu'on lui suppose. Le 18 mai, c'est l'entrée de la *Révolution nationale* dans le gouvernement de la république.

20. Qui a dit *armistice* ?

On reprocha par la suite beaucoup à Weygand, chef putatif des *'mous'* d'avoir fait le siège de Paul Reynaud pour obtenir une cessation des combats auquel ce réputé *'dur'* aurait le plus fort répugné. Il s'agit d'une légende d'après-guerre, destinée à nourrir le mythe selon lequel la chute de la Troisième république aurait été provoquée par le complot d'un petit nombre, alors qu'elle résultait de la corruption généralisée de la classe politique, favorisant il est vrai les menées délibérées de milieux antirépublicains étroits mais bien placés et bien organisés.

Le président Lebrun fut sur le moment le personnage pivot de cette complicité objective entre la conspiration de ceux qui n'aimaient pas *la gueuse* et une classe politique qui vivait bien de la république, mais qui était à des degrés divers complice du fascisme ambiant et rémunérateur. Après la guerre, le même Lebrun fut aussi un personnage pivot de la propagande de déni qui voulait sauver du discrédit les politiciens qui avaient trahi ou démissionné collectivement en juin 1940.

Lors du procès du Maréchal Pétain, Lebrun, après Daladier et Reynaud, fit partie de ceux qui voulurent rejeter sur Weygand et Pétain toute la responsabilité d'avoir conclu un armistice réputé hâtif et honteux. Ils le firent sous le contrôle indulgent du président Mongibeau et du procureur Mornet, qui n'auraient certes pas laissé dire des choses pareilles à l'époque où ils servaient l'État français du Maréchal, et où c'étaient au contraire, comme on le disait à Riom, les politiciens comme Lebrun, Daladier, Reynaud et consorts qui étaient réputés seuls responsables des malheurs du pays. On mentait avec ardeur dans les deux cas, comme il est d'usage en justice.

Dès le 15 mai, les termes rapportés par Churchill de sa conversation avec Paul Reynaud ne laissent aucun doute : les choses étaient déjà bien avancées dans la direction d'une cessation des combats sous une forme ou sous une autre. Et c'était un grand mois avant qu'intervienne un *armistice* autour duquel on allait faire tant d'histoires.

Dans sa relation des événements de mai et juin 1940, Emmanuel Berl introduit la question de l'armistice, qui va être au centre du débat politique dès l'arrivée de Pétain et Weygand aux affaires, le 19 mai 1940. Weygand, dans sa déposition lors du procès Pétain, aura à coeur de prouver qu'à cette époque, pour ce qui est d'un armistice, étant chargé de la *guerre*, et non de la *défaite*, *il n'y pensait pas*, et il rappellera sans être contredit que ce furent les civils, Reynaud et Lebrun, qui en parlèrent les premiers : Lebrun pendant la *drôle de guerre*, dès avant la percée et la débâcle, et Reynaud le 25, lorsque Paris fut menacé. Mais dès le quinze, au troisième jour de l'offensive allemande, Reynaud lui-même était tellement convaincu que la défaite était un fait accompli qu'il avait sans attendre dépêché à Madrid son ami Suard, cardinal-archevêque de Paris pour y prendre langue avec les Allemands sur le sujet d'une reddition et de ce qui s'ensuivrait. Reynaud devait être soucieux en se disant qu'il fallait pourtant, et pour un certain temps, faire semblant de se battre. Puis il faudrait gagner quelque asile éloigné si l'on ne voulait pas finir en prison.

Cependant, même si ce que Weygand dit de Reynaud, de Lebrun, ces gros patauds, comme ayant les premiers lâché le *mot d'armistice* est exact, il est à peu près certain que pour sa part il n'était revenu que pour cela du Moyen-Orient et qu'il n'avait que cette idée en tête dès le premier jour où Reynaud l'avait appelé au secours. Il fut révélé au cours du procès du Maréchal que lorsqu'il prit le commandement suprême en remplacement de Gamelin, Weygand reçut de Pétain la promesse qu'entrant pour sa part au gouvernement il y travaillerait à imposer un armistice. Weygand nia la chose : et on le comprend car dans des circonstances de guerre ordinaires elle le rendrait indiscutablement partie prenante d'une forfaiture. Mais au regard de l'histoire, et sachant ce que nous savons sur les circonstances du moment, la transgression semble presque anodine, et comme allant de soi, puisque l'on sait que Paul Reynaud lui-même, plusieurs jours auparavant avait déclaré la situation militaire irrécupérable.

En somme, s'il ne fallait pas parler d'armistice, c'est parce que tout le monde y pensait, mais que tout le jeu politique allait fonctionner sur la fiction factice d'une opposition entre les deux camps des '*durs*' et des '*mous*'. Sur la fiction d'un débat qui n'avait pour raison d'être que de gagner du temps sans rien faire, en attendant de devoir se résoudre à l'inéluctable.

Cesser le combat, et le dire, était en soi un pas à franchir et presque aussi difficile que de se battre parce que cela posait la question des rapports avec l'allié anglais. Il y avait en effet l'accord du 28 mars conclu par Paul Reynaud, et prévoyant que ni la France ni l'Angleterre ne recherchaient une paix séparée. Paul Reynaud avait voulu cet accord pour renforcer sa position contre les assauts des pacifistes et des *mous* dans son propre gouvernement, et désormais il menaçait de devenir un problème pour le *mou* qu'il était devenu sans l'avouer ni peut-être se l'avouer à lui-même.

Ce problème de la fin des combats une fois soulevé, Lebrun le premier avait suggéré que le refus anglais de renforcer leur coopération militaire pouvait justifier que l'on se sentît dégagé de l'obligation de se battre au-delà du raisonnable. Et cela avait été enregistré par écrit, à la date du 10 mai, c'est à dire à la veille de la percée de Sedan : « *Certes nous avons signé des engagements qui nous interdisent une paix séparée. Nous devons toutefois si l'Allemagne nous offrait des conditions relativement avantageuses, les examiner de très près et délibérer à tête reposée.* » Pour le président de la République, cette guerre semblait inutile avant même d'être entamée. Alors pensez, une fois qu'elle était perdue ! Dans la course

au défaitisme, le président Lebrun, que l'on critique en général pour son manque de dynamisme, avait pris tout le monde de vitesse.

A l'idée de négocier la paix, reprise de divers côtés le 25 mai après la catastrophe de Sedan et alors que Paris semblait menacé à brève échéance, Reynaud avait d'abord opposé non pas un refus de principe, mais une remarque pratique et de bon sens : *il n'est pas dit que notre adversaire nous accordera un armistice immédiat.* » Tout ce que cette phrase contient d'objection à l'idée de cesser le combat, sa teneur véritable, réside dans le seul mot '*immédiat*'. On reverra par la suite que la préférence de Reynaud pour la *capitulation* par rapport à l'*armistice* se fondait sur l'idée qu'avec la *capitulation*, les choses vont plus vite.

Il est vrai que Reynaud et Lebrun parlaient de paix, d'armistice ou de capitulation comme ils parlaient d'autre chose. Les politiciens font profession de parler et ceux-là, dans leur désarroi, envisageaient mille cours possibles. Et de par leur culture parlementaire, parlaient plus vite qu'ils ne pensaient. A l'inverse, Weygand était un homme à idées fixes : et lui ne voulait entendre parler que d'*armistice* et de rien d'autre. En cela, ce qu'il défendait avant tout, c'étaient des intérêts de classe et des intérêts de caste.

Pour justifier son entêtement sur ce point qui peut sembler mineur, Weygand expliquait qu'il s'agissait d'*honneur*. « *Je ne laisserai jamais capituler une armée qui s'est battue comme cette armée s'est battue* » disait-il. Et donc on avait passé un certain temps, dans les conseils du gouvernement, pendant que des hommes mouraient, à discuter le point de savoir ce qui était plus honorable, de la *capitulation* ou de l'*armistice*. L'autre sujet qui occupait une bonne partie du temps consacré à délibérer, c'était celui du lieu où se replier le lendemain pour ne pas tomber aux mains des Allemands. On parlait aussi un peu des moyens de poursuivre la lutte, mais sans que jamais, à ce propos-là, l'on ne fût parvenu à prendre la moindre décision que l'on pût mettre en pratique.

Weygand, qui était censé conduire les combats, et incarner la volonté française de vaincre, s'était fait le champion de l'armistice, mais en retenant d'abord ses mots devant le Conseil. Le maréchal Pétain était en parfaite communion avec lui tant qu'il s'agissait de cet objectif, mais il se comportait différemment. Si l'on peut accorder une vertu au Maréchal, c'est qu'il était économe de paroles. Il était la dissimulation et le mutisme faits homme. Plutôt que le dialogue il affectionnait les discours lus debout sur un petit papier. Et il fallait encore qu'ils fussent brefs. En dehors de cela, Pétain ne disait jamais rien à quoi il n'ait mûrement réfléchi, et même rarement la totalité. Aucun risque donc que le mot mal venu eût franchi ses lèvres avant l'heure : mais il n'en pensait pas moins, et *pensait à la suite*.

Reynaud, comme tout le monde, avait initialement considéré sans scandale l'idée d'un armistice avant de se figer dans son opposition à Weygand et Pétain et de préconiser diverses modalités de continuation de la guerre, d'évacuation des hommes importants, accompagnées de capitulations partielles. Si bien qu'à partir du 25 mai et jusqu'au 12 juin, jour où Weygand, poussé par Pétain, avait fini par cracher le morceau sur la table du Conseil, le grand jeu fut à *qui ne prononcerait pas le mot honni d'armistice*.

Le tabou implicite mais universellement respecté fut brisé une fois seulement le 27 mai, jour où le conseil de guerre discuta les implications de la capitulation belge. C'est Dominique Leca qui rapporte cette anecdote dont le héros involontaire et malheureux fut le ministre des finances Lamoureux : « *Weygand prend la parole pour réfaire, en plus sombre, devant tous les ministres, le récit de la capitulation de Léopold. L'exposé est habilement conduit pour émouvoir le Conseil en soulignant une situation militaire désespérée. L'implication était trop évidente pour ne pas irriter Reynaud. Si les choses vont si mal, pourquoi ne pas faire nous aussi comme le roi des Belges ? Lamoureux ne perçut que trop aisément la suggestion, et, Saint Jean Bouche d'Or, il l'exprime le premier : 'le moment est peut-être venu de demander un armistice ?' Reynaud le foudroie du regard.* »

En voilà un, conclut Leca, qui s'était d'un seul coup inscrit sur la liste des sortants lors du prochain remaniement ministériel. Grande injustice, puisqu'il n'avait fait que dire ce que tout le monde pensait : car il n'y avait pas un cheveu de différence entre les grands politiques et les grands militaires, ni entre les supposés '*durs*' et les supposés '*mous*'. Aux abords du pouvoir chacun considérait que la cessation des combats s'imposait, sans même excepter de Gaulle qui savait que la *bataille*, sinon la *guerre* était perdue : mais on allait ergoter pendant un mois encore, alors que des hommes mouraient tous les jours, à propos de concepts, censément très différents, d'*armistice* et de *capitulation*, et de projets d'actions illusoire.

Dans les conseils du gouvernement, Weygand, appuyé en sous-main par Pétain, allait peu à peu emporter la conviction générale, et rallier ministre après ministre à sa position : il était l'expert en matière d'honneur militaire après tout, et on finirait par lui concéder que l'armistice, c'était mieux. Reynaud lui-même, quoique en marchant de travers, comme un crabe, allait progressivement se laisser pousser dans ce sens et renoncer peu à peu à défendre l'idée d'une poursuite des combats à partir de l'Empire.

Pendant tout ce temps, Weygand avait pris soin de garder par devers lui sa motivation principale : un armistice vaut mieux parce qu'il se négocie, et qu'à l'inverse de la *capitulation* il laisse une chance de garder l'armée au moins en partie intacte et disponible pour le contrôle policier de la population. Avec un adversaire comme Hitler, et le souvenir de Bismarck libérant les prisonniers français de la guerre franco-prussienne pour qu'il vissent massacrer les communards, cet armistice s'annonçait sous les meilleurs auspices. Et, si l'on prend au sérieux le dict populaire que *tout est bien qui finit bien*, une défaite ne pouvait être complètement mauvaise si elle débouchait sur une bonne paix.

21. Duplicités

Dans la nuit du 18 au 19 mai, le général Billotte, père du capitaine de cavalerie mécanisée de Stonne et commandant en chef du *Groupe d'armées nord* rendit visite à Lord Gort, commandant en chef des forces terrestres britanniques. Il lui présenta la dernière décision de Gamelin avant son départ, à laquelle à Paris on projetait de se tenir, même si l'on comprenait bien que d'heure en heure elle perdait en vraisemblance. Billotte dut être exceptionnellement convaincant, puisque de cette rencontre, le Britannique conclut qu'il lui fallait penser en termes d'évacuation du *Corps expéditionnaire*. "*Neither the personality of this French general nor his proposals, such as they were, inspired confidence in his allies*", écrit Churchill à propos de cet épisode.

Cet échange de vues peu concluant devait être le dernier entre les Anglais et Billotte, qui allait se tuer en voiture deux jours plus tard. Car nos élites des années trente étaient aussi dangereuses au volant qu'au gouvernement. Elles adoraient la vitesse, signe à leurs yeux de puissance, ou bien son substitut, et passaient beaucoup de temps à se déplacer, car le voyage donne l'illusion d'agir et remplit bien de vide le temps que l'on pourrait consacrer à la réflexion si l'on en était capable. L'amour des avions et des automobiles était un des vices les plus dangereux de ces élites, qui lui payaient un lourd tribut, mais qui leur permettait de garder et de donner l'illusion de faire face à leurs responsabilités sans aller jusqu'à vraiment travailler. Ne rien faire, mais le faire vite : telle semblait être leur devise.

Pas plus que les Anglais, et peut-être même encore moins, ni Reynaud, ni Weygand ni Pétain ne croyaient plus à la possibilité d'éviter la défaite la plus totale : et leurs propositions de contre-attaque n'étaient que bruits de bouche. C'est bien ce que Gort devait sentir, même si Churchill ne lui avait pas tout dit de la panique qu'il avait pu constater chez ses interlocuteurs français.

Et il n'y avait pas que la panique. Dès le premier instant de sa nomination, et quoi qu'il s'en soit défendu par la suite, Weygand ne songe qu'à cesser le combat, et alors qu'une défaite face à Hitler ne soit pour lui qu'un de ces accidents qui arrivent dans la carrière d'un commandant en chef – *c'est la vie !* entendent ses interlocuteurs britanniques – il ne craint vraiment qu'une seule chose : une insurrection communiste. Une *hantise*, très répandue à l'époque, confirme Jean-Baptiste Duroselle, en dépit des dénégations vigoureuses de l'intéressé après la guerre, lorsque le temps fut venu de rendre des comptes.

Inutile de se demander longuement ce qui se passait dans la tête de Weygand, qui, au même moment où il faisait ou laissait proposer de vastes plans de contre-attaque à l'allié britannique, déclarait ne pouvoir s'engager à défendre Paris plus de quelques jours. On ne peut mieux approcher de la réponse qu'en se remémorant ce qu'il pensait de l'Angleterre et ce qu'il pensait de la République.

Gort, de son côté, n'est pas moins duplice. A partir du moment où les Allemands avaient atteint la côte de la Manche et coupé en deux les armées alliées, il avait toujours eu deux fers au feu. Percer vers le sud ? Peut-être. Mais peut-être aussi, et même plutôt *à la place*, se retirer vers la mer et évacuer la poche encerclée, quitte à reverser ensuite tous les moyens militaires que l'on aurait réussi à récupérer entre les Allemands et Paris. La percée vers le sud était la plus souhaitable, car elle permettait de sauver le matériel : mais sa réussite était de jour en jour plus improbable. Aussi, rien ne devait être fait qui rendît impossible la solution de secours d'un embarquement à partir des ports de la Manche. Et puisqu'on l'avait disposé sur la Scheldt et qu'il avait Dunkerque dans le dos, Gort regardait avec scepticisme tout mouvement qui l'éloignerait trop de cette position.

Churchill, au premier jour de la percée de Sedan, avait trouvé logique le retrait le plus rapide possible sur la Somme de toutes les forces engagées en Belgique : ce qui voulait dire se replier vers Paris. Mais avec le temps perdu à remplacer Gamelin par Weygand, il était trop tard. Etant donné que désormais les

Allemands étaient engagés en masse dans la percée et avaient beaucoup progressé le long de la Somme, la pression vers le sud du Groupe d'armées 1 n'avait aucune chance de rétablir un front continu. On ne pourrait pas rejoindre ce qui restait de troupes disposées au sud de la Somme en protection de Paris. Ce n'était plus la peine d'y penser. Or marcher vers le sud, comme l'avait voulu le plan Gamelin, c'était dès lors que l'Allemand atteignait Abbeville et remontait vers Calais, risquer d'avoir la retraite coupée vers la mer. Il était inutile de courir ce risque pour rien, si ce n'est prolonger artificiellement une bataille perdue. Le 18 mai, Gort avait carrément dit à Billotte que le plan Gamelin ne le satisfaisait pas : et ni sa rencontre du 20 mai, ni le conseil suprême du 22 où sa version modifiée Weygand serait présentée à Churchill n'allait le réintégrer dans la stratégie d'ensemble.

On a beaucoup dit de Churchill qu'il ne savait pas trier entre ses idées, mais l'Angleterre, en cette conjoncture, a eu la chance d'avoir à sa tête un premier ministre de formation militaire, et assez perspicace pour distinguer un projet sérieux d'un plan mis en avant pour des raisons de pure façade, sans qu'on crût en haut-lieu à la moindre possibilité de succès, et sans qu'on déployât l'énergie nécessaire à son aboutissement. Churchill, tout en approuvant les plans de l'Etat-Major, autorisa Gort à les appliquer seulement dans la mesure où ils étaient compatibles avec la nécessité de laisser la moindre distance possible entre ses hommes et les côtes de la Manche. Même si l'un pensait avant tout en militaire et l'autre aussi en politique, Gort et Churchill étaient donc parfaitement d'accord. Cela formait un contraste avec la situation française, où tout le monde mentait à tout le monde sur ses intentions réelles.

Pour expliquer comment finalement le corps expéditionnaire britannique se mit à se comporter indépendamment des directives de l'Etat-major français, Churchill dans ses *Mémoires* insiste sur la difficulté des communications : et elle était bien réelle. Il semble que sur le terrain on se parlait peu. Gort était d'autant plus justifié à faire comme s'il était seul que les Français semblaient oublier son existence. Il se plaignit à un certain moment d'être resté quatre jours sans recevoir de directives. Mais sur ce point, il n'était pas beaucoup plus mal servi que Paul Reynaud qui, après avoir nommé un généralissime le 19, n'en reçut plus signe de vie jusqu'au 22.

Les communications étaient mauvaises, mais la plus grande difficulté était le soupçon qui s'était glissé entre alliés. Du côté français, on élaborait des plans auxquels on n'arrivait plus à croire, et du côté britannique, d'autres dont on préférerait ne pas parler.

Weygand en pouvait pas pour autant se dire trompé, car il n'en attendait pas moins, ou pas davantage de l'allié britannique. Dans son for intérieur, et sans doute à l'instar de beaucoup de généraux, d'amiraux et de politiciens, il était convaincu que l'Angleterre n'attendrait même pas que la défaite française fût consommée pour traiter avec Hitler.

Au soir du 20, les Allemands atteignaient la mer à Abbeville, complétant l'encerclement des armées du nord. Churchill écrit que les premières concertations en vue de ce qui serait l'opération *Dynamo* eurent lieu ce jour là, une semaine seulement après le début de la percée allemande et cinq jours avant que les Français pussent constater qu'un tel plan existait. On affecta alors de ne pas renoncer à participer à une attaque en direction de la Somme, mais en même temps, puisque l'attaque semblait n'exister que sur le papier et qu'on n'arrivait plus à assurer la liaison avec les Français, on pensait en termes d'évacuation à partir de Calais, Boulogne et Dunkerque. Si l'opération *Dynamo* était conçue comme le dernier acte de la bataille, cette guerre menaçait d'être la plus courte de l'histoire d'Angleterre.

22. Le complot imaginé

Curieusement, Berl professe ne pas croire au complot des grands militaires contre la république, mais il est subtil, et alors même que par principe il se refuse à y croire tout à fait, ce qu'il voit et ce qu'il devine le conduit irrésistiblement à dessiner pour notre bénéfice de lecteur une figure de conspiration fidèle à ce que d'autres auteurs moins pudiques dénoncent comme le *complot synarchique* en chair et en os. Weygand, si le complot avait existé, *en aurait été l'auteur...*, dit Berl. Ou *l'instrument*, corrige-t-il. '*Instrument*' ? Ajouter ce dernier mot, c'est comme désigner Pétain. Tout le monde sait que Weygand n'était pas un chef : cette partie de la reconstitution était donc facile, même si l'on ne disposait pas de cet indice majeur que Pétain est *effectivement* devenu dictateur.

Puis, écrit Berl, le complot est *ourdi d'assez longue main* : en effet, puisque tous les personnages clés de Vichy se fréquentent et exercent des responsabilités depuis longtemps, si bien que Vichy, par rapport à la Troisième république, n'est qu'un changement de configuration institutionnelle, mais sans modification des rapports de classes.

Il est probablement exact, comme Weygand le fit remarquer à son procès, que lui se trouvant à Beyrouth et Pétain à Madrid, le complot est au moins entre certains des complices plutôt à entendre comme une ancienne communauté de buts et d'idéologie que comme un plan d'action minutieusement préparé à l'avance. Entre Weygand et Pétain, l'accord devait se trouver très vite sur les rôles respectifs à jouer à partir du moment où les circonstances et l'ineptie de Paul Reynaud et de son entourage, ainsi que du Président Lebrun, les mettaient en position d'agir. Mais le but, dès longtemps, était clair et connu de tous.

Berl attribue encore à la *rumeur* une définition précise et plutôt ébouriffante des objectifs du complot : un changement de régime, ni plus ni moins. La rumeur possède des intuitions très heureuses, puisque c'est en effet ce qui se produira, et non pas un simple changement de personnel dirigeant, comme en Angleterre le complot, car c'en était un aussi, quoique politiquement en sens inverse, qui le dix mai venait de mettre Churchill au pouvoir.

Le complot, selon la rumeur, impliquait la défaite. La rumeur ne disait pas, apparemment, que la défaite faisait partie du complot. En revanche, elle était prévisible : mais pouvait-elle ne pas avoir été voulue dès lors que les instigateurs du complot, et en même temps ses bénéficiaires étaient les plus grands chefs militaires, ceux qui avaient élaboré année après année la doctrine de l'État-Major, et qui avaient conduit les opérations ? De Brinon, qui parce qu'il était totalement acquis à la cause de l'Europe nouvelle, et comme ils le savaient, était avec ses interlocuteurs allemands d'une grande liberté d'allure, devait vendre la mèche le jour où, au cours d'une conversation à bâtons rompus, l'un d'eux – il s'agissait de Ribbentrop peut-être, à moins que ce ne soit plus banalement d'Abetz - lui avait fait remarquer, avec son tact germanique, que quelques concessions étaient bien naturelles de sa part puisque '*après tout, nous vous avons battus*', et où le Français -si l'on peut dire- avait répliqué du tac au tac quelque chose comme '*allons, allons : vous savez bien que nous ne nous sommes pas battus*'. Et de Brinon était bien placé pour savoir que la France d'en haut ne s'était pas battue, puisqu'il parlait de l'état-major, de son contrôle politique, et du contrôle de ce contrôle : les milieux de l'argent, c'est à dire de ses amis et même de sa famille. Ce propos étonnant peut donc être rapporté et contresigné sans insulter la mémoire, puisqu'ils étaient en dehors de toutes ces manigances, des centaines de milliers de jeunes Français qui avaient perdu la vie dans l'affaire, et dont il est clair, en conséquence, qu'on les avait sciemment menés à l'abattoir.

Pétain, Weygand, Huntziger : grands manitous de l'armée française un jour, dictateur et hiérarques le lendemain de la dictature après la grande déroute de l'armée française. C'est là qu'on peut dire que l'on est au coeur de la trahison : des hommes tirent leur pouvoir de la défaite dont ils sont responsables et du renoncement qu'ils ont imposé. C'est le point que soulignera de Gaulle dans sa réponse du 26 juin au discours du Maréchal, prononcé le 25, et dont Emmanuel Berl, qui y avait mis sa patte, était si content : « *Vous qui avez présidé à notre organisation militaire après la guerre de 1914-1918, vous qui fûtes généralissime jusqu'en 1932, vous qui étiez la plus haute personnalité militaire de notre pays, avez-vous jamais soutenu, demandé, exigé la réforme indispensable de ce système mauvais ? Cependant vous avez revendiqué la responsabilité de demander l'armistice à l'ennemi. Cet armistice déshonorant.* » De Gaulle au moins ne doutait pas une seconde que les malheurs de la patrie eussent été délibérés, et il était tout de même un des mieux placés pour le savoir.

La trahison n'est pas prouvée, conclut Berl, et il n'en voit pas une preuve dans l'application du simple principe '*cui prodest ?*'. Mais il admet qu'il en a entendu parler. Il faut bien que ces '*rumeurs de complots*', si précises et si justes, ne lui semblent pas totalement infondées pour qu'il prenne soin d'en faire tout de même état, alors que les historiens les ont oubliées aujourd'hui, sans parler de la *réalité* du complot, qui fait l'objet d'un déni scandalisé alors que des preuves en ont depuis été mises à jour. Car il est interdit de *tomber dans le 'complotisme'* ! Pourtant : est-ce avoir l'esprit mal tourné que de croire à l'existence d'un complot annoncé et dénoncé en son temps, et qui depuis *a réussi ?!*

Sur un seul point, Berl semble errer : il ne conçoit pas que Reynaud lui même, et peut-être d'autres caciques républicains pourraient avoir été complices plutôt que victimes. On sait ce qu'il faut penser de Flandin ; à un moindre degré, mais tout de même, de Chautemps. Mais même concernant Reynaud, pour qui il a le même respect que presque tout le monde, Berl est trop subtil pour ne pas sentir un rat. Car trop de décisions de Paul Reynaud sont étranges, même pour ceux qui l'aiment. Ainsi naturellement son remaniement du 18 mai : « *Si on peut admettre qu'il ait conservé dans son Cabinet les éléments mous*

qu'il ne pouvait éliminer sans provoquer sa propre chute, on ne peut voir sans surprise les éléments neufs que, personnellement, il recrute. »

Emmanuel Berl parle d'or : mais lui-même choisissait parfois mal ses amis, et ne savait pas renoncer à l'amitié lorsque de l'autre côté elle était trahie. L'antisémitisme strident de son ami Drieu la Rochelle ne viendrait pas à bout de l'affection que Berl lui portait, ni même de sa fidélité amicale, et il ne se pardonna jamais le suicide de Drieu, dont il considérait qu'il était de son devoir de le sauver. Et de même avec Bouthillier, qu'Hervé Alphand, un jeune homme de la même eau pourtant, décrit sous ce jour peu favorable : *« un personnage balzacien -sans cesse vêtu de noir, comme un chef de rayon assez mal tenu, figure chafouine, rougeaude, yeux insaisissables qu'abritent des lunettes, cheveux poivre et sel qui retombent en désordre.... »*

On se demande comment ce dandy de gauche qu'était Berl, beau, bien mis et plaisant aux femmes a pu être l'ami de Bouthillier, qui, si l'on en croit la perception d'Alphand, était comme son négatif. Et comment il peut se retenir de croire à sa noirceur, alors que Bouthillier, comme le dit Alphand, de toute évidence *'a trompé ceux à qui il devait sa fortune inespérée'*. Pour Alphand, lorsqu'il parle des victimes de la trahison, il s'agit d'abord de Reynaud : mais nous savons que Reynaud était selon les jours plus ou moins consentant. Ce qui est plus constant, c'est que Bouthillier a trahi l'amitié. Il l'a trahie plus encore que Drieu, qui s'était seulement adonné à l'antisémitisme en paroles, quand Bouthillier, moins flamboyant, moins célèbre et moins dénoncé, avec tous ses amis et ses protecteurs juifs, se faisait un acteur direct de la politique antisémite et élaborait personnellement les mesures vexatoires.

Les illusions sont tenaces, mais les faits sont têtus, et en dépit de l'amitié, Berl désigne inexorablement, sans arriver à se persuader lui-même, la trahison à laquelle il ne veut pas croire : et de désigner Baudouin, Bouthillier – son ami cependant - et de nommer, dans le marigot de la troisième république, tout ce que ces deux noms suffisent à charrier. De parler de la banque Worms, de la raffinerie Say, de Maurras et de l'*Action française* : c'est à dire qu'il déroule mine de rien un abrégé représentatif des forces qui se sont entendues sur la solution Pétain-Laval pour remplacer le régime parlementaire et garantir l'ordre dans les usines en collaboration avec les autres fascismes européens, et en particulier l'allemand. Tout cela passait au printemps de 1940 par la cessation des combats et par l'occupation étrangère.

Etant entendu que tout le monde ou presque était désormais en faveur d'une cessation des hostilités et de l'acceptation de la défaite, la grande différence était entre ceux qui s'en affligeaient et ceux qui s'en réjouissaient parce que c'était une situation qu'ils avaient appelée de leurs vœux et dont ils avaient préparé l'advenue : quitte peut-être à être quelque peu effarés devant la réalité concrète de la situation qu'ils n'avaient pas bien imaginée, tout en y travaillant.

23. Le complot vécu

Arrivé à Paris le 19 mai dans l'après-midi, Weygand vit Renaud et Gamelin, puis passa une bonne partie du reste de la journée en voiture. Le soir, il fut nommé généralissime. Ensuite pendant deux jours il disparut.

Parlant de Weygand, Emmanuel Berl explique : *« Il livrerait volontiers la bataille conçue par Gamelin. [...] Mais le temps perdu par son intronisation même au poste de généralissime, l'inspection qu'il croit bon de faire, puis le repli anglais vers la côte rendent cette bataille impossible. »* Berl, ne voyant que d'honnêtes contre-temps là où la malchance a été délibérément courtisée, envisage la trahison comme une simple hypothèse. Il ne se résout pourtant pas à en passer l'hypothèse tout à fait sous silence. Elle avait apparemment été formulée sur le moment et il en avait eu vent : *« Les civils -tels que Léon Blum, et sans doute Reynaud lui-même – vont être ébahis non pas que ce grand capitaine veuille l'armistice, mais qu'il le veuille avec tant d'âpreté et de passion, comme Saint-Just voulait la victoire. Ils finiront même par douter si Weygand n'a pas été l'auteur ou l'instrument d'une sorte de complot ourdi d'assez longue main par des hommes qui, prévoyant non sans motifs la défaite, se préparaient à l'utiliser pour des fins politiques, dont la première était l'abolition du régime. »*

Il faut croire que tous les témoins de l'époque n'avaient pas les yeux grands fermés, et en outre que de ce qu'ils avaient vu ou cru voir, ils conféraient à l'occasion, dès le moment même : si bien que de ces spéculations, que l'on assigne aujourd'hui à un détestable et sot *complotisme*, mais qui se rencontrèrent

chez des gens comme Blum et Reynaud, même s'ils les ravalèrent après la guerre, d'autres gens comme Emmanuel Berl en avaient entendu l'écho.

Mais ce que crurent Blum et Reynaud, bien placés pour en connaître, Berl persiste à en douter. Une chose que Berl ignore, c'est que les fameux deux jours perdus par Weygand pour la contre-attaque, Weygand les avait passés avec Pétain à préparer la transition vers le nouveau régime. Pour justifier cette fausse prise au moment le plus inapproprié qui soit, Weygand dira avoir été à la rencontre des commandants sur le terrain pour prendre connaissance de la situation. Mais d'autres ont depuis raconté comment en réalité il était allé informer de ses intentions les officiers qui partageaient ses options politiques, et s'enquérir des leurs : et partout il était en compagnie de Pétain avec qui il avait sans doute pas mal de détails à régler, dont l'essentiel n'était pas forcément de nature militaire. Au plan militaire, on peut supposer que les deux compères, qui ne s'entendaient pas entre eux mais étaient au moins d'accord sur ce point, ont surtout recommandé à ceux de leurs camarades officiers qu'ils savaient être dans leurs idées de ne pas aller se faire tuer pour une cause perdue, et qui depuis le début ne le valait pas. Car il valait mieux qu'ils se réservassent pour la suite.

Ce que Weygand fit de plus décisif en compagnie de son vieux complice pendant les deux jours de sa fausse permission est aussi le moins connu, mais connu tout de même : il s'était rendu secrètement au château de *Ferrières*, dans la Meuse, pour y rencontrer une délégation de parlementaires allemands qui avaient passé les lignes sous le drapeau blanc. Là, il s'était engagé à faire demander un armistice à brève échéance, et il avait demandé qu'en contrepartie l'armée allemande laissât l'armée française se retirer en bon ordre. Ce plan, toutefois, devait échouer devant les atermoiements de Reynaud, qui tout en étant résigné à demander la paix, ne se résignait pas à le laisser voir, et hésitait encore sur les formes : ce que l'on pourrait définir comme une *défense élastique* contre les menées factieuses de ses ministres et de ses généraux défaitistes, si cela avait été le résultat d'un plan mûrement réfléchi plutôt que l'effet de son tempérament.

Le 21, Weygand rentre à Paris et, après deux jours de vacance du commandement, prend effectivement ses fonctions. Effectivement ? Pas vraiment. Abandonnant aussitôt son poste de commandement suprême à Vincennes, il prend l'avion, puisque désormais les armées du nord sont encerclées, et passe par-dessus les lignes allemandes pour aller conférer avec Billotte et le roi Léopold de Belgique. Lord Gort n'assista pas à la conférence et Weygand dira n'avoir pas réussi à le contacter. Churchill note dans ses *Mémoires* que rien ne ressortit de la discussion : mais forcément, il n'en savait rien, et ce que l'on a appris depuis sur les voyages précédents de Weygand donne à penser que ce n'est pas si sûr : huit jours plus tard, l'armée belge capitulait, et ce que l'on sait des intentions de Weygand concernant l'armée française, et cette bataille dans son ensemble donne à penser qu'il n'avait pas forcément pesé dans le sens de la résistance.

C'est en repartant de cette réunion que Billotte sera tué dans un accident de voiture : ce qui obérera définitivement l'offensive censément planifiée. Cet incident du retard mis à engager la contre-offensive, les deux jours perdus, sont une conséquence et pour nous un indice des intrigues qui se nouent autour de Weygand et Pétain, et après l'étonnante maladresse de Huntziger à Sedan il finit de dessiner les grandes lignes du complot contre la république. Emmanuel Berl en signale le poids décisif et catastrophique : mais il n'y voit qu'une sottise de plus des chefs militaires. La *sottise des chefs militaires* et la *sénilité du Maréchal* sont, dans l'historiographie de la période, deux des écrans qui occultent routinièrement la trahison. Il en est d'autres toutefois, les historiens réactionnaires préférant d'habitude mettre en avant le mauvais moral de la troupe et le sabotage communiste : ce qui dans leur esprit revient à dire deux fois la même chose.

24. Voyages

Vers le 20 mai, alors qu'après cinq jours de folle cavalcade à peine ralentie par l'armée française, les Allemands débouchaient sur la mer, le moment de la crise était donc venu pour Churchill qui devait choisir franchement entre la raison et l'illusion, avec pour enjeu son superbe corps expéditionnaire, à peine cabossé, et avec lui quelques uns des plus notables généraux de l'armée britannique, comme *Brooke, Alexander et Montgomery*, désormais enfermés à Dunkerque, et sans lesquels l'histoire de la seconde guerre mondiale se serait écrite différemment. Des anciens, certes, mais qui pouvaient encore

servir. L'enjeu était considérable, d'autant que Churchill usait beaucoup ses généraux. Il ne voulut pas décider sans aller voir à nouveau comment les choses évoluaient sur le continent.

Le 22 mai 1940, Churchill est donc de retour à Paris avec ses militaires. Reynaud l'a invité pour la première *conférence quotidienne de onze heures* qu'il a instituée avec son nouveau généralissime, dans l'idée paraît-il que s'il était astreint à des rendez-vous rapprochés le dit généralissime aurait moins de latitude pour conspirer dans son dos. Mais pour Reynaud et pour la défense nationale, il était malheureusement un peu tard.

Ce jour là, Reynaud a conduit Churchill chez les culottes de peau, à Vincennes, dans sa voiture personnelle : ce qui a dû être le moment le plus dangereux du voyage. Là, le décor a changé, et aussi les acteurs : Gamelin a disparu, *whom nobody will miss*, remplacé par Weygand.

Daladier non plus n'est plus là : mais il ne disait plus rien depuis un moment. Depuis la percée du 13 mai, cet homme est moralement brisé, et ne s'en remettra jamais. Churchill remarque en revanche un nouveau venu, un conseiller de Reynaud, semble-t-il : un officier de cavalerie, très grand, et qui fait très *ancien régime*. Peut-il imaginer que c'est le moins réactionnaire de la bande ? Il va en tous cas vite se rendre compte qu'il est, avec Pétain, le moins bête.

Du nouveau chef d'État-major, Churchill ne pense pas que du bien, mais il semble vouloir agir, ou au moins il en parle. Dans les grandes lignes, il en est resté au plan Gamelin, mais adapté, dit-il, aux circonstances nouvelles. Il s'agit toujours de constituer un front sur la Somme, face au nord, pour protéger Paris, tandis qu'à partir du nord, on contre-attaquera vers le sud pour rompre l'encerclement du groupe d'armées Georges. Mais comme les Allemands ont avancé plus vite que Weygand n'a mis de temps à dérouler les cartes laissées par Gamelin, le plan n'est plus tant le plan de ce que l'on va faire que de ce que l'on ferait si l'on faisait quelque chose.

Au sud, le grand défaut de la nouvelle armée formée sous les ordres du général *Frère*, et qui devrait pousser vers le nord, c'est qu'elle existe à grand peine, avec ses huit divisions, dont quatre opérationnelles. Au nord, les armées encerclées sont bientôt décrites par l'état-major comme peu en mesure d'exercer une pression quelconque vers le sud. C'est devenu une question élémentaire de rapport de force. Weygand rappellera les chiffres lors du procès Pétain : face aux 130 divisions allemandes, il restait à la France 63 divisions sur 102 initialement, trente-neuf ayant été perdues par Gamelin. De plus, il ne faut pas oublier que la pression allemande en Belgique, pour être initialement une diversion, n'en était pas moins puissante : et compter sur l'armée Belge pour la contenir et assurer la couverture à l'est du dispositif français était de l'ordre du rêve. Trois jours plus tard, l'armée belge n'existerait plus.

A travers Lord Gort, Churchill savait aussi que les actions des trois armées alliées avaient cessé d'être coordonnées. Gort ne discutait plus ses mouvements qu'avec le cabinet de Londres, et lorsque pour la dernière fois on lui parla de ce côté-là d'une offensive vers le sud, il devait réagir en énumérant les bonnes raisons pour lesquelles il préférerait un repli ordonné vers Dunkerque, qui était le port le plus proche de ses lignes sur la Scheldt.

Weygand à son tour, revenant sur un débat précédent, mais qui ne serait pas clos de sitôt, fit remarquer qu'une intervention plus fournie de la chasse britannique ne serait pas mauvaise pour le moral des troupes. Cela tombait dans l'oreille d'un sourd. Churchill approuva en principe le plan Weygand, mais il savait qu'il ne pourrait pas être appliqué alors que les Allemands, remontant désormais le long de la côte, allaient prendre Boulogne le surlendemain, puis investir Calais le 26. Tout ceci était en pratique impossible, et l'on parlait en l'air. *Encore eût-il fallu qu'il y eût une tenaille*, aurait dit de Gaulle. *Encore eût-il fallu qu'elle eût des mâchoires*.

Le lendemain 23 mai du premier conseil suprême de Vincennes, après quelques escarmouches qui furent toute sa participation au plan Gamelin modifié Weygand, Lord Gort rendit compte que les Allemands étaient trop forts pour être entamés. Sa décision finale fut prise le 25, lorsqu'il apprit que les Allemands avaient commencé à bombarder Dunkerque. Il s'était dit que la porte allait bientôt se refermer. Or, le front de la Somme était calme et celui du général *Frère*, au sud, était inerte. La contre-attaque de l'armée française n'était qu'un projet de papier.

Alors, sans même avertir Weygand, Gort se rendit d'un pas décidé, ou du pas décidé de son cheval, à Dunkerque, autour de laquelle il forma un périmètre défensif. Le retrait de quarante kilomètres qu'il opéra ce jour là rendait impossible l'exécution de la contre-offensive. Au lieu de cela, à toute vitesse l'Angleterre mit en route le plan d'évacuation conçu cinq jours plus tôt. Quatre jours plus tard, l'état-major français se ralliait à ce plan, qui *de facto* renvoyait le plan Gamelin au néant, et demandait aux Anglais de rembarquer aussi les troupes françaises, dans toute la mesure du possible.

25. French holiday

Je suis retourné à Paris le 22 mai, alors que l'encerclement des armées du nord était consommé et que les préparatifs étaient en cours pour le rembarquement de notre corps expéditionnaire. Les Français étaient entrés dans la fièvre d'intrigues politiques qui va chez eux avec tout revers. A Vincennes, où Reynaud m'avait conduit pour la réunion du Grand Quartier Général, certaines têtes avaient disparu et d'autres les avaient remplacées. Reynaud avait repris le portefeuille de la guerre à Daladier et il avait remplacé Gamelin par le général Weygand.

Lorsque le conseil fut terminé et que je me retrouvai en tête à tête avec le Président Reynaud, je lui fis part de mes préoccupations. Le fonctionnement de l'Etat-major, à mon sens, n'était pas satisfaisant, et même si le remplacement de Gamelin me semblait justifié, il n'avait dans l'immédiat produit aucune amélioration, bien au contraire, puisque Gort était resté quatre jours sans communications avec Weygand ou ses services. Reynaud m'expliqua que Weygand avait voulu faire précéder toute prise de décision par une vaste tournée d'inspection, et que lui-même était resté deux jours sans savoir où il était et ce qu'il faisait. J'eus du mal à dissimuler ma stupéfaction en entendant cela.

Par la suite, il fut connu que pendant les deux jours qui avaient précédé sa prise de fonction, Weygand s'était livré à de multiples contacts, pas tous militaires et souvent en compagnie du maréchal Pétain. Ces contacts étaient restés secrets et n'avaient donné lieu à aucun compte-rendu au gouvernement. Je dois dire que je trouvais ces pratiques étranges, extravagantes même, dans l'urgence où se trouvait l'armée, et que je ne les aurais pour ma part pas tolérées. Mais Reynaud me faisait l'effet de ne pas pouvoir réagir à de tels empiètements sur ses prérogatives.

Dans cet échange, j'apprenais par la bande que le maréchal Pétain venait d'entrer au gouvernement. Je le savais proche de Weygand, et je trouvais que cette association ne pouvait pas ne pas provoquer des difficultés, étant donné la personnalité du Maréchal. Je connaissais sa popularité et ses options politiques et je me suis immédiatement demandé si, dès lors qu'il appartenait au gouvernement, il n'en devenait pas le centre de gravité effectif, d'autant que dans le même temps, des hommes comme Daladier et Mandel perdaient de leur influence. Il apparut par la suite que d'autres changements allant tous dans le même sens avaient eu lieu, qui, si je les avais connus, auraient encore accru mes inquiétudes.

Les préférences politiques des milieux qui prenaient tant d'influence au gouvernement étaient opposées à celles qu'en principe incarnait le Président du Conseil, et je me demandais si en se saisissant du portefeuille de la Guerre, il avait effectivement renforcé sa capacité de décision, ou si au contraire l'armée, et surtout en pratique le général Weygand, ne se retrouvaient pas avec la bride sur le cou.

26. Un ordre d'arrêt d'Adolf Hitler

Un curieux épisode de la campagne de France se développe le 25 mai 1940, dont les tenants restent énigmatiques soixante-dix ans plus tard : le commandement allié intercepte un message en clair ordonnant à toutes les forces allemandes de ne pas attaquer les voies d'approche de la zone de Dunkerque. Au lieu d'accroître la pression, les Allemands décident de retirer leurs chars de la bataille. Selon Halder, chef d'état-major interarmes allemand, il s'agissait de ne pas les risquer inutilement. Mais il semble bien que ce souci de militaire n'a pas été déterminant : c'est Hitler en personne qui aurait confirmé l'ordre. Or Hitler, semblable en cela à Churchill, mais non pas à Pétain, n'a jamais reculé devant la casse lorsque l'enjeu en valait la chandelle.

Une conclusion en découle : la décision, alors que c'était envisageable, de ne pas essayer de capturer ce qui constituait l'essentiel de l'armée britannique, avec ses principaux chefs, fut une décision politique. Peut-être le comportement de l'armée britannique à partir du 20 mai a-t-il convaincu Hitler que les

Anglais, décidément, se retiraient de la guerre. Que le compromis historique espéré était à portée de main. Peut-être même les Anglais, qui ont plus d'un tour dans leur sac, lui en avaient-ils donné quelques discrets et trompeurs indices.

On ne sait pas tout ce qui a pu se tramer entre Anglais et Allemands en cette conjoncture. Avec ou sans l'aval de Churchill, qui ne savait pas tout ce qui se passait, et qui ne dit pas non plus dans ses *Mémoires* tout ce qui s'est passé, en particulier lorsque ce n'est pas à l'avantage de la classe politique. Sa classe après tout, où en dépit des divergences il avait tous ses amis.

A Londres, la conduite des opérations par Gort, puisqu'elle avait connu un heureux dénouement, reçut après coup l'approbation du Cabinet. On ne sait pas si tout ceci fit l'objet d'une notification officielle entre gouvernements alliés, mais il faut croire que le changement objectif des comportements guerriers ne manqua pas d'être perçu à Paris puisque le jour même le plan Weygand fut définitivement abandonné. Emmanuel Berl fait remarquer quelque part qu'entre les grands chefs de camps ennemis il y a toujours plus de communication que l'on n'imagine.

27. Le gros mot

A l'épreuve des faits, quelques réalités s'imposaient à l'attention de la classe politique, par position la plupart du temps oublieuse de l'essentiel. Lorsqu'il avait imaginé, le 18 mars 1940, s'engager par un serment à-la-vie-à-la-mort avec Winston Churchill, Paul Reynaud n'avait peut-être pas réfléchi que les positions respectives de la France et de l'Angleterre dans la guerre n'étaient pas aussi symétriques que les engagements souscrits. Les asymétries étaient nombreuses, et l'une des principales était ce que Weygand devait nommer avec dépit et envie *ce fameux fossé antichar*, résultant du fait que l'Angleterre est une île. Il en découlait que l'Angleterre pouvait parfaitement persister dans la guerre alors que le territoire de la France serait entièrement conquis par l'ennemi : et cela posait un problème particulier pour la France si la guerre de l'Angleterre était aussi, indissociablement, la sienne. Or, conformément à ce que les Anglais appellent *le principe de Peter* : **'If anything can go wrong, it will'**, c'est toujours ce à quoi l'on n'a pas pensé et pour quoi l'on n'a rien prévu qui arrive. La France donnait tous les signes de devoir bientôt être totalement envahie. Mais comment faire la guerre quand on n'a plus d'armée ni de territoire ? Des ministères de la Troisième république finissante avaient déjà trébuché sur des problèmes plus faciles à résoudre.

En gens simples, pratiques et décidés, les militaires ne furent pas les premiers à concevoir, mais les plus rapidement enclins à préférer, pour sortir de cette aporie, la solution consistant à s'asseoir sur l'engagement inconsidérément souscrit entre alliés. Il s'agissait de cesser le combat, soit que l'allié britannique le poursuivît, soit qu'il le cessât également, et soit d'accord avec lui, soit sans son accord. Les politiques ne pensaient pas tous selon des lignes très différentes. Seules variaient les conditions et précautions diverses dont on agrémentait la démarche. Variait aussi la franchise avec laquelle on abordait le sujet.

On sait que Weygand fut par la suite beaucoup accusé, et même condamné, pour être sorti de son rôle. Et ce n'était pas sans cause, car il ne cachait guère ce qu'il pensait des civils qui maniaient le pouvoir avec tant d'irresponsabilité et de dilettantisme, et en faisant systématiquement passer les sordides intérêts de partis, de coteries, de courants avant ceux de la Nation en général. Mais la classe politique, revenue triomphalement aux affaires en 1945 dans les fourgons de l'Amérique, devait épinglez les gens comme Weygand, parce que son plan consistait à se faire passer pour courageuse et à faire passer les militaires pour avoir été les seuls défaitistes dans l'affaire. Et pour cela, il importait seulement de travestir adroitement le débat qui eut lieu à partir de la fin mai sur la nécessité de reconnaître que l'on était battu.

Lors du procès du Maréchal, l'ancien président Lebrun, balança les militaires en bloc à la fin de sa déposition, après avoir évoqué le projet de transfert du gouvernement en Afrique du nord pour continuer la lutte : « *comme nous l'avons tous dit ici, et cela a été le drame, c'étaient les chefs de l'armée, j'entends les grands chefs de l'armée, qui, devant l'exposé de cette idée, répondaient : Non, armistice, armistice, armistice !* » Or, que Weygand en particulier ait été le premier et le plus insistant à réclamer ouvertement l'armistice est probablement exact, mais il n'était pas le seul à y songer et il ne fut même pas le premier à

prononcer le mot. Lebrun exagérait lorsqu'il essayait de faire croire que lui-même avait toujours oeuvré en faveur de la guerre à outrance.

C'est le 25 mai pour la première fois, dans un conseil de défense tenu à l'Élysée, et alors que les Anglais se repliaient sur Dunkerque, que Paul Reynaud accepta que l'on parlât devant lui d'*armistice*. Weygand laissa entendre qu'il considérait que la bataille était perdue. Et il assortit son diagnostic de professionnel d'un jugement politique qui pouvait, aux oreilles de son Président du Conseil, sonner comme une leçon à l'intention de tous les politiciens : « *La France a commis l'immense erreur d'entre en guerre en n'ayant ni le matériel qu'il fallait, ni la doctrine militaire qu'il fallait. Il est probable qu'elle devra payer cher cette imprudence* ».

Ce jour-là, Weygand avait eu la prudence de ne pas prononcer le mot honni, mais il est bien clair que c'est de cela que l'on avait parlé, et Reynaud en dépit de sa pose d'après-guerre ne s'était pas immédiatement insurgé contre le principe. Il avait seulement objecté que les Allemands ne seraient peut-être pas d'accord, et qu'un armistice ne serait pas si facile à obtenir. Pour Pétain et Weygand, cela pouvait passer pour un encouragement. Reynaud ne souligna pas, semble-t-il, une autre objection qui lui était forcément venue à l'esprit : c'est qu'il y aurait aussi une difficulté du côté britannique.

Pétain n'avait pas besoin d'entendre cette objection formulée pour y songer aussi, et comme personne d'autre ne le faisait, il alla jusqu'à prendre la parole pour y répondre, suggérant qu'au vu de la contribution effective des Britanniques dans la bataille qui venait d'être perdue, il n'était pas illégitime de considérer que l'on était fondé à reconsidérer la validité de l'engagement pris le 28 mars. Là encore, il n'était pas le premier à exprimer des idées de ce genre puisqu'il était entre autres arrivé au président Lebrun d'aller dans le même sens.

Ce jour là, Lebrun n'était pas revenu sur le sujet : peut-être parce qu'il percevait quel usage les défaitistes pouvaient en faire. Au lieu de cela, il avait évoqué la conduite à tenir pour la présidence et le gouvernement lorsque l'armée serait disloquée, et s'il ne convenait pas de prendre sans attendre des mesures dans cette perspective. Et puisque gouverner c'est prévoir, ne fallait-il pas songer à se replier sur Bordeaux ? De tels propos ne respiraient pas non plus l'optimisme.

Weygand avait encore ajouté qu'il valait mieux cesser le combat tant que l'armée ne s'était pas disloquée, car on en aurait besoin pour tenir les communistes en respect. Pétain n'avait rien eu à ajouter, puisque son programme semblait s'appliquer de lui-même. A entendre les paroles qui s'échangeaient, on aurait même pu croire qu'il était un peu ventriloque.

Certes, Lebrun expliquait que le repli vers le sud était la seule façon pour le gouvernement de garder les mains libres pour mener la lutte. Mais on sentait bien que pour personne il n'était plus question de combat à outrance, et encore moins naturellement de victoire. Qu'il s'agît de repli sur un réduit quelconque, ou au-delà des mers, sans parler de capitulation de l'armée, on se distanciant de plus en plus de la position britannique, et de l'engagement pris de vaincre ou de périr solidairement.

L'Angleterre, elle, entendait toujours vaincre, même si au moment où commençait l'évacuation de Dunkerque c'était difficile à expliquer. Mais la France y avait renoncé, et du haut en bas de la société, n'aspirait plus qu'à la paix : que signifiait, dès lors, l'accord du 28 mars ?

28. Le moral flanche

Le 26 mai, Churchill reçut à Londres la visite de Paul Reynaud, accompagné de Villelume et Margerie. Reynaud venait demander à Churchill s'il pouvait faire quelque chose par rapport à l'imminence d'une déclaration de guerre italienne. Mais il n'y avait rien que Churchill pût faire, et, ajoutant au malheur du Français, il l'informa du retrait imminent du corps expéditionnaire.

Churchill avait ses propres soucis, car Halifax venait de déclarer qu'au point où on en était arrivé, la guerre était devenue ingagnable. Les manœuvres de séduction hitlériennes semblaient porter, et aussi sans doute l'exemple français. La perspective d'une panique générale dans l'ensemble du camp allié n'était pas inconcevable.

Quoiqu'il n'eût plus grand espoir de salut militaire, Reynaud dit à quel point il était affecté par la défection britannique. Il laissa entendre que, s'il entendait personnellement que la France restât dans la guerre, il pourrait bien perdre le pouvoir au bénéfice d'une équipe inclinant au défaitisme. Cela ne faisait que confirmer ce que Churchill avait pu percevoir en rencontrant Pétain et l'état-major lors de son dernier voyage à Vincennes.

Mais en prenant le maréchal Pétain dans son gouvernement et en nommant Weygand à l'État-Major, Reynaud n'y avait-il pas délibérément fait entrer le défaitisme ? Ce que Churchill soupçonnait, c'est que le défaitisme s'étendait désormais à Reynaud lui-même. Reynaud était d'autant meilleur prophète qu'il avait lui-même déclenché les désastres qu'il prophétisait. Et pour comble de maladresse, si c'est de la maladresse, il s'était même laissé aller à évoquer comme des solutions possibles les décisions qui avaient la préférence des défaitistes qu'il avait pris dans son cabinet.

Le soir même du 26, Reynaud avait présidé un conseil des ministres au cours duquel Daladier avait soutenu des projets de concessions territoriales extraordinaires à Mussolini en échange de sa neutralité. Et comme elles concernaient des territoires africains limitrophes des colonies anglaises, elles auraient suffi à provoquer entre la France et l'Angleterre la rupture qui devait finalement se produire à propos de la flotte. C'était seulement le refus de Mussolini qui avait fait échouer ce marchandage.

Reynaud, en réalité, avait renoncé avant même de démissionner. Lui et tout son entourage, censément républicain, libre-penseur et même anticlérical étaient victimes d'un collapsus idéologique et ils en donnaient des preuves qui confinaient parfois à la farce. Ainsi, comme le 26 mai 1940 tombait un dimanche, pendant qu'à Londres Reynaud mendiait des consolations et des interventions diplomatiques d'un Churchill en train de gérer le repli des troupes britanniques, à Paris on implorait carrément Dieu, et à l'initiative du gouvernement une cérémonie propitiatoire était conduite à l'église Saint-Etienne-du-Mont.

Paul Léautaud, amusé de voir les franc-maçons et les habitués des restaurants et bordels de luxe réservés aux parlementaires processionner derrière la croix, livre dans son journal quelques détails de ce grand moment de bêtise et d'hypocrisie officielles. On promena, rapporte-t-il, les chasses de Sainte Geneviève et de Saint Marcel, et le vicaire capitulaire fit réciter à la foule une prière qui commençait : « *Sainte Geneviève, patronne de Paris, priez pour nous. Saint Louis, vaillant dans les combats, assiste nos chefs militaires ; modèle des chefs d'État, assiste nos gouvernants. Sainte Jeanne d'Arc, chef et soldat, saint Bernard qui prêcha la croisade, nous vous invoquons pour nos chefs, nos soldats, notre croisade....* » Etc...

Mais comme en un siècle aussi matérialiste on ne pouvait pas s'en remettre exclusivement aux interventions divines, Reynaud avait également envoyé en Amérique quelques subsides pris dans les caisses de l'État, et dont il pensait qu'ils lui seraient utiles dans l'exil auquel désormais il songeait. Un poste d'ambassadeur loin du vacarme de l'Histoire était tout ce qu'il lui fallait, puisque d'autres, plus dignes peut-être, ou en tous cas plus déterminés, avaient une grande faim de pouvoir, et l'ambition de sauver la France. Et ces deux promesses, l'une petite un poste d'ambassadeur, et l'autre grande de sauver la France, étaient justement ce que le Maréchal avait en tête. Il ne devait malheureusement pour Reynaud et pour la France tenir ni la première ni la seconde.

29. Au revoir les amis

Le 27 mai commence l'opération *Dynamo*. Le lendemain le roi Léopold de Belgique capitule, ce dont on fera une grande histoire, dans le besoin où l'on se trouvait de trouver des boucs-émissaires. Churchill qui envisage un échec sanglant juge alors nécessaire de prendre les devants par rapport à la nouvelle vague de défaitisme dont il redoute le déferlement. Il prévient aux Communes que rien ne le dissuadera de poursuivre le combat jusqu'à la victoire finale : *"The House should prepare itself for hard and heavy tidings. I have only to add that nothing which may happen in this battle can in any way relieve us of our duty to defend the world cause to which we have vowed ourselves ; nor should it destroy our confidence in our power to make our way, as in former occasions in our history, through disaster and through grief, to the ultimate defeat of our enemies."*

Les Communes réagissent bien. Ainsi conforté, il peut aborder bravement la réunion de Cabinet, où, profitant d'un silence il lance comme allant de soi : «*whatever happens at Dunkirk, we shall fight it out*». Personne ne bronche. La ligne Halifax est définitivement battue.

30. L'ultimatum

Pour les Français, la perspective est différente. Le 29 mai, alors que les Allemands concluent leur encerclement de l'essentiel des divisions britanniques et de la 1ère armée française, pour partie à Dunkerque et pour partie dans Lille, Weygand explique dans une note à Paul Reynaud que la bataille qui va commencer sur la Somme sera la dernière qu'il acceptera de livrer avant de mettre bas les armes. En langage de chef militaire discipliné et soumis aux autorités politiques, cela se dit : «*la bataille à venir sera décisive*».

Absolument décisive : c'est-à-dire sans recours possible. Si elle est perdue, et il est probable qu'elle sera perdue, il faudra penser à cesser le combat. Là-dessus, Weygand est dès ce moment là intransigeant. Qu'on ne l'accuse pas de versatilité, car sa marque indiscutable, c'est au contraire l'entêtement. Et dans la perspective où il se situe depuis les alentours du 20 mai, lorsqu'il a entrepris ses premières manœuvres politico-diplomatiques avec le Maréchal, la bataille à venir n'était qu'un préalable à la cessation des hostilités. Ce que dans une armée habituée à la défaite on appelle un '*baroud d'honneur*'.

On mesure l'écart qui existait entre les conceptions des deux alliés et donc la contradiction qui allait s'étaler au grand jour à partir du moment où, tout en n'ayant comme horizon ni la victoire ni la poursuite de la lutte, Weygand réclamait un soutien britannique accru, et en faisait même la condition de son plan. Ses exigences n'étaient que des provocations. Ce qu'il voulait, c'était des refus anglais comme autant de prétextes pour faire prévaloir ses options. Et paradoxalement au contraire si les Anglais faisaient des refus, c'est qu'ils ne se souciaient pas de participer à un '*baroud d'honneur*', mais entendaient poursuivre la guerre, et la gagner.

Derrière Weygand, son humeur colérique et ses brusques demandes, il y a Pétain, son silence et sa froide résolution. Les deux font la paire. En effet avec Pétain, ce n'était pas un '*dessus de cheminée*' que Reynaud avait introduit dans son cabinet : c'était un homme politique. Un vrai.

Pétain, en politicien rusé, sait qu'il tient Reynaud par les couilles. Reynaud l'expliquera lui-même : il ne pouvait pas changer de généralissime deux fois en quinze jours. Il plaidera, ce qui était un peu faible, que de toutes façons il n'y avait pas un seul général intelligent dans toute l'armée française. Alors, il avait gardé pour lui ce qu'il présentait comme la '*terrible révélation*' que Weygand venait de faire de son défaitisme. La note du 29 mai, il l'avait mise dans sa poche avec son mouchoir par dessus, sachant bien qu'elle était devenue le véritable plan de manœuvre de l'armée française, cherchant peut-être, mais mollement sans doute, et en vain à coup sûr des moyens et des soutiens pour lui en opposer un autre : en réalité prêt à s'aligner s'il était battu, pour continuer à faire carrière. Les formes du gouvernement étaient devenues occultes, les débats totalement hypocrites. Un jeu de rôles en quelque sorte.

Saisir l'atmosphère générale d'une séquence historique, ou peut-être ce qu'il faut appeler '*la philosophie du moment*', est ce qu'Emmanuel Berl fait le mieux, et sur ce moment là, il a produit dans '*La fin de la troisième république*' une page lumineuse : «*Ces ministres ne sont plus tout à fait des ministres, ces généraux ne sont plus tout à fait des généraux. Chacun d'eux, moitié personne et moitié fantôme, affecte une rigueur qu'il n'a plus, prête à ses contradicteurs une densité qu'ils n'ont pas. Acteurs d'un drame mais aussi figurants d'un film. La part de comédie, toujours grande dans la vie politique, croît d'autant plus que la réalité déconcerte les esprits qu'elle soumet. [...] A Tours, à Briare, à Cangé, à Bordeaux, l'homme responsable tend à devenir aussi le grand sorcier qui a pour tâche d'opposer à l'événement ses incantations. Parfois on lui reproche de l'avoir fait si la magie s'est révélée par trop inefficace.*»

On aimerait citer plus longuement.

Personne, au début juin 1940, ne parle encore ouvertement d'armistice, mais Weygand et Pétain ne sont pas seuls de leur avis. La pensée de cesser le combat habite désormais les dirigeants français sans beaucoup d'exceptions. Reynaud lui-même, lorsqu'il s'exprime publiquement sur le sujet - car il ne s'agit pas de sa conviction intime, sur laquelle il n'y a pas de doute - ne rejette pas absolument l'idée de cesser le combat de la façon dont il se déroulait : et comment l'aurait-il pu ? Simplement il envisage plusieurs

façons de le faire : il ne se refuse pas absolument, quoi qu'il en ait dit par la suite, à un armistice général si l'Allemagne offre des conditions acceptables, mais il hésite entre cela et une forme de résistance à définir, sur la base par exemple d'un réduit breton, ou d'un repli en Afrique, ou bien les deux. Et quant au reste, il préconise, lorsqu'il préconise quelque chose, la capitulation du plus gros de l'armée. Reynaud, en réalité, ne sait pas ce qu'il faut faire, et c'est sa grande faiblesse en face de quelqu'un comme Pétain. Mais cela ne l'empêche pas de faire des phrases.

31. La traversée

Pendant que Reynaud fait des phrases et que Pétain lui oppose son silence, sur le terrain, le 30 mai, ayant réduit les combattants de Calais, l'armée allemande s'avance sur la ligne de Graveline, que l'armée française tiendra encore plusieurs jours. C'est le temps fort de l'opération *Dynamo* : 132 000 évacués en deux jours. Tout d'abord, on n'embarque que des britanniques. Le commandement français n'a de toutes façons pas encore tranché entre demander à l'armée du nord de tenir sur place pour prendre les Allemands en tenaille, ou bien au contraire d'en reverser ce qu'on pourrait en sauver entre la Somme et Paris, mais après avoir perdu tout son matériel lourd. Finalement, le gouvernement Reynaud se décida pour la seconde option et, pour mettre un peu d'huile dans les rouages de ses tractations avec l'allié, Churchill ordonna que l'on embarquât aussi des Français.

Lord Gort pour sa part quitta les lieux le 31. Ce jour là, à Paris, la cérémonie du 26 mai sera répétée à Montmartre, où la France sera consacrée au Sacré-Coeur de Jésus. Maurice Garçon, qui rapporte le fait dans son journal, s'indigne que soient de la partie Campinchi et Sarraut, deux des politiciens les plus notoirement incrédules d'une république notoirement anticléricale. Léautaud, qui rapporte également cet épisode burlesque dans son journal, ne décolère pas. On peut le comprendre, mais il faut aussi voir les choses en fonction des mentalités dominantes de l'époque : après tout, étant donné l'excellence des rapports entre Hitler et Pie XII, il n'était pas exclu, si l'on croyait à ce genre de causalisme, que les pitreries processionnelles du gouvernement aient été à l'origine du sauvetage du corps expéditionnaire britannique. Et si les eaux de la Manche ne se sont pas franchement ouvertes pour les *Tommies*, et si c'est Halder et non pas la Sainte-Vierge qui se sera en pratique manifesté pour arrêter les chars, c'est peut-être qu'il s'agissait essentiellement de protestants....

Ne comptant pas sur la protection divine, venant par exemple sous la forme d'une nuée miraculeuse qui les aurait dissimulés aux regards de l'ennemi, l'arrière-garde britannique sera embarquée de nuit par un retrait brusqué sous couvert de l'obscurité. En tout, plus de 330 000 hommes auront été évacués, dont 26 000 français. Philosophe, la propagande française présenta l'opération comme un franc succès, et un succès français, quoique conjointement organisé et obtenu par les deux alliés. Inversant quelque peu les rôles, et même, on peut le dire, travestissant effrontément les faits, les actualités cinématographiques du 6 juin proclameront : « *A Dunkerque, 335 000 hommes de l'armée du Nord ont été embarqués grâce à l'intime et fraternelle collaboration de l'Armée, de la Marine, et de l'Air, et au concours inlassable et magnifique des forces britanniques.* »

L'opération *Dynamo* sera définitivement achevée le 2 juin. Après cela, il n'y avait pratiquement plus d'armée française, puisque c'étaient les meilleures troupes, les seules à être vraiment équipées de façon moderne, qui avaient été jetées en Belgique, et qui y avaient laissé tout leur matériel. Mais Paul Reynaud, imperturbable en face de l'adversité, avait bien tenu son rôle de parleur : *'Notre foi dans la victoire est intacte'*, avait-il conclu dès le 28. Bonne ou mauvaise, il était définitivement devenu un homme de foi.

32. Rue Saint-Dominique

Le 31 mai, alors que l'opération *Dynamo* s'achevait, Churchill s'était rendu une nouvelle fois à Paris. Il avait avec lui Attlee, Dill, Ismay, l'ambassadeur parisien et le général Spears, officier de liaison pendant la Grande Guerre, parfaitement bilingue, et qui était son expert lorsqu'il s'agissait de gros temps dans les

relations avec les Français. Étonnamment, Spears avait été pris en sympathie par le Maréchal : mais cela n'empêchait pas de se dire les choses.

Le conseil suprême s'était cette fois tenu rue Saint-Dominique, au ministère de la Guerre. En entrant dans le bureau de Reynaud, Churchill avait trouvé, outre Reynaud lui-même et son chef de cabinet militaire, Pétain, Darlan et Weygand : le gouvernement officieux de Reynaud, en quelque sorte, dont on ne lui avait pas montré toutes les beautés lors de sa visite précédente. Il y avait aussi Paul Baudouin et les chefs de cabinets Villedume et Margerie, mais pas d'autres ministres. Ni Daladier ni Mandel n'avaient été conviés : ce qui fait qu'au total, Churchill se trouvait confronté à un bloc compact d'anglophobes et de défaitistes, principalement des militaires, aucun d'entre eux vraiment républicain. Une équipe qui n'avait plus grand chose à voir avec celle à laquelle il était habitué, mais qui, pour le moment, cachait encore son jeu.

S'il avait eu l'intention de parler nettement pour la poursuite de la lutte, Dunkerque aurait enlevé à Reynaud ses derniers arguments. Ses ministres, généraux, amiraux et maréchaux étaient unanimes à souligner la disproportion des embarquements entre Anglais et Français et ils laissaient entendre, reprenant un thème étourdiment mis à la mode par le président Lebrun et repris au bond par Pétain, que puisque l'allié s'en allait après avoir été si peu présent, il pouvait difficilement s'opposer à ce que la France se sentît peu liée par des engagements envers l'Angleterre si un jour, bientôt sans doute, elle devait se résigner à cesser le combat. Une vieille antienne désormais, mais pour la première fois reprise devant l'allié lui-même.

Sentant la tension dans l'atmosphère, Churchill avait eu des propos apaisants. Il fit valoir que l'exploit représenté par *Dynamo*, auquel les troupes françaises contribuaient de façon éclatante en tenant les Allemands à distance, était un encouragement pour tous, et qu'il ne fallait pas désespérer d'un redressement toujours possible. Mais lorsque les seconds couteaux du parti défaitiste, peut-être Villedume, qui entamait son évolution dans ce sens, lancèrent quelques allusions à la possibilité que la France se retire de la guerre, Spears, qui se croyait francophile mais qui au fond n'aimait pas les Français dès lors qu'ils se comportaient véritablement en Français, avait réagi sèchement, et cela avait fait quelques étincelles.

33. French holiday

Le 31 mai, alors que les opérations de rapatriement du corps expéditionnaire venaient de prendre fin, je suis retourné en France pour la troisième fois en trois semaines : et chaque fois était plus anxieuse que la précédente. La composition nouvelle de l'équipe gouvernementale, ajoutée au caractère critique de la situation militaire, signifiait à l'évidence que les risques de désaccords entre nous étaient démultipliés.

Cette fois, la réunion avait eu lieu au ministère de la Guerre. Il y avait là non seulement Weygand, mais Darlan, et surtout Pétain, qui de toute évidence prenait de plus en plus d'importance, mais qui était là comme un sphinx, et en disait rien. Les gens informés comprenaient qu'il était aussi le plus enclin à demander une paix séparée. En principe la décision ne lui appartenait pas : mais pour combien de temps ?

Pétain ne disait rien, mais il s'imposait par sa seule présence, et on voyait bien que les autres parlaient pour lui. Entre eux tous, Reynaud donnait l'impression de ne plus compter du tout. Ils semblaient comme coalisés contre sa politique, et je me demandais de plus en plus pourquoi il les avait appelés aux affaires. Avait-il eu le choix ? Tout cela sentait la machination.

Cependant, les conversations officielles s'étaient déroulées sans heurts. Nous avions tous tenu des propos dignes, fermes et conciliants, et nous avions évité d'évoquer les décisions difficiles qui allaient devoir être prises. Je n'en revenais pas d'entendre Reynaud expliquer que les Allemands seraient vite las de la guerre et qu'ils obligeraient Hitler à traiter. Ce n'est pas le rôle d'un chef de propager des illusions et de se répandre en généralités réconfortantes et vaines. De mon côté pour cela j'avais fait venir Attlee.

Ensuite, quittant la grande salle des cartes, nous étions passés par petits groupes à des discussions à bâtons rompus qui avaient tourné différemment, et levé le voile sur les tensions du moment : parce qu'il fallait tout de même bien se dire les choses. Que l'abcès soit vidé. C'est donc comme d'un commun

accord que nous nous étions, le général Spears et moi, retrouvés face à Pétain, qui était entouré de quelques uns de ses jeunes-gens.

J'avais pris Spears avec moi parce qu'il maîtrisait assez le français pour réagir sans se troubler si la conversation tournait à la polémique. J'avais fait en sorte qu'il connût parfaitement mes positions, et je savais qu'il serait capable de dire son fait au Maréchal si laissant tomber le masque, il se prenait à être ouvertement désagréable.

Mais Pétain n'était pas homme à tempêter. La dureté qui se lisait dans son regard clair et pénétrant était comme démentie par une voix à laquelle il était capable de donner les inflexions doucereuses d'un sage et bon patriarche. Il ne haussait jamais le ton et ne proférait jamais de menaces : ce qui fait qu'il passait pour uniment bienveillant auprès de la population qui n'avait pas la moindre idée de ses principes politiques.

La conversation prit un tour intéressant lorsque quelqu'un laissa négligemment entendre que si la guerre continuait à tourner aussi mal, la France n'aurait plus le choix et devrait modifier sa politique extérieure. La personne assez obscure qui se permettait un tel propos devant moi ne pouvait évidemment le faire que parce qu'elle se savait l'interprète du Maréchal. C'était une menace, qu'il n'était pas question de laisser passer sans réagir. Spears fut à la hauteur de la situation : négligeant le sous-fifre, mais se tournant vers le Maréchal et le fixant droit dans les yeux, il lui dit : « Vous comprenez, je suppose, que cela signifierait le blocus ? »

Pétain ne répondit pas, mais quelqu'un, se faisant son interprète, dit alors quelque chose comme « eh bien tant pis ! ». Alors, Spears sans hésitation surenchérit, précisant : « le blocus et le bombardement des ports français qui seraient aux mains des Allemands ».

Le fait que ces mots soient prononcés du tac au tac et sans la médiation d'un interprète leur donna un impact considérable. Je pris alors la parole pour réaffirmer notre résolution de lutter jusqu'au bout : ce qui pouvait se prendre comme une menace ou comme une main tendue, selon ce que du côté français l'on envisageait. Ainsi, les choses étaient claires. Le Maréchal ne pouvait douter de la difficulté du chemin dans lequel il voulait entraîner la France et des grandes raisons qu'il aurait de demeurer notre allié s'il accédait au pouvoir, comme il semblait bien parti pour le faire. Mais je voyais que mes interlocuteurs étaient convaincus du contraire. Encore étions-nous loin de mesurer la raideur doctrinaire à laquelle lui et sa clique en étaient arrivés.

Je ne pouvais rien communiquer de cela au Parlement, ni même au Cabinet alors que sur le champ de bataille les troupes de nos deux nations combattaient toujours côte à côte. Cette conspiration contre l'alliance, qui se déployait en France au sommet de l'Etat sans que l'on puisse la dénoncer, restait comme un secret entre Spears et moi, et un poids sur notre conscience.

34. Remaniement

Le 4 juin, Churchill avait rendu compte aux Communes des opérations conduites à Dunkerque. Tempérant l'enthousiasme général, il avait souligné que l'on ne gagne pas une guerre avec des évacuations, mais aussi noté que la chasse britannique avait démontré sa supériorité opérationnelle. Et il avait affirmé que l'Angleterre resterait dans la guerre, seule au besoin, jusqu'à la victoire finale.

Churchill avait senti à Paris qu'un problème politique essentiel était désormais que la France était en train de se détacher de l'alliance. Et que le repli de Dunkerque en était évidemment une cause principale. Il ne pouvait naturellement pas parler ouvertement de cette contrepartie du succès de l'opération *Dynamo*. Il avait annoncé comme une évidence que l'Angleterre n'allait pas cesser le combat. Le discours est célèbre : *"We shall go on to the end, we shall fight in France, we shall fight on the seas and the oceans, we shall fight with growing confidence and growing strength in the air, we shall defend our island, whatever the cost may be, we shall fight on the beaches, we shall fight on the landing grounds, we shall fight in the fields and in the streets, we shall fight in the hills..."*, et il se termine par ce que l'on peut considérer comme la devise britannique pour le reste des temps : *"we shall never surrender"*.

Ces paroles étaient fortes. On remarquera le début, qui n'est pas anodin, au lendemain de Dunkerque : *"we shall fight in France"*, mais en France, on redoutait que tant de combativité dans les mots ne soit qu'une pose, alors qu'en pratique les troupes britanniques se retireraient. Certains, qui étaient convaincus à

l'avance, par anglophobie, qu'il s'agissait de vaines paroles, et surtout pour ce qui est de se battre en France, et qui y trouvaient des prétextes pour leur défaitisme, s'en félicitaient bassement.

Quelques jours plus tôt, constatant que Gort se préparait à la retraite, Weygand avait prédit devant de Gaulle : *"L'Angleterre n'attendra pas huit jours pour traiter avec le Reich"*, et à ses yeux cela justifiait ses propres projets contre ceux de son cadet. Le 3 juin, considérant que de tels points de vue disqualifiaient Weygand pour organiser la lutte, de Gaulle en avait référé à Reynaud, et il avait demandé qu'on le remplaçât : *« impossible pour le moment »* avait dit Reynaud. La vérité était que cela ne faisait pas partie du plan, celui dont il avait connaissance, même s'il ne l'approuvait pas entièrement, et qu'il n'avait pas l'intention de contrecarrer à n'importe quel prix.

Si de Gaulle a pu croire que Reynaud avait besoin de lui pour le renseigner sur le défaitisme de Weygand, il se trompait lourdement. Le défaitisme de Weygand, Weygand n'hésitait pas à l'afficher : depuis les premiers jours de l'offensive allemande, non seulement il croyait comme tout le monde que la guerre était perdue pour la France, mais il ne croyait pas non plus à une résistance britannique, et cela aussi tout le monde le savait. Sa phrase célèbre sur l'Angleterre qui aurait *'le cou tordu comme un poulet'* après que la France se serait retirée fut prononcée, semble-t-il, devant Reynaud lui-même, et le jour même du discours de Churchill : et le point de vue qu'elle illustre, et qui n'était pas celui du seul Weygand, était responsable de la hâte de beaucoup à conclure un armistice. Il ne s'agissait pas d'être pris de vitesse par les anciens alliés et de se retrouver seul en face d'un ennemi vainqueur et encore plus assuré sur une position de force.

Le cinq, Paul Reynaud avait remanié son second cabinet. Mais il ne l'avait pas remanié pour contrer la dérive défaitiste qui s'en était emparée. Il avait fait au contraire un second cabinet factieux, qui allait encore durer onze jours avant que Pétain parvînt à congédier le petit homme au sourire figé.

Reynaud avait écarté Daladier mais par ailleurs il avait gardé tout son aéropage de conspirateurs, qui inspiraient sa démarche de façon déterminante. Il s'était débarrassé de Lamoureux, qui s'était montré trop bête même pour un ministre des finances, mais ç'avait été pour le remplacer par Bouthillier, un ami d'Emmanuel Berl qui, comme d'autres amis d'Emmanuel Berl, faisait ensuite un excellent ministre du maréchal Pétain. Reynaud faisait aussi entrer Paul Baudouin, de la Banque d'Indochine, aux Affaires étrangères, car il avait un flair extraordinaire pour détecter les hommes qui feraient de bons ministres du Maréchal.

Seul germe de renaissance, Reynaud avait appelé de Gaulle : mais on a l'impression qu'il s'était accordé ce petit réconfort parce que cela ne pouvait plus rien changer, ou bien comme un pur faux-semblant de combativité. De Gaulle avait été instantanément pris en grippe par le reste de l'équipe ministérielle à l'exception de Margerie, que l'on classait comme combatif. Il s'était attiré en particulier l'hostilité de Villelume, qui était définitivement passé du côté défaitiste, et qui conseillait Hélène de Portes, qui conseillait Reynaud. De Gaulle n'avait donc ni pouvoir ni influence.

Pour Emmanuel Berl, ce que Reynaud aurait dû faire était assez évident : il aurait dû remplacer Weygand par de Gaulle. On est tenté d'ajouter : et envoyer Pétain à l'île d'Yeu, ce qui aurait fait gagner quatre ans à l'histoire de France. Mais pour cela il eût fallu que Reynaud fût un chef, et non pas un défaitiste déguisé en combatif. *« Chez lui, dit Emmanuel Berl, le grand bourgeois, en fin de compte, l'emporte. »* Mais on ne voit pas ce que la *bourgeoisie* vient faire ici, si ce n'est en tant qu'elle explique la communauté de motivation dans le cercle très étendu de ceux qui aspiraient à vivre dans l'ordre allemand : le plus vulgaire des intérêts matériels.

Entre de Gaulle et Weygand, les heurts avaient été immédiats, de Gaulle défendant les prérogatives du pouvoir civil qui hérissaient positivement le généralissime. Combat perdu d'avance, tant Reynaud réagissait mollement aux coups d'aiguillon de de Gaulle. Avec Baudouin à sa droite, Weygand à sa gauche et Pétain par derrière, le supposé *Président du Conseil* était cerné. Une photo de l'époque le montre physiquement dans cette situation critique. Comme s'il était déjà en cage au Portalet.

Reynaud, comme il avait gardé Gamelin bien après s'être persuadé qu'il n'en voulait plus, procrastinait lorsqu'il s'agissait de remplacer Weygand, s'entêtant dans l'idée, comme disait de Gaulle, de *« poursuivre la route de la guerre avec un généralissime qui voulait prendre celle de la paix. »* Pour tout dire, le plan de Reynaud, à partir de ce moment, c'était de passer la main et la grande question était : comment procéder pour sembler y être contraint. A l'intérieur de la vaste guerre, Reynaud avait, contre Pétain et Weygand, sa guerre de pacotille personnelle.

On connaît un peu l'état d'esprit de Pétain à ce moment par le témoignage de Spears, à qui il se confiait volontiers : car ce n'est pas tous les jours que l'on rencontre un Anglais qui comprend un peu le français.

Une curieuse et passagère complicité s'était instaurée entre le vieux Pétain, dont l'hostilité croissante à l'Angleterre s'était librement exprimée et le jeune et fringant Spears qui se croyait francophile, quoique surtout par ignorance et mépris de la France. Certes, les sympathies personnelles ne changeaient rien au fait que pour Pétain les Anglais étaient un problème plutôt qu'une solution, et que rien n'était plus nécessaire que de dissocier le gouvernement français de sa politique invétérée d'alliance avec l'Angleterre, ce qui ne se ferait qu'en en changeant la tête. Cependant il en fallait davantage pour qu'un maréchal de France perdît ses nerfs et renonçât à la conversation avec un personnage comme Spears : un officier comme lui, et qui au moins, contrairement à ces civils qui se recroquevillaient à vue d'oeil sous l'épreuve, se tenait.

Pétain, comme tout le monde, considérait la bataille comme perdue, cela va de soi, mais il considérait toutes choses avec un grand détachement : et nous savons pourquoi. Il pouvait bien se confier à cet Anglais, qui sans doute garderait tout pour lui. Et quand bien même... Il lui avait donc dit comment depuis longtemps il détestait de Gaulle, et même comment au fil des jours, il avait aussi pris Reynaud en grippe, et même Churchill, qui continuait à avoir de la considération pour Reynaud. Mais par dessus tout il détestait Reynaud parce que, selon les aéropages où il se produisait il disait, ou laissait entendre, ou ne déniait pas assez hautement que les généraux étaient responsables de la défaite. Quant à Weygand, il le méprisait un peu lui aussi. En revanche, il ne disait rien de Laval, qui assurément parmi tous les politiciens était un des pires, mais avec qui il avait déjà travaillé fructueusement, et qui avait récemment proclamé au Sénat : « *c'est Pétain qu'il nous faut !* » Laval, pour Pétain, était comme un négatif de lui-même, ou comme le complémentaire, et leur association, désormais bien établie, n'était donc pas aussi paradoxale qu'il pourrait sembler au premier abord. Elle était au contraire, dans les milieux réactionnaires, devenue une sorte d'évidence, et qui devrait forcément tôt ou tard s'imposer.

Et donc à l'égard de tous, Laval et Weygand mis à part, dont il escomptait se servir, Pétain était plein de colère et d'esprit de revanche. Pressentant l'avenir, de Gaulle disait qu'il fallait se débarrasser *et de Weygand, et de Pétain*. Lui, c'est ce qu'il aurait fait. Mais Reynaud n'écoutait pas. Il devait essentiellement se servir de de Gaulle pour ses relations avec Churchill, et de Gaulle se mit à faire la navette entre Londres et la France, plusieurs fois par semaine : d'autant plus souvent que Reynaud préférerait que de Gaulle ne sût pas tout ce qui se passait en son absence. A Londres, de Gaulle se faisait connaître. Il ne progressait pas beaucoup dans la maîtrise de la langue -la seule peut-être dans laquelle il refuserait toujours de s'exprimer - mais c'était tout de même bon pour sa carrière.

35. Weygand contre de Gaulle

C'est le 6 juin que commence à céder le front de la Somme organisé par Weygand, et auquel il n'avait jamais cru. Comme il n'avait pas surveillé de très près que ses ordres étaient bien obéis, le supposé *front continu*, mal gardé, avait été percé en de multiples points. Le capitaine Beaufre s'indigna par la suite que l'on n'ait pas suivi plus rigoureusement la stratégie affichée, et qui, là où elle avait été appliquée, avait semblé réussir. Sous Weygand le supposé *front de la Somme* avait donc tenu deux jours, et le 9 juin, le gouvernement décidait de quitter Paris. Pour l'essentiel, il s'était réparti dans divers châteaux et demeures des environs de Tours, tandis que Weygand s'était fixé à Briare, à cent-quatre-vingt kilomètres de là, très à l'est et non loin de la zone des combats qui, à l'est, progressaient désormais vers la Loire en direction de Bourges et Nevers.

Pour les troupes encerclées, Weygand avait préconisé ce qu'il appelait '*la tactique du hérisson*'. Les unités, grosses ou petites, débordées par l'ennemi devaient se former en cercle, comme dans les westerns les caravanes attaquées par les Indiens, et se battre jusqu'à la fin, quoique sans perspective de victoire. Au fond, Weygand prévoyait des capitulations en série, par petits paquets : mais des capitulations dont il ne prendrait pas personnellement la responsabilité.

Par la tactique du hérisson, Weygand entendait faire durer les choses sans avoir à reconnaître par une capitulation générale la faillite du commandement. Il fallait de son point de vue tenir ainsi jusqu'à un armistice général que le gouvernement demanderait à Hitler. Il savait que sur ce mode, les choses ne pourraient pas durer longtemps, et c'est pourquoi il importait de faire intervenir un armistice général aussi tôt que possible.

Puisque tout le monde admettait, quoique plus ou moins ouvertement qu'il allait falloir cesser le combat, Weygand attendait des politiques qu'ils en prissent la responsabilité. Et au moment où le gouvernement envisageait de quitter Paris, il s'occupait à rédiger une note pour Reynaud qui était bien dans la logique de celle qu'il lui avait adressée le 29 mai, et où il décrivait la bataille de la Somme comme *décisive*.

Weygand avait imaginé de s'amuser un peu avec les pékins : inverser un peu les rôles, histoire de voir ce qu'ils avaient dans la culotte. Au lieu, ce qui était toujours gênant pour un militaire, d'avoir l'air de ne pas vouloir se battre, et leur laisser le beau rôle du partisan de la lutte à outrance, les mettre au pied du mur : puisqu'ils faisaient les braves alors que c'étaient les autres qui se faisaient casser la gueule, au lieu de demander la cessation des combats, il allait les faire un peu réfléchir à ce que cela signifiait pour eux si l'armée toute entière se volatilisait comme l'armée Corap s'était volatilisée entre Sedan et Paris, en deux jours, devant la poussée des chars boches. Il allait dire ça - c'est le Maréchal qui avait eu l'idée, naturellement : 'Je suggère que le gouvernement reste à Paris. Nous déclarerons Paris ville ouverte et l'armée se retirera en bon ordre. Sur la Loire, par exemple. Et le gouvernement attendra l'ennemi à Paris. Il attendra l'ennemi dans le calme, comme les sénateurs romains avaient accueilli les barbares gaulois au Capitole. Cela galvanisera la nation, et après quelques jours nous serons en position de force pour négocier un armistice ou pour reprendre la lutte. Mais la première condition d'un armistice sera que les Boches arrêteront d'avancer. Après tout, c'est à peu près ce qui s'est passé en octobre 18. Nous ne sommes pas entrés en Allemagne, ou à peine : et d'ailleurs ce jour là, on peut dire qu'on s'est bien fait avoir. Les politiciens, une fois de plus, n'ont pas été à la hauteur. Hitler est moins con que Wilson, c'est bien clair : mais on peut toujours tenter le coup. Leur rendre la pareille. C'est comme cela que nous sauverons ce qui peut encore être sauvé.'

Reynaud n'avait pas donné très cher des imitations de l'antiquité romaine préconisée par Weygand. Laisser le gouvernement en avant de l'armée est une idée qu'il n'aurait pas crue possible. Il avait dû être surpris, mais en homme de parole compétent il avait trouvé les mots pour rejeter la proposition sans avoir trop l'air d'un pleutre. N'empêche : il avait senti le vent du boulet, et compris qu'il était désormais sous la pression directe des militaires, qui voulaient arrêter la lutte, et que ce soient les civils qui en supportassent la honte.

Weygand avait entrepris de faire partager aux civils que la guerre c'est bien joli mais quand c'est fini, c'est fini : et ce qui importe, c'est d'en sortir. Avec la queue basse peut-être, mais si possible avec la vie sauve. Et après tout, c'était exactement ce que pour leur propre compte ministres et parlementaires envisageaient de faire, avec le président de la république à leur tête.

En contradiction directe avec le pouvoir civil, la priorité donnée par le haut commandement aux intérêts de caste explique l'acrimonie des débats qui allaient se tenir à propos de la façon dont on mettrait un terme aux combats. On comprend que lorsque Weygand parlait d'*honneur*, c'était la haute idée qu'il se faisait de lui-même, et l'arrogance hautaine de la caste des officiers d'État-major que Weygand entendait préserver : mais il le théorisait de façon présentable en parlant du *double visage du commandant en chef* : sévère aux yeux des troupes, mais protecteur des troupes par rapport au pouvoir civil. C'était ce dernier point qui était mis en avant pour justifier la hâte de conclure.

C'est en vain que Reynaud devait faire remarquer qu'une troupe aculée à se rendre pouvait le faire beaucoup plus vite et simplement par le moyen d'une reddition locale que si elle devait attendre la négociation d'un armistice général. Il devait aussi répondre à plusieurs reprises, et avec un énervement croissant, que le choix de demander un armistice était une décision politique dans laquelle l'État-major n'agissait en principe que comme conseil.

Weygand savait tout cela, mais cela ne le retenait pas de présenter ses conseils sous une forme pressante, découlant en partie du mépris dans lequel il tenait les politiciens. Et il le justifiait en expliquant qu'il était le gardien de *l'honneur de l'armée*, lequel était compatible avec un armistice, décision politique assumée par le pouvoir civil, mais non pas avec des capitulations sur le terrain.

Weygand, dont *l'inintelligence renforçait la volonté*, écrit Emmanuel Berl, avait vers le 9 juin, alors que le front de la Somme s'écroulait et que le gouvernement quittait Paris, présenté à de Gaulle, puisque de Gaulle était tout de même sous-secrétaire à la Guerre, la note qu'il préparait pour Reynaud et qu'il allait lui soumettre le dix.

«*Elle ne parlait pas d'armistice* », prétendra Weygand lors du procès Pétain. Mais elle devait être suffisamment défaitiste pour que de Gaulle la désapprouvât : et ne pas laisser beaucoup d'options au gouvernement. Et devant un conseil qui ressemblait trop à une injonction, de Gaulle, devenu sous-secrétaire d'État à la Guerre, et donc représentant du pouvoir civil, avait réagi en se cabrant : «*Mais il y a d'autres perspectives !* ». On ne sait pas à quoi exactement de Gaulle pouvait bien penser : sans doute

rien de plus que les alternatives que tout le monde agitait et que l'État-major récusait. « *Avez-vous quelque chose à proposer ?* », avait répondu Weygand. Le ton était ironique. On imagine les arrière-pensées du sept étoiles confronté à la raideur de son interlocuteur, son cadet, mis au-dessus de lui par les voies aberrantes de la politique.

De Gaulle avait répondu avec une hauteur étonnante pour un général à titre provisoire : « *Le gouvernement n'a pas des propositions à faire mais des ordres à donner* ». Les ordres à donner, dans l'esprit de de Gaulle, sont bien clairs : il s'agit d'organiser la résistance sans désespérer avec les forces qui restent et sur les territoires que l'ennemi ne contrôle pas. Très probablement hors de la métropole.

Il y a d'autres perspectives. Car cette guerre est mondiale, n'est pas près de s'achever, et se terminera par la défaite de l'Allemagne. De Gaulle le sait, et Reynaud peut l'entendre. Mais parler de tout cela à Weygand, c'est comme lui suggérer d'aller dans la lune. Et Reynaud garde Weygand. Emmanuel Berl fait à ce point une remarque : il y a d'autres perspectives... « *mais ce n'est pas Reynaud, c'est de Gaulle qui le dit* ». Toutefois, Berl note ce retrait de Reynaud sans en tirer les conclusions qui nous semblent évidentes, sur Weygand et surtout sur Reynaud.

Confirmant ce que disait aussi Weygand, c'est à dire mentant effrontément, Reynaud nia lors du procès Pétain que les premiers conseils du généralissime allant dans le sens d'une cessation des combats eussent été aussi précoces que le début juin, et personne ne lui apporta alors de démenti. Il est vrai qu'il fit sur le moment exactement comme si la note de Weygand n'existait pas, et en cacha l'existence au conseil des ministres et aussi au conseil suprême auquel Churchill allait participer le 11 à Briare, dans des conditions déjà marquées par la prolifération des intrigues, le grand désordre de la décomposition commençante de l'état, et qui prêterent à controverse.

Ayant reçu la note de Weygand, Reynaud, qui allait prendre l'habitude d'esquiver ses responsabilités, n'avait pas donné d'ordres ressemblant à ce que de Gaulle avait peut-être en tête, mais il n'avait pas non plus donné son accord aux conclusions de Weygand. Il s'était réfugié dans le silence. Silence complice ou silence hostile ? On peut parier sur une certaine forme de résignation. Sa pensée, sous forme sans doute de résolution vague, c'était que ce que disait Weygand finirait par arriver, mais pas sous Paul Reynaud président du Conseil.

Mais Weygand n'était pas prêt à se contenter d'une approbation implicite et dilatoire. Pour lui, la note du 10 juin, qui expliquait que la guerre était finie, était définitive, et demandait à être traduite en décision politique immédiate. Des hommes mouraient et tant de désinvolture commençait à être intolérable, même si, dès qu'il s'élevait au niveau de la métaphysique, Weygand considérait que beaucoup d'entre ces hommes avaient mérité de souffrir. Au procès Pétain, Weygand expliqua que n'ayant pas reçu de réponse de Reynaud, alors qu'il en attendait une, et au plus vite, il avait considéré qu'il ne jouissait plus du soutien du président du Conseil. Peut-être cette conviction est-elle à mettre en rapport avec certaine initiative qu'il prit peu après.

36. Déboires militaires

Sur le terrain, parmi les dernières troupes britanniques combattant encore en France, deux divisions encerclées entre Dieppe et Rouen, ont été capturées le 10 juin. Techniquement ces troupes auraient dû pouvoir s'échapper. Dans ses *Mémoires*, Churchill se retient de faire des reproches trop véhéments : « *I was vexed that the French had not allowed our division to retire to Rouen in good time, but had kept it waiting till it could neither reach le Havre nor retreat southward, and thus forced it to surrender with their own troops* », écrit-il.

En réalité, les troupes britanniques étaient simplement prises dans les conséquences des directives générales de Weygand. Dans ses *Mémoires*, Churchill modère l'expression de sa colère : pour des raisons diplomatiques d'après-guerre, sans doute. Sur le moment, pour preuve que l'Angleterre se retirait de Dunkerque mais non pas de la guerre, Churchill envoya à Reynaud deux divisions de renfort qui débarquèrent à Brest à partir du 11 juin. Comme si la guerre avait été conduite raisonnablement.

Churchill à ce stade envoie des troupes fraîches sur le continent. De quoi s'agit-il, alors qu'il est fixé aussi bien sur la volonté de vaincre de l'État-Major que sur la possibilité qui existerait de le faire si la volonté existait ? On ne peut penser qu'une chose : c'est qu'il s'agissait de politique. Et de même lorsqu'il laisse

de belles troupes se laisser prendre dans un dispositif condamné à l'encerclement et à la destruction : son souci principal est de ne pas prêter le flanc aux récriminations de Weygand. On peut supposer que, justement parce que cette bataille, d'une part, était perdue, mais que d'autre part la guerre, elle, continuait, Churchill voulait pouvoir résister aux demandes absurdes concernant son aviation sans conforter le parti défaitiste en France. Il voulait pouvoir refuser le sacrifice de ses avions, et demander aux Français le ralliement de leur flotte. C'était désormais tout son problème : parce que pour lui il n'était pas question de sortir de la guerre.

Deux divisions, donc, pour la bataille de France. Mais qu'il faudrait si possible récupérer lorsqu'elle serait perdue. Du côté français, on a des visées très opposées. Pour Weygand et Pétain, la bataille de la Somme qui s'achève est aussi la fin de la guerre. Il s'agit que la défaite, à laquelle on est résigné, ne se produise pas sans que l'on puisse dire que l'armée s'est battue. Et si l'on continue à parler de l'emploi des forces, ce sera pour pouvoir dire, lorsque l'on renoncera, c'est à dire bientôt, que c'est en raison de la tiédeur de l'engagement britannique. Tout le monde en France y croira. Et dans les journaux on insistera en particulier sur le refus anglais, que l'on testera durement jusqu'au bout, de faire donner la *Royal Air Force* jusqu'à son dernier battement d'aile.

37. Itinérance

Churchill relate que le onze juin à deux heures de l'après-midi, alors qu'il croyait prendre l'avion pour Paris, il avait appris au dernier moment que le gouvernement français venait de quitter la capitale. C'était le début de ce que l'on a depuis appelé *l'exode*. Emmanuel Berl était parti pour Saint-Céré la veille, et le gouvernement était parti pour la Touraine. Et depuis, devenu nomade comme les rois au Moyen-Age il y errait sur les routes, de château en château.

Weygand aurait aimé éviter cela : dans sa tête trottaient des images venues du fin fond de l'antiquité, car nous étions à l'époque où même les saint-cyriens les plus sots avaient des lettres. Comme par exemple, selon le récit de Tite-Live, les sénateurs romains avaient accueillis les envahisseurs barbares *immobiles et silencieux sur leurs chaises curules*, quitte à se laisser tirer la barbe. En clair : il aurait préféré que le gouvernement restât à Paris, quoique l'armée descendît irrésistiblement vers le sud. Prendre langue avec les Allemands vainqueurs, cela devait être possible. Il en était sûr, puisque dans ce domaine il avait, avec le Maréchal, pris un peu d'avance.

Mais non : Reynaud et certains membres de son gouvernement étaient possédés d'une authentique terreur des Allemands, et donc Paris étant pris ou sur le point de l'être, cette semaine-là, la France eut une capitale par jour, et même, en réalité chaque jour plusieurs à la fois car ministères et présidents logeaient dans des villes, bourgades et châteaux parfois éloignés de plusieurs dizaines de kilomètres.

En soi, devait par la suite argumenter Dominique Leca, l'idée de se replier sur la Loire était une mauvaise idée. Elle venait d'ailleurs de l'état-major, et ceci expliquait cela. Si l'on avait voulu conduire la guerre rationnellement, il eût convenu de prendre sans plus attendre la grande décision de mettre les pouvoirs publics à l'abri de l'ennemi : et pour cela le meilleur était sans comparaison possible de passer directement de l'autre côté de la Méditerranée avec la flotte toute entière. L'armée, elle, aurait sans aucun doute reculé, et même probablement jusqu'aux Pyrénées, si les Allemands n'avaient pas avant cela trouvé l'affaire trop coûteuse : mais il y aurait toujours eu des forces françaises en guerre contre l'Allemagne.

Cette perspective d'une guerre longue était exactement ce dont les grands militaires ne voulaient pas. Car cette guerre ne les intéressait pas. Ils préféraient qu'elle cessât, et pour l'obtenir au plus tôt l'état-major, c'est à dire Weygand, mais en cela s'étant entendu avec Pétain, trouvait avantageux que le gouvernement sentît un peu l'odeur de la poudre. Précaution inutile sans doute, car en termes voilés, Reynaud avait dès le 3 juin donné raison au défaitisme de Weygand, lorsque de Gaulle était venu demander sa tête. Il avait fait valoir : « *Nous devons songer à la suite, qu'en pensez-vous ?* » La suite, pour Reynaud, c'était peut-être la poursuite du combat hors de France, mais c'était peut-être aussi, même s'il trouvait convenable de ne pas le dire, la façon dont on allait se soumettre à la loi du vainqueur. Il n'est pas exclu que devant ce choix, il ait décidé de se régler sur ce que dirait Churchill : mais surtout si Churchill se montrait arrangeant par rapport à l'accord du 28 mars.

Dans l'immédiat, et en attendant que l'on se résolve au grand choix difficile qu'il faudrait pourtant bien faire, le résultat fut une série de déménagements successifs et une dispersion du gouvernement qui créèrent le chaos et l'impossibilité de suivre la situation militaire et de la prendre en main : mais il n'est pas exclu que cela aussi ait été désiré par certains. Et pour commencer, Weygand lui-même s'était installé le plus loin possible du président Reynaud qu'il était censé rencontrer tous les jours.

Briare, Tours, Cagé : à courir d'une réunion à l'autre on passait son temps sur la route, et même lorsqu'on fut à Bordeaux, vers la fin, il fallut un jour rattraper le président Jeanneney presque arrivé à Perpignan pour qu'aucune signature ne manquât sur les actes de gouvernement qui préparaient la fin du régime. Avec Reynaud et sa clique, ce n'était plus un gouvernement que l'on avait : c'était la caravane du Tour de France. En moins bien organisé : « *Présidents, ministres, généraux, trouvaient des châteaux, des palais, mais non pas leurs dossiers ni même leurs collaborateurs..... Parfois le téléphone manquait dans le château* » explique Emmanuel Berl. Une autre fois, il n'y en avait qu'un et il était dans les toilettes. C'est de ce genre d'endroit que le généralissime français conduisit ses armées, et le reste du temps il le perdait à circuler sur les routes à tombeau ouvert.

38. L'invitation à Briare

Churchill ne dit pas la vérité dans ses *Mémoires* lorsqu'il prétend que c'est à la demande de Paul Reynaud qu'il est venu en France une avant-dernière fois dans les jours précédant la chute de Paris. Savait-il la vérité ?

Les mauvaises communications sont-elles seules en cause, ou bien des manœuvres obscures ? Toujours est-il que la visite de Churchill avait fait polémique. Et tout d'abord, Reynaud et le cabinet avaient été surpris d'apprendre à la dernière minute que Churchill était là. Si l'on suit Emmanuel Berl, c'est Weygand qui aurait pris l'initiative de la visite churchillienne. Weygand, qui avait cessé d'informer le gouvernement de ce qu'il faisait. '*C'était un abus*', note Berl. Dans ses écrits d'après-guerre, Weygand laisse entendre que Churchill s'était invité tout seul, tandis que Churchill reste dans le vague. Le récit churchillien reflète la conscience qu'il eut de difficultés à organiser cette visite, mais il est impossible de savoir avec certitude s'il savait de quel ordre et de quelle magnitude elles étaient. « *We were not told what were the conditions there. Certainly the German spearheads were very close. I had had some difficulty in obtaining a rendezvous, but this was no time to stand on ceremony* ». C'est presque explicite : on avait à peine été poli. Du genre : *on a déjà les Boches dans les pattes...* Peut-être Churchill, dans ses *Mémoires* dissimule-t-il la vérité pour ménager la dignité de Reynaud. Il reconnaît qu'à un certain point c'est lui qui avait insisté pour que la rencontre ait bien lieu. Quelqu'un avait-il eu, du côté français, des réticences ?

Il est peu probable, même si Churchill avait été le premier demandeur de la rencontre, qu'il se soit d'emblée adressé à Weygand. Avec les difficultés des communications, ce n'était pas strictement impossible : mais alors on comprendrait mal la colère de de Gaulle. On la comprend mieux si c'est Weygand, et à travers lui l'ensemble peut-être de la faction défaitiste qui avait été à l'origine du déplacement.

Ils se peut que les conspirateurs militaires aient machinée ce dernier voyage du Premier britannique en lui faisant croire que Reynaud l'avait suggéré. Mais ce qui ne laisse alors pas détonner, c'est que Weygand, semble-t-il, avait peu de chose à attendre de Churchill. C'était plutôt Reynaud qui s'appuyait sur lui, et réciproquement : et l'on attendrait plutôt de Pétain et de Weygand, au stade où ils étaient de leur conspiration, qu'ils eussent cherché à écarter les Anglais du paysage.

Il ne devait en tous cas, dans leur esprit s'agir que bien peu de planifier des opérations militaires. Leur grande préoccupation du moment, c'était d'imposer l'armistice. Une visite du bientôt ex-allié n'avait pour eux d'intérêt qu'en tant qu'elle faisait progresser ce projet politique. Peut-être escomptaient-ils arracher enfin à Churchill, après les échanges aigres-doux du 31 mai, qu'il dégage la France de l'engagement pris de ne pas conclure de paix séparée ? Ou bien, faute de quoi, peut-être comptaient-ils provoquer un éclat, et par là-même, une rupture nette et spectaculaire de l'alliance ? Pensaient-ils par ce moyen mettre Reynaud en difficulté ? L'existence d'une telle possibilité expliquerait que Reynaud ait eu pour stratégie,

après un temps, d'éviter les contacts directs entre son allié et les membres de son gouvernement, qu'il sentait aux aguets pour la curée.

Lorsqu'il avait appris que le gouvernement avait encore été court-circuité par la clique défaitiste, de Gaulle était allé trouver Reynaud : « *Admettez-vous que le généralissime convoque ainsi de son propre mouvement le Premier ministre britannique ? Ne voyez-vous pas que le général Weygand poursuit, non un plan d'opération, mais une politique, et que cette politique n'est pas la vôtre ?* » avait-il dit.

Ce jour-là, de Gaulle avait bien failli avoir la peau de Weygand. Il avait presque convaincu Reynaud de le remplacer par Huntziger. Ou bien au moins il avait eu l'impression d'y être parvenu : car Reynaud lui avait demandé d'aller trouver Huntziger pour lui demander ce qu'il en pensait. Certes, même si de Gaulle professe pour sa part davantage de respect pour Huntziger que pour Weygand, Huntziger à la place de Weygand, c'était ce qui s'appelle changer son cheval borgne pour un aveugle, et cela montrait la pénurie de talents, ou bien peut-être le cadre de réflexion trop étriqué dans lequel on se mouvait : mais enfin, si Reynaud avait posé au moins un acte d'autorité, cela aurait manifesté chez lui un peu de ressort. Las : quelques heures plus tard, il avait changé d'avis. De Gaulle avait roulé pour rien, et bien perdu son temps. Peut-être Reynaud n'avait-il consenti à ce voyage que dans le but de l'éloigner un moment.

1. La conversation de Muguet

Le général Weygand avait installé son quartier général au château de Muguet, où ce jour-là les ministres l'avaient rejoint pour la réunion quotidienne de onze heures. Reynaud, Weygand et Pétain s'étaient concertés à trois en se promenant dans les allées du domaine. On ne sait pas comment tout le monde s'était rabiboché sur le sujet de l'invitation cavalière de l'Anglais : il n'était pour rien dans l'initiative, mais comme ce n'était pas en soi une mauvaise idée, une fois mis au courant, Reynaud s'était semble-t-il rallié à l'initiative de son généralissime, ou au moins il avait fait semblant, et il n'y avait pas eu d'esclandre, si ce n'est celle que de Gaulle avait faite devant son président du Conseil.

Ceci se passait alors que Paris, selon toute logique militaire allait être rapidement enveloppé par les troupes qui venaient de l'ouest en longeant la Seine. Mais d'autres, venues de l'est, avaient dans le même temps laissé Paris sur leur droite et descendaient vers la Loire en direction de Bourges. Le général Sérigny devait un jour témoigner que c'était en constatant que les Allemands venaient de franchir la Seine à Mantes et à Vernon que son vieux camarade le général Weygand s'était, la mort dans l'âme, résolu à proposer au pouvoir civil de rechercher un armistice. Il est cependant difficile de croire sans aucune hésitation au témoignage de Sérigny. Sur un point au moins, mais mineur, il se trompe forcément, parce que c'est à Pont-de-l'Arche que les Allemands avaient franchi la Seine en premier, et non pas à Vernon. Mais il se trompe surtout, ou il nous trompe, parce que l'idée d'armistice était dans l'air bien avant que les Allemands eussent franchi la Seine.

Sérigny ne devait pas bien connaître les pensées de Weygand pour croire que l'idée d'armistice lui était entrée dans le cerveau aux alentours du 12 juin 1940. Nous savons que dans les milieux militaires, Weygand prônait l'armistice, l'armistice et rien d'autre, non pas depuis le douze juin mais depuis le premier jour de son commandement. Il s'en était épanché largement auprès des jeunes ministres venus de la banque et qui lui vouaient une admiration sans limites. Et il avait aussi convaincu Madame de Portes, qui influençait puissamment le président du Conseil : si bien que le mot était désormais dans toutes les têtes et sur toutes les lèvres. Et il allait continuer avec entêtement à en faire la promotion, jusqu'à obtenir gain de cause.

Disons donc que si le douze juin est une date dans l'histoire de l'armistice, c'est parce qu'à cette date Weygand avait dû se dire qu'il avait assez d'arguments, essentiellement des menaces à brandir, pour pousser une majorité de ministres à s'y résigner. Pourtant, politiquement, il avait décidé d'attendre encore un peu. Peut-être Pétain lui avait-il expliqué que la situation n'était pas encore mûre.

Parti pour Paris en fin de matinée, Churchill avait fini par rattraper le gouvernement français sur la Loire. Reynaud, une fois mis au courant des invitations en cours lui avait télégraphié, et il s'était annoncé pour la fin de l'après-midi. On avait convenu qu'avec sa suite il allait prendre part à un *Conseil suprême* qui se tiendrait au château de Muguet à partir de six heures du soir. En réalité, Churchill était arrivé à sept heures. D'un air pincé, Villelume avait murmuré qu'il aurait pu s'excuser.

Dès sa descente d'avion, Churchill avait ressenti la dégradation de la situation politique.

Il avait noté la présence nouvelle du sous-secrétaire d'Etat Charles de Gaulle. Savait-il que de Gaulle venait de se heurter à Weygand sur le sujet même de sa visite ? Il n'y fait en tous cas aucune allusion.

Il y avait aussi là Reynaud, qu'on avait fini par prévenir de sa venue, et tous les militaires, très renfrognés. Pétain était là, le chef des défaitistes, mais qui cachait son jeu, ne laissait rien paraître.

Lui, Churchill était accompagné d'Eden, de Spears et des chefs militaires : car il s'agissait en principe d'envisager la conduite de la guerre. Le défaitisme était dans toutes les têtes mais nul ne l'assumait. Les débats avaient en principe pour objet la poursuite des opérations. *Opérations* si l'on peut dire, puisqu'en pratique, Weygand ne le dirait pas aussi nettement, mais l'armée était en train de se débâter entre la Somme et Paris, et ses derniers ordres n'avaient plus rien à voir avec une conduite coordonnée des opérations.

La question qui se posait désormais, c'était de savoir, selon la formule de Duroselle, *si l'on liquidait la bataille, ou si l'on liquidait la guerre*. Car, si du point de vue de l'alliance scellée par l'accord du 28 mars la France n'était qu'un champ de bataille et si la bataille perdue en France pouvait se porter ailleurs, d'un autre point de vue la France c'était aussi la France, qui ayant perdu la guerre devait retrouver les voies de la paix. Et cette exigence passait avant le respect de tous les traités imaginables.

Peut-être cette menace qui planait, et que la perspicacité de Churchill avait dû identifier, a-t-elle quelque rapport avec le fait qu'il ne se montra jamais aussi conciliant avec ses interlocuteurs sur la question, qui finit par surgir, d'une cessation des combats sur le sol français. Au point de prononcer des paroles peut-être imprudentes, et qui suscitèrent des malentendus.

Churchill avait été diplomate. Il avait entamé la réunion en rendant hommage à l'armée française et à ses chefs. Reynaud avait surenchéri sur ce thème. Puis on était passé à l'examen de la situation militaire. Ici les témoignages divergent quelque peu. Si l'on en croit Weygand, lui-même et le général Georges avaient décrit la situation comme critique, mais sans parler d'armistice. Ils ne voulaient pas se mettre dans un mauvais rôle et attendaient, goguenards sans doute un peu, ou peut-être plutôt furibards, que les civils se moulassent et parlèrent en premiers des décisions désagréables à prendre. En même temps, ils donnaient l'apparence de s'en tenir au rôle qui leur était prescrit.

Georges faisait preuve en l'occurrence d'une hypocrisie confondante, car dans les cercles militaires il propageait activement une opinion inverse de celle qu'il venait d'exprimer. Il le savait bien, c'était foutu : et pour lui, l'armistice, cela voulait dire l'armistice, et le consentement sans ambages à la défaite. Au mess, Georges faisait résolument de la politique, et non plus la guerre : *'il faut absolument que l'armistice soit demandé. Nous ne pouvons plus attendre. Le gouvernement veut partir pour l'Afrique du Nord. Le Maréchal Pétain se refuse à quitter la France mais il ne s'est pas encore prononcé. Il faudra bien qu'il y arrive. Nous ne pouvons plus attendre.'* Voilà comment il parlait en privé.

Mais Georges n'était pas le seul hypocrite dans l'affaire. En réalité, c'était à un vrai bal des faux-culs que l'on assistait. Il y avait Churchill, d'abord, qui voyait bien que la France était battue - et même, comme dirait de Brinon, qu'elle ne s'était pas battue - mais qui faisait semblant de n'en rien croire. Ensuite il y avait les militaires, qui affectaient de préparer des plans de bataille, mais qui ne songeaient qu'à cesser la lutte et trouvaient même qu'elle avait trop duré, et que chaque journée de combat supplémentaire était un sacrifice que l'on faisait à la criminelle lâcheté des politiques, menaçant le pays des pires désordres en sus de la défaite. Et enfin, moins connue mais tout aussi réelle, il y avait l'hypocrisie des soit-disant *'durs'*, et au premier rang de leur chef, Reynaud, qui croyait comme Weygand - mais dissimulait qu'il croyait lui aussi - que l'affaire était perdue, aussi bien pour l'Angleterre que pour la France : et qui songeait lui-aussi à cesser le combat, mais voulait le faire avec l'accord de son allié : que ce soit pour sauver sa carrière, ou pour préserver sa figure devant la postérité. Et même, pensée à enfouir au plus profond de son cœur, qui aurait aimé par-dessus tout que l'Angleterre elle aussi, et conjointement avec lui, entrât en négociations avec Gengis Khan.

Pétain au fond était le plus franc, qui ne cachait pas qu'à ses yeux l'Angleterre ne serait plus d'aucun secours, qu'il fallait se déterminer sans s'occuper d'elle, et accepter les conditions de l'adversaire puisqu'on avait eu la bêtise de l'agresser alors qu'il était de toute évidence le plus fort. Pétain ne cachait qu'une seule chose, mais très importante : sa ferme intention de profiter des circonstances pour se hisser au pouvoir.

Churchill, sans vraiment le savoir, ni sans doute vouloir le démêler, était à mille lieues des pensées de tous ces Français eux-mêmes terriblement distants les uns des autres. Spontanément, il était pour la résistance armée jusqu'au bout, et c'est cela qu'il disait : alors que le contraire était la seule chose sur laquelle ses

interlocuteurs, sans le dire, étaient tous d'accord. Et pour commencer, disait Churchill, il fallait se battre dans Paris. Une grande ville offre des possibilités de résistance énormes en face d'une armée ennemie, faisait-il valoir. Churchill se croyait peut-être proche de Reynaud, mais en réalité il raisonnait un peu comme Politzer : et il n'était pourtant pas communiste. Un combat rue par rue dans Paris, maison par maison, comme hier à Teruel, comme bientôt à Stalingrad. Des mitrailleuses en batterie dans les grandes salles du Louvre. Pan, pan ! Dans la gueule à la Joconde. Dans les jardins des Tuileries, du Luxembourg, partout des éclats de marbre... Cela ne faisait pas peur à l'homme qui ferait brûler Dresde, Berlin, Lübeck et Cologne pour purger l'Europe du nazisme. Tout plutôt que subir le dément moustachu. Cela se discute.

Chez les civils, de l'autre côté de la table, on était atterré. Il y avait tout un clan pacifiste en France, emmené par Laval, dont il fallait tenir compte, et qui ne voyait pas du tout les choses comme cela : mais Chautemps non plus, parmi les 'élites', ni Daladier, ni Lebrun. Ni même Reynaud. De Gaulle peut-être...

Les militaires étaient insaisissables, et l'allié était déraisonnable. Churchill n'avait-il pas compris la leçon de Rotterdam ?

Bien sûr. Churchill savait ce qui pouvait arriver : mais qu'importent les pierres ? On peut toujours reconstruire.

Evidemment, il en parlait à son aise, ricanait-on tout bas, du côté des uniformes. Ce n'était pas, pour l'instant, Londres qui était menacée.

Cependant, on ne peut pas reprocher à Churchill de l'incohérence. C'est la même philosophie guerrière qu'il applique à l'Angleterre. Il faut savoir encaisser les pertes.

Londres est en cours d'évacuation en prévision de probables bombardements aériens. On anticipe une destruction peut-être totale de la grande cité. On s'y est à l'avance résigné.

Le 8 juin, le porte-avions *Glorious* a été coulé par les croiseurs *Scharnhorst* et *Gneisenau*. Mais cela ne change rien à la résolution du premier Britannique. "*What do you think we build these ships for ?*" répond Churchill à ceux qui se lamentent.

Darlan, Weygand, Pétain ne sont pas de cette religion : mais c'est aussi qu'il pensent s'accommoder du nazisme. S'accommoder et même un peu plus que cela.

Churchill raconte qu'il a essayé d'éveiller chez Pétain des sentiments positifs, comme par exemple la fraternité d'armes. Il lui a rappelé les dures heures de 1918, et le redressement *in extremis* opéré alors. Dans ses *mémoires*, Churchill édulcore énormément le ton de l'échange qui s'ensuivit : Pétain, se souvient-il, lui aurait répondu, *avec calme et dignité, qu'il n'y avait plus de masse de manoeuvre. Et qu'en 1918 il avait soixante divisions, en sus de soixante divisions britanniques.*

La réponse véritable fut beaucoup plus cinglante. Quelque chose comme : « *Quand votre Gough était mis en pièces par Luddendorff, je suis venu à son secours avec quarante divisions. Cette fois, c'est notre armée qui est mise en pièces. Où sont vos quarante divisions ?* » Les yeux dans les yeux. C'est en tous cas la forme sous laquelle Pétain lui-même rapporta cet échange.

Car c'est ainsi avec les militaires : plus ils sont à la ramasse face à l'ennemi, plus ils parlent haut à la maison. Les défaites, c'est toujours de la faute des autres : la troupe, les civils, les politiciens, les instituteurs. En l'occurrence, pourquoi pas : les Anglais.

Non pas que les Anglais ne soient pour rien dans la défaite : du fait de leur absence sur le terrain bien sûr, que même les esprits les plus modérés, à l'instar du président Lebrun, ne peuvent que constater. Et il n'est pas faux de dire que si l'armée Française n'a pas tenu, c'est que même bien commandée, ainsi seule et réduite à ses moyens propres elle avait peu d'atouts pour y réussir. En dépit des rodomontades de Reynaud et Daladier, la réalité européenne de 1940, c'est que l'Allemagne de 1939, démographiquement, pèse deux fois la France. Avec deux fois plus d'organisation technique, industrielle et militaire, cela fait que le rapport de force réel est de l'ordre de un à quatre, et peut-être davantage. Sans ses alliés naturels, qu'elle n'a pas su mobiliser, ou qu'elle a trahis, ou qu'elle s'est aliénée, la France était condamnée à la défaite. La défaite s'est construite au fil des années, décision politique par décision politique. S'il est décidé à profiter de la situation, Pétain a de quoi se dire en colère.

Pétain parle peu, mais chaque mot qu'il prononce fait bouger les lignes. La brutale apostrophe de Briare provoque la première fêlure qui s'élargira bientôt en rupture de l'alliance franco-britannique.

Si Churchill ignore le détail des intrigues qui ont lieu en France, la tendance générale ne peut plus lui échapper. A Briare, il s'agit pour Pétain et Weygand de dégager le gouvernement de ses engagements vis à vis de son allié. Arracher l'autorisation anglaise de demander l'armistice, qui est nécessaire si l'on ne

veut pas violer l'accord du 28 mars. Et sinon passer outre. Pour Reynaud, il s'agit d'aller vers la reddition à pas de colombe, mais pour les militaires le moment est venu de l'épreuve de force.

Weygand était entré en réunion avec une stratégie en tête. Il savait ce qu'il allait dire. Pétain savait-il ce que Weygand allait dire ? Lui, de toutes façons, entendait se taire, comme d'habitude. Tout le monde savait au moins une chose, mais qu'il fallait taire : la bataille de France, dont il fallait désormais parler au passé, n'avait été qu'une bataille de retardement. Peut-être valait-elle encore la peine d'être livrée -pour combien de temps ?- en tant que phase d'attrition des capacités de la *Wehrmacht*. Mais c'est tout.

Cela, tout le monde le savait : mais il n'est pas certain que Pétain ait jugé utile de le dire à ce stade et devant cet aéropage. Entre Pétain et Weygand, il existe une certaine connivence, mais pas forcément de véritable répartition des rôles. En réalité, les quelques témoignages des rares personnes qui ont pu entrer un tant soit peu dans la mentalité du Maréchal pointent en direction d'un agacement universel, auquel Weygand n'échappe pas.

Weygand était une brêle : voilà ce que Pétain pensait. Non pas que cette idée lui fût venue récemment. Mais ce qui se dessinait, avec le choix que Reynaud en avait fait pour gérer la débâcle, c'est qu'il allait falloir le respirer longuement. Et lorsque Reynaud allait se dégonfler, comme l'ouïe creuse qu'il était, et qu'il ne resterait plus que césigie pour ramasser les morceaux de cette France déglinguée qu'on avait sous les yeux, Weygand serait là comme un choix obligé, pratiquement, comme ministre de la guerre. Pour tenir l'armée. C'est donc Weygand. Il y a des jours où on voudrait être anglais. Gort : ça c'était un général. Un général qui ne reculait pas devant la décision, en particulier lorsqu'il s'agissait de courir aux abris, et qu'il ne restait plus que ça à faire. Un général qui protégeait ses forces. Quand il a dit à Spears qu'il aurait bien mis Gort généralissime, Pétain plaisantait à peine. Evidemment cela n'avait plus aucun sens : parce qu'au point où on en était arrivé, rien n'avait plus aucun sens.

Bon, Gort, c'était de la fantaisie. De Gaulle : plutôt ne rien dire. Sinon, il y avait bien Huntziger, mais Huntziger ne valait guère mieux que Weygand, incapable comme il était de garder ses opinions pour lui. Et son opération sur la ligne Maginot était tout de même un peu voyante. Il fallait des branquignols en face, comme Reynaud et Daladier pour n'y voir que du feu !

Il n'y a pas de véritable entente entre Pétain et Weygand, mais tout se passe comme si Pétain et Weygand jouaient au jeu du bon flic et du mauvais flic. Weygand semble plus amène que son illustre ancien et il fait mine d'être davantage décidé à poursuivre la lutte, mais il réclame encore une fois que Churchill jette dans la bataille la totalité de la chasse britannique.

La mauvaise foi de Weygand est patente. La semaine précédente, il a avoué devant de Gaulle qu'il avait renoncé à vaincre. L'avant-veille, il a soumis au gouvernement son projet de demande d'armistice – sans écrire le mot *armistice*. Le jour même, sans consulter le gouvernement, il a fait déclarer Paris ville ouverte. Sans Paris, la France n'existe plus. Et avec cela, il demande aux Anglais de croire qu'il va se battre avec l'énergie du désespoir.

La chasse pour arrêter les chars : chose qui certes se verra, mais qui ne s'est encore jamais vue. Demande exorbitante, donc, et conçue comme devant être exorbitante, à un moment surtout où tout le monde, sans le dire, considère la bataille comme perdue. Simple prétexte en réalité pour que, la demande étant rejetée -elle ne pouvait que l'être – le parti défaitiste puisse exercer à l'intérieur du gouvernement une pression irrésistible en faveur de la demande de paix.

Si Churchill croit trouver un allié dans la discussion avec l'anglophile Reynaud, il ne peut qu'être déçu. Reynaud peut être en désaccord sur la forme, sur l'agressivité de Pétain, mais, quoi qu'il ait pu dire par la suite, il était dominé par les militaires et probablement plus ou au moins résigné à leur céder.

Le point de vue britannique est devenu très différent. Pour Churchill, précisément parce que pour lui il n'est pas question de faire la paix avec Hitler, et parce que depuis bientôt un mois nul ne croit plus que la France soit défendable, la question majeure n'est hélas plus la défense de la France, mais celle de l'Angleterre. Alors Churchill affirme : le point décisif sera de savoir si Hitler pourra envahir l'Angleterre. Car tant qu'il n'aura pas fait sortir l'Angleterre de la guerre il ne pourra pas se croire victorieux.

« *If we can keep command of the air and if we can keep the seas open, we will win it all back for you.* » Et donc, lorsqu'on lui demande ses derniers avions pour un combat perdu d'avance, il fait valoir qu'à ses yeux le moment n'est pas encore venu où l'Angleterre jouera son va-tout. *Vous vous trompez*, dit-il aux Français : *ceci n'est pas le moment décisif !* Ce moment, il y pense. La question pour tout le monde, et y compris les Français, c'est de savoir si l'Angleterre pourra tenir : car l'Angleterre seule peut tout regagner pour tout le monde. La raison en est qu'elle est résolue à lutter jusqu'au bout.

"*You can always take one with you*" : c'était le dernier message que Churchill envisageait d'adresser à ses compatriotes si un débarquement allemand en venait à menacer Londres après avoir culbuté l'armée régulière. Ce train de pensée a pris sa forme définitive dans le discours du 4 juin aux Communes, avec la proposition majeure de son *leadership* : "*We shall never surrender*".

Et justement parce qu'il n'est question ni de perdre, ni de traiter : pas plus de dix escadrilles pour la bataille de France, si mal engagée et déjà perdue. C'est le dernier mot de l'Angleterre. La réponse de Churchill est logique, et elle était attendue. On n'a pas la même attitude vis à vis des pertes encourues selon que l'on veut gagner la guerre, ou seulement sacrifier quelques milliers d'hommes en croyant sauver l'honneur. Mais Weygand n'attendait que cela pour justifier la demande unilatérale d'armistice, qui de minute en minute est plus près de pouvoir être formulée.

Les avions abattus en France manqueront à Goering pour la bataille d'Angleterre. Mais encore faut-il que la bataille d'Angleterre puisse être livrée. Donc : dix escadrilles, mais pas davantage. Et surtout, que les nazis ne mettent pas la main sur la flotte. Telles sont les offres et les demandes de l'Angleterre.

De l'autre côté de la table, et ce fut du côté des militaires, étonnamment quoique cela ne puisse pas aujourd'hui nous surprendre, on fit à ce point remarquer que dans ces conditions, la France pourrait avoir à mettre bas les armes. Si l'on en croit Reynaud, en dépit de sa note du dix, qu'il ne lui avait pas encore remise, Weygand avait fait bonne figure, et prétendu croire que l'ennemi pouvait encore être arrêté : si cela était vrai, Reynaud aussi bien que Weygand, couvrant les mensonges des chefs militaires en dessous d'eux, auraient été complices pour dissimuler à l'allié ce qu'ils pensaient vraiment de la situation. Mais tous les propos pessimistes que Reynaud n'avait pas entendus, Weygand les avait bel et bien tenus.

Plus tard, Weygand insistera beaucoup qu'à Briare le mot d'*armistice* n'avait pas été prononcé. S'il fut peut-être adroitement évité, c'est que d'autres, équivalents, l'avaient remplacé, et l'effet avait été le même. L'idée que la France puisse sortir de l'alliance avait été évoquée le 21 mai, déjà, à Paris, puis le 25, entre Français : mais comme une perspective éloignée. Et elle n'était soutenue que par Pétain lui-même et ses séides, qui ne semblaient pas encore avoir pris totalement le dessus dans le gouvernement. Désormais, c'était le général en chef qui menaçait de cesser le combat, ouvertement, et qui le faisait à la table du conseil, devant tout le monde. Devant son *président du Conseil* qui restait l'air figé par l'outrage.

Que ce soit en toutes lettres ou par le moyen d'une périphrase, le grand mot était lâché, et ce n'est pas le Président du conseil, ce n'est même pas un ministre, c'est Weygand qui avait parlé de la cessation unilatérale des combats par les troupes qu'il commandait. Reynaud, humilié devant les étrangers, se crut tout de même tenu de réagir : « *ceci est une affaire politique* », déclara-t-il sobrement. Trop sobrement pour l'occasion, peut-être.

Était-ce pour pouvoir lancer cela, pour mettre ainsi les pieds dans le plat, que Weygand avait manigancé la venue de Churchill à l'insu de Reynaud ? C'est bien possible.

Dans le compte-rendu officiel, l'incident est efficacement gommé, mais sa réalité est tout de même confirmée : « *Monsieur le président Paul Reynaud souligne que le généralissime vient de donner l'avis le plus compétent sur l'aspect militaire de la question. Mais le problème de la continuation de la guerre est d'ordre politique et relève des décisions du Gouvernement* ». Il faut croire que depuis quelque temps, la chose n'allait plus de soi.

Dans ses *Mémoires*, Churchill note lui aussi la transgression, qui confirme le désordre institutionnel en France, et sur le moment il accuse le coup. Mais puisque *le chat est sorti du sac* il se refuse à esquiver le sujet et répond comme s'il avait été évoqué par la personne habilitée à le faire. Et sa réponse n'est pas exactement ce que chacun attendait : ***si l'armée française estime qu'elle n'a plus d'autre choix que de capituler, qu'elle le fasse sans se laisser entraver par des scrupules à l'égard de l'Angleterre. L'Angleterre continuera la guerre de toutes façons.***

C'était là du nouveau : mais moins que certains n'ont cru entendre. Une troupe qui n'est plus en état de se battre n'a pas d'autre issue que de se rendre. On peut bien concéder cela. Mais par ailleurs, quoi qu'il arrivât, l'Angleterre poursuivrait la lutte. Cela ne coûtait rien de le rappeler. Quant à ce que devait faire le gouvernement français en tant que gouvernement, les positions britanniques étaient bien connues et ce n'était ni le lieu ni le temps de revenir sur le sujet.

En parlant ainsi, Churchill avait voulu être diplomate. Il ne pouvait mieux dire, pensait-il ! Il fallait donner une marge de manœuvre à Reynaud, mais sans trop donner d'arguments aux défaitistes. Mais si l'on prend en compte la vision réelle que Reynaud avait de la situation, et ses intentions véritables, de tels propos n'étaient que moyennement satisfaisants : car Reynaud lui aussi ne pensait plus qu'à arrêter le carnage, c'est à dire la guerre, et même tout à fait... à condition que cela soit de façon concertée avec

l'allié britannique, parce qu'étant donné l'ampleur des sacrifices que la paix conclue imposerait sans doute à la France, il ne voulait pas en prendre seul la responsabilité.

Churchill avait-il compris les arrière-pensées de Reynaud, et qu'il était en train de marcher sur ses plate-bandes en affirmant que pour lui il n'était pas question que la guerre cessât ? Probablement pas. Que l'on puisse seulement imaginer, au point où les choses en étaient arrivées, se rabibocher avec Hitler était très au delà de ce qu'il pouvait concevoir. Et s'il l'avait compris, son mépris de ce genre de calcul aurait été absolu. Lui ne pensait plus qu'à la guerre, et à la gagner. Et désormais, avec la défaite annoncée de la France, et son occupation, l'Anglais n'avait plus qu'une idée en tête. Une idée terrifiante : la flotte française tombant aux mains des Allemands.

C'est ce jour là, à Briare, que Churchill aborde le thème pour la première fois, disant, juste après que Weygand, sans prononcer le mot, eut parlé d'armistice : « *On est amené à se poser des questions de cauchemar concernant la flotte française* ». Cela allait devenir chez lui une idée fixe, et un *leit-motiv* récurrent dans ses conversations avec les Français.

Ce que Churchill a en tête, puisqu'il voit bien qu'il aura du mal à retenir les Français sur la pente glissante du renoncement, c'est au moins de ne pas repartir les mains entièrement vides. Il pense donc à un troc à faire avec les Français : la flotte contre la cessation des combats sur le terrain continental. Mais on remarquera qu'il songe alors spontanément à une *capitulation de l'armée française* et rien de plus. Et lui aussi, même si c'est Reynaud qui posera explicitement la question le premier, se demande en même temps par quels moyens cela pourrait ne pas signifier la fin de l'alliance franco-anglaise en vue de la défaite du nazisme. Parler d'un *armistice négocié par le gouvernement*, seul objet des efforts et des pressions exercées par les hauts militaires, c'est vraiment une autre affaire. C'est une affaire politique, et comme politique, cela serait aux yeux de Churchill absolument désastreux.

Puisque Weygand s'était mis en avant, Churchill dans sa réponse au conseil suprême de Briare a pris soin de répondre aux préoccupations que représentait Weygand. Mais à Reynaud en particulier, il allait bientôt réitérer la position politique de l'Angleterre, qui était autre chose. Puisque les Français étaient divisés, comme toujours dans les crises, il fallait bien leur parler de façon différenciée ! Et de la même façon, Churchill s'était dit, que dans l'état où était le gouvernement, pour la flotte, il valait mieux en parler à Darlan directement.

Puisqu'en France il vaut mieux s'adresser à ses saints qu'au Bon Dieu.

39. A Parte

Il était prévu que Paul Reynaud et Churchill coucheraient sur place, au château de Muguet. Aussi, au soir du onze, après les conversations officielles, ils s'étaient retrouvés discrètement autour d'une bouteille d'alcool. Ils s'étaient parlés en complices, dans le dos de la faction ouvertement défaitiste dont la virulence ne faisait plus de doute, même s'ils préféraient tous deux ne pas aborder le sujet. Aux yeux du britannique, Pétain et Weygand étaient désormais clairement des adversaires, et c'était par pure politesse qu'il ne demandait pas carrément à Reynaud comment il ferait pour les contenir, et s'il ne serait pas plus avisé de prendre le taureau par les cornes et de les chasser du gouvernement tant que c'était possible. Lorsqu'il voudra décrire ses conversations de Briare, un seul mot lui viendra à l'esprit : ce fut *sinistre* ! Et s'il essaye encore un peu de convaincre le gouvernement de résister dans Paris, c'est peut-être qu'il ne peut pas admettre les progrès de cette *pourriture sans aucun précédent en France* qu'il finira par nommer devant son entourage.

Reynaud avait contribué à confirmer ce jugement lorsqu'il avait confié à Churchill être d'ores et déjà au courant de l'existence d'une note écrite par le Maréchal et tendant à une demande d'armistice. « *Il ne me l'a pas encore montrée. Je crois qu'il a honte* », fit-il : car lui n'avait pas honte de mentir systématiquement à l'allié qui lui faisait confiance. Churchill, qui n'était pas dupe, ou ne le resta pas longtemps, commente dans ses *Mémoires* que Reynaud aurait dû avoir honte au moins de laisser Weygand demander les derniers chasseurs britanniques alors qu'il croyait la bataille perdue et voulait même sortir tout à fait de la guerre. Et à la différence de de Gaulle et de la plupart des historiens français il n'excepte

pas Reynaud du jugement général qu'il porte sur la classe dirigeante à laquelle il avait eu affaire : une pourriture telle que le pays n'en avait pas connue.

Désormais, comme à la fin de la partie de poker, les cartes étaient sur la table, et la plupart étaient retournées. Celles de Reynaud, que Churchill persistait à l'époque à croire au moins *énergique*, ne l'étaient pas toutes cependant, puisqu'au moment où il faisait de telles confidences, il n'avait d'ores et déjà plus d'autre projet que d'accéder aux demandes du parti défaitiste, et même de lui remettre le pouvoir. Mais son silence du dix juin, et sa timidité au conseil ne montraient-ils pas suffisamment qu'il était en train de songer à la fuite ?

Le point de vue de Churchill était antagoniste de tout ce que demandaient les Français. Que l'Angleterre se retrouve sans allié, peut-être pourra-t-elle, pour un temps, s'en accommoder. Qu'elle soit en outre sans armée, c'était un problème, mais surmontable tant qu'elle aurait avec la Manche ce que Weygand, avec une ironie envieuse lui reconnaissait : *son fameux fossé antichars*. Mais encore fallait-il que la *Navy* puisse défendre les côtes et le trafic maritime. Sinon, c'était la mort assurée. Et pour cela il fallait deux choses : d'une part qu'il restât une chasse britannique pour couvrir la flotte, et d'autre part que les Allemands, qui, Dieu et la *Navy* soient bénis, avaient perdu l'essentiel de la leur dans l'affaire norvégienne, ne s'en fussent pas reconstituée une en saisissant les bateaux français. D'où l'échange que Churchill a en tête : l'armistice contre la flotte. Mais le Cabinet britannique allait-il entériner ce marchandage ?

Si l'on en juge par les tergiversations qui eurent lieu par la suite, Churchill et son cabinet faisant des propositions puis les retirant pour d'autres, remplacées par d'autres encore, on peut imaginer qu'il y eut, jusqu'à Mers-el-Kébir, du tirage à *Downing Street* à propos de ce qu'il fallait faire avec l'alliance française.

Il fut dit que ce soir là pour la première fois, alors qu'au conseil il s'était retenu si fort de parler d'armistice, le maréchal Pétain était allé trouver Paul Reynaud dans sa chambre, et qu'il l'avait averti pour la première fois qu'à partir de ce moment, en raison de la situation militaire, il allait personnellement peser pour que l'on se résolût à demander un armistice. On ne sait pas, si cette scène eut bien lieu, comment Paul Reynaud avait réagi. Le plus probable est qu'il avait rangé cela dans un coin de sa tête, parmi les innombrables articles dont il tenait compte dans ses calculs politiques, visant à trouver l'équilibre entre toutes les opinions et toutes les factions qui lui permettrait de se maintenir au pouvoir : car en dépit de son impuissance constatée, il était convaincu d'être le meilleur chef de gouvernement possible pour la France. Mais en réalité Pétain était la véritable influence qui se répandait partout et attirait tout le monde à soi : à commencer, sans qu'il voulût l'admettre, par Reynaud lui-même. Et Reynaud ne se débarrasserait jamais de Pétain, comme il avait pu finir par se débarrasser à peu près de Daladier. En réalité, il était lui-même le Daladier de Pétain. Et donc, continuer avec Pétain et Weygand jusqu'à ce que Pétain et Weygand le laissassent au bord du chemin était son destin, et il s'y abandonnait. Il savait à part lui que même s'il avait pris de Gaulle à ses côtés pour *préparer la suite*, lorsqu'il aurait à choisir entre les solutions à long terme et les petits arrangements avec Hitler, il choisirait, plutôt que d'affronter l'État-major sous les doubles espèces d'un généralissime et d'un Maréchal, de leur remettre le pouvoir.

40. Promesse

Le lendemain 12 juin dans la matinée il se tint un nouveau *Conseil suprême* à Briare, mais très court. Les conversations tournèrent à nouveau autour de l'engagement de l'aviation britannique. Weygand, qui n'avait pas réussi à mettre le feu entre Churchill et Reynaud, ni à obtenir que Reynaud prît une position nette, semblait être redevenu un pur technicien de la guerre. Certes médiocre - il le reconnaissait lui-même : *«Peut-être Foch ferait-il autrement, mais je ne suis que Weygand»*, mais tout de même, un général à sept étoiles. Revenant sur la question de l'aviation, il avait expliqué que ce qu'il lui fallait, pour arrêter les chars, c'était des bombardiers. Evidemment, les bombardiers devaient être protégés par des chasseurs.

Des avions contre les chars ? Il y avait un précédent, lorsque pendant la bataille de *Brunete* la *Légion Condor* avait en quelques heures détruit les chars tout neufs que Staline avait livrés à la république espagnole. Weygand, dont la lutte contre les *Rouges* avait été toute la vie, s'en était-il souvenu ? Pétain à

coup sûr avait dû réfléchir sur le cas : mais ces questions ne l'intéressaient plus beaucoup, et il n'avait rien dit.

Churchill n'était pas habitué à voir Weygand parler des moyens de gagner la guerre, et surtout avec des idées neuves, mais il savait ce qu'était un lendemain de cuite. Il avait répondu que pour les opérations à venir entre Compiègne et l'île de la Cité il verrait ce qui serait possible, mais qu'il fallait désormais songer à la défense des Îles britanniques. Casser des chars avec des avions, il aurait bien le temps d'y penser. Peut-être même en France, un de ces jours lointains : mais pour l'instant, il s'agissait bien de cela ! N'ayant plus que quarante divisions à opposer à cent-vingt divisions allemandes, il était clair que l'armée française était au bout du rouleau. Les seules perspectives, désormais, pour ceux qui ne voulaient pas subir la paix hitlérienne, étaient la reconquête à partir des colonies et la guérilla à l'intérieur. Alors la question était : qui voudrait, dans ces conditions, poursuivre la lutte aux côtés de l'Angleterre ? Pour cela, Weygand n'était pas à prendre en considération, car il comprenait la guerre exclusivement selon les modalités classiques.

Churchill en conclusion avait prié ses interlocuteurs de ne pas prendre de grande décision sans l'avoir auparavant convoqué et entendu. Il était sans doute le seul à croire encore que Reynaud fût capable de prendre de grandes décisions. Puis il avait pris congé de Pétain et de Weygand, qu'il ne devait plus jamais revoir.

Juste avant de partir, Churchill avait pris Darlan à part : « *-Darlan, you must never let them get the fleet* ». Darlan promit.

Churchill dut se dire que toutes ces tribulations n'avaient pas été vaines. Il avait tout de même obtenu quelque chose. Du moins le croyait-il.

41. Cangé

Churchill une fois parti, le gouvernement s'était dispersé en se donnant rendez-vous le soir même au château de Cangé, résidence du président Lebrun, qui se trouvait à quelques kilomètres de Tours, et où l'on s'était déjà retrouvé en 1918, alors que l'on se trouvait confrontés aux mêmes barbares. Cangé était à cent-quatre-vingt kilomètres de Briare, puisque telle était la vie que menaient le gouvernement et l'état-major, courant sans cesse d'une réunion où l'on ne décidait rien à une autre où l'on ne décidait pas grand-chose.

C'est à ce moment là, dans l'après-midi du douze juin, dira Weygand, qu'en recevant les nouvelles du front, pour autant qu'il y ait encore eu un *front*, il s'était fermement résolu à demander l'armistice. Nous savons bien entendu qu'il n'en était rien, que Weygand était résolu à aller vers un armistice dès le premier jour de sa nomination, et que partout, aux alentours du 13 juin, et quoiqu'il l'ait nié avec acharnement, il ne parlait plus que de cela. Mais il est admis des historiens que c'est bien le douze juin à Cangé que, convoqué par le Conseil pour rendre compte de la situation militaire, Weygand avait pour la première fois positivement fait la demande que l'on cessât le combat.

Que la situation fût grave et qu'il n'y eût pas intérêt à la laisser s'aggraver encore sans prendre quelque grande décision, nul ne pouvait le nier. Mais la proposition de Weygand tombait mal si peu d'heures après les conversations avec l'allié, avec lequel il faudrait de toutes façons en débattre. La discussion, paraît-il, n'avait pas tourné longuement autour de la proposition du général Weygand. Certes, puisque la question était nettement posée, Pétain s'était senti obligé de soutenir Weygand. Il avait trouvé l'appui de Jean Prouvost, mais le reste du Conseil s'était rangé à l'avis de Reynaud, qui avait opposé l'accord du 28 mars à toute décision immédiate. Et puisque Churchill avait demandé que rien ne soit fait sans le consulter à nouveau, sur la suggestion toute particulière de Chautemps le Conseil avait été d'avis de revoir Churchill le lendemain 13 juin, et l'on avait en attendant décidé de laisser en suspens la décision sur le point d'une demande éventuelle d'armistice.

Comme avait dit de Gaulle *il y avait d'autres perspectives*, mais aucune n'était vraiment agréable. Le choix désormais était entre sortir de la guerre ou la poursuivre en transférant le gouvernement en Algérie. C'était aussi un choix entre deux gros inconvénients. Comme disait Charles-Roux, qui en diplomate bardé d'immunités prenait les choses avec distance et avait su préserver un froid esprit de synthèse : *si l'on*

poursuivait la guerre en Afrique, on ne savait pas quoi faire de l'armée, et si l'on faisait l'armistice, on ne savait pas quoi faire de la flotte.

Aussi justifiée par la situation que fût la sortie de Weygand rompant avec le tabou généralement observé du consentement à la défaite, sa démarche, du point de vue même de ceux qui entendaient peser dans ce sens était une erreur stratégique. Ce qu'il fallait faire, du point de vue par exemple de Pétain, ce n'était pas convaincre Paul Reynaud – on le savait au fond convaincu - mais saper sa position jusqu'à ce qu'il cède la place : cela seul à quoi il tenait. Pour cela, il ne fallait rien faire qui pousse les ministres à se solidariser, ne fût-ce qu'en apparence, avec lui. Or, après un premier pas dans la mauvaise direction, Weygand allait en faire un second, et se heurter franchement à son président du Conseil. Ce qui mit le feu aux poudres, ce fut lorsque Reynaud, pour rejeter son conseil qui avait pris l'allure d'une injonction, se mit à invoquer l'*honneur* : sujet chatouilleux pour un vieux militaire, et encore davantage alors qu'il préconisait le consentement à la défaite.

Weygand s'était énervé. Il avait demandé quel honneur il pouvait y avoir à être civil et planqué à l'arrière pendant que d'autres donnaient leur vie. Il est vrai que ce n'était pas son cas, à lui, Weygand, mais il est vrai aussi que cela commençait à bien faire, ce simulacre de résistance à l'irréremédiable, ce déni de la réalité de la part de personnages qui tous d'une façon ou d'une autre *préparaient la suite*.

Reynaud avait des faiblesses qui lui interdisaient de pousser trop loin la pose patriotique. Confronté à la rébellion de Weygand, il avait dû penser, en un éclair, à sa maîtresse Hélène de Portes, qui venait d'envoyer ses enfants à New-York, et il s'était peut-être demandé si par hasard Weygand n'avait pas été mis au courant de ce détail qui ne le regardait pas. Mais rien de plus précis n'était venu de la part du vieux militaire, qui n'avait décidé pas la tête politique, et qui n'avait réussi qu'à solidariser tous ces *civils* contre ses énervements de militaire.

Reynaud, provisoirement, avait sauvé la face et repoussé l'assaut, mais ni lui ni Weygand n'avaient lieu d'être contents, et Pétain lui non plus n'était pas satisfait. Il n'était pas habitué à être mis en minorité lorsqu'il se laissait aller à opiner, et on peut imaginer qu'il avait dû en être mortifié. Weygand avant de se jeter à l'eau l'avait-il consulté, ou s'était-il reposé sur la promesse faite au mois de mai ? Il aurait pourtant dû comprendre que pour qu'on en arrivât à un armistice, il faudrait d'abord se débarrasser de Reynaud : non pas que Reynaud fût ferme, mais au contraire parce qu'il était incapable de prendre seul une décision difficile.

Pétain, puisque telle était la règle du jeu, en attendant de pouvoir la changer, jouait selon la règle. Il avait compris qu'il lui fallait retourner le Conseil, et avec un peu d'astuce, cela ne devait pas être impossible. Il était seulement regrettable que Weygand, en parlant trop vite, eût fait un pas en arrière. Il n'y avait aucun intérêt à laisser se construire une situation dans laquelle les militaires seraient d'un côté et les civils de l'autre, alors même que certains civils n'attendaient pour se déclarer que d'en avoir le signal. Il y avait ce Chautemps, par exemple....

42. Seuls dans la ville

Dès le 13 juin, si près des pénibles conversations du onze et du petit matin blême de Briare, mais ignorant des disputes qui avaient eu lieu après son départ, Churchill était de retour en France. La succession des rencontres qui eurent lieu lors de cette dernière visite du Premier britannique sur le sol français est étrangement difficile à établir, et encore plus à comprendre. On en parla beaucoup lors du procès du *Maréchal*, après la guerre : et les témoins de 1945, c'est à dire les protagonistes de 1940, ne s'entendirent pas sur le déroulé de l'affaire, sans parler même du *Maréchal* avec son affectation de surdité intermittente et sa capacité de mentir sans même ouvrir la bouche.

Churchill ne s'étend pas du tout dans ses *Mémoires* sur les détails matériels qui entourèrent cette dernière visite : peut-être est-ce par charité, étant donné le chaos qu'il aurait fallu décrire. Peut-être aussi parce qu'il ne tient pas à souligner le désordre qui s'était installé également dans la vie politique française, et la division des clans antagonistes.

A Tours, Churchill ne vit ni Pétain ni Weygand. Peut-on vraiment dire qu'il vit le *gouvernement* ? Dans ses *Mémoires*, il fait le récit d'une série d'entrevues séparées par des péripéties inattendues. Weygand et

Pétain eurent l'écho d'un *Conseil* qui s'était tenu à la Préfecture en dehors d'eux, et en effet, le président Lebrun appelle *conseil suprême* la conférence qui avait réuni les cinq Anglais majeurs avec Mandel et Reynaud. En revanche, Churchill n'assista pas au conseil des ministres qui eut lieu pour la deuxième fois à Cangé, Pétain et Weygand participant, et qui fut si notable. Et il ne semble pas qu'il en ait eu sur le moment la moindre connaissance. Toutes ces improvisations avaient dû lui rappeler le temps de sa jeunesse où il était simple journaliste suivant la guerre des Boers. Le tout étant que cela ne se terminât point comme la première fois en prison.

La journée du 13 juin, vue à travers les *Mémoires* de Churchill, donne le spectacle d'un carroussel de ministres en mouvement permanent. Un peu comme au théâtre lorsque des scènes successives présentent un même jeu de personnages dans des décors et selon des assemblages différents : et s'il eut bien des conversations avec Reynaud, Baudouin, Mandel, Herriot, Jeanneney, et de Gaulle, ce furent surtout des conversations individuelles.

A un moment, Churchill nous décrit Mandel dans son bureau à la préfecture. Un peu plus tôt, il avait vu Baudouin. Mais Churchill ne dit pas s'il revenait de Cangé, ou s'il était en partance : d'autant que pour Cangé, il n'était pas du tout au courant.

Il parle à Reynaud : mais il ne dit pas que Reynaud lui ait parlé du conseil qui allait se tenir le jour même à Cangé pour la deuxième fois.

Cette fois encore, il fallait bien que quelqu'un eût lancé une invitation, puisque Churchill, en atterrissant à Tours sur un aérodrome fraîchement bombardé, s'attendait à y être accueilli : mais ce quelqu'un, négligent, désinvolte ou empêché, n'était pas venu l'accueillir, et n'avait dépêché personne. Churchill, Ismay, Halifax et Beaverbrook, du beau linge tout de même, avaient dû s'entasser dans un véhicule militaire pour se rendre à la préfecture où on leur disait que le *gouvernement* devait se trouver.

Mais puisque le gouvernement n'était pas à Tours, il ne pouvait pas être à la préfecture, où seul Mandel passait beaucoup de temps parce qu'il y avait établi ses services.

Certes, à la préfecture on attendait Paul Reynaud, qui n'était pas *le gouvernement* à lui tout seul, mais encore quelque peu son chef. Encore que, comme de Gaulle aurait pu dire, *pour qu'il fût un Chef du Gouvernement*.....

Mais dans l'immédiat, il n'y avait personne à la préfecture, et même pas de quoi faire un repas pour quatre serviteurs affamés de sa Majesté britannique.

Baudouin, le premier, qui devait les chercher depuis un moment, avait trouvé les quatre Anglais attablés dans un café autour d'une omelette. Même pour cela, ils avaient dû négocier âprement.

D'une voix mielleuse Baudouin, dont nous savons qu'étant banquier il avait horreur de la guerre tant que d'autres moyens existaient d'améliorer le rendement du capital, avait entrepris de leur démontrer que la capacité de résistance de la France était à bout, et qu'à moins d'une intervention immédiate des États-Unis....

Des banquiers, des royalistes et un aspirant dictateur : cela faisait d'ores et déjà une drôle d'équipe pour gouverner la république, devait se dire Churchill. C'était avec cela qu'il fallait désormais négocier les conditions du combat commun !

Churchill avait pensé qu'il n'avait pas eu de chance de tomber sur Baudouin en premier, et il en avait dit le moins possible, car il savait que tout serait répété : mais il dut en dire suffisamment, ou simplement trop hocher la tête avec son bon sourire pour que Baudouin se mette à répandre partout que *de l'avis de Churchill* la France devrait sortir de la guerre si les États-Unis n'intervenaient pas immédiatement. Alors que l'avis de Churchill, dont il allait faire bénéficier Reynaud dès que l'opportunité s'en présenterait, était d'attendre la réaction américaine à la situation avant de décider quoi que ce soit, puis ensuite, et quelle que soit cette réaction, dont il n'y avait pas grand'chose à attendre, d'attendre en attendant la suite, jusqu'à la victoire.

Lorsque ils furent de retour à la préfecture, les quatre Anglais eurent la bonne surprise d'y trouver Georges Mandel. Il était attablé devant un superbe poulet rôti auquel il n'avait pas touché. Et maintenant l'heure du repas était passée et il n'avait pas pensé à les inviter. La vie est trop injuste.

Mandel travaillait comme un fou. Il était occupé à organiser l'installation du gouvernement à Bordeaux, pour laquelle Reynaud venait de se décider, repoussant du même coup le projet cher à de Gaulle d'un *réduit breton*. Churchill n'avait pas voulu le déranger davantage. D'ailleurs Reynaud arrivait.

43. Chassé-croisé à Tours

Reynaud, lui, était toujours aussi déprimé. C'est ce qui arrivait quand on fréquentait trop intimement Weygand. Weygand ne parlait plus que d'armistice. Peut-être au moins se retenait-il de lui parler de pénitence nationale, sachant que le sexagénaire dévergondé n'aurait admis d'être corrigé que par Mme de Portes. Mais pour ce qui est de l'armistice, il n'avait, contrairement à ce qu'il dirait après la guerre, aucune conviction bien établie.

Officiellement, il était contre. Mais intimement, il était résigné à le considérer, au moins comme une option possible. Emmanuel Berl défend l'idée que le simple fait que le gouvernement ait quitté la capitale démontrait qu'elle ne serait pas défendue. Et en France, perdre Paris, c'est demander la paix. La reddition de Paris, c'était donc plus que la reddition de Paris. C'était, prétendait Emmanuel Berl, comme un *pré-armistice*, parce qu'il n'était pas concevable, à son avis d'abandonner la ville et ses habitants à la merci des Allemands tandis que l'on résisterait farouchement à son avance vers le sud.

Cette option, inconcevable aux yeux d'un homme aussi civilisé que Berl, de continuer la guerre après avoir abandonné l'essentiel du territoire national, c'est pourtant celle qui allait être l'objet du débat au sommet pendant toute la semaine à venir, jusqu'au moment où l'affaire serait tranchée, à Bordeaux, par la démission de Paul Reynaud et par le départ pour Londres du général de Gaulle. Mais ce que l'événement démontre, c'est que même si l'on évitait encore dans les conseils de parler de cesser le combat, dès le 10 juin la plupart des ministres et des grands militaires qui avaient quitté Paris en l'abandonnant à l'ennemi avaient consenti à mettre bas les armes, même s'ils ne le disaient pas et laissaient les combats continuer. C'est cela que Reynaud avait désormais à gérer, et en réalité c'est cela qu'il faisait, à vrai dire sans idée préconçue.

Après la séance du 12 juin à Cangé, Reynaud était si diminué comme chef du gouvernement qu'il ne ressentit pas comme une humiliation de se présenter lui-même comme l'interprète de son général en chef. Weygand, dit-il à Churchill, lui avait donné la veille une commission à faire : demander au premier Britannique de confirmer qu'à certaines conditions la France pourrait être enfin libérée de son engagement de ne pas conclure de paix séparée *tout en maintenant l'alliance*.

Cela, ce n'est évidemment pas de lui que nous le tenons : c'est le récit que fait Churchill. Reynaud prétendit de son côté qu'il avait fièrement énoncé que tant qu'il serait là, il ne serait pas question d'armistice. L'un des deux déforme les faits. Lequel ? On s'en doute : la question de la cessation des combats devait bien avoir été posée, puisqu'elle donna lieu à réponse. Et même, Churchill l'avait trouvée si grave qu'il avait demandé à conférer avec Halifax, Beaverbrook et le reste de sa suite avant de se prononcer. Après une demi-heure, il était revenu avec une réponse en demi-teinte : d'une part il comprenait bien que l'armée française pouvait ne pas avoir d'autre choix que de cesser le combat, et, comme il avait déjà dit, il ne lui en voudrait pas pour cela : mais cela ne signifiait pas qu'il pouvait relever le gouvernement français de sa promesse de ne pas conclure une paix séparée. Le but ultime de l'alliance franco-anglaise demeurerait la défaite totale du nazisme. Telle était la réponse que Churchill demandait à Reynaud de transmettre à ses collègues et à son généralissime.

Peut-être Reynaud s'attendait-il à un résultat différent, puisque après tout Churchill avait semblé plus souple à Briare. Mais c'est qu'alors Churchill pensait en termes de *capitulation militaire*, et on lui parlait désormais de *paix séparée*. De cela, après mûre réflexion, et non pas seulement parce que le déjeuner avait été raté, Churchill avait répondu qu'il ne saurait être question. Il était exclu que son pays s'en accommodât de bon cœur. La réponse était : non ! Surtout si cela laissait en suspens le sort de la flotte.

Reynaud pouvait à bon droit être étonné : car cette réponse pouvait être considérée comme une rétractation par rapport aux déclarations de l'avant-veille. Churchill avait dû expliquer que depuis la soirée de Muguet, le Cabinet britannique s'était prononcé : et en l'état actuel des choses, il n'avait pas donné son accord, même pour un simple armistice. *So sorry !*

Et du coup, Reynaud était bien embêté.

44. Churchill fait faux-bond

Selon Emmanuel Berl, à la suite de la rencontre de Tours, Reynaud aurait voulu emmener Churchill avec lui pour un conseil suprême avec les militaires, et c'est Churchill qui aurait refusé. Mais il semble que pour une fois, Berl ait été mal informé, car une invitation de Churchill à Cangé de la part de Reynaud n'est pas bien possible en fonction de ce que nous savons par ailleurs.

Churchill pour sa part ne s'explique absolument pas sur son absence au deuxième conseil de Cangé du 13 juin 1940, qui avait fait suite à ses conversations de Tours avec Reynaud et quelques autres ministres. Ce moment décisif du deuxième conseil de Cangé n'a aucune existence dans ses *Mémoires*. Exactement comme s'il n'en avait jamais entendu parler. Alors, au prix d'un dangereux survol de la France en bataille, il était allé jusqu'à Tours ; il avait failli sauter un repas, et il n'avait pas fait les derniers kilomètres et manqué ce moment où Pétain avait pris Reynaud à bras le corps et l'avait terrassé ! Etait-ce maladresse, empêchement, ou système ?

Reynaud, en dépit de toute son intelligence était *entièrement tombé sous la coupe de Weygand*, analysait Churchill à cette époque. Et il y avait cette menace de la *note* qu'avait préparée Pétain, et dont Reynaud lui avait parlé. Churchill avait-il eu peur d'interférer indûment dans les affaires intérieures de la France ? Ou d'être soumis à une pression insupportable alors qu'il venait avec des instructions de fermeté du côté de son propre cabinet ?

Churchill voyait bien que Reynaud se trouvait entre le marteau et l'enclume. Les réunions de Briare avaient été déjà assez désagréables, et n'avaient en rien fait progresser la coopération entre la France et l'Angleterre. Il avait résolu avec son cabinet de guerre qu'il ne pouvait céder sur la question d'une paix séparée. S'il n'y avait rien à négocier : dès lors pourquoi affronter les récriminations des Français ?

En même temps, laisser Reynaud affronter seul ses défaitistes n'était pas très cohérent avec sa déclaration finale de la veille, lorsqu'il avait demandé que l'on ne décidât rien de définitif sans l'avoir consulté. Et puis, il y avait cette question de la flotte, qui devenait obsédante et dont il allait bien falloir se saisir. Il restait essentiel de peser, si possible, sur les résolutions que l'allié prendrait.

Emmanuel Berl soupçonne que Churchill jouait de sa propre inconstance, se faisant doux lorsqu'il sentait que l'intransigeance mettait Reynaud trop en difficulté, et dur lorsque Reynaud menaçait de basculer lui-même du côté défaitiste. Il semble qu'à la date du 13 juin, on était dans ce genre de conjoncture, après ce qui avait à tort été compris comme de la compréhension de sa part pour la position de ceux qui parlaient d'armistice. Ayant exprimé la résolution ferme et définitive du cabinet britannique, Churchill avait pu estimer plus adroit de laisser Reynaud affronter seul ses adversaires. Au moins, il saurait ce que vraiment voulait la France.

Il se trouve que Reynaud, lors du procès Pétain, endossa la responsabilité de n'avoir pas voulu que Churchill fût présent à la deuxième réunion de Cangé. Et il dit probablement la vérité sur ce point. C'est la raison qu'il en donne qui est sujette à caution : il aurait craint le bon coeur de Churchill, et qu'il ne sût pas se défendre des prières des défaitistes de son cabinet : « *Je réfléchis que les paroles que sa générosité d'âme et son affection très grande pour la France avaient dictées à Monsieur Churchill pourraient encourager certains membres de mon gouvernement à se prononcer pour l'armistice.* »

On comprend que Reynaud présente son geste sous un jour qui fait honneur à tout le monde à la fois : mais c'est justement ce qui doit nous rendre sceptiques. Il n'y avait pas vraiment lieu de craindre que Pétain, Weygand, Tardieu, Darlan entreprennent Churchill et le fléchissent : et ils l'auraient alors fléchi dans un sens auquel lui, Reynaud, inclinait lui-même. Alors qu'au contraire devant le raidissement churchillien il était bien embarrassé. C'est probablement ce que Reynaud tient à dissimuler.

Du côté de Reynaud, il y avait très probablement le souci que les prises de position anglaises passassent par lui. Déjà, la présence de Churchill à Briare avait été concoctée à son insu, peut-être contre lui. Pour lui, lorsqu'il avait décidé de rencontrer Churchill, et quelques soient les modalités selon lesquelles la rencontre avait été organisée, il s'était agi de savoir si le Britannique irait plus loin que ses propos conciliants mais vagues de la veille. La résolution que Churchill venait d'afficher, et qui primait sur celle de la veille, n'arrangeait pas vraiment Paul Reynaud. Cela suffirait à expliquer qu'il ait préféré désormais manoeuvrer entre ses ministres, son état-major et son allié, plutôt que de gouverner sous leurs regards. Il préférerait le voir séparément, et se laisser la latitude de travestir devant le Conseil les positions de Churchill et devant Churchill les positions du Conseil.

Il n'aimait pas non plus que Churchill pût *de visu* constater comment se passaient désormais les conseils. Déjà à Briare le rouge lui était monté au front. Reynaud avait de bonnes raisons de vouloir demeurer le truchement unique entre la France et l'Angleterre, seul moyen pour lui de continuer à peser. Ou faire en sorte au moins, si des décisions s'imposaient à lui, qu'il ait l'air, aux yeux des alliés, de les avoir prises.

Car s'il est exact que Churchill en la conjoncture réfléchissait à la possibilité d'admettre que la France sortît du combat, il était décidé à y mettre des conditions dont Reynaud savait qu'elles le mettraient en porte-à-faux, car il se savait, s'il s'agissait par exemple de la flotte, incapable de les obtenir de Darlan, et il savait aussi qu'entre Churchill et Darlan, deux puissances réelles, il risquait d'apparaître aux yeux de tous comme le *foutriquet* qu'avait nommé Maurice Garçon. Pour Reynaud il valait mieux sans doute que plus jamais le Premier britannique ne rencontrât les vraies puissances du ministère et de l'état-major.

Quoi qu'il en soit, à la préfecture de Tours, dans l'après-midi du 13 juin, et peu d'heures avant que Pétain lance son offensive contre le cabinet Reynaud, Churchill avait pris congé. De Gaulle était là. Churchill s'était approché de lui. *L'homme du destin !* Avait-il murmuré à son intention. Mais dans l'immédiat, l'homme du destin, pour la France et pour Paul Reynaud, c'était Pétain.

Pétain, qui dans quelques heures allait se lever et lire la déclaration que tout le monde attendait. Les cartes allaient être entièrement rebattues, de telle façon qu'il serait bien clair que ni Paul Reynaud ni l'Angleterre ne comptaient plus dans le jeu politique français.

45. Retour à Cangé

Le 13 juin à partir de dix-sept heures trente, à Cangé à nouveau, à peu de moments d'intervalle avec les consultations de Churchill à Tours, mais en complète opposition avec elles, s'est tenu un conseil des ministres du gouvernement Reynaud. Un des derniers : car Pétain date de ce jour le moment où l'armistice était devenu inévitable. Il veut dire que ce jour là il avait gagné et que le pouvoir était à portée de main, même si par la suite, il devait représenter le moment différemment : comme celui où il avait exigé l'armistice, *parce qu'il y avait encore une armée française*, et où les politiciens à l'ancienne s'y étaient criminellement refusés.

Avec tout le temps perdu à chercher Churchill, Reynaud était arrivé à Cangé avec trois heures de retard. Il avait voulu parler à Weygand seul à seul avant le conseil, et il lui avait donné la réponse sur le sujet qui les intéressait tous deux. Ne voulant pas apparaître comme le petit commissionnaire de Churchill, il lui avait dit tout à trac que les Anglais ne consentiraient pas à ce que la France demandât un armistice pour la bonne raison que lui, Reynaud, ne consentirait jamais à le demander. Ce n'était pas tout à fait comme cela que les choses s'étaient passées entre lui et Churchill, mais à la guerre comme à la guerre...

On imagine l'état d'irritation dans lequel, d'emblée, il avait dû mettre son généralissime. *Alors on avait eu l'avant-veille des conversations avec l'Anglais qui semblaient avoir fait avancer les choses. Puis la veille le président du Conseil avait allégué la nécessité de le consulter avant de prendre une décision, et voilà que soudain, il disait que son avis ne comptait plus, parce qu'il était décidé à ne rien décider. Et de plus, l'Anglais, apprenait-on, était reparti ! Mais à quoi servait-il alors, qu'il fût venu ? Et à quoi servait-il que lui, Weygand, ait roulé deux fois quatre-cents kilomètres en deux jours, pour apprendre, alors que l'armée était en train de se débander, que du point de vue du gouvernement, on pouvait bien attendre !* Voilà peut-être ce qu'il devait se dire.

Pétain et le reste du gouvernement, maintenant, à l'exception de Mandel et Baudouin, qui n'avaient manqué Churchill que de peu à Tours avaient quelque motif à considérer qu'il s'était dérobé, et ils devaient par la suite signaler ce faux bond que l'Anglais leur avait fait comme un mauvais point de plus à mettre au débit de Reynaud. Ils considéraient que Reynaud avait comploté avec lui derrière leur dos.

Chautemps surtout, qui de plus en plus consonnait avec les militaires, s'était exprimé dans ce sens. La veille, il avait dit que *'puisque Monsieur Churchill avait demandé au Conseil suprême à être entendu par le conseil des ministres avant de prendre une décision, il était convenable de faire droit à sa demande et de l'entendre.'*

Aussi s'était-il étonné de l'absence du Premier ministre britannique.

Bouthillier avait opiné de même.

Et cela ne fut pas le principal grief.

En France, l'écho du deuxième conseil de Cagé fut magnifiquement répercuté. Les éclats de voix furent tels qu'ils parvinrent jusqu'à Emmanuel Berl, en exil à Saint-Céré, qui rapporte nombre des propos définitifs qui furent tenus ce jour là par les uns contre les autres, jusqu'à aboutir à l'assomage du pauvre Reynaud, qui ne devait plus se survivre que deux jours comme quelque chose au gouvernement.

Il est amusant, quoique un peu vain, de se demander qui était la taupe d'Emmanuel Berl dans le Conseil. De qui pouvait-il être le plus proche ? Était-ce un jusqu'au-boutiste ou un défaitiste, puisqu'il paraît que le Conseil s'était divisé entre ces deux clans ? Cela peut avoir été l'un ou l'autre. Berl était homme de presse : peut-être Jean Prouvost ? Un défaitiste donc, puisque il avait été le premier ministre à parler dans le même sens que Pétain et Weygand à la table du Conseil. Il en serait récompensé, puisque Ministre de l'*information* sous Reynaud le 15, il deviendrait ministre de la *propagande* sous Pétain le 17 : ce qui témoigne, sous la variété des terminologies et à travers toutes les vicissitudes individuelles, de la continuité de l'Etat.

Berl devait avoir plusieurs informateurs dans la place, il est vrai, puisque quelques jours plus tard, on devait venir le voir au nom du Maréchal pour lui demander de corriger ses discours. En raison de sa jolie plume. Et cette fois c'était, paraît-il, Bouthillier en personne qui était venu le solliciter. Son ami Bouthillier, qui allait un peu le décevoir quelques mois plus tard en prévoyant pour lui l'étoile jaune. Mais cela n'empêchait pas dans l'immédiat qu'il ait fait, autour d'une bouteille de *Cahors*, plus d'une confidence amusante.

Il lui avait sans doute révélé comment il s'était étonné à haute voix que Monsieur Churchill, qui avait demandé que l'on ne décidât rien sans lui, et dont Monsieur le Président Reynaud avait dit qu'on allait l'entendre, était reparti sans vouloir rencontrer le gouvernement dans son ensemble. Car Paul Reynaud n'avait pas clairement expliqué si oui ou non il l'avait invité.

Il avait dit comment le chef radical-socialiste Camille Chautemps, connu pour être proche des militaires, avait protesté.

Comment Pétain, lui, n'avait rien dit : *le maréchal Pétain ne prenait jamais la parole au Conseil*, devait rappeler Paul Reynaud.

Comment tout le Conseil avait été choqué d'apprendre de la bouche de Paul Reynaud que la décision avait été prise en dehors du Conseil, et irrévocablement, de ne pas demander d'armistice et de poursuivre les hostilités.

Bouthillier avait sûrement raconté à son ami juif comment Weygand, sortant à nouveau du bois, puisque Pétain ne disait rien, avait tempêté, trépigné sur place, presque, pour décrocher l'armistice qu'on lui avait déjà refusé une fois.

Bouthillier avait dû dire comment Reynaud, excédé, avait dit qu'il en avait assez des *militaires qui ne voulaient pas se battre*.

Comment Pétain n'avait d'abord rien répondu, avait pris l'insulte dans sa musette comme si cela ne le concernait pas, mais avait bien dû se jurer qu'il lui revaudrait ça, au petit paltoquet trop instruit.

Comment, jouant son va-tout, Weygand avait lancé, pour faire peur à son monde, que les communistes venaient de prendre le pouvoir à Paris (*se dispensant de souligner l'évidence : qu'il valait mieux y avoir les Allemands, car c'était moins mortel pour la rente, et parce que les Allemands au moins n'étaient pas des ennemis de l'ordre*).

Comment Mandel s'était méfié, et comme par malchance pour une fois le téléphone ayant fonctionné, Weygand était apparu comme le menteur qu'il était.

Comment Mandel avait été odieux, lui jetant d'une voix de serpent : *'On vérifie ses informations !'* Lui non plus ne l'emporterait pas en paradis.

Après quoi Weygand était parti, comme il était normal, et n'avait pas pris part à la fin de la réunion. Il prétendit par la suite avoir recommandé, ce qui ne le regardait pas vraiment, que l'on fit sortir la flotte de ses ports pour la mettre à l'abri. Mais personne, absolument personne, ne se souvenait de cela. Sans doute, devant l'*histoire*, Weygand souhaitait-il avoir l'air patriote et en plus prévoyant.

46. Le coup de Cangé

Mais de toutes les anecdotes que Bouthillier eut à raconter à son ami juif lorsqu'il l'accueillit à Bordeaux, la plus remarquable était la façon dont, lui-même ayant parlé sans convaincre et Weygand s'étant retiré, le *Maréchal*, qui jusque là n'avait rien dit, mais qui était le dernier recours, s'était soudain levé et avait mis un terme à toutes les disputes. Il s'était levé comme un diable à ressort surgissant de sa boîte, avec sa fameuse note à la main. Et il avait prononcé ainsi : *Il était clair que l'armistice s'imposait. On perdait son temps à discuter ce point. Mais ce n'était pas tout : la vraie question c'était de savoir où le gouvernement irait. Quant à lui, Maréchal Pétain, il ne quitterait pas le territoire national. Il ne savait pas ce que voudraient faire les membres de l'actuel Conseil, mais s'ils devaient s'exiler, là où il serait, lui Philippe Pétain, serait le vrai gouvernement de la France.*

Bouthillier avait dû encore raconter comment Reynaud s'était tenu coi. Berl en avait conclu, peut-être un peu vite, qu'il avait été comme assommé par ce coup. Berl savait pourtant que l'existence de la note était connue d'avance, ainsi que sa teneur. Il est donc plus logique de penser que Reynaud n'était pas spécialement bouleversé. Il n'était pas plus étonné que Roosevelt au lendemain de *Pearl Harbour*, l'état-major Nippon au lendemain d'*Hiroshima*, Staline au déclenchement de *Barbarossa*, ou Hitler lorsque l'Angleterre lui avait déclaré la guerre après qu'il fût entré en Pologne. Il n'y a pas de grandes surprises dans les grandes affaires, qui supposent toujours de grands préparatifs et découlent de causalités manifestes. Il y a toujours des signes avant-coureurs, il y a toujours suffisamment d'espionnage, de trahison, de connivence, pour que les puissants sachent à l'avance tout ce qui se trame : et quant aux populations qui n'arrivent pas à croire que leurs gouvernants fassent si peu, étant informés des menaces, pour les protéger, c'est en réalité parce qu'elles ne *veulent pas* admettre que leur vie compte pour si peu.

Non : Reynaud savait depuis belle lurette que les Allemands avaient gagné et que lui-même allait céder la place à Pétain qui était l'homme idoine pour dialoguer avec eux. Simplement, il n'arrivait pas à se décider à sauter en marche du char de l'État et donc il attendait qu'on le pousse. Et s'il s'était tu lorsque le Maréchal était passé à l'offensive, c'est qu'il avait réfléchi à l'avance à ce qu'il répondrait quand cela se produirait, et qu'il avait décidé qu'il ne répondrait rien, car il ne savait pas quoi répondre, parce qu'il n'y avait rien à répondre.

Qu'y aurait-il eu à répondre ? Le même Berl, qui croit à la stupeur de Reynaud, qu'il dit intelligent, fait aussi remarquer que le Maréchal ne faisait que poser les bonnes questions. Là où Weygand et Reynaud s'écharperaient bientôt, ou feraient semblant de s'écharper, sur la nécessité de demander un *armistice négocié* plutôt que de subir la nécessité de *faire capituler l'armée sans conditions*, la vraie question était de savoir *ce que l'on ferait ensuite*. Et tout le monde, sauf les plus bêtes, le savait.

Et c'était une question dont chacun ressentait personnellement l'urgence : car les Allemands arrivaient !

Se laisserait-on prendre ? Entamer sans plus attendre le cours tranquille de ce qui devait s'appeler *la collaboration* ? Ou bien au contraire, pour sauver encore pour quelque temps la face, allait-on se sauver ? Si oui où ? C'était la seule question que, depuis plusieurs jours, le gouvernement était vraiment intéressé à débattre, et à laquelle il se sentait poussé à donner à chaque fois des réponses précises : parce qu'il fallait bien, tout de même, en attendant le moment du saut dans la trahison, se retrouver quelque part, à l'abri, toujours plus loin vers le sud.

Quitterait-on enfin le territoire métropolitain ? C'était une question à laquelle seul Pétain avait répondu pour lui-même et par avance, et de façon plus définitive, envisageant les choses non pas au jour le jour, comme Reynaud et consorts, mais à plus long terme. Il y aurait l'armistice, il y aurait l'occupation, il y aurait la collaboration. Il y aurait le *maréchalisme*. La voie était tracée.

Pour presque tous les autres, il y avait plusieurs options possibles, mais l'irrésolution empêchait que cela fût un atout. Le Maréchal avait de l'avance sur tout le monde, et un ascendant inévitable, car lui seul savait où il allait. Reynaud, au contraire, était surtout attentif à demeurer en sympathie avec le sentiment dominant, car il était, sans qu'il se l'avouât à lui-même un adepte du principe : *'je suis leur chef, donc je les suis'*. Et il passait son temps à se demander ce que pensaient ses ministres pour ne rien faire qu'ils n'approuvassent majoritairement. Comme il les avait lui-même choisis défaitistes et réactionnaires, le résultat final était couru d'avance.

A la date du 14 juin 1940, pour Reynaud, l'impression dominante était que le terrain gouvernemental était devenu mouvant. Alors que la veille encore seul Prouvost avait appuyé Pétain et Weygand, c'étaient désormais plusieurs ministres qui donnaient le sentiment de s'être rangés à leur avis. C'était très net pour

Baudouin et Bouthillier, mais Chautemps aussi était devenu insaisissable. Seul Mandel aurait encore été tout à fait en communion avec Reynaud si Reynaud avait été en communion avec lui-même. Mais Reynaud savait moins que jamais ce qu'il allait faire. Il guettait les bourrasques dont il savait qu'elles allaient venir, se demandant par laquelle il déciderait de se laisser emporter. « *Une fois Pétain levé, la bataille de Touraine est finie*, conclut Emmanuel Berl. *Reynaud est vaincu, quoique son cabinet reste intact.* »

Vaincu certes, mais au fond résigné. Car dans sa conception du rôle de président du Conseil, il s'agissait d'*arbitrer*. Et quand il disait *arbitrer*, il ne voulait pas dire *trancher* : c'était plutôt quelque chose comme *compter les têtes*. Si bien qu'il est difficile de comprendre, si ce n'est pour des raisons d'opportunité politique, pourquoi le général de Gaulle devait par la suite afficher de l'estime envers Reynaud et seulement du dédain pour Lebrun.

La grande décision n'avait pourtant pas, ce jour là encore, été prise. Il s'agissait pour Reynaud, après la position tranchée qu'il avait essayé d'imposer avant l'intervention de Pétain, de sauver la face. Il n'allait pas se déjuger à quelques minutes d'intervalle. Mais il savait qu'il n'avait plus le choix : et d'ailleurs Pétain ne faisait que pousser dans le sens où il penchait lui-même, et où il serait tombé sans la pression que Churchill exerçait en sens inverse. En pratique, on avait, tout comme la veille, repoussé au lendemain la décision qui pourtant s'imposait, et on avait seulement confirmé la décision, d'ores et déjà mise en route, de replier le gouvernement à Bordeaux. Cela mettait fin aux rêves de '*réduit breton*', et revenait en pratique à accepter la défaite : car Bordeaux, c'était le lieu non pas d'où préparer la résistance, sur place ou hors de la métropole, mais où prendre le temps de négocier une reddition. Si Sedan était le lieu où se perdaient les guerres germaniques, Bordeaux était, par tradition, la ville où agonisaient les régimes déchus. Depuis qu'elle n'est plus tenue par les Anglais, Bordeaux semble n'être là que pour cela et ne fait guère parler d'elle que dans ce genre de circonstance.

A Bordeaux attendait Laval, exclu jusque-là du gouvernement pour cause de germanophilie et de défaitisme trop notoires, et qui affûtait ses arguments et ses ruses. Laval, qui faisait dès longtemps partie du plan pour la suite.

Oui : il valait mieux que Churchill n'eût pas vu cela.

47. Bordeaux

Bien que la route fût ouverte et qu'ils y fussent les bienvenus, les Allemands n'occupèrent Paris que le 14 juin. Ce jour là, le gouvernement, qui itinérerait, ne se réunit pas, et la guerre alla sans gouverner. Tout le monde devait se retrouver le lendemain à Bordeaux. Reynaud, qui aimait la vitesse et que rien ne retenait sur la Loire, était arrivé parmi les premiers en quête d'un logis, sur le coup des deux heures du matin. Il était parti sans Hélène de Portes, qui avait voyagé avec Villelume, désormais acquis à la nécessité d'un armistice : et il n'était pas le seul. La question prioritaire du logement une fois résolue, restait celle de l'armistice toujours aussi brûlante et irrésolue.

Depuis la veille, les Allemands étaient à Paris. Deux jours plus tard, ils seraient à Orléans, Dijon, Besançon. Les derniers combattants britanniques et polonais présents en France seraient rapatriés par Brest, Cherbourg et Saint-Nazaire, non sans pertes cruelles.

Cette fois, il fallait en finir : car en dessous de Bordeaux, on le sait, il n'y a plus que le désert que Mauriac a décrit, et presque rien donc qui vaille la peine d'être gouverné. Tout en bas, au contact de l'Espagne que l'on venait de livrer au fascisme, se trouvait l'issue de secours de l'Europe occupée : Biarritz, Guéthary, qui étaient aussi des lieux de villégiature auxquels s'attachaient pour certains comme Emmanuel Berl le souvenir agréable de vacances avec son ami Drieu, puis Urrugne, point de départ des fugitifs par les sentiers ancestraux des contrebandiers, et Saint-Sébastien, capitale d'été des rois et des dictateurs d'Espagne, que le Maréchal lui-même avait agréablement fréquentée au beau temps de son ambassade auprès de Franco, qui avait été aussi son écolage en vue du pouvoir.

A Bordeaux, l'atmosphère est changée. Un nouvel acteur majeur entrait en scène, comme Tartuffe au troisième acte : *Pierre Laval* qui venait à point nommé pour conduire la réforme constitutionnelle. Laval, raconte Emmanuel Berl, se tenait à la mairie, avec le maire Adrien Marquet, un ex-socialiste qui s'était

fait le théoricien de la 'démocratie à poigne', entouré d'une foule de parlementaires défaitistes qui grondaient contre Reynaud parce qu'ils le prenaient pour un jusqu'au-boutiste.

Dans le mouvement général qui se fit alors contre la république, Emmanuel Berl, parce qu'il ne croit pas au complot, voit une sorte de vertige collectif. La documentation atteste cependant que le *vertige* était financé par l'Allemagne et par la Banque.

Pour Berl, qui croit au théâtre politicien, « *Herriot est un homme de gauche, Flandin est un homme du centre, Weygand, Bouthilier, Alibert des hommes de droite* ». Pour la police qui écoute à toutes les portes et fait rapport sur ce qu'elle observe, et pour l'historien qui découvre les notes de frais dans les archives, Flandin est surtout un agent allemand – Churchill déjà l'identifiait comme un '*Quisling potentiel*'- et les autres personnages qui tournent autour du pouvoir, jeunes synarques et vieux militaires, sont ses complices, organisés dans les mêmes réseaux qui ont projeté de *simplifier* la démocratie parlementaire.

Il est certain aussi que, d'une part, Pétain, *qui n'aimait pas Weygand*, lui avait tout de même écrit de quitter son quartier général sur la Loire pour venir à Bordeaux, où sans doute il aurait mieux à faire que de diriger ce qui restait d'opérations militaires. Et que d'autre part Villelume et Madame de Portes, résolument convertis à l'armistice, ne se quittaient plus et intriguaient auprès du représentant de Roosevelt pour que l'Amérique s'abstînt de conforter chez Paul Reynaud la détermination, déjà faible, de poursuivre le combat.

Berl ignorait apparemment de tels détails, depuis révélés par les investigations des historiens, mais il ne s'était pas trompé sur l'atmosphère conspirative générale qui régnait à Bordeaux. Il sait, et écrit, que la République a contre elle non seulement ceux qu'elle persécute : communistes et syndicalistes, mais aussi ceux, cagouleurs et patrons exploités, qui la trouvent trop molle avec les mauvais ouvriers, et ceux enfin qui aspiraient à un pouvoir sans entraves parlementaires : la synarchie, dont le cœur était l'*Inspection des finances*, de plus en plus impossible à distinguer de l'*Argent* tant ses membres s'étaient vautrés dans le pantouflage. On a l'impression que Berl leur donnerait presque raison lorsqu'il écrit qu'*« à ses adversaires traditionnels -rouges ou blancs- le régime avait ainsi ajouté non seulement les chefs d'entreprises, mais ses propres grands commis, qui l'accusaient en gémissant de rendre vains leurs efforts et stériles leurs travaux »*. On se demande si Berl, lorsqu'il répercute leurs griefs, ne se sent pas un peu du côté des factieux : mais il est certain qu'il les désigne nettement, eux et leurs pompes, et c'est tout ce qui nous importe.

Berl une fois de plus est trop indulgent avec ses petits camarades synarques : car, trop désintéressé peut-être pour suspecter la cupidité chez les autres, il omet de tenir compte de l'intérêt parmi les motifs que beaucoup avaient de préférer un système de gouvernement qui instaurerait une parfaite coïncidence entre le pouvoir et les affaires, et qui permettrait à un honnête et brillant haut fonctionnaire de s'enrichir dans le même temps qu'il sert l'État, plutôt que de faire les deux choses l'une après l'autre et de perdre ainsi trop de temps sur la route de la fortune. Désormais, avec les Allemands à Paris, les banquiers fonctionnaires pouvaient former le projet d'entrer personnellement au gouvernement et non plus seulement par l'entremise de politiciens crasseux.

A Bordeaux, tous les récits de l'époque le confirment, une population nouvelle tenait le haut du pavé en intimidant tout le monde. Il y avait les hommes de sac et de corde. Il y avait les hommes d'argent. Il y avait les hommes d'autorité : les moyens et hauts fonctionnaires, et il y avait aussi quelques politiciens, dont certains remarquables et célèbres. Tous visaient bien au-delà de l'armistice et de Paul Reynaud qui faisait mine de s'y opposer. Tout ce joli monde était parti à l'assaut non seulement du président du Conseil, mais du régime lui-même, et la première étape consistait à se débarrasser du *foutriquet*, qui avait cessé d'être utile.

Pour donner une idée de la détermination de certains, et du genre de moyens qu'ils étaient prêts à mettre en œuvre, on raconte qu'à la base aérienne de Mérignac, à la suite d'une visite du général Weygand, on avait expliqué aux élèves-officiers qu'ils devaient se préparer à contrer les entreprises de certains défaitistes au gouvernement qui voulaient empêcher le Maréchal Pétain et le général Weygand de *poursuivre la guerre*. On les avait disposés, en armes, dans les rues de Bordeaux, bien convaincus qu'ils ne devraient pas hésiter à tirer sur quiconque s'opposerait au Maréchal et à son fidèle généralissime, ces héros.

Lorsqu'ils avaient compris que la vérité était tout à l'inverse de ce dont on les avait persuadés, les élèves culottes-de-peau avaient conclu qu'il s'étaient bien fait avoir (ils avaient en réalité usé d'un terme plus dru, congruent à des *militaire*). Ils s'étaient fait avoir en effet, et ils n'étaient ni les premiers ni les derniers à subir ce sort du fait du Maréchal. Mais du coup on comprend pourquoi le général de Gaulle, parce qu'il n'était pas dans toutes les idées de sa caste, quand l'heure était venue, avait dû quitter la France

à la sauvette. Car l'heure qui était venue, à l'initiative du Maréchal, c'était celle de la *terreur blanche*, qui n'épargnerait pas même, dans les rangs du personnel politique républicain, ceux des anciens *proéminents* de la *république pourrie* qui auraient aidé à promouvoir le Maréchal au rang de dictateur.

48. La mutinerie

Pendant qu'à Bordeaux le complot contre la république entrait dans sa phase finale, seul à *Chequers* ou à *Downing Street* parmi ses collaborateurs, Churchill, qui pour le coup avait pris du retard sur l'événement, réfléchissait à ce qu'il allait dire aux Français qui voulaient être libérés de leur promesse de ne pas conclure de paix séparée. Ses collaborateurs les plus proches avaient noté un changement subtil en lui : c'est qu'il ne croyait plus aussi fermement à la volonté de combattre de ses interlocuteurs Français, et en particulier de Reynaud. Et à Colville il avait aussi dit ceci, sur le ton de la plus extrême gravité : *'S'ils se rendent sans nous avoir consultés, nous ne le leur pardonnerons pas'*. C'est pourtant à peu près, Pétain et Laval prenant le pouvoir à Bordeaux, ce qui allait se passer.

Se gourant probablement du coup, le général Spears et l'ambassadeur Campbell avaient précédé Reynaud à Bordeaux. Dès son arrivée, le 15 juin au matin, ils lui avaient fondu dessus comme deux éperviers, porteurs d'une confirmation du raidissement britannique : il n'était pas question que la France sortît unilatéralement du conflit. Et le sort de la flotte surtout, était devenu une véritable obsession que Churchill, qui n'avait plus l'intention d'approcher en personne le gouvernement français, leur avait communiquée.

L'idée que Churchill tournait et retournait dans sa tête d'Anglais pragmatique, puisqu'il voyait bien qu'il serait difficile de retenir longtemps les Français sur le chemin de la capitulation, consistait désormais à céder sur la paix séparée en échange des bateaux. *"Tell them, lança-t-il finalement à son secrétaire John Colville, that if they let us have their fleet we shall never forget, but if they surrender without consulting us we shall never forgive"*.

Plus tard Reynaud devait dire que l'intransigeance anglaise lui rendait service parce qu'elle confortait sa propre position... et en même temps qu'il la trouvait quelque peu irritante. La vérité, c'est qu'il n'avait plus aucune marge dans son jeu entre l'allié et ses ministres. Son jeu qui consistait désormais, s'étant érigé en interlocuteur exclusif de Churchill par l'intermédiaire de de Gaulle, à filtrer l'information qui allait des uns aux autres, dans le but d'utiliser Churchill pour renforcer sa position devant le Conseil, et ses défaitistes du Conseil pour obtenir des concessions de Churchill.

Les ministres défaitistes du Conseil : c'est à dire tout d'abord Pétain, qu'il avait mis là comme idole tutélaire, et qui était rapidement devenu, sans presque jamais prendre la parole, le meneur de son opposition au sein même du gouvernement. Après la scène du douze, et avec maintenant la raideur persistante des Anglais, Reynaud savait qu'il aurait de plus en plus de mal à différer le moment où il lui faudrait prendre des décisions courageuses, ou bien passer la main.

Or, prendre des décisions énergiques, il en était de plus en plus incapable. Reynaud désormais passait son temps à compter les voix au conseil des ministres, ou plus exactement à les *supputer*, puisqu'au conseil des ministres en principe on ne vote pas. C'était cette étrange statistique au doigt mouillé effectuée par le président du Conseil lui-même qui allait arbitrer entre l'armistice et la poursuite des combats, entre garder le gouvernement ou le donner à Pétain. Reynaud incarnait de plus en plus clairement ce système de gouvernement que Pétain, et de Gaulle avec lui, méprisait en raison de sa fatale inertie et de son asservissement à des opinions approximatives.

Weygand rapporte que pour sa part, il n'avait pu reprendre contact avec le gouvernement que le 15 dans l'après-midi. Pour être précis, il avait d'abord conféré avec le contre-gouvernement, en la personne du Maréchal. On ne sait pas ce que les deux conjurés se sont dit, mais on l'imagine facilement. Les propos que Weygand, depuis le début, répandait autour de lui lorsqu'il était en confiance, c'est à dire surtout entre militaires, allaient de *« Il faut en finir avec tous ces hommes politiques »* à *« ils sont fous, ils n'ont rien compris, il va falloir les arrêter »*. Pétain, lui, ne se répandait pas en paroles imprudentes, et qui seraient un jour répétées, pesées, disséquées dans un tribunal, mais il n'en pensait pas moins. L'armistice, il le voulait : c'était désormais chose dite. Et le Maréchal, qui était rompu au commandement, n'était pas

habitué à ne pas obtenir ce qu'il voulait. Ce qui le séparait de Weygand, c'était la méthode. C'est-à-dire que lui en avait une.

Pétain voulait sincèrement l'armistice d'abord pour l'armistice. Si l'on doit dire une chose en sa faveur, c'est que, sauf peut-être lorsqu'il s'agissait de *rouges*, il ne se réjouissait pas d'envoyer des hommes à la mort. Il l'avait fait, et même à l'échelle industrielle, dans la guerre précédente : mais c'était dans des batailles qu'il escomptait gagner, et dans une guerre qu'il avait gagnée en effet. Et en comparaison de Nivelles, il avait alors passé pour humain et raisonnable. Sur ce point, Berl est formel : et c'est même le fondement de son jugement sur le personnage. Mais déjà Clemenceau critiquait son défaitisme. Avec Reynaud, il s'agissait de prolonger pour des raisons imprécises une bataille que tout le monde savait perdue, et il n'est pas incroyable que sincèrement Pétain n'eût pas aimé cela : mais la suite prouva que faire cesser l'effusion de sang n'était pas son seul objectif. C'était seulement le plus publiable.

Après avoir conféré avec Pétain, peut-être muni de quelques recommandations, et assurément du soutien moral nécessaire, Weygand était allé trouver Paul Reynaud un peu avant le conseil de l'après-midi. Pétain avait dû lui donner l'assurance qu'après la scène du 13 à Cangé, Reynaud ne pourrait plus résister longtemps et qu'il devrait donner l'ordre de cesser le combat. Or, lorsque Weygand vint trouver Reynaud à son cabinet pour lui répéter que l'armée était en train de se décomposer et qu'il fallait absolument et urgemment négocier un armistice, Reynaud, qui devait être encore sous l'influence des propos de Spears et de Campbell, lui opposa un refus abrupt. Il expliqua qu'il allait quitter le territoire métropolitain, « *comme la reine Wilhelmine des Pays-Bas* », mais que la France allait rester dans la guerre, et qu'en conséquence, comme aux Pays-Bas, il allait lui revenir à lui, Weygand, d'organiser comme il pourrait la capitulation des troupes.

Weygand à ce point, s'était carrément rebellé. Reynaud qui l'avant-veille voulait la mort du soldat, voulait à présent son déshonneur. Il ne savait changer d'avis que pour passer d'une résolution mauvaise à une autre pire encore. Capituler ? Weygand avait refusé, pour le moment et aussi pour l'avenir : mais pour cette fois posément, ce qui était plus inquiétant encore que la colère des jours précédents chez ce soupe-au-lait. S'attendait-il à ce coup ? Une *capitulation* ? Weygand dirait plus tard n'avoir jamais encore à ce point de l'histoire songé à une proposition pareille : ce qui n'a pas la vraisemblance pour soi étant donné que depuis près d'un mois tout le monde dans les milieux du pouvoir ne parlait, en privé, que de cesser le combat, et que toutes les façons de le faire avaient bien dû être considérées. Mais il est vrai que capituler en rase campagne, militairement parlant, était un déshonneur et même un crime. C'était une chose, il l'avait dit nettement et brièvement, que Weygand ne ferait jamais. Il n'y avait pas à délibérer. Il voulait que les combats cessassent, mais pas comme cela. Il fallait que les politiques prissent leurs responsabilités. Merde ! Et surtout, il fallait préserver la France, c'est-à-dire l'État, c'est-à-dire l'armée, c'est-à-dire ses chefs. Et les soldes, bordel ! Weygand avait des valeurs, même s'il avait tendance à tout mettre cul par-dessus tête. Reynaud et tous ces politiciens, là, avec leurs idées de guérilla populaire, étaient en train de révéler ce qu'ils étaient vraiment : des communistes ! Et on allait voir ce que l'on allait voir.

Il n'y avait pas eu de témoins à l'échange. Reynaud avait fait comme si de rien n'était. Il avait enregistré le refus en remettant à plus tard la question de savoir ce qu'il allait faire du général Weygand, qui n'avait jamais été très attentif aux intentions de son président-du-Conseil-ministre-de-la-guerre, et qui désormais faisait ouvertement profession de ne pas obéir à ses ordres directs.

Reynaud devait par la suite expliquer que s'il n'avait pas démis immédiatement le général Weygand, c'est seulement parce qu'il avait été pris de vitesse par les complications rencontrées dans son cabinet. Il n'était pas au bout de ses peines ce jour-là en effet, mais la vérité était qu'il était bien embarrassé. Déjà le matin, Darlan s'était montré très fuyant sur la question d'un éventuel passage en Afrique du nord. Des bateaux, il n'y en avait pas tant que cela. Il y avait des risques : y songeait-on ? Et puis il faudrait du charbon. Beaucoup de charbon... sans compter que la peinture dans plus d'une corsive était encore fraîche....

Bref, la marine et l'armée, qui n'avaient jamais été très diligents lorsqu'il s'agissait d'appliquer les directives descendues de gouvernements où siégeaient des gauchistes tels que Daladier et Reynaud, donnaient signe de ne plus obéir du tout.

Renvoyer Weygand, renvoyer Pétain, car cela allait ensemble, c'était beaucoup plus que Reynaud n'aurait jamais osé faire. S'il en avait été capable, il l'aurait fait douze jours plus tôt lorsque de Gaulle était venu lui expliquer le défaitisme affiché de son généralissime. Ou peut-être même avant, car il est probable que de Gaulle ne lui apprenait rien. Mais Reynaud n'était plus capable de quoi que ce soit. Reynaud avait l'air d'un *poisson gelé*, devait un jour dire de Gaulle. Comme capacité d'initiative, il n'était plus très au-dessus

de Daladier, qui était au trente-sixième dessous. Tous deux définitivement caché sous les jupes de leurs maîtresses : des chiennes ! Elles-mêmes rendues aux arguments des aryens blonds.

On doit admettre que Weygand, qui par ailleurs souffrait de nombreux défauts, avait au moins, après quelques années de réflexion, correctement évalué le palmarès et la personnalité de son chef Paul Reynaud. Il devait un jour faire publiquement part de ses impressions lors de sa profuse déposition au procès Pétain. Son diagnostic mérite d'être cité assez longuement : « *Monsieur Paul Reynaud a appelé, dans un moment de détresse où ses épaules trop faibles étaient incapables de supporter le poids dont elles s'étaient avidement chargées, le Maréchal Pétain et moi, bien heureux de nous trouver. Depuis, que s'est-il passé ? C'est que, quand on est avide d'autorité on doit être avide de responsabilités. Eh bien Monsieur Reynaud ne s'est pas montré avide de responsabilités. J'ai montré comment il n'a pas osé se débarrasser du chef qu'il trouvait incapable et coupable. J'ai montré comment il n'avait pas osé le destituer quand le moment était venu, à propos de cette question de capitulation. J'ai montré comment Monsieur Paul Reynaud, au lieu de continuer dans la voie où il avait estimé trouver le salut de la patrie, s'est démis et comment, s'étant démis, il a demandé que ce soit le Maréchal Pétain qui prenne le gouvernement alors qu'il savait que la solution qu'il vient d'honnir au point que vous avez entendu était nécessairement la solution que prendrait le Maréchal Pétain.* »

Reynaud, qui témoignait lui aussi ce jour là, avait été bien en peine de contredire Weygand. Il avait parlé d'*inexactitudes*, mais on ne voit pas ce qui pouvait être '*inexact*' dans ce que Weygand venait de dire. Des omissions, certes il y en avait s'il s'était agi de faire la liste complète des connivences des uns et des autres avec un si bel envahisseur, et si fort que toute résistance avait pu sembler absurde. Mais en revanche les accusations de Weygand contre Reynaud étaient aussi exactes que les accusations de Reynaud contre Weygand. A la trahison de la patrie, ils avaient bien travaillé ensemble, même si c'était sans jamais s'accorder vraiment. Reynaud avait en effet procédé aux nominations de Weygand et Pétain. Il avait bien ignoré les avertissements de de Gaulle. Et alors que Pétain avait préconisé l'armistice le 13 juin et que lui, Reynaud avait opté le 15 pour la poursuite de la guerre, il allait effectivement démissionner le 16 et recommander Pétain comme son successeur. Quant au début de la diatribe, les '*épaules trop faibles*', cela ne se donnait que pour une évaluation générale du personnage, avec laquelle on pouvait ou non être d'accord : mais on pouvait au moins vraisemblablement arguer que Reynaud avait été terrifié par la situation du 15 mai et que c'est sous l'effet de la peur qu'il avait appelé à ses côtés Pétain et Weygand, qui étaient défaitistes mais rassurants ; on pouvait croire que s'il n'avait pas osé se séparer d'eux, c'était par pusillanimité ; on pouvait croire à propos de l'armistice, que c'était par manque de fermeté, de jugement, et d'esprit de décision qu'il avait procrastiné et tergiversé alors que comme tout le monde il savait l'issue inéluctable, enfin, on pouvait difficilement douter que c'était par fuite devant les responsabilités qu'il s'en était finalement remis à Pétain, dont il prétendait désapprouver les options. Tout cela, c'était de l'interprétation morale, ni exacte ni inexacte absolument : juste convaincante.

Prouver que Weygand se trompait sur son compte ? Pour Reynaud, la tâche aurait été surhumaine. Aussi ne s'y était-il pas risqué. Devant le tribunal où il venait de faire longuement le beau, puisque sans rien avoir fait pour le mériter il avait la chance de pouvoir se rattacher au camp des vainqueurs, Reynaud avait répondu en deux phrases que si on lui demandait de s'expliquer sur tout cela, il s'expliquerait, et le président Mongibeaux avait eu la charité de ne pas le prendre au mot. Car tout homme est faillible, et comme le dit Hamlet, si nous réclamons trop fort toute la vérité et toute la justice, nous aurons tous le fouet. Mongibeaux était bien placé pour le savoir. Il avait des raisons personnelles de ne pas s'appesantir sur la fibre morale manifestée par les uns et par les autres dans la période, et d'incliner à l'indulgence.

Mongibeaux avait donc été très protecteur pour le témoin Paul Reynaud, et il était allé, ce qu'il ne faisait pas souvent, jusqu'à interdire à Maître Isorni, qui aurait bien voulu s'amuser un peu lui aussi, de poser une question dont nous ne connaissons jamais le contenu, mais dont il est permis de craindre, étant donnée l'espièglerie du personnage, qu'elle aurait pu ajouter à l'embarras des juges et du témoin plus encore que de servir la défense de l'accusé. Et pour l'occasion Mongibeaux n'avait pas hésité à recourir à des formules proches du célèbre : « *la question ne sera pas posée* ». Des formules qui sentaient si bon la justice républicaine telle qu'elle s'était illustrée pendant l'affaire Dreyfus.

Mais revenons à la journée du quinze juin 1940.

Après son entrevue orageuse avec Weygand, Reynaud n'avait pas eu le temps de souffler. Le temps était venu pour lui, avec cette affaire Weygand qui bouillonnait et débordait dans la coulisse, d'aller affronter les ministres, dont plusieurs lui étaient désormais hostiles, et dont il suspectait les intentions et redoutait les réactions même lorsqu'ils s'étaient jusqu'alors montrés dociles ou sournoisement silencieux.

Le conseil s'ouvrit à seize heures dix par le rapport de l'amiral Darlan et du général Weygand sur la situation militaire. Après leurs exposés, qui avaient dépeint une situation sans issue, et ne laissant aucun doute sur le fait que l'ennemi pourrait bien être à Bordeaux dans peu d'heures, les chefs militaires avaient été remerciés. Reynaud devait plus tard expliquer qu'il ne désirait pas que Weygand participât aux discussions en raison de son attitude à Cangé. Ce n'était sans doute pas très loin de la vérité : la vérité c'est qu'il avait peur de lui, et qu'il suffisait bien de Pétain pour planter son couteau dans la table. Le conseil, si l'on peut dire, car Reynaud devait plutôt ressentir qu'il comparaisait devant un tribunal, avait alors duré encore plus de quatre heures, pendant que Weygand et Darlan, qui sans doute n'avaient rien de mieux à faire, attendaient dans un cabinet attendant le résultat de l'échauffourée.

On se mit à parler de cet armistice à la fois inacceptable et inéluctable. Les avantages respectifs d'une capitulation par rapport à un armistice avaient à nouveau été soupesés, et connaissant l'opposition du généralissime à cette première option, on eut même l'idée bizarre d'envoyer le Maréchal auprès de Weygand pour le convertir à l'idée : mais confiée aux bons soins d'un tel truchement, le résultat de la médiation était donné d'avance. Pétain et Weygand, en dépit de leurs nombreux différends, partageaient avec tout l'état-major un intérêt commun : avec un armistice au moins, on pouvait encore, si l'on aimait la vie militaire, ambitionner de faire la police en France dans le cadre d'une armée-croupion, même si cela devait être pour le compte de l'ennemi qui aurait consenti à ce qu'elle subsistât. Après une capitulation, on n'existait tout simplement plus, et l'on risquait même la captivité. Entre les deux éventualités, le cœur d'un militaire ne pouvait balancer.

Pétain, une fois revenu de son ambassade factice auprès de Weygand, parce qu'il estimait sans doute en avoir assez fait deux jours plus tôt en donnant au gouvernement la pichenette initiale, ne s'était pas mis en avant dans le débat. Il avait apparemment été entendu qu'on laisserait aux civils, et en particulier à Tardieu, le soin de mener la charge finale contre le *foutriquet* : et Tardieu l'avait fait à sa façon de vieux renard parlementaire, avançant insidieusement sa machine contre les remparts des prétendus '*combatifs*' sous le camouflage d'un esprit de conciliation.

Le chef du gouvernement, le président de la République et les présidents des assemblées inclinaient, c'est au moins ce qu'ils dirent, pour la poursuite de la lutte. Les chefs militaires parlaient tous très fort et de façon très unanime pour la cessation rapide des combats par la demande d'un armistice et la négociation d'une paix séparée. Devant l'impasse, Tardieu suggéra insidieusement, puisque apparemment l'idée de *demande un armistice* ne faisait pas l'unanimité, et que la raison en était que les conditions du dit *armistice* pourraient être inacceptables, que l'on demandât non pas vulgairement un armistice, mais seulement *quelles seraient les conditions d'un armistice*. Voilà ce que sans trop s'humilier l'on demanderait aux Allemands, qui étaient les mieux placés pour éclaircir ce point. Et l'on verrait mieux après cela si la reddition à Hitler serait aussi désagréable que la reddition à Bismarck avait pu l'être autrefois, ou si au contraire, avec cette pincée de sel supplémentaire que représentait l'idéologie nazie elle pourrait, par aventure, être plutôt plaisante, très plaisante ou même extrêmement plaisante : car en France, selon la classe sociale à laquelle vous appartenez, le goût de la défaite n'est pas exactement le même.

On dit parfois, mais ce point n'est pas absolument clair, qu'une majorité d'avis dans le Conseil soutint la *proposition Tardieu*, ainsi nommée par les historiens, mais qui n'était que la reprise de l'injonction faite trois jours plus tôt par le Maréchal, soutenue depuis avec opiniâtreté par Weygand, et à laquelle de plus en plus de ministres s'étaient progressivement ralliés.

La formulation même n'était pas spécialement imaginative. Les historiens, suivant la défense de Paul Reynaud après la guerre, créditent Tardieu d'avoir personnellement inventé la formule hypocrite qui fit, dit-on, accepter la *demande d'armistice* sous l'enrobage édulcorant d'une *demande des conditions de l'armistice* : mais il ne faut pas exagérer le mérite de Tardieu. Même linguistiquement, il n'avait rien inventé, puisqu'il ne faisait que répéter la formulation diplomatique qui circulait depuis un moment, et dont on trouve dans les mémoires du général de Gaulle que Reynaud l'avait déjà employée lui-même. Reynaud ne pouvait donc pas plaider la surprise devant tant de subtilité mise au service d'une mauvaise cause.

Ce n'est pas la surprise et l'embarras provoqués chez les *durs* par la formulation tarabiscotée prêtée à Tardieu qui explique la suite des événements. Ce n'est pas non plus un changement spectaculaire dans l'équilibre politique que cette nouveauté aurait provoqué au sein du conseil, car prenant les devants, Reynaud avait lancé sa menace de démissionner dès qu'il avait entendu prononcer le mot d'*armistice*, et il aurait fait de même quel que fût le contexte dans lequel le mot aurait fait surface : car ce mot était plus qu'autre chose un simple *signal*.

La proposition d'armistice qui à la fin refaisait surface à la table du Conseil ne venait pour Reynaud ni comme une surprise ni comme un fait nouveau qui l'aurait déterminé *à ce moment là* à prendre la décision de se retirer. La décision était prise d'avance et dès que Tardieu se fut exprimé, Reynaud, comme dans un dialogue de théâtre bien réglé avait mis sa démission dans la balance. Il dirait plus tard avoir considéré qu'il avait été mis en minorité, et il avait parlé comme il était attendu de faire dans ce genre de situation, en offrant sa démission au président Lebrun, mais, en dépit de ses tentatives d'explication du contraire, sans même avoir cherché à vérifier s'il tel était bien le cas.

Reynaud prétendit par la suite avoir jeté par écrit, sur deux colonnes, les noms des ministres bellicistes et ceux des ministres défaitistes. Il regrettait de ne pas avoir conservé ce document. Les historiens remarquent qu'à faire rétrospectivement le compte en connaissant à peu près les dispositions de chacun, la situation n'était pas si clairement définie. L'impression que l'on retire, c'est qu'au point de difficulté où les choses en étaient arrivées Reynaud *voulait* démissionner. Et c'est bien ce que dit Weygand. Le fardeau était devenu trop lourd pour ses épaules.

Cette première tentative de démission ayant été refusée par Lebrun, qui n'était pas dans le secret des affaires, Reynaud avait consenti provisoirement à rester. Renonçant à forcer une décision quelconque, il avait expliqué qu'en tous cas il ne déciderait rien sans avoir à nouveau consulté l'allié britannique. Si bien que l'affrontement suprême et la décision finale avaient été renvoyés au lendemain. Cela laissait quelques heures pour souffler et préparer les valises.

A huit heures du soir, Reynaud était sorti du conseil, ni vainqueur ni encore tout à fait vaincu, encore un peu président du Conseil, même s'il en avait perdu le goût, et il était allé trouver Weygand qui attendait dans le couloir depuis tout ce temps là, pour lui expliquer qu'au fond, si la situation militaire évoluait rapidement, au niveau politique il n'y avait encore rien de changé. Et il avait répété son projet du début de l'après-midi : en tant que de nécessaire, il faudrait faire capituler l'armée. Et Weygand avait répété qu'il ne le ferait pas. Cette fois, Weygand avait réagi publiquement, et en parlant délibérément très fort, pour que tout le monde entendît. Il avait quasiment fait un scandale. « *Alors quoi ? s'était-il exclamé, en sommes-nous rendus à ce point ?* » Il faut comprendre aussi le dégoût de Weygand, qui était celui de tout l'état-major : six semaines plus tôt à peine on envisageait de conquérir l'Union soviétique et de triompher comme en dix-huit sur les Champs Elysées, et voilà qu'on était menacé en bloc de mise à la retraite faute de troupes à commander. Reynaud n'avait rien dit, mais il avait dû sentir que là, il était en face d'un mur. Face à un mur et avec une épée dans le dos. Mais en même temps, de toutes façons, sa décision était prise. Comme l'explique Emmanuel Berl, depuis un moment, il *jouait* au belliciste.

Ce qui semble bien démontrer que Reynaud était lucide et que sa résolution était prise, c'est que ce soir là, on en a la trace dans les archives, il reçut à nouveau l'ambassadeur Campbell et il lui fit part de *la probabilité d'une demande prochaine d'armistice*. C'était résumer fidèlement ce qui pouvait se déduire, quoi qu'on veuille et quoi qu'on fasse, des événements et des débats de la journée.

49. Pétain joue et gagne

Le lendemain 16 juin, il y avait eu conseil des ministres à nouveau. Pour Reynaud le dernier, et Reynaud était tombé comme un fruit mûr.

Le matin, une âpre discussion avait encore eu lieu dans le cabinet de Paul Reynaud entre Villelume, partisan de l'armistice, et Margerie, partisan de la guerre : mais la querelle était devenue vaine. Reynaud allait s'en aller, c'était désormais compris de tous, et Pétain allait le remplacer. Reynaud lui-même en était d'accord. Ce consentement allait prendre une forme simple et détournée : il consentirait à la proposition Chautemps. Cette volte-face était dans son caractère, mais comme depuis qu'il avait nommé Weygand il avait sans discontinuer fait mine de s'opposer à lui sur la question de l'armistice, et qu'il avait fait de ce refus son étendard, y consentir revenait à donner sa démission. Il devait logiquement confier la direction des affaires à ceux qui avaient voulu l'armistice, et qui l'avaient voulu dès les origines d'un cabinet qui avait en réalité été constitué pour cela : à Pétain qui, depuis que le treize, à Cangé, il s'était dressé comme un oracle et qu'il avait tranché d'autorité la question qui déchirait le Conseil depuis trois semaines, s'était officiellement désigné comme le chef du parti défaitiste. Lorsque Reynaud se retirerait, avait diagnostiqué Emmanuel Berl, *il désignerait Pétain pour successeur du simple fait qu'il se retirait*.

Au premier conseil du 16 juin, qui s'ouvrit à onze heures, les choses avaient été reprises là où on les avait laissées la veille, mais elles étaient parties dans une direction différente, car la nuit porte conseil. On rapporte en effet que la veille au soir, dans l'intimité du dîner, Madame de Portes et Villelume avaient expliqué à Paul Reynaud que s'il aimait vraiment son pays, ce qu'il pouvait faire de mieux était encore de céder la place au Maréchal Pétain. Reynaud y était secrètement résolu, mais se le faire commander par une femme l'avait puissamment énervé. La scène de ménage entre *Monsieur* et *Madame* en présence de *l'Autre* avait été terrible, et pour une fois, elle avait abouti à braquer Reynaud contre la collusion des défaitistes qui le cernaient.

Reynaud voulait bien partir, mais il ne voulait pas être congédié, et en dépit de la proposition Chautemps, le Conseil dut enregistrer à l'ouverture des débats qu'il en était resté, au moins en paroles, sur l'idée d'une capitulation de l'armée, et d'une poursuite de la lutte après transfert du gouvernement hors de portée de l'ennemi. Mais en même temps, tout au fond de lui-même, il avait accepté l'idée qu'il était désormais minoritaire, et il s'était résigné à passer la main.

Pétain ce jour-là avait choisi de se manifester, comme à chaque moment important : ou peut-être faut-il dire à l'inverse que les moments charnières étaient souvent ceux où le maréchal Pétain intervenait. Or, puisque certaines personnes ne comprenaient rien, et puisque le premier pas était fait, avec la proposition Tardieu, qui n'avait pas été repoussée d'emblée, le moment décisif était venu. Pétain s'était donc levé pour la seconde fois en quatre jours, mais cette fois pour dire franchement que si l'on gardait Reynaud, alors lui allait s'en aller. Sinon, il était candidat au pouvoir, il fallait que cela fût dit. Il fallait en finir, et que l'on choisît : soit Reynaud, soit lui-même.

Sans s'avancer davantage dans le sens qui aurait consisté à faire un choix, puisque après tout il n'était que le président de la République, Lebrun avait supplié Pétain de rester : « *ah, non, vous n'allez pas nous faire ça !* », s'était-il exclamé. Lebrun était un sentimental et un oecuménique : il voulait Pétain et il voulait Reynaud. Et sans doute aurait-il préféré qu'ils s'entendissent. Peut-être s'entendaient-ils davantage encore que Lebrun ne croyait. Sans doute Lebrun comprenait-il, seul de son espèce, la classe politique comme une bonne bande de copains, et il voulait même, avec eux tous, rester président de la République. On pensera ce que l'on voudra de son sens du tragique dans l'Histoire et du sérieux de la politique.

Le sérieux de la politique dictait l'issue à venir : Reynaud allait s'en aller et Pétain allait le remplacer. Reynaud lui-même en était d'accord, mais, ferme au moins sur une obsession maintes fois exprimée, et puisqu'il n'était pas encore tout-à-fait parti, il gagnerait encore un peu de temps – pour sauver la face ? – en faisant valoir qu'il fallait d'abord qu'il allât consulter le premier Britannique sur le sujet de la *demande des conditions de l'armistice* imaginée par Tardieu. Pourtant, était-ce bien nécessaire ? Reynaud avait envoyé de Gaulle à Londres pour que fussent efficacement transmises les quatre volontés de l'allié mieux vertébré. Et pour plus de sécurité, il avait Spears auprès de lui représentant Churchill. Si bien qu'il était impossible que l'on ne sût pas ce que voulaient les Anglais : d'autant qu'ils l'avaient déjà dit plusieurs fois. Même Berl s'en étonne : *la position anglaise ? Mais ne la connaissait-on pas ?* Mais là, pour une fois, Berl a tort, car tout ce que l'on peut dire, c'est que *l'on croyait la connaître*.

Ce qu'on ignorait encore à Bordeaux, au matin du seize juin, c'est qu'à Londres, de Gaulle avait été saisi par Plevin et Jean Monnet d'un projet sur lequel ils travaillaient ensemble, et qui pourrait être présenté par les Anglais comme une alternative possible à une paix séparée. L'idée, un peu trop grandiose il faut le dire pour des temps appelant des solutions rapides et efficaces, s'était d'abord heurtée au scepticisme de Churchill, qui n'avait cependant pas voulu le mettre d'emblée au panier bien qu'elle s'accordât peu avec ses conceptions politiques fondamentales. Au lieu de cela, il était allé se concerter avec Chamberlain, et il était, revenu avec une proposition assez différente et plus semblable à ce qu'on avait déjà entendu dans sa bouche : "*ask for an armistice*, avait-il dit de dire aux Français *and let us have the fleet*". Les deux voies politiques, la grandiose et la pragmatique, avaient été explorées simultanément, dans une certaine confusion, et avaient débouché presque simultanément sur des propositions effectives.

Vers 12h35, Reynaud avait reçu Campbell et Spears. Campbell était porteur d'un télégramme indiquant que la proposition Chautemps était acceptable, *pourvu que la flotte française ralliât les eaux britanniques*. Devant l'imminence de la catastrophe politique, Londres était donc capable de concessions, quoique avec une certaine suite dans les idées où l'on reconnaissait bien la marque de Churchill, qui suivait son idée indépendamment d'autres plans, plus vastes, que l'on concoctait dans son entourage. Devant ce fait nouveau, dont incidemment il ne devait jamais faire état devant son gouvernement, Reynaud avait consulté Jeanneney et Herriot qui s'étaient prononcés pour la poursuite de la lutte. Reynaud pouvait donc consentir à un armistice ou forcer une capitulation de l'armée, avec ou sans transfert du

gouvernement en un lieu éloigné, avec ou sans poursuite de la lutte. Toutes les portes étaient désormais ouvertes devant lui qui était décidé à n'en emprunter aucune.

A seize heures, peu de temps avant l'heure prévue pour le conseil des ministres, un second télégramme était arrivé, confirmant le premier. Mais à seize heures trente, soit juste avant le conseil des ministres au cours duquel il allait annoncer sa démission, Reynaud avait été mis en communication téléphonique avec de Gaulle qui lui avait transmis une offre différente, ultime manœuvre pour sauver, y compris contre lui-même, la *bacon* du président Reynaud, considéré avec un peu d'optimisme comme le dernier élément combatif du gouvernement français. L'illusion était excusable, et près d'un siècle plus tard on reste surtout étonné du moyen.

Dans le nouveau projet imaginé autour de Churchill, quoique assez en dehors de lui, il n'y aurait pas de paix séparée, mais en contrepartie un projet d'*Union perpétuelle* entre la France et l'Angleterre, et qui était censé consoler à l'avance les Français de toutes les douleurs qu'impliquerait pour eux le maintien dans la guerre alors même que la totalité du territoire métropolitain serait envahi.

Pour les besoins de la cause on dirait : primo, que la France n'existerait plus ; secondo, que l'Angleterre n'existerait plus, et, tertio, qu'à la place de ces deux vieilles nations on aurait la *Frangleterre*, qui serait la réunion, au sens de la théorie des ensembles, des deux entités défuntes. Un avantage immédiat en aurait découlé : car Monnet et ses statisticiens avaient calculé que quand bien même Hitler aurait tout recouvert de Dunkerque à Perpignan avec sa *Wehrmacht*, encore n'aurait-il possédé que cinquante pour cent de la Frangleterre : et sans doute y avait-il là de quoi consoler un franglais, si une telle chose existait ou si l'on pouvait venir à bout d'en susciter l'existence.

Certes, le petit bricolage à la hussarde que Monnet et consorts envisageaient d'opérer sur des cultures aussi incompatibles que millénaires faisait un peu sourire en Angleterre. Les officiers de la *Navy* demandaient d'un air narquois s'il leur faudrait coudre des fleurs de lys sur les manches de leurs uniformes. Mais de Gaulle, qui devait être d'un grand scepticisme lui aussi, avec l'idée certaine qu'il se faisait de la France, avait fidèlement fait la commission et il avait patiemment dicté à Reynaud, mot après mot, les termes de l'accord envisagé, pour qu'il pût en faire la proposition solennelle devant le Conseil et devant le Président Lebrun.

Lebrun, ce n'était rien, mais on imagine facilement ce que Pétain ou Weygand allaient pouvoir penser de cette affaire, sans encore parler de Laval, de Marquet et de tous les anglophobes frénétiques qui s'agitaient à la mairie de Bordeaux. De fait, immédiatement après Campbell, Reynaud avait reçu Pétain qui avait à nouveau menacé de démissionner si on ne se résolvait pas immédiatement à demander l'armistice. Toutes les propositions anglaises désormais s'adressaient non à Reynaud, mais à des hommes qui ne voulaient plus rien avoir à faire avec l'Angleterre.

En pratique, lorsqu'il fut plus largement communiqué au Conseil, le projet Monnet causa un scandale certain, mais peu durable. On n'y prêta attention que brièvement, et pour le rejeter presque unanimement. De même que l'on fit peu de cas de la réponse du président Roosevelt aux appels au secours que l'on avait résolu de lui adresser trois jours plus tôt et qui avait été un puissant motif de procrastination. Mais on n'en était plus là.

Les hommes de Bordeaux étaient désormais trop préoccupés de leur sort pour s'intéresser, en un tel moment, aux lubies de quelques grands chimériques outre-Manche. Pétain, Weygand, Laval, et presque tous les Français de bon sens considéraient que la France, c'était d'abord un certain nombre de champs, de villes et de rivières, et que si tout cela était entièrement recouvert d'Allemands en uniforme vert-de-gris, il n'y aurait plus de guerre possible, et personne n'y pouvait rien. Tous ces résignés réalistes, pendant quatre ans rien ne les ferait bouger de là : d'où la *collaboration*, et même pas l'évidence qu'au contraire la guerre continuait et donnait des signes de devoir se terminer comme la précédente par la défaite de l'Allemagne. A la limite, on allait, à Vichy, à Paris, à Alger, subrepticement et progressivement se préparer à changer de camp, mais seuls quelques fous allaient se battre vraiment contre l'état de choses instauré par la défaite de juin 1940.

De Gaulle, le premier d'entre ces fous, était rentré de Londres dans l'après-midi, mais trop tard pour remonter le moral de son chef, si un tel projet avait eu un sens. En effet, car quelques dizaines de minutes plus tôt, Chautemps était revenu à sa proposition de la veille, et sans avoir demandé à ses ministres de trancher franchement entre lui et le Maréchal, sans qu'il fût bien certain de quel côté penchait la majorité des avis, mais convaincu que même majoritaire la position qu'il avait si longtemps affectée ne méritait plus d'être tenue, Reynaud avait fait son grand saut dans le vide et il s'y était rallié. La suite en découlait inéluctablement. Reynaud était allé trouver le président Lebrun et constatant que Lebrun lui-même, suivant ce qu'il croyait être la majorité, optait pour l'armistice, usant de son droit de présentation, il lui

avait lui-même suggéré de nommer Pétain à sa place, qui était l'homme de l'armistice. A 23 heures, Pétain avait sorti de sa poche la liste toute prête de ses ministres, parmi lesquels Baudouin aux Affaires étrangères, Darlan à la Marine et Weygand à la Guerre.

Reynaud devait nier par la suite avoir poussé Pétain en avant : on peut comprendre que sur ce point il ait préféré mentir, car d'autres solutions étaient concevables et on lui aurait reproché de ne pas avoir davantage travaillé à les promouvoir. Les historiens indulgents qui lui ont fait une statue de *républicain intransigeant* peuvent à l'occasion prétendre qu'à ce stade il n'avait plus toute sa lucidité, et qu'il avait simplement oublié ce qu'il avait bien pu dire. A preuve, mais preuve insuffisante, son manque de logique, puisqu'il avait inscrit dans son agenda mental quelque chose comme : *aujourd'hui, 16 juin : je démissionne. Demain, 17 juin : je vais parler de l'armistice avec Churchill....*, sans songer que Churchill aurait mieux à faire que de conférer avec un adepte de la démission en temps de guerre. Dans la soirée Churchill avait appris le sort fait à toutes ses propositions, et il avait annulé son projet d'un ultime voyage en France.

50. Le gouvernement Weygand

A première vue, le gouvernement composé par le Maréchal Pétain après la démission de Paul Reynaud relevait de la plus parfaite continuité républicaine. Tous les ministres y étaient des vieux de la vieille, et il ne manquait même pas la pincée de socialistes utile à signaler les préoccupations sociales du régime.

Reynaud s'exclama paraît-il que c'était un *cabinet Laval* : mais dans l'immédiat rien n'était plus faux. Il est vrai que Laval y était prévu : mais n'ayant pas obtenu le poste qu'il désirait aux Affaires étrangères, il avait pour l'immédiat renoncé à y figurer. Retrait provisoire, et qui ne tirait pas à conséquence, puisque la bataille du moment, c'était encore celle de l'armistice, dont Weygand plutôt que Laval assurerait le choc.

Les cercles synarchiques avait dès longtemps exprimé une préférence pour une solution Pétain-Laval, parce que Laval, avec sa célèbre déflation, avait fait ses preuves comme protecteur de la rente et comme ennemi du bien-être ouvrier, tandis que Pétain, par son charme incomparable, était susceptible, tout en exerçant le pouvoir avec une poigne de fer, de faire accepter les pires sévérités par ceux-là mêmes qui les subissaient. En parlant de *Cabinet Laval*, Reynaud donc, crut voir arrivée la catastrophe qu'il savait qui devait arriver après lui, à quoi il avait consenti, mais qui en fait, sans qu'il soit pour rien dans ce sursis, ne s'était pas encore produite.

A l'échec provisoire de Laval, on donna une explication fantasque, et que Churchill voulut bien prendre à son compte : tout aurait tenu aux réticences du personnel permanent du Quai d'Orsay. Le secrétaire général du Quai d'Orsay, qui n'était plus au Quai d'Orsay depuis que les Allemands s'y trouvaient, Charles-Roux, se fit une gloire d'avoir été l'empêcheur en chef, ce qui pourrait être considéré avec sérieux si tel le héron il n'avait du coup pas dû se faire à l'idée de servir Baudouin. En réalité, Charles-Roux qui n'aimait pas Laval mais n'avait rien contre la fréquentation des occupants en tant que telle, ne fit qu'exprimer, un parmi tant d'autres, le différend profond qui devait séparer pendant quatre ans les collaborateurs opportunistes des pétainistes de conviction. Laval, pour sa part, attribuait son ostracisme à l'intervention de Weygand : mais quoi qu'il en soit, la conviction devait finir par payer, puisque une semaine plus tard, il était de retour : c'était inévitable et il avait un programme.

Pourquoi ce raté dans l'installation de la solution qui allait de toutes façons s'imposer? Quelques hypothèses s'offrent : et la principale, c'est que la transition vers la dictature en passant par la défaite militaire avait un tel coût moral pour l'armée qu'il fallut bien lui donner quelques compensations. Les premiers pas du nouveau régime, puisqu'il s'agissait bien de cela, devaient donc consister à cajoler la hiérarchie militaire : et la composition du nouveau gouvernement fit partie de ces cajoleries. Ne comprenant rien à la France rénovée dans l'Europe nouvelle Churchill parla d' *'un gouvernement de Quislings'*, alors que c'était un gouvernement de héros puisqu'il ne comptait pas moins de cinq grands militaires.

Emmanuel Berl ironise en constatant qu'aux alentours du 16 juin à Bordeaux, en réponse au désastre, le gouvernement se peuplera de militaires, comme si les militaires ne venaient pas de faire leurs preuves : *« Si Reynaud, Marin, Mandel s'effacent et si les militaires occupent le devant de la scène, il est acquis que les généraux sont tous innocents de la défaite dont les civils deviendront les seuls responsables. Ce*

sera le premier article du credo qu'imposera le nouveau régime ». Et les décorations se mirent à pleuvoir : plus qu'après une victoire.

Berl, après mûre analyse, devait conclure qu'on avait affaire, au jour du dix-sept juin, à un *cabinet Weygand*. En l'absence de Laval, et Pétain restant toujours aussi peu disert, c'était en effet Weygand qui y parlait le plus fort. Le moment Weygand, qui ne devait pas durer, répondait au besoin de flatter l'armée, qui impuissante devant l'ennemi demeurait pourtant indispensable à tout gouvernement, et redoutable pour tout gouvernement qui l'aurait courroucée était la tâche la plus urgente du moment. Laval, pour sa part, était prévu pour la bataille de la réforme constitutionnelle, et il entrerait au gouvernement au lendemain de la signature de l'armistice, le 23 juin 1940. Dans l'immédiat, en revanche, il était impossible parce que de tous les politiques favoris de la synarchie qui avaient machiné la transition vers la dictature, il était le moins compatible, en raison de son pacifisme, de sa germanophilie, et généralement de ce mépris des flonflons et du tapage à propos d'honneur, avec le grand cérémonial militariste qui s'imposait dans les premiers temps en dénégarion d'une telle déculottée.

En dépit de la prépondérance des militaires, parler d'un *gouvernement Weygand* était cependant une illusion. La mise en place de la solution parfaite et définitive était différée d'une semaine, mais cela ne doit pas empêcher de voir que d'emblée on avait au moins l'essentiel de l'échafaudage prévu dès longtemps avant la défaite : un vrai gouvernement Pétain. Et comme les Français, qui aiment les révolutions, détestent en revanche la nouveauté, on allait bientôt reconstituer autant que possible une image du passé, puisque le premier gouvernement Pétain-Laval ressemblerait bientôt comme deux gouttes d'eau à celui auquel ils avaient participé ensemble sous l'autorité de Gaston Doumergue en 1934. L'entrée de Laval était différée, mais on avait en réalité affaire à un gouvernement Pétain, quoique Pétain ne fût pas venu pour rester simple président du Conseil.

Cela n'allait pas de soi pour tout le monde, et ce fut initialement une surprise pour beaucoup : Pétain s'était mis en tête non pas de présider un Conseil, comme un vulgaire Lebrun, mais de gouverner sans entraves. Berl le note, tout comme il note -toujours sans croire à la matérialité d'une conspiration - la rapidité avec laquelle les réformes les plus radicales se mirent en place. Et à l'initiative de tout, si invraisemblablement vu son âge et la réputation qu'il avait adroitement fabriquée de distance, de hauteur, et de modération, et quels que soient les hommes qui s'employaient sous lui, de Weygand à Laval en passant par Flandin, Darlan ou Pucheu, il y avait le Maréchal et son pouvoir personnel.

Aussitôt nommé président du Conseil, Pétain ordonna aux troupes de cesser le combat, faisant en quelque sorte -et tant pis pour Weygand - précéder l'armistice par une capitulation. Il fit aussi, dès le 17, arrêter Georges Mandel, pour qui il avait une aversion toute particulière.

Pétain était le grand homme et celui qui décidait de tout, surclassant tous les autres d'une intelligence politique qui allait jusqu'à faire oublier son pouvoir. Parfaite incarnation de cet idéal de la puissance selon les orientaux : le grand chef est celui qui en toute circonstance reste immobile et ne dit rien. Pétain serait comme cela jusqu'au bout : le grand bonze qui donnait discrètement les orientations à suivre, mais ne prenait jamais la responsabilité des conséquences lorsqu'elles étaient désagréables. Une ligne qu'il allait suivre avec une absolue constance jusqu'aux journées exemplaires dans ce registre de son procès.

Ne se contentant pas en silence d'avoir remporté une victoire politique -la seule dont il fût capable - Weygand répéta encore une ou deux fois qu'avant longtemps l'Angleterre aurait *'le cou tordu comme un poulet'*. Comme il arrive souvent, la prédiction exprimait un désir. Un an et demi plus tard, Churchill, la tournerait en ridicule : *"Some chicken, some neck !"* Et pour que fût plus cruellement cinglée la désertion française, c'est le parlement canadien qu'il choisit pour se moquer. La France avait assurément beaucoup perdu par la façon dont la clique Reynaud-Pétain-Weygand l'avait sortie du conflit.

51. On communique

Le 17 juin, lendemain de sa prise de pouvoir, Pétain annonça l'armistice à la radio avant-même de l'avoir négocié. Ce primat donné à la communication faisait d'emblée du gouvernement Pétain un gouvernement *moderne*.

Dans le même temps, Churchill lui aussi communique. Dans un message radiodiffusé, il évite d'abord toute expression de rancœur, et affirme que quoi qu'il arrive l'Angleterre poursuivra la lutte : *"The news from France is very bad, and I grieve for the gallant French people who have fallen into this terrible misfortune. Nothing will alter our feelings towards them or our faith that the genius of France will rise again. What has happened in France makes no difference to our actions and purpose. We have become the sole champion now in arms to defend the world cause. We shall do our best to be worthy of this high honour. We shall defend our Island home, and with the British empire we shall fight on until the curse of Hitler is lifted from the brows of mankind. We are sure that in the end all will come right."*

Ces fortes paroles n'étaient pas sans importance pour les Français. C'était une première pierre dans le jardin des anglophobes qui allaient répétant que l'Angleterre ne songeait qu'à traiter avec l'Allemagne : et que c'était d'ailleurs une des excellentes raisons que l'on avait eu de le faire avant eux et aussi vite que possible.

Le lendemain aux *Communes*, Churchill poursuivit sur le même ton : *"What General Weygand called the battle of France is over. I expect that the battle of England is about to begin. Upon this battle depends the survival of Christian civilisation. Upon it depends our own British life, and the long continuity of our institutions and our Empire. [...] Let us therefore brace ourselves to our duties, and so bear ourselves that, if the British Empire and its Commonwealth last for a thousand years, men will still say : 'This was their finest hour'"*.

Le même jour, Spears rentre à Londres définitivement. Il emmène avec lui de Gaulle, dont il organise l'exfiltration en déjouant les intentions hostiles des éléments droitiers du gouvernement et de la police qui leur obéit. Mais en dépit de leur peu d'estime envers le Maréchal, les Britanniques hésitent d'abord à l'indisposer. De ce fait, l'appel du 18 Juin faillit ne pas être lancé.

En quelque sorte, on a fait venir de Gaulle à Londres, mais on ne sait pas trop quoi faire de lui. Trop le mettre en avant, c'est précipiter une rupture avec le nouveau gouvernement français, à laquelle on ne se résoudra qu'après que le désastre de l'armistice soit consommé. Et pour autoriser de Gaulle à exister, au tout début, c'est Spears qui trouve l'argument décisif : il fait miroiter l'espoir d'attirer en Angleterre les derniers avions français, avec leurs pilotes. De Gaulle joue le jeu : son premier message est principalement un appel au ralliement des spécialistes. Mais l'insuccès est patent.

Un détail amusant donne une idée de la confusion des esprits à cette époque : les historiens rapportent que parmi les Français de Londres, ceux-là mêmes qui ne font pas confiance à Pétain et qui n'envisagent pas de retourner en France occupée mettent en majorité leurs espoirs dans *Peyrouton*. Peyrouton, en ces tout débuts du tout nouveau régime semblait incliner à coaliser les colonies dans une attitude résistante. Une carrière de résistance avortée cependant, avec le ralliement à Pétain des grands gouverneurs, et définitivement compromise lorsque le jeune technocrate fut nommé *ministre de l'Intérieur* le 7 septembre 1940.

52. L'appel du 17 juin

La grande affaire du moment, pour laquelle Weygand était le mieux qualifié puisqu'il avait renversé Reynaud sur ce sujet, c'était la conclusion de l'armistice. Pétain avait hésité à l'envoyer lui-même traiter avec Keitel et Hitler. On avait pensé, pour la partie civile de la délégation, l'associer à Chautemps, qui s'était montré si utile dans la crise récente. Et puis finalement on s'était décidé pour Huntziger, à qui l'on avait adjoint, pour représenter les civils, l'ambassadeur Léon Noël.

On comprend que Weygand n'ait pas été tenté par le voyage. En se souvenant des '*négociations*' dans lesquelles Hitler avait eu affaire à des interlocuteurs comme Benès ou Dolfuss, affaiblis et incapables de lui résister il avait dû réfléchir que la mission de Rethondes pourrait comporter un passage par la case *humiliation* : et il ne se trompait pas. En effet, Huntziger fut un peu puni d'avoir été l'instrument principal de la défaite organisée en mai. Il l'avait mérité. Et même si Darlan se répandait partout en disant que *lui n'avait pas été vaincu*, Weygand se targuait de n'être nullement mêlé aux récents déboires militaires.

Ce n'était pas vrai évidemment. Même si l'on exagère beaucoup la peur qu'il pouvait avoir de ce qu'il appelait *une insurrection communiste*, Weygand, comme l'ensemble des milieux réactionnaires de l'armée avait fini par souhaiter la défaite, tant le sentiment qui le dominait était la haine d'un peuple assez

arrogant pour former le projet de prendre lui-même en main la défense nationale, comme cela était arrivé en 1870. Et, comme la suite le démontrerait, il est vrai que, dans la situation politique de 1940, seul le parti communiste pouvait servir de noyau à une défense du peuple par le peuple. Aussi, à Rethondes, la principale instruction qui avait été donnée à Huntziger fut que l'on pouvait bien céder sur tout, si seulement on obtenait du *Führer* l'armée de cent mille hommes pour tenir en respect les communistes.

Hitler avait dû beaucoup se réjouir de cette peur française du communisme, sur laquelle il se mit à jouer de façon éhontée. Il avait dû jouir intensément de cette particularité des Français qu'ils se divisent aisément dans la défaite, et il en avait profité pour avancer les exigences les plus exorbitantes. Tous les moyens lui étaient bons pour user la résistance de ses interlocuteurs. Ainsi, par exemple, alors que Pétain avait hâtivement proclamé qu'il fallait cesser le combat, la guerre continuait, et le *Führer* n'avait pas hésité à faire bombarder Bordeaux dans la nuit du 19 au 20 juin. Bordeaux qu'il savait être en train de se remplir de toute la société politique repliée devant l'avance allemande. Ce sont des choses qui d'habitude ne se font pas entre classes dirigeantes, et tout le petit personnel cagoulard, synarchique, clérical et pétainiste en était abasourdi. *Hélène de Portes*, sur laquelle Emmanuel Berl était tombé par hasard en arrivant à son hôtel en était si retournée qu'elle lui avait seulement dit : "*Pétain seul peut sauver ce pays*". Quelle histoire si Berl était allé rapporter la chose à Reynaud !

Mais au fait, que faisait Berl à Bordeaux, nid d'antisémites et d'anglophobes, lui qui était juif et dont l'épouse était à moitié anglaise ? Alors que la campagne était si belle au printemps, et la vie plus douce et pour un homme comme lui tellement plus sûre à Saint-Céré ?

C'était l'amitié, encore elle, qui l'avait embringué dans cette aventure. L'amitié de Bouthillier, qui était venu le déranger dans sa campagne.

On est renseigné sur le parcours pétainiste d'Emmanuel Berl par la biographie due à Bernard Morlino et annexée au recueil de ses *Essais* paru chez Julliard en 1985. C'est par Dominique Leca que Berl avait été pour la première fois mêlé au travail rédactionnel du gouvernement. On était le 28 mai, probablement à Matignon, où Berl allait souvent voir le jeune chef de cabinet pour qui il avait de la sympathie. Leca travaillait alors au prochain discours de Paul Reynaud – la '*route du fer*' c'était lui. Il avait le sens de la formule, mais reconnaissait modestement que Berl le possédait davantage encore. Il avait donc sollicité l'avis de son aîné en éloquence radiodiffusée, et retenu quelques unes de ses suggestions.

Comme beaucoup de notables qui en public engageaient le peuple au stoïcisme, Berl était alors sur le départ. Le lendemain même, il s'était replié avec *Mireille* à Saint-Céré où ils avaient été recueillis dans la propriété du ministre *Anatole de Monzie*, sorte de caméléon politique qui coopérait, semble-t-il, avec tous les camps, mais qui était au fond de son cœur bien fasciste. C'est lui après tout qui avait mis fin, avec tanks et mitrailleuses à la grève de novembre 1938.

Quinze jours passent, Paris est occupé, le gouvernement se replie sur Bordeaux et Paul Reynaud est rendu au service exclusif d'Hélène de Portes. Le 16 juin Berl avait entendu le premier discours du maréchal Pétain à la radio. Il l'avait trouvé très mauvais.

Autour de Pétain, on était pressé par la nécessité : car même si nombre de collaborateurs de Reynaud, à l'instar de Leca, étaient passés sans états d'âme au service du nouveau ministère, on manquait vraiment de matière grise, et il en était résulté que le premier discours du Maréchal, écrit à la va-vite, comportait quelques maladroites majures. L'histoire retient comme un fait incontestable que le Maréchal avait dit au moins une grosse bêtise, et lourde de conséquences, avec le membre de phrase : "*il faut cesser le combat.*" Partout on vit des troupiers, prenant le Maréchal au mot, cesser le combat devant des Allemands qui, alors que rien n'était encore signé, les persuadaient facilement qu'il n'y avait plus lieu de résister, et les faisaient prisonniers après leur avoir promis qu'ils n'en feraient rien. Ailleurs, parfois, on se battait en dépit de tout. Avec le Maréchal la guerre était devenue optionnelle, et ce chaos devait durer un certain temps. Or Bouthillier avait conservé le numéro de téléphone d'Emmanuel Berl, qui avait souvent travaillé avec lui à l'époque où il défendait à la fois la république et la paix dans son journal *Marianne*. La vie est faite d'étranges contradictions.

Il paraît que c'étaient les deux ministres socialistes du premier gouvernement Pétain qui avaient insisté pour que l'on fit appel à lui. On imagine le débat entre Bouthillier et ses camarades banquiers et radicaux-socialistes, en manque de talent rédactionnel à un moment où en face déferlaient les discours puissants de Churchill et de Gaulle : "*-Il y a bien Berl... -Berl? Il est pas vraiment dans nos idées. -Ça ne gêne pas du tout ! Il écrit bien, et puis il n'a rien contre le Maréchal. Il acceptera. -Oui, mais je ne sais pas ce que le Maréchal va en penser... -Il n'en saura rien. -Il a raison : l'essentiel, c'est que le travail soit fait. Et puis c'est le Maréchal qui aura le dernier mot, en fin de compte. -Ça c'est sûr ! Personne ne dicte sa conduite au Maréchal. -Tout de même, c'est un youpin. Ce n'est plus trop la mode d'employer des youpins.*"

-Encore une fois, on est pas obligés de dire qu'on s'en sert. On lui dira de ne pas s'afficher. D'ailleurs, il sait qu'il a intérêt à se faire tout petit, avec l'ambiance actuelle. - Ecoute : je sais que c'est ton copain, mais il n'est vraiment pas dans nos idées. Il est plutôt dans les vôtres. -Oui : lui c'est Blum et consorts... - Je jurerais pas qu'il est pas un peu communiste. -Non, là tu te gourres complètement. - Il a pas défendu l'URSS dans le temps, peut-être ? -Oui, mais c'est de l'histoire ancienne. Dans les derniers temps il n'a pas du tout été sur les positions du parti communiste. -Il est pas sur les nôtres non plus. -Bien sûr, mais on ne va pas lui demander de revoir le fond, non plus. C'est plutôt pour la forme. Un type qui sait écrire, ça ne peut pas nuire. -Ecoute : j'en prends la responsabilité. Je suis sûr qu'il saura se tenir. -Bon. Pourquoi pas... On sait où il est. Il se cache ? -On sait où le trouver ? -S'il se cache? Non, pas vraiment. Il s'est mis à l'abri, mais je sais comment le trouver. -Bien sûr, moi aussi je sais. -Bon : alors, tu t'en occupes?"

On savait où le trouver. C'était Bouthillier qui s'y était collé. Et Berl, qui dit avoir été atterré par l'audition du premier message du Maréchal, s'était laissé convaincre. Il avait quitté son havre corrézien et traversé jusqu'à Bordeaux un bon bout de France bouleversée par la panique de guerre pour rendre service au Maréchal, qu'il aimait sans demander à être aimé en retour. Il était arrivé à Bordeaux le 17, au moment où se nouait l'imbroglio autour des négociations d'armistice et du sort de la flotte, mais c'est seulement trois jours plus tard qu'il s'était vraiment mis au travail. Entre temps, il avait dit adieu à Leca et Devaux, qui partaient pour le *nouveau Monde* avec des valises bien pleines, et qui devaient être ramenés de Madrid à Bordeaux avec les valises ouvertes pour l'information des journalistes, et des menottes aux mains.

53. Rethondes etc..

De l'autre côté de la barrière sociale, les pourparlers du véritable armistice, celui qui allait vraiment durer, s'ouvrent à Rethondes le 21 juin 1940. C'est Huntziger qui dirige la délégation française : l'homme qui, à Sedan, a ouvert la route de Paris, et que le peuple comparera spontanément à Bazaine. Jamais une reddition n'aura à ce point ressemblé à un entretien d'embauche : car tous les traîtres et capitulards seront bientôt ministres.

On dit que lorsqu'il apprit que Pétain demandait l'armistice, Hitler cria de joie. La guerre, en réalité, était dure et massacrante et lui aussi avait besoin de souffler avant de s'en prendre à la Russie. Mais son optimisme était partagé du côté français, où la Banque et l'État-Major n'avaient consenti à la guerre, toujours désagréable sur le moment, qu'en vue de la défaite. Et l'optimisme était justifié, puisque lorsqu'il eut Huntziger au téléphone et prit connaissance des conditions exposées par Keitel, Weygand poussa un tel soupir de soulagement que l'écho en était parvenu jusqu'à Emmanuel Berl, qui était alors à Bordeaux et qui hantait les couloirs officiels.

Pourtant, Berl le concède volontiers, les clauses, contrairement à ce que Chautemps avait feint d'espérer, étaient dures. Certaines auraient même été inacceptables pour des gouvernants qui eussent été patriotes. Reynaud avait eu raison de le dire : *'vous vous imaginez avoir devant vous Frédéric-Guillaume 1er, vous avez devant vous Gengis Khan'*. Il avait eu raison de le dire même s'il avait eu tort d'agir comme s'il ne le savait pas lui-même, puisqu'il avait donné le pouvoir à Pétain, qui pour sa part n'en serait jamais assez convaincu pour rompre avec Hitler, et qui croirait pouvoir lui parler *'dans l'honneur'*.

Il n'y aurait pas de retour en arrière. Des individus pourraient bien quitter Vichy, mais Vichy ne sortirait jamais de cette trahison inaugurale : celle que de Gaulle toujours lui reprocherait, et qui vaudrait un jour à Pétain et à ses ministres d'être traduits devant la Haute Cour pour *'trahison'* et *'intelligence avec l'ennemi'*. Bientôt il y aurait Montoire, car Pétain partageait l'obsession antipopulaire si souvent exprimée par Weygand, et Hitler pouvait bien être qui il voulait, s'il laissait cette contrepartie : l'armée de cent mille hommes, plus vingt-mille gardes mobiles. Très important les gardes mobiles ! Car Hitler laissait aussi à Pétain un pouvoir absolu d'essayer toutes ses belles idées sociales.

Certes, la souveraineté du gouvernement de Vichy ne serait absolue que sur une petite moitié de ce qui resterait de la France après ablation de la Corse, de l'Alsace et de la Lorraine : mais la France toute entière était pleine d'industriels et de hauts fonctionnaires, base sociale de la dictature pour qui la

présence allemande était en soi un bienfait, et même un *résultat*. Ou encore, dans le langage des synarques une *solution*.

Partout les ouvriers indociles allaient savoir ce que c'était qu'un gouvernement efficace : en contrepartie, on pouvait bien céder à Hitler sur la flotte avec quoi combattre l'Angleterre, et sur les antifascistes réfugiés en France, pour qu'il en fasse ce qu'il voudrait.

54. Rupture

Une fois aux affaires, Pétain ne s'était plus occupé des circonlocutions de Tardieu et il avait demandé sans s'entourer de formulations inutilement réticentes conditionnelles et subtiles que l'on ouvrît des pourparlers d'armistice. Il était pressé de conclure. Il fut aidé en cela par les travaux préparatoires de son prédécesseur : nous avons vu comme dès le 15 mai Reynaud avait pris langue avec l'ennemi à Madrid et parlé de se rendre. Mais ceci n'est qu'un acquis récent de la science historique, et Berl en était ignorant. Saluons d'autant plus la perspicacité qui lui fait écrire, à propos de ce qui se passerait un mois plus tard : *"Pétain, à peine son cabinet constitué, se hâte de demander l'armistice -par l'entremise de Lequerica. On aurait dit que l'ambassadeur d'Espagne attendait, derrière la porte, la minute où le Maréchal serait légalement le chef qu'il était effectivement depuis l'après-midi du 16 pour déclencher la machinerie diplomatique que, sans doute, ils avaient montée d'avance."* Et en effet, nous savons désormais que la machine était prête depuis le 15 mai.

Ne pouvant pas connaître les travaux ultérieurs des historiens qui sont indulgents pour le Maréchal parce qu'ils croient que l'armistice avait été une bonne affaire pour la cause de la liberté, Hitler avait sauté de joie en apprenant que la demande française d'armistice était devenue officielle, et il l'avait immédiatement agréée. Il n'était en revanche pas si pressé de conclure. Dès le 17, anticipant sur la réponse de l'ennemi et décidé à en accepter les conditions quelles qu'elles fussent, Pétain avait annoncé qu'il fallait *'cesser le combat'* : pourtant, le combat n'allait cesser officiellement qu'une semaine plus tard, et en pratique plus tard encore. Le premier délai était dû en partie au fait qu'Hitler avait fait poireauter en chemin la délégation conduite par Huntziger. Il s'agissait pour lui non seulement de l'humiliation et des fatigues qu'il infligeait rituellement à ses interlocuteurs comme propices à la bonne conduite de toute négociation, mais aussi d'en finir avant que les combats soient interrompus avec quelques opérations comme la prise de Cherbourg et la conquête de la plus grande quantité de territoire et du plus grand nombre de prisonniers possible. Il y avait sans doute aussi ce fait que Hitler, usant de tous les moyens en même temps, préparait une offensive de paix en direction des Britanniques en intensifiant ses bombardements sur l'Angleterre, et que les incertitudes relatives à la flotte française faisaient partie de son plan en représentant une pression supplémentaire sur le gouvernement de Churchill.

C'est donc seulement le 20 juin en soirée, alors que sous les huées de la foule des civils pétainistes avant la lettre les cadets de Saumur défendent héroïquement le passage de la Loire, que le gouvernement français eut connaissance des conditions qui seraient présentées à Rethondes. Ne voyant rien venir, l'ambassadeur britannique, **Sir Ronald Campbell** avait eu le sentiment d'être tenu à l'écart. Or, les conditions avaient été diffusées par la *BBC* le matin même, alors que les plénipotentiaires français étaient encore cloués, sur la Loire eux aussi, par une *Feldgendarmerie* tatillonne.

Le principe *cui prodest* donne à penser que la fuite venait peut-être de Berlin, car on imagine le désarroi de Campbell en découvrant ce document, et aussi le déplaisir de Paul Baudouin, le ministre des Affaires étrangères, lorsqu'il se trouva confronté aux instances du premier, toujours possédé par la hantise que représentait pour son pays le sort des bateaux français.

On se souvient que Paul Reynaud n'avait pas tenu ses collègues précisément informés des tractations qu'il avait eues avec le premier Britannique, et pas en particulier des deux télégrammes ensuite retirés qui conditionnaient l'accord anglais sur la demande d'armistice par le départ des bateaux français vers des ports britanniques. Si bien que lorsque le nouveau gouvernement ouvrit les négociations d'armistice, ce fut en balayant, peut-être sans même s'en rendre compte, ce que les Britanniques considéraient comme un accord auquel on était tacitement arrivé, même s'il n'avait rien d'officiel. Les négociations d'armistice allaient s'ouvrir et la flotte n'avait pas bougé.

Les britanniques n'avaient pas voulu s'aliéner d'emblée le nouveau gouvernement et ils avaient voulu marquer que le dialogue pouvait avec lui continuer. Mais le ton allait rapidement changer. Churchill n'avait d'abord rien dit publiquement de ce qu'il pensait de la chute du gouvernement Reynaud, auquel il avait assisté en direct, et après l'annonce de la demande d'armistice, il avait seulement insisté aux Communes sur la résolution britannique, et enregistré sans acrimonie que l'Angleterre, désormais, était seule. Le 17, il avait fait remettre au nouveau gouvernement les deux notes du 16 juin que Paul Reynaud n'avait pas communiquées et qui consentaient à une demande d'armistice sous certaines conditions, dont on sait que les principales étaient relatives à la flotte.

Puisqu'il n'avait pas réussi à l'attirer dans des ports où elle échapperait à la mainmise allemande, la flotte française demeurait pour Churchill une préoccupation majeure, et dès le 18 il avait mis en garde le nouveau gouvernement français sur un ton inusité dans l'histoire récente des relations franco-britanniques : *"the illustrious Marshal Pétain and the famous General Weygand will injure their ally by delivering over to the enemy the fine French fleet."* On note la rudesse du propos. La menace coexistait avec la flatterie. L'éloge fondé sur le passé devenait conditionnel, selon ce que serait l'avenir. Et même, avec ce *"will injure"* Churchill semblait tenir pour acquis que cette félonie avait été décidée du simple fait que les propositions de ses deux télégrammes, puis l'offre d'union perpétuelle avaient été méprisées, et que les bateaux français n'avaient pas pris le large avant la demande d'armistice. Très vite, Darlan avait ré-affirmé dans un télégramme la promesse solennelle qu'*aucun bâtiment français ne serait utilisé contre l'Angleterre*. Mais cette assurance restait extrêmement vague, puisqu'elle passait par-dessus toutes les questions pratiques. Il y avait là une sérieuse divergence avec le point de vue britannique.

Le 19 une ultime tentative de dialogue avait eu lieu lorsqu'une délégation accompagnée de Jean Monnet était venu à Bordeaux pour défendre une dernière fois les chances de l'union franco-britannique. Mais la mission avait été un échec.

C'était finalement la façon dont les conditions de l'armistice avaient été connues, ainsi que leur contenu, qui avait définitivement envenimé les choses entre les deux gouvernements. Lorsqu'il put prendre connaissance des stipulations prévues, le 20 juin en soirée, Campbell s'était plaint d'avoir été tenu à l'écart, et il avait dénoncé *"le caractère insidieux de la condition concernant la flotte"*. On comprend que dans son esprit, ceci expliquait peut-être cela.

Il s'agissait de l'article huit, stipulant que les navires seraient *désarmés dans leurs ports d'attache sous contrôle allemand*. Cette clause, telle qu'elle fut formalisée et signée, fut par la suite l'objet de controverses et il fallut attendre longtemps avant que l'on se décidât, du côté de ceux dont cela dépendait, à en publier le texte. Cependant, il avait été à peu près correctement établi lors du procès Pétain que la menace qu'il représentait pour l'Angleterre n'était pas illusoire, et il est hautement probable que les conséquences qui se développèrent ensuite avaient été voulues et machiavéliquement calculées par Hitler. Elle signifiait, si l'on s'en tenait à la lettre de l'accord, qu'un certain nombre de grosses unités devraient pendant toute la guerre rester à quai, par exemple à Brest ou Cherbourg, ports occupés par l'armée allemande. Seule garantie contre une mainmise facile : la parole d'Hitler, qui s'engageait à ne pas y recourir.

De son côté, le gouvernement français était ulcéré du fait que l'on avait encore laissé s'exprimer à la radio le général de Gaulle, lequel avait affirmé qu'après la demande d'armistice par le gouvernement Pétain, lui seul représentait la nouvelle légitimité nationale.

C'est dans ce contexte que Baudouin mit le dernier clou dans l'amitié franco-anglaise par la façon dont il traita l'ambassadeur et laissa dans le noir le cabinet britannique sur le développement des tractations de Rethondes. Emmanuel Berl rapporte ces péripéties en détail, et il en résume la nocivité d'une phrase : *"on était scandalisé par la méfiance anglaise, quoiqu'on prît toutes les attitudes propres à la surexciter"*.

Lorsque le 20 au soir Campbell demanda à être associé aux débats du Conseil sur le développement des négociations, Paul Baudouin lui répondit assez sèchement que c'était impossible, en alléguant le manque de temps aussi bien que des questions de souveraineté nationale.

Les pourparlers devaient s'ouvrir le 21, la délégation française étant dirigée par Huntziger et Léon Noël : mais pendant que Huntziger et Léon Noël, tôt le matin, se dandinaient encore d'une jambe sur l'autre devant la guérite du Feldwebel Schultz et attendaient qu'on les conduisît à Rethondes, Sir Campbell alla se plaindre au Maréchal de son ministre.

Le Maréchal lui conseilla d'en parler à M. Charles-Roux, qui fut de son propre aveu incapable de donner des assurances suffisamment convaincantes. Les négociations étaient dorénavant engagées et il était trop tard pour que les navires français fissent mouvement. C'est ce même jour que l'on renonçait

définitivement à l'idée d'une poursuite de la lutte outre-mer, Jeanneney, Blum et Monnet qui étaient partis pour Toulouse en avant du président Lebrun dans l'idée de s'embarquer pour l'Afrique étant contraints de retourner à Bordeaux sur l'ordre du Maréchal.

Les négociations s'ouvrirent à 15h30. A 20h20, Huntziger téléphonait à Weygand les premiers résultats des tractations conduites avec Keitel et Jodl. Le Conseil se réunit dans la nuit et trouva acceptables les stipulations vers lesquelles on se dirigeait. Concernant la flotte, il prescrivit aux négociateurs de demander le lendemain qu'elle soit envoyée en Afrique du nord plutôt que dans ses ports d'attache métropolitains.

A vrai dire, Hitler avait, comme il faisait souvent, préféré ne pas être tout à fait net sur le sort qu'il réservait à la flotte. Il avait insisté sur des clauses telles qu'elles n'excluaient pas qu'il puisse s'en emparer, et avait renvoyé à des négociations ultérieures la possibilité de précautions qui garantiraient contre cet abus. Il avait recouru, une fois de plus, à la technique du *flou diabolique*, puisqu'il avait autorisé ses négociateurs à promettre que la clause prévoyant que '*les navires français seraient désarmés sous le contrôle de l'Allemagne ou respectivement de l'Italie, dans des ports à déterminer selon leurs ports d'attache en temps de paix*' ne serait pas appliquée strictement, mais sans pour autant que le texte fût modifié. Tout reposait donc, en dernier ressort, sur la confiance que l'on pouvait accorder à la parole d'Hitler. Pétain, Weygand et Charles-Roux y étaient enclins, mais Churchill beaucoup moins.

En vain, à Londres, de Gaulle allait-il essayer de rassurer Churchill : Darlan avait promis de ne pas livrer la flotte, et pour le coup, on pouvait lui faire confiance. Non pas en raison de sa vertu, mais en raison de son vice, qui était une garantie plus solide : « *Darlan est un féodal, et la flotte est son fief. Un féodal n'abandonne pas son fief* », disait de Gaulle. Et en effet Darlan avait bel et bien émis un ordre secret de sabotage en cas de tentative allemande contre la flotte. La validité et l'effectivité de ces précautions se vérifia par la suite, mais cela n'était ni montrable ni démontrable sur le moment, car il est dans la nature d'un projet d'être virtuel, et d'un secret de ne pas être divulgué.

Il n'y avait rien de tel qu'une menace suspendue pour mettre un coin de plus entre la France et l'Angleterre : car les Français étaient enclins à signer en se disant qu'ils sauraient bien en pratique empêcher Hitler de prendre les bateaux, alors que les Anglais n'étaient pas disposés à se reposer sur une garantie aussi fragile quand il s'agissait de leur survie.

Le lendemain matin, 22 juin, Charles-Roux reçut enfin l'ambassadeur Campbell et lui fit part de la demande française de modification concernant la flotte. Mais à Rethondes, alors que le général d'aviation Bergeret obtenait que l'on modifiât la clause prévoyant la livraison à l'Allemagne des avions de chasse français, rien de semblable ne put être fait concernant la flotte. Le texte fut signé en l'état le 22 juin à 18h50. Lorsque la chose lui fut communiquée, Campbell réagit en s'exclamant : "*Mais alors, vous livrez la flotte !*"

En vain Campbell fit-il observer qu' "*un bâtiment français désarmé, monté par un équipage de garde dans un port occupé, sera à la merci des occupants.*" Il n'y avait rien à répondre, si ce n'est pour répéter qu'en pratique le gouvernement n'avait l'intention d'envoyer aucun navire dans un port occupé : mais pouvait-on communiquer officiellement, ou même confidentiellement, que l'on entendait bien ne pas appliquer un accord que l'on était en train de signer ? Baudouin expliqua en substance que de toutes façons les stipulations de Rethondes étaient à prendre ou à laisser, et qu'on avait décidé de prendre.

Le soir même, Sir Campbell quittait Bordeaux, rompant les relations diplomatiques entre la France et le Royaume-Uni ainsi que ses *dominions*. De Gaulle allait être autorisé à parler à la BBC pour la troisième fois : et il allait condamner l'armistice, dont incidemment il ne connaissait pas encore les clauses en détail, de façon très globale et au niveau des principes : « *pour des raisons qui s'appellent l'honneur, le bon sens ; l'intérêt supérieur de la patrie* ». Avait-il vu que le drame de Mers-el-Kébir était inscrit dans les stipulations imposées par l'ennemi ? Le Quai d'Orsay en tous cas l'avait perçu d'emblée et Emmanuel Berl témoigne que, présent à l'entretien avec Campbell, François Poncet confia à Charles-Roux, parlant des Anglais : '*ils ne nous pardonneront jamais cela.*'"

Hitler, en obligeant les Français à souscrire à l'article huit, avait, quoi qu'il advînt, obtenu un résultat politique considérable : soit l'accord serait appliqué comme prévu et il avait bon espoir de mettre la main un jour sur la flotte française. Il était assuré en tous cas que les Anglais ne l'auraient pas. Soit à l'inverse il arriverait quelque chose comme l'opération de Mers-el-Kébir, et il aurait creusé un fossé entre les anciens alliés.

Darlan, après Baudouin, très loin après Hitler, porte une responsabilité personnelle dans le processus qui conduisit aux événements de Mers-el-Kébir. Il était très conscient de l'obsession britannique. Churchill

lui avait fait personnellement promettre de ne pas livrer la flotte : et il avait promis, croyant peut-être qu'une promesse de sa part suffirait à tout arranger. Pensant au moins qu'il faudrait bien que les Anglais s'en contentassent. Au total, Baudouin et Darlan avaient à eux deux traité l'angoisse anglaise par dessus la jambe. Répondant à des remarques sur ses louvoiemens des jours précédents et sur les raisons pour lesquelles la flotte n'avait finalement pas été mise à l'abri avant l'ouverture des négociations d'armistice, Darlan devait cyniquement expliquer qu'*Amiral de la flotte* il était pour la solution consistant à lui faire quitter les ports métropolitains, mais qu'une fois devenu *ministre*, il était contre. La désinvolture, l'irresponsabilité, sont probablement typiques des gouvernants autoritaires, qui ne rendent de comptes à personne et sont très imbus d'eux-mêmes.

A titre personnel -et sa personne comptait beaucoup, au moins à ses propres yeux - Darlan avait bien promis à Churchill que jamais il ne livrerait la flotte : et il devait tenir parole. Pour commencer, il n'appliqua jamais la partie de l'article huit qui prescrivait d'envoyer une partie de la flotte dans des ports de l'Atlantique. Tous les bateaux restèrent en effet dans des ports non occupés. Mais cela, c'était après. A la date du 22 juin 1940, la bonne foi de Darlan n'était pas une garantie suffisante aux yeux de Churchill car rien ne disait qu'il aurait le dernier mot face à Hitler. Que vaudraient toutes les promesses de Darlan si Hitler se comportait simplement comme d'habitude ? Que pourrait-il contre un coup de main bien mené ?

A la suite du sabordage de la flotte de Toulon, en novembre 1942, Darlan devait adresser une missive amère à Churchill, pointant du doigt que ce dernier avait bien eu tort, et lui avait bien inutilement fait offense en doutant de sa parole. Mais, comme le fait remarquer Emmanuel Berl, le sabordage réussi de Toulon, de justesse, au nez et à la barbe des Allemands, avait été salué comme un tour de force : ce qui peut être pris comme prouvant que l'Angleterre n'avait pas eu tort de s'inquiéter de l'article huit. Hitler n'avait, bien entendu, pas respecté sa parole, et la contre-mesure prévue par Darlan aurait pu échouer. Or Churchill, alors que la survie même de l'Angleterre était en jeu, n'était pas prêt à se contenter de probabilités, même très fortes, et il est difficile de lui donner tort.

Pour la sauvegarde des navires, Darlan estimait que les ordres de sabotage qu'il avait donnés en cas de tentative allemande pourvoieraient à tout, mais il refusait d'en faire état publiquement, estimant que l'on pouvait bien lui faire confiance comme il avait confiance en lui-même, en sa maîtrise de la situation. Churchill, entre autres, pouvait bien se contenter de sa parole d'honneur. La suite devait prouver que tel ne serait pas le cas. En effet, ce n'était pas seulement à Darlan qu'il fallait faire confiance : il fallait se reposer sur la parole donnée par Hitler lui-même. Or Hitler, de toute sa carrière, n'avait jamais une seule fois tenu parole.

A ce point, comme Churchill entretenait des amitiés nombreuses et dans tous les milieux, les bouffons et les amateurs s'en mêlèrent. George Bernard Shaw suggéra de déclarer la guerre à la France et de saisir sa flotte : mais il n'y avait pas besoin de lui pour qu'on y songeât. Les clauses de l'armistice projetaient l'opération *Catapult* comme leur conséquence inéluctable.

Ayant mis ses interlocuteurs dans cet état, Hitler fit encore un peu traîner les choses, et pour que son armée pût conquérir encore quelques positions avant que les armes se tussent, l'armistice fut signé pour application le 25 juin à 0h35 du matin.

55. Bucolisme

Pendant que la rupture se profilait entre les anciens alliés et que Pétain s'apprêtait à renouer avec la répression anticommuniste de Daladier et Reynaud, Emmanuel Berl était au travail dans un bureau voisin, occupé à rédiger avec une petite équipe d'admirateurs du Maréchal le discours qu'il comptait prononcer le jour même pour rattraper si possible ses bourdes du 17. Et encore, s'il avait su quel jeu jouaient les communistes, Berl aurait été encore plus facilement convaincu qu'il était opportun de donner un coup de pouce au Maréchal.

Dans le discours du 20 juin 1940, moins de trémolos, plus de faits et d'analyse. Pétain, lorsqu'il analyse froidement les choses avec l'aide d'Emmanuel Berl, explique que la défaite était certaine depuis une bonne semaine. Qu'elle était due à des données de puissance bêtement matérielles : « *Trop peu d'enfants, trop peu d'armes, trop peu d'alliés : voilà les causes de notre défaite* ».

La question du moral n'était pourtant pas esquivée : « *Depuis la victoire, l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice* ». Voilà sans doute, dans l'esprit de Berl et du Maréchal, une pierre dans le jardin du parti communiste, du *Front populaire* et *tutti quanti*.

La signature effective de l'armistice, avec ses clauses déshonorantes concernant les réfugiés, et ses clauses inacceptables pour l'allié concernant la flotte introduisit une rupture. Le 18 juin encore, au lendemain de ce qu'il avait appelé '*the Bordeaux collapse*', Churchill avait été gracieux, mais le 22, une fois connues les stipulations de l'armistice et surtout celles concernant la flotte, le ton, même officiellement, avait changé. On parlait de *douleur* et de *stupéfaction*. Churchill avait vu la trahison des élites françaises. En privé, il était explicite : "*There has been a rot in France which has affected every class and stratum of the community.... There has been nothing like it, ever....*". Le 1er juillet 1940, une note du Foreign office caractérisait ainsi les intrigues qui avaient conduit à la chute du Cabinet Reynaud : "*What happened at Bordeaux was a Coup d'Etat engineered by the most corrupt elements in France making use of famous names*". Pour les noms illustres, il faut évidemment lire Weygand et Pétain. Pour les éléments corrompus, on a l'embarras du choix, mais naturellement on pense d'abord à Laval.

De même lorsque Sir Campbell accuse Weygand, ce n'est pas pour sa supposée incompétence : "*A lamentable influence was General Weygand's mystic mood which led him to believe that France, having made mistakes, deserved to suffer.*" Peut-on dire ici qu'il décrit les causes *intellectuelles* des erreurs commises ? Non : il confirme seulement ce que croyaient en France les milieux populaires, et que disaient les communistes : *la bourgeoisie avait accueilli la défaite avec satisfaction*.

Certes, dans ses *Mémoires*, c'est à dire quelques années plus tard, et la paix une fois revenue, et une fois rétablies les bonnes relations avec les élites françaises inchangées et in-repentantes, Churchill insiste davantage sur les erreurs du commandement, Gamelin étant le principal accusé : "*Gamelin was occupied in saving not France but his own position*". C'est en effet un terrain moins glissant, même si cela ne correspondait pas non plus à ce que les milieux bien-pensants aimaient à entendre dans les années cinquante : mais tout de même, au-delà de l'incompétence, l'analyse désignait, au minimum, un manque de combativité au niveau de l'Etat-Major.

Dans la chaleur du moment, Churchill ne prenait pas tant de gants, et il allait être presque explicite dans un discours devant les Communes, le 14 juillet, lorsque détaillant la façon dont Hitler s'était emparé du Danemark, des Pays-Bas, de la Belgique, il décrirait un pur écrasement militaire, alors que pour la France il dirait qu'elle avait été "*undermined and overthrown*". Tout ce que les historiens décrivent comme influence allemande dès avant la guerre et comme complicités intérieures serait ce jour là publiquement désigné.

Parce qu'ils se sentaient morveux les hommes qui entouraient Pétain étaient extrêmement sensibles à des allusions de ce genre. Berl les signale comme un des facteurs qui les a braqués contre l'Angleterre et contre Churchill : "*de sa diatribe du 22, Pétain retint d'abord qu'il faisait mine de contester la légitimité de son propre gouvernement*".

En effet. Et donc il fallait répondre. Après la signature à Rethondes, Emmanuel Berl avait passé une partie de la nuit à revoir le discours que le Maréchal allait prononcer le lendemain. Là, ce qui était dit factuellement dans le discours du 20 : « *en mai 1918 nous avions 85 divisions britanniques ; en mai 1940 il n'y en avait que 10* » était devenu un motif de reproche et un prétexte pour rejeter les récriminations britanniques.

Il s'agissait aussi de répondre aux *gambettistes de Casablanca* et à de Gaulle : ce qui fut fait en condamnant les '*propos vains et les projets illusoire*'. De Gaulle qui le jour même allait réitérer à la radio anglaise son appel à la désertion des militaires et fonctionnaires français.

Pour la première fois, et cela venait de lui, Berl avait recouru à la veine bucolique. Il avait expliqué que *lorsqu'un paysan de chez nous voit son champ dévasté par la grêle, il ne désespère pas de la moisson prochaine. Il creuse avec la même foi, le même sillon pour le grain futur*. Il s'était dit que de telles images plairaient à ce *paysan de l'Artois* qu'était dans sa tête le Maréchal.

Elles lui plaisaient surtout à lui-même, Emmanuel Berl, qui était un véritable amoureux de la *France éternelle*, et qui à ce titre aurait dû s'aviser de devenir gaulliste un peu plus vite : car avec le Maréchal, il n'aurait que des déboires. Il note avec mélancolie que le *redressement intellectuel et moral* que ses amis Baudouin et Bouthilier, fêrus de Renan, l'avaient prié de mettre en avant devait, dans leur esprit, passer par la relégation des juifs. Et même, tranchant à l'avance quelques débats que l'éloignement fait renaître aujourd'hui, il se souvient comme ces drôles d'amis à lui allaient signer '*sans trop de déplaisir*' des lois

antisémites « qui allaient devancer les mises en demeure et dépasser à certains égards les espérances des services nazis ».

Berl reviendra après la guerre sur ce moment de *collaboration* et il s'en excusera en faisant remarquer qu'à l'époque ni Paul Reynaud ni les ministres socialistes n'avaient rompu avec le maréchal : et cette excuse est certes recevable pour quiconque a du respect pour Paul Reynaud et les socialistes. Il n'a pas tort par ailleurs de faire remarquer que sa position relevait d'un enthousiasme modéré : *“Je reste encore éberlué qu'on m'ait tant blâmé d'avoir été munichois et pétainiste à des moments où l'immense majorité de mes compatriotes l'était plus que moi”*. Une autre fois, devant Jean d'Ormeson, il devait s'en tirer avec une pirouette : *“Je ne vois pas quel intérêt il y aurait eu à ce que les discours du Maréchal fussent mal écrits”*. Mais ce passage de son entretien est généralement caviardé lors des rediffusions. Beaucoup de récits biographiques enjambent la période de la guerre. On se demande pourquoi.

En l'occurrence, sa collaboration n'avait pas été très longue. Il allait être traité selon la méthode pétainiste habituelle : comme un citron que l'on presse et puis que l'on jette. Et il n'aurait même pas la satisfaction du travail bien fait puisque rétrospectivement, il jugeait son travail *médiocre*. A sa décharge : la tâche n'était pas facile. Aux récriminations anglaises, il n'y avait à opposer, les images bucoliques et les grandioses projets rédempteurs mis à part, que des dénégations sans preuves des tristes réalités du moment - *‘Notre drapeau reste sans tache’*. Des affirmations de principe qui juraient avec la pratique concrète : avec les conventions d'armistice en particulier, auxquelles Huntziger venait de souscrire. Passant ces questions épineuses sous silence, on parlait, mais on parlait seulement, d'*honneur*, d'*indépendance* et de *dignité*, de *foi*, d'*amour de la patrie* et même de gloire à venir. Mais on connaît la suite.

56. Levée de l'hypothèque gaulliste

Le 22 les carottes sont cuites : on a souscrit à tout ce que voulait Hitler, et y compris à des clauses inacceptables pour l'Angleterre en ce qui concerne la flotte de guerre. Cela ne restera pas sans conséquences. Autre conséquence : la tentative communiste de s'entendre avec les Allemands, à regarder les choses de près, est d'ores et déjà condamnée. Mais Duclos et Tréand seront les derniers à l'admettre.

Pour la même raison, les affaires de de Gaulle ne vont pas beaucoup mieux avec les Anglais. Pour Churchill de Gaulle avait été tout d'abord un moyen de faire venir en Angleterre les moyens militaires qui lui importaient : l'aviation peut-être, et surtout la flotte, son obsession primordiale. Et tout ceci était désormais un rêve dépassé. De Gaulle lui avait fait bonne impression en tant que personne, mais on ne pouvait pas passer à côté du fait qu'avec sa position très subalterne dans la société dirigeante française, il avait peu de chances de déterminer des déplacements importants. Pourtant, le 22 juin 1940, il avait à nouveau été autorisé à prendre la parole à la radio. A nouveau, il avait appelé les militaires et fonctionnaires français à la sédition contre la politique de Pétain. *« Un gouvernement de rencontre, cédant à la panique, après avoir demandé l'armistice, connaît à présent les conditions de l'ennemi. Il résulte de ces conditions que les forces françaises de terre, de l'air et de mer seront entièrement démobilisées, que le territoire français sera entièrement occupé et que le gouvernement français tombera entièrement sous la dépendance de l'Allemagne et de l'Italie... »* Ici, de Gaulle critique les termes de l'armistice, dont il a toutefois une connaissance approximative : mis il ne se trompe pas sur l'essentiel : *« Beaucoup de Français n'acceptent pas la capitulation ni la servitude pour des raisons qui s'appellent l'honneur, le bon sens ; l'intérêt supérieur de la patrie. »* etc...

Cette fois, de Gaulle avait franchement jeté son bonnet par-dessus les moulins. Plus la moindre précaution de langage. Aucun espoir de compromis avec les hommes de Vichy : des hommes dont il était naguère si proche, mais dont désormais un abîme le séparait.

Emmanuel Berl se remémore ce moment. Il dit avoir eu connaissance de ce texte sous forme écrite : et il le fallait bien puisqu'il faisait partie de sa mission qu'il devrait y répondre. Il dit avoir été, en connaisseur, frappé par sa qualité : *‘un ton prophétique... coulée sans faille de ce texte qui semble de bronze’*. Mais en même temps, il ne lui avait pas attaché l'importance que l'Histoire lui a donné. Plutôt, il en avait relevé les inexactitudes. Inexact ? Occupation totale ? Entière dépendance ? Inexact comme toute prophétie, dans la mesure où elle dépeint adulte le mal encore enfant.

C'est Halifax et le Foreign Office, par naïveté peut-être, ou désir de jouer un jeu propre, qui avaient couvert la diffusion du message par la BBC, mais l'initiative était déjà regardée avec scepticisme par les autres services britanniques : un point de vue auquel Churchill lui-même finirait par se rallier. L'ambassadeur Léger, pas maréchaliste mais pas gaulliste non plus, expliquait que pour obtenir des ralliements il n'y avait rien de tel que des émissions de propagande à la BBC. Mais il conseillait de conserver des contacts diplomatiques avec le gouvernement de Bordeaux : ce qui semblait antinomique, surtout si la propagande consistait en appels à la désertion.

Au bout d'une semaine, il paraissait de plus en plus évident que de Gaulle n'était qu'un homme seul. Le plus probable aux yeux de Churchill était qu'il le resterait. Très vite, il était apparu que Darlan et à sa suite la flotte française étaient déterminés à sortir de la guerre : mais non pas à se mettre franchement hors de portée de l'armée allemande, et certainement pas à se placer sous les ordres d'un général de l'armée de terre. Loin qu'ils puissent rallier à la cause anglaise les Français présents en Angleterre ou pouvant s'y rendre, il apparaissait que les discours du '*général micro*' tombaient dans le vide, ou qu'ils étaient reçus avec ironie et hostilité par tout ce qui en France et dans les colonies, était puissant et installé. Les espoirs d'un ralliement des colonies françaises s'estompaient eux aussi.

57. La terre et les mensonges

Le 23 juin est un jour où il se passa beaucoup de choses pour le nouveau gouvernement français, qui devait se battre sur tous les fronts.

D'une part, il y avait ce dissident, demi général et demi ministre, qui parlait sans mandat à la radio de Londres. La veille il avait recommencé. C'était déjà la troisième fois, et il était à chaque fois plus insolent. Cette fois il avait dit : « *L'armistice accepté par le gouvernement de Bordeaux est une capitulation.* » Pire encore, il avait constaté qu'il n'y avait plus de gouvernement indépendant de la France, et en conséquence, il avait créé un *Comité national français*. Baudouin avait protesté officiellement auprès du gouvernement britannique. Mais était-ce bien logique, alors qu'avec l'Angleterre la rupture était consommée ? Churchill avait prononcé la veille des paroles accablantes pour la France, reçues, disait Baudouin '*avec une stupeur attristée*'.

En même temps, il fallait gérer la subversion moscovitaire : car Hitler, tout en s'étant entendu avec Pétain, ne renonçait pas à un double jeu avec les communistes, qui représentaient un moyen de faire pression sur lui. C'est Otto Abetz en personne qui après trois jours ordonna de libérer les négociateurs communistes, Marcel Tréand, Denise Ginollin, et Valentine Roux-Grünenberger, arrêtés le 20. C'était un début d'application du rapport Grimm, qui avait préconisé : « *Vous devez imposer une amnistie politique. Tous ceux qui ont été emprisonnés pour défaitisme etc., doivent être immédiatement libérés, particulièrement les communistes.* »

Déjà, l'entrée de Laval au cabinet Pétain au lendemain de Rethondes donne à penser qu'après avoir saboté les relations internationales du gouvernement, l'occupant s'était mis à influencer décisivement sur sa politique intérieure.

Dans ses écrits d'après-guerre, Berl dit avoir été rétrospectivement assez mécontent de son travail du 23. Il dit avoir été plutôt satisfait de celui du 25, celui qui marqua les esprits avec les deux célèbres formules : "*Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal*" et "*La terre, elle, ne ment pas*".

A propos de ce texte, Berl expliqua qu'il avait dû se battre pour faire prévaloir un langage raisonnable contre deux tendances, hystériques toutes les deux, qui s'affrontaient : '*les fascistes de Bordeaux*' d'une part - il nomme ainsi, notons-le, l'entourage du Maréchal - et d'autre part '*les Gambettistes de Casablanca*', c'est à dire principalement, on le suppose, Mandel et Daladier. Il faut croire qu'entre les deux, Pétain lui semblait susceptible de tenir un honnête équilibre.

A la nécessité de contredire ce qu'il considérait à égalité comme deux engances affrontées, Berl avait opposé une phrase maîtresse : "*Vous avez souffert. Vous souffrirez encore*", qui aurait disqualifié, si Pétain avait cru une seconde à ce qu'il racontait, l'enthousiasme factice de la *Révolution nationale* autant que l'intransigeance de ce que l'on peut nommer la *Résistance* et la *France libre*, si l'on veut bien pardonner l'anachronisme.

On aurait pu imaginer qu'après sa contribution à l'Histoire universelle Berl soit retourné à Saint-Céré. Mais au lieu de cela, le parfum du pouvoir étant irrésistible, il avait suivi tout le petit monde de la dictature vagissante jusqu'à Vichy et Clermont-Ferrand, où il avait assisté avec accablement aux intrigues orchestrées par Laval.

Si le moment de collaboration d'Emmanuel Berl fut utile malgré tout, c'est parce qu'il lui a permis de nous renseigner sur la façon dont on travaillait autour du Maréchal : et ce qu'il rapporte dément la légende de sa sénilité. « *Le Maréchal relisait les versions successives de ses discours avec beaucoup d'attention et un sens critique des plus sévères. Je ne l'ai jamais vu, ni communiqué directement avec lui, mais Bouthillier, que je voyais beaucoup, m'a transmis un grand nombre de ses observations – et même de ses moqueries.* »

Il semble que Berl, en dépit de sa longue expérience d'observateur et du nombre et de la qualité de ses relations, avait une idée seulement partielle du jeu que jouait l'oligarchie politicienne. Autrement dit, le complot était bien dissimulé. La concentration du vrai pouvoir était extrême. Les archives policières disent qu'il n'y avait en tout que douze hauts synarques, dont un demeure non identifié à ce jour : car la police à qui l'on demandait d'enquêter sur les malfaiteurs les plus dangereux pour l'État ne donnait pas à ce mot le sens plus large et plus anodin que nous avons utilisé précédemment et que retient Emmanuel Berl : celui de haut fonctionnaire venu des affaires et attendant d'y retourner.

Berl, qui note pourtant le rôle joué par Gabriel Leroy-Ladurie et par les idées de Jean Coutrot, méconnaissait donc la profondeur, de l'étendue et de l'ancienneté de la trahison. Bouthillier, pour lui, était un gentil garçon. Flandin n'était pas le traître stipendié par l'Allemagne que nous connaissons, mais un politicien modéré. Et lorsque au mois de décembre 1940 le même Flandin, qui le connaissait, en d'autre temps soupait avec lui à l'occasion peut-être, le fit inscrire sur la liste des juifs en se couvrant hypocritement d'une feinte conviction qu'Hitler allait traiter, faire des concessions, renoncer à son antisémitisme, eh bien, même devant l'évidence de la noire saloperie de toute cette classe dirigeante à laquelle il avait cru pouvoir s'associer, Berl réagissait encore bénévolement, et répondait à Flandin en usant de la seule arme de l'humour : « *Je crains que cette guerre ne soit plus apocalyptique que votre esprit : il ne faudrait pas croire que Dieu fasse partie de l'Alliance démocratique* ». Ni Dieu, ni Hitler, ni Flandin n'étaient en effet très 'démocratiques'.

Peut-être Berl ne savait-il pas d'où provenait l'argent avec lequel Flandin payait ses soupers fins et ses costumes élégants. A Laval même il pardonnait ses procédés brutaux en raison de la conviction sincère qui l'habitait d'avoir raison et de servir les intérêts véritables du pays. Pétain surtout jouissait de son affection d'ancien combattant, et c'est un sentiment dont encore après la guerre il avouerait ne pas pouvoir revenir. Mais il savait au moins, comme tous ceux qui l'avaient de plus ou moins près approché, et les témoignages de tous ceux qui l'ont approché au temps de sa gloire, qu'il s'agisse de vieux tromblons comme Louis-Ferdinand Céline ou d'innocents bambins comme Pascal Jardin sont concordants : Pétain avait le pas et l'esprit vifs, il faisait de grands moulinets avec sa canne en moquant les nombreux ridicules de son entourage et de ses ministres, et en bref il n'avait pas l'excuse de la vieillesse pour les trahisons et pour les cruautés qu'il organisait de main de maître et avec un art extrême de couvrir ses traces.

58. Tout un programme

Berl ne croit pas en général à un complot synarchique chapeauté par Pétain et passant par Laval, mais il juge assez important pour le reproduire intégralement un programme 'formulé en termes bien clairs' que Weygand soumit à l'attention du public et remit à Paul Baudouin le 28 juin 1940, et donc seulement trois jours après la prise d'effet de l'armistice.

C'est aussi le jour de grande confusion où, tels les Niebelungen commandés par l'anneau magique d'Alberich, le petit monde parlementaire replié à Bordeaux commence à se disperser avant de se retrouver à Vichy. C'est le jour où Paul Reynaud décide de conduire Hélène de Portes à l'abri quelque part : on parle de Sainte-Maxime, qui est sans doute un des plus beaux endroits du monde pour passer une défaite et un *putsch*.

Voilà donc un programme rédigé par Weygand mais, Berl le sait et le souligne *'après l'avoir fait lire et approuver par Pétain'*. Il note donc que *"avant d'être donné par Laval, l'assaut contre la troisième République fut donné par d'autres"*.

Que l'un de ces autres fût Weygand, et qu'il fût intronisé comme messenger des temps nouveaux est révélateur : car Weygand était assez peu indispensable dans le dispositif du pouvoir vichyste pour ne rester au gouvernement que quelques semaines. Le temps d'amadouer l'armée et d'obtenir son appui pour intimider les parlementaires. Il fallait donc bien, pour qu'il soit chargé d'exposer le coeur de la doctrine, que celle-ci ait été fixée par le débat et collectivement approuvée très en amont de son surgissement sur la place publique. Berl aurait donc bien dû se poser cette question : Weygand, Laval, Pétain, et les autres ne se seraient-ils pas, par extraordinaire concertés à l'avance sur ce que l'on ferait si l'opportunité s'en présentait, comme par exemple *en cas de défaite et d'occupation allemande* ? Une défaite depuis des semaines explicitement attendue pour le 15 mai.

Ce serait trop affreux, et l'on ne pouvait donc y croire. Malgré tout ce qu'il avait sous les yeux, et en dépit que cela lui parût difficilement compréhensible et même suspect, Emmanuel Berl se refusait pourtant à croire à un complot ancien et longuement poursuivi contre la République. Il voulait bien croire, à l'extrême limite, à un complot tout neuf et de circonstance : *"C'est sans doute après l'armistice qu'une doctrine commune s'établit entre les militaires -représentés par Weygand – et les synarques -représentés par Baudouin -, qu'on ne parle plus de résignation mais de redressement, et que les 'hommes nouveaux', 'sans taches ni attaches', disqualifient les vieux cadres."*

'Après l'armistice ?' Tu parles !... L'armistice et comment l'imposer était l'article premier des accords entre l'armée et la finance.

On peut penser que Berl refusait surtout, lui qui était si intelligent, de s'avouer berné. Il avait passé des années à défendre la république dans son journal *Marianne*, tout en rédigeant des notes pour le compte de ses amis de la haute banque et de l'Inspection des finances, sans s'apercevoir que ces deux métiers étaient contradictoires. Que tel Pénélope il avait défait la nuit dans les souterrains de la Banque d'Indochine la toile républicaine tissée le jour dans son petit appartement du Palais Royal. Et qu'à ce compte là il aurait mieux fait de ne rien faire du tout, ou de se consacrer exclusivement à ses essais, si pénétrants, sur l'histoire et sur la vie en général. Ou d'écrire des chansons pour Mireille.

On a l'impression que lorsqu'il fait le portrait de Paul Reynaud, si brillant et supérieur à tout le monde, mais que Laval, ce rustre, Weygand, ce bourrin et le Maréchal... que l'on ne qualifie pas, allaient mettre dans leur poche en un temps et trois mouvements, Berl fait aussi son propre portrait, et décrit son propre rapport à ces gentils béjaunes de Bouthillier, Leca, Devaux et Baudouin. Tout jeunes ou assez jeunes, mais pour certains d'entre eux au moins, déjà pas mal retors.

Berl fait pourtant une analyse fulgurante du milieu de la synarchie à proprement parler : c'est à dire, dans le sens où il l'entend, des jeunes technocrates formés aux finances publiques, mais enrichis par le passage dans les banques privées, et revenant éventuellement dans les cabinets des ministres, ou devenant ministres eux-mêmes pour servir les intérêts exclusifs de la finance et de l'industrie. Ceux-là étaient, avec les militaires, et bien plus que les idéologues ou politiciens d'idéologie autoritaire le véritable coeur du complot contre le système parlementaire et un peu démocratique. Complot qui s'est appelé Vichy et qui s'appelle aujourd'hui Bruxelles.

Deux pages du chapitre sur *'La démission de la république'* seraient à citer intégralement tellement, tout en étant largement mystifiées, elles nous renseignent sur la maladie pernicieuse de toute démocratie moderne, c'est à dire ayant affaire à un complexe militaro-industriel et financier tentaculaire. Quelques passages où il s'agit de l'éternelle technocratie :

*"Que ce soit dans les administrations ou dans les grosses affaires, le ton est donné par les inspecteurs des Finances. Beaucoup d'entre eux, comme on sait, sont 'sortis' de l'Inspection, préférant au service de l'Etat des situations plus rémunératrices.... Mais ces hommes, jusqu'alors contents d'eux-mêmes, se reprochent à présent d'avoir frustré l'Etat de tout le bien qu'ils auraient pu lui faire. Ils ont un peu honte d'avoir opté pour l'Argent..... D'autre part ils ont tous dû, à l'orée de leur carrière, consentir de pénible reniements. En effet, au concours d'entrée, le libéralisme économique constituait un article de foi..... Mais, une fois reçus, la plupart d'entre eux étaient bientôt attachés à des cabinets ministériels, où il leur fallait travailler au développement de ces interventions abusives.... **Peut-être le premier caractère du bourgeois est-il de ne pouvoir se souffrir comme tel.** A cet égard l'Inspection des finances était sans doute le corps le plus représentatif de la bourgeoisie. Celui où l'ambivalence sévissait le plus. Pour se justifier ils avaient recours au scepticisme, au cynisme. Mais beaucoup d'entre eux tenaient de leur*

famille des convictions religieuses très fortes : ils se reprochaient de les avoir laissées se dégrader. Ils contribuèrent beaucoup à grossir le torrent qui dévalait de l'armistice à l'ordre moral."

Une fois de plus, Berl psychologise beaucoup. Il prête peut-être à autrui -ses petits camarades Bouthillier et Baudouin - des scrupules qu'il éprouverait à leur place. Et du coup, tout en comprenant tout ce qu'il comprenait, il ne croyait pourtant pas au complot synarchique et militaire visant à une dictature confortable et profitable. Il préférerait croire que les jeunes technocrates, ses amis, étaient comme des enfants prodiges, qui voulaient seulement se racheter de leur richesse en se dévouant au bien public. Qu'ils étaient tombés comme de blancs agneaux entre les mains de certains politiciens madrés. Que Laval tout seul ou presque avait manigancé que l'on remît le pouvoir constituant au maréchal Pétain.

Dans le glissement qui s'opérait vers le nouveau régime, Berl ne voyait pas, même si la tendance existait, un mouvement irrésistible et spontané de la société, fait de mille rancoeurs et d'aspirations plus ou moins sincères et plus ou moins légitimes. Il n'allait pourtant pas jusqu'à y voir, comme d'autres, nourris à la méthode marxiste, l'entreprise d'une classe privilégiée visant très consciemment et cyniquement à mettre en place une exploitation économique féroce fondée sur la domination la plus brutale : c'est à dire de faire prévaloir comme avant mais plus qu'avant les méthodes du patronat dans les usines et les bureaux.

Berl avait bien vu le cynisme chez ses amis synarques : mais il en faisait un moment passager de leur parcours, qui s'achevait, pensait-il, dans l'agenouillement devant le Maréchal, sauveur de la France. Leur fourvoiement le désolait donc, mais ne l'indignait pas. Et il en s'indignerait même pas des idéologues, certes beaucoup moins déterminants, comme Céline et Drieu. Drieu surtout, son ami de naguère, qui l'offensait désormais chaque jour par ses écrits, et Céline, à qui il pardonnait ses grossièretés justement parce qu'étant des grossièretés elle ne puait pas de cette odeur de sacristie qui était à son goût la chose vraiment insupportable dans le régime de Vichy. Un régime qui avait inventé une posture désormais banale dans le monde blanc et riche : la prétention des assassins à la supériorité morale en sus de toutes les autres.

Berl était trop gentil. Et même s'il avait eu raison pour ceux des synarques qui étaient ses amis, il se trompait en généralisant ce qu'il croyait comprendre de leur mentalité. Nous sommes obligés en revanche de noter que s'il expliquait à la rigueur Bouthillier et Baudouin, il n'expliquait pas Pucheu ou Lehideux : de francs tortionnaires et esclavagistes en dehors de leurs heures de bureau. Or tous tiraient au même attelage.

Berl était très sensible au changement d'atmosphère depuis la demande d'armistice : au point presque d'en faire une cause au lieu d'une conséquence. Reynaud, note-t-il, en fut une des premières victimes. Pétain lui avait promis une ambassade le 16, et une ambassade là justement où il avait son argent, qui était beaucoup d'argent : et le 22 il n'en était plus question. Sa destination prochaine était la prison, avec tous les autres *corrompus de la Troisième république*.

Lorsque son heure serait venue, le Maréchal affecterait de n'y être personnellement pour rien : que peut-on faire contre le cours de la justice et les mouvements de l'opinion, qui sont habituellement si synchrones ? A son grand regret, il verrait donc Reynaud s'éloigner entre deux de ces précieux gendarmes concédés par Hitler, tout comme il désapprouverait dans l'immédiat l'arrestation de Mandel par Weygand à sa descente du *Massilia* : mais ne renoncerait pas pour autant à le laisser remettre quelque jour en prison.

Berl porterait l'étoile jaune, sur décision du grand traître Flandin, qui aurait pu au moins pousser la cohérence jusqu'à venir la lui épingler sur la poitrine en personne. C'était la méthode Pétain, toute en coups fourrés : très différente de la méthode Laval, qui recourait de préférence à la menace directe, au chantage et à la corruption.

Le sage berné par un singe : cela aurait pu faire un titre pour une fable de la Fontaine. Mais Pétain et sa clique devaient en berner plus d'un autre. Ils avaient en réalité berné toute la France, et la France, ou ce qui en restait, devrait vivre à l'avenir sur de nouvelles bases :

- *Fin des compromissions maçonniques, capitalistes et internationales*
- *Fin de la lutte des classes et de la démagogie*
- *Fin des instituteurs rouges*
- *Fin de la gaudriole et du dancing le dimanche*
- *Fin de la prolifération des mètèques*

On supprimerait donc les partis, les syndicats, les loges, et les députés. Les bals, les shorts et la bicyclette pour les filles. Les maires des moindres villages seraient désormais nommés par le Maréchal.

Les patrons décideraient seuls des salaires.

Les récalcitrants seraient envoyés en Allemagne, ou mis à casser des cailloux sur les routes. Dans une de ces *compagnies de travail*, par exemple, qu'à l'instar du général Franco en Espagne on avait créées pour les *rouges*.

Dans la France nouvelle, il n'y aurait pas de place pour des hommes comme Emmanuel Berl, ni pour les hommes et les politiques qu'il approuvait. La fin du manifeste Weygand était explicite à cet égard, et mérite une citation littérale :

“A programme nouveau, hommes nouveaux. Le temps nous presse. Les vieux cadres responsables qui craignent le châtement travaillent dans l'ombre pour reconquérir le pouvoir. L'ennemi qui occupe notre sol cherche à s'y faire une clientèle. Demain il sera trop tard. C'est aujourd'hui qu'une équipe composée d'un petit nombre d'hommes nouveaux sans taches ni attaches, animés de la seule volonté de servir, doit, sous la direction du maréchal Pétain, chef reconnu de tous, proclamer son programme et se mettre à l'oeuvre.”

On garderait seulement tel quel l'Etat-Major, qui avait fait ses preuves.

La nouvelle devise serait : *'Dieu, Patrie, Famille, Travail'*. *'Dieu'* devait être un ajout particulier de Weygand, qui était un mystique, et le Maréchal l'avait ôté par la suite. Peut-être est-ce l'évêché, toujours prudent, qui avait craint de voir Dieu, déjà très sollicité pendant les opérations militaires, trop se compromettre dans la politique des temps ordinaires.

Le Maréchal avait donc effectué les corrections nécessaires, puis il avait bien remis les mots dans le bon ordre – l'ordre, c'était son créneau – pour aboutir à la formule demeurée célèbre et qui faisait décidément consensus à l'Etat-Major comme à la Banque, au Quai et à l'Inspection des finances.

Pour la fin du capitalisme, on attendrait tout de même un peu : ce qui ne serait pas un problème, puisque la confiance régnerait désormais entre patrons et ouvriers, tout comme, n'en déplaît aux marxistes, elle devait pouvoir régner entre les poules et le renard dans le poulailler du Maréchal.

Et il y avait plus : les manoeuvres de Pétain et Weygand avaient contribué décisivement à réconcilier non seulement le capital et le travail, mais aussi la France et l'Allemagne. *“Juin 1940 est une grande victoire à la fois pour l'Allemagne et la France, écrit le synarque Jean Coutrot, les deux pays abandonnant leurs inimitiés nationales, peuvent désormais vivre et travailler ensemble à un avenir heureux.”*

Si la défaite conduisait à cet Eden, c'était donc finalement une très bonne défaite.

59. Réforme de l'Etat : côté britannique

La tentation autoritaire surgissait partout, et jusqu'au coeur de l'univers démocratique ou sous-disant tel : en Angleterre même. Les circonstances de la guerre fournissaient un prétexte idéal aux tempéraments fascistes et aux intérêts qu'ils servaient. C'est ainsi que, le 18 juin 1940, alors que les bombes pleuvaient comme jamais, alors qu'à Vichy on désignait des plénipotentiaires pour négocier l'armistice, et qu'à Berlin Hitler d'une part menaçait de franchir la Manche et de l'autre offrait la paix, un groupe de députés conservateurs, au nombre desquels se trouvaient ses fidèles Leo Amery et Robert Boothby, étaient venus trouver Churchill pour lui faire une suggestion qui aujourd'hui semble étrange, mais seulement parce que nous ne comprenons que très mal cette époque. Il s'agissait ni plus ni moins que d'en finir avec le système parlementaire et l'*Habeas corpus* et de former avec Lloyd George et Harold Macmillan, futur premier ministre et alors jeune loup churchillien, un triumvirat doté de pouvoirs spéciaux. Une sorte de pétainisme sans passer par la défaite. Roosevelt, mis au courant du projet, ne l'avait pas trouvé inapproprié : lui-même, qui en pratique s'était fait conférer la présidence à vie avait quelque recul par rapport aux traditions de la démocratie américaine.

Dans ses *Mémoires*, Churchill rapporte l'incident qui reste connu comme le '*complot des sous-secrétaires*', quoique sans livrer de noms. Il dit avoir repoussé brutalement les suggestions de ses admirateurs radicaux, en répondant que jamais il ne commettrait *l'erreur d'avoir peur du peuple anglais*. Peut-être pour égarer les supputations, il situera cependant l'incident au mois de juillet et non au moment où elle eut vraiment lieu, au plus chaud de la crise entraînée par l'effondrement français.

Churchill évite aussi de nommer MacMillan comme un des noms mis en pour le rôle de triumvir, et parle à la place de Bevin, ce qui donne un air de tripartisme consensuel à un projet qui, dans sa réalité, n'était rien d'autre que l'instauration d'une sorte de dictature du clan belliciste de l'*Establishment* britannique sur toutes les autres composantes de la classe dirigeante.

Churchill explique son refus indigné d'une telle transgression non par le refus de se voir manipuler mais par le principe constant de ne jamais avoir peur de la démocratie. Il se pose en dernier rempart des libertés anglaises. Tout cela est une jolie légende : en réalité, les réticences Churchilliennes découlaient peut-être du fait que les *sous-secrétaires* envisageaient Lloyd George plutôt que Churchill comme triumvir principal. La relative disgrâce de Léo Amery, qui ne devait jamais assumer de fonction importante par la suite, semble confirmer cette hypothèse.

L'incident révèle la polarisation à l'intérieur des groupes dirigeants entre les partisans de la lutte à mort contre l'impérialisme allemand, et les partisans, longtemps dominants mais qui n'avaient pas dit leur dernier mot, d'un partage du monde avec Hitler. Ceux-là, Churchill comptait les contrôler par la seule force de sa rhétorique : et la suite prouva que c'était en effet possible.

60. La purge

Berl ignorait plus d'un détail depuis mis au jour par la recherche historique. En revanche, tel un sourcier, il sentait les circulations souterraines de l'information et de la décision. Aussi, lors de l'arrestation à Madrid de Leca et Devaux, s'insurgea-t-il contre les méchantes langues qui doutèrent à l'époque de l'honnêteté des deux garçons, et il refusa toujours de changer d'avis sur le compte de ses jeunes amis. Il faut croire que la fraternité d'armes au service de Paul Reynaud était très forte. Un peu comme celle des anciens d'Indochine, en un peu moins velue : mais il semble clair que Leca et Devaux, s'ils portèrent seuls, et fort longtemps, le chapeau dans cette histoire, n'en étaient pas au premier chef responsables. La chronologie donne à penser que le naufrage des deux collaborateurs les plus proches de Reynaud, n'était pas sans rapport avec les comptes qui se réglaient entre ce dernier et le Maréchal.

Que s'était-il passé ? Ceci qu'en homme avisé dès lors qu'il ne s'agissait pas des affaires du pays, Reynaud avait préparé sa retraite, et il avait négocié avec Pétain une ambassade aux Etats-Unis. Sans attendre, il avait envoyé en avant Leca et Devaux, chargés de deux grosses valises de numéraire et de quelques documents qui lui seraient utiles en Amérique. Il va de soi que l'argent que Reynaud comptait consacrer à entretenir un niveau de vie décent pendant son exil américain avait été prélevé, selon la coutume des élites politiques, dans les caisses publiques. Pratique usuelle mais à condition seulement qu'elle reste discrète, en application du principe *pas vu pas pris*. Or il arriva qu'à Madrid les deux jeunes gens furent serrés par les gabelous et leurs valises ouvertes avec tout ce qu'elles contenaient. Ils subirent alors seuls l'opprobre public, en dépit de leurs appels désespérés au témoignage de leur patron, dont ils attendaient sottement qu'il reconnaisse leur avoir demandé de faire pour lui cette petite commission.

Peut-être l'arrestation, qui ne peut guère avoir résulté que d'une dénonciation, avait-elle pour objet de faire renoncer Reynaud à son ambassade à Washington, qui était le salaire promis par Pétain pour l'avoir recommandé comme successeur à Lebrun. Le problème de Reynaud, c'était d'être tombé sur Pétain, dont on aurait dit, dans d'autres milieux, moins différents qu'on ne veut l'admettre de la *collaboration*, y compris dans ses plus hautes sphères, qu'il *n'était pas réglo*.

La vérité faillit affleurer à un moment du procès Pétain où Reynaud fut mis sur ce sujet de l'affaire espagnole. Une fois encore, la défense du Maréchal allait faire frissonner tout le monde en agitant des spectres que personne ne voulait voir évoquer. Tout comme, à propos du décret Sérol, maître Isorni avait évoqué celui de la *Troisième internationale*, le bâtonnier Payen avait à ce point promis que dans son plaidoyer il évoquerait *une enquête policière et financière à propos des exportations de capitaux en Espagne en juin 1940*. Pour cette fois le président Mongibeaux l'avait fait taire, et Payen lui avait fait comprendre qu'il ne perdait rien pour attendre : mais en réalité, il n'était pas revenu sur le sujet, qui, s'il était susceptible d'écorner l'image de Paul Reynaud dans sa pose de républicain sans reproche, ne pouvait pas en revanche montrer son client le Maréchal sous un jour sympathique.

C'était lors de l'audience du 24 juillet 1945 et le président Reynaud s'était efforcé d'expliquer, sans sembler trop *collaborationniste*, comment le *Maréchal* l'avait, dès la passation des pouvoirs, convaincu

qu'il devait partir comme ambassadeur à Washington. Nul n'était plus qualifié que lui pour défendre auprès des Américains les positions françaises. C'était, un service immense qu'il rendrait à la patrie, et il n'avait pas le droit de se dérober : voilà au moins ce qu'aurait dit Pétain, et que Reynaud aurait été facilement porté à croire, si Pétain avait été homme à flatter.

Mais en réalité, l'ambassade de Washington était bien plus probablement une contrepartie offerte à Reynaud pour son retrait gracieux quoique forcé. Et donc il n'allait certes pas refuser.

A l'audience, Reynaud prétendit qu'il s'était d'abord défendu contre les instances de Pétain, arguant qu'il lui était difficile de défendre une politique à laquelle il avait été hostile : et qu'il voulait au moins voir quel en serait l'effet, c'est à dire connaître les conditions de l'armistice. Or, quoique il ait par ailleurs dit le contraire, les conditions de l'armistice signé le 22 juin avaient dû lui convenir, puisque le lendemain, 23, un dimanche, il avait accepté la mission. Et puis à la fin, il avait décliné.

Pour expliquer son revirement, intervenu tout juste une semaine plus tard, le dimanche 30, Reynaud expliqua avoir changé d'avis à la suite des menaces proférées par Laval et par son entourage de canailles massées à la mairie de Bordeaux. Il parlait là de réalité : mais un fait plus déterminant encore, si l'on tient à expliquer cette nouvelle embardée dans la carrière d'un politicien léger, le fait le plus déterminant, c'est sans doute l'arrestation de ses collaborateurs Leca et Devaux, intervenue le 25 à Madrid. En effet, le projet d'ambassade à peine conçu, les deux garçons étaient partis en avant avec quelques subsides allant au-delà des moyens officiellement consentis aux ambassadeurs. Et bizarrement, la police était à leurs trousses.

Leca et Devaux avaient donc été pris à Madrid avec son argent, et il était clair pour Reynaud que cette arrestation était le premier temps d'une machination montée contre lui. C'était le 25. Le lendemain 26, Reynaud, parti en principe pour Vichy où se repliaient les pouvoirs publics, et qui aimait conduire vite, tombait victime des pièges de la route, et se mettait au fossé. Sous le choc il s'était ouvert le cuir chevelu, et la belle, quoique vulgaire, Hélène de Portes, qui l'accompagnait partout parce qu'elle aimait les grands hommes et les émotions fortes, avait eu la nuque brisée par l'avalanche des valises mal arrimées par son amant à l'arrière de sa voiture rapide. Ce fut donc sa dernière aventure d'aventurière, et elle avait ainsi fini de faire du mal aux Français.

Reynaud devait expliquer plus tard qu'il avait voulu emmener Hélène de Portes à Saint-Maxime avant de rejoindre Vichy. Jean-Baptiste Duroselle parle, pour le lieu de l'accident, du Perthus. Mais que serait-il allé faire dans le col du Perthus ? Il n'est pas nécessaire d'être très fort en géographie pour savoir que la route de Bordeaux à Sainte-Maxime ne passe pas par le Perthus... Le Perthus, à moins que l'on veuille chasser l'izard, c'est la route de l'Espagne et rien d'autre. Reynaud avait-il décidé d'aller rejoindre ses valises à Madrid ? On imagine la panique que cela signifierait, si l'homme qui se targuait de *ne pas avoir voulu émigrer*, et se disait *écoeuré du spectacle de la foule qui se pressait dans les consulats pour obtenir des visas*, avait dès la signature de l'armistice eu dans l'idée de quitter la France.

Mais le Perthus est semble-t-il une erreur. D'autres sources, bien documentées, parlent, pour l'accident, non pas du Perthus mais de la petite commune de **La Peyrade**, près de Sète, qui semble plus logique, et où une photographie de l'époque montre la *Juvaquat* du ministre après l'accident.

Quoi qu'il en soit, avec ou sans détour en direction de l'Espagne, Paul Reynaud avait finalement fait retour à Vichy sans Hélène de Portes et avec un gros bandage à la tête. Pendant ce temps, à Bordeaux, car Reynaud était semble-t-il parti parmi les premiers, Emmanuel Berl raconte comment Baudouin, ayant récupéré les valises comme un cadeau du *Général au Maréchal*, en montrait le contenu à tout le monde : pour innocenter Paul Reynaud, disait-il. Prouver qu'il n'était pour rien dans les dissidences des bellicistes qui refusaient l'armistice. Mais pleines comme elles étaient d'or, de valeurs, de billets de banque de provenance inconnue – il y en avait pour des dizaines de millions – et de documents secrets – pour les montrer à qui ? Pour faire chanter qui ? - sans compter les trésors accumulés par Hélène de Portes, cela ne risquait pas de produire principalement cet effet. « *Peut-être n'a-t-il pas toujours mis tant de bienveillance dans cette exhibition* » note Emmanuel Berl : mais il ne conclut rien de plus, sinon qu'il était étrange d'accuser Reynaud d'avoir comploté contre le nouveau gouvernement, puisqu'il en était, en quelque sorte, *le parrain*. Là encore, Berl ne voulait voir le mal nulle part et préférait supposer les bonnes intentions de tous : mais ce parti-pris n'arrivait pas bien à surmonter sa lucidité malade. Or quoi que Berl eût toujours préféré penser, le monde est méchant.

Pour une fois, s'agissant de cette affaire, Duroselle ignore la chronologie, et ne fait rien des quatre ou cinq événements concernant directement ou indirectement Paul Reynaud, et qu'il semble impossible, étant donné leur succession rapide, de ne pas corrélés : la proposition d'ambassade le 23, l'arrestation à

Madrid le 25, l'accident dans le col du Perthus le 26, l'exhibition des valises à Bordeaux dans les jours suivant le 25, et la renonciation à l'ambassade le 30.

Peut-être le plan de Reynaud consistait-il dès l'origine à rattraper Leca et Devaux à Madrid, ou peut-être au Portugal, ceux-ci n'étant chargés que de prendre le risque du passage de la frontière. Passer par l'Espagne, à la suite de ses deux collaborateurs, quoique par un itinéraire séparé, était moins voyant et plus facile que de chercher un embarquement à Bordeaux : d'autant qu'il aurait alors pu garder un œil sur son magot sans attendre de le retrouver au Nouveau monde.

Mais il est possible aussi qu'il ait effectivement voulu emmener Hélène de Portes à Sainte-Maxime, et même participer aux délibérations de l'Assemblée nationale à Vichy avant de partir tranquillement, dignement et légalement pour Washington sur un paquebot de luxe, et que ce soit seulement l'arrestation inattendue -pas pour tout le monde- de Leca et Devaux qui l'ait conduit à se précipiter à Madrid pour essayer de sauver ce qui pouvait être sauvé, à commencer par les valises et leur précieux contenu. Mais il était trop tard : les valises étaient bien vite retournées à Bordeaux. 'On' avait dû donner des instructions tout spécialement à cet effet. Comment étaient-elles passées si vite des mains des policiers espagnols à celles du gentil Paul Baudouin ? Il faut croire, et l'on croit volontiers, étant donné l'excellence des rapports entre Franco et Pétain, que cela ne posait pas de problème.

Nous pouvons imaginer que parti en effet pour Sainte-Maxime, Reynaud s'était dérouteré au dernier moment. N'avons-nous pas eu affaire une fuite éperdue, Reynaud comprenant subitement, mais un peu tard, que Pétain l'avait piégé ? Avait-il eu droit à une scène de Madame de Portes, voyant ses bijoux perdus, tombés aux mains des gabelous ? Cela se concevrait : et l'on voit d'ici ce que cela pouvait être pour lui, d'avoir cette femme à ses côtés, qui lui hurlait dessus, avec peut-être en tiers importun Villelume qui pour le coup devait enfin fermer sa gueule, plutôt content comme son patron de ne plus avoir la guerre en charge, mais se demandant de quoi l'avenir serait fait. Ah ça, Pétain les avait bien déçus tous les deux ! Mais il faut plutôt dire tous les trois.

L'arrestation de Madrid était une étrange affaire. Mais la défaite aussi était étrange. La seule chose dont Berl est sûr, c'est que Leca et Devaux, qui étaient totalement dévoués à Paul Reynaud, étaient de bons garçons. Qu'il est injuste de les soupçonner de malversations ou de vol, puisqu'ils servaient l'État pour des salaires dérisoires alors que leurs camarades de promotion, une fois devenus banquiers, s'enrichissaient énormément. Mais que l'opération fût dans son principe irrégulière ne fait à peu près aucun doute, et l'on sait par leurs appels affolés à leur patron lorsqu'ils se retrouvèrent aux mains de la police, qu'ils ne se sentaient pas à l'abri de sanctions gravissimes.

Ce qui est clair en tous cas, c'est que toute la clique dont s'était entouré Reynaud, et celle de Pétain : mais c'était en grande partie la même, était assez retorse pour anticiper les réactions de leur ancien patron, et qu'ils étaient tombés juste. Reynaud, en *exportant des capitaux*, était tombé dans un piège délibérément tendu par Pétain, qui avait bien anticipé les folies que la cupidité ou la naïveté inspireraient au bonhomme.

Comme Emmanuel Berl, Jean-Baptiste Duroselle croit à l'honnêteté foncière de Leca et Devaux : Leca surtout, qui avait brillamment réussi son rétablissement social après la guerre. Il était devenu plus influent encore dans la république de la reconstruction que comme jeune chef de cabinet de la Troisième moribonde, et cela rendait difficile de dire de lui trop de mal, même dans un ouvrage historique. Mais il faut aller au-delà de la question de savoir si le transfert de fond tenté par Reynaud était honnête. Surtout sur le moment, il ressemblait tout de même beaucoup à un vol d'argent public : mais il est vrai qu'à commencer par le départ clandestin de de Gaulle avec cent-mille francs de fonds secrets donnés par le même Reynaud, certaines opérations de l'époque, à commencer par les débuts de la France libre, n'étaient honnêtes que dans une perspective historique à long terme. La rigueur comptable dans une époque hors de ses gonds ne coïncidait pas forcément avec le patriotisme.

Laissons de côté la question de savoir si Reynaud avait bien le droit de partir en ambassade avec tant d'argent. Les autres détails de l'affaire sont intéressants, et sur eux Duroselle est, semble-t-il, inexact ou imprécis. Ainsi, il parle d'un passage vers les Etats-Unis par le Portugal, mais ne dit rien sur ce qui aurait pu se passer en Espagne. Il parle d'ennuis pour les deux jeunes-gens aux Etats-Unis et en Angleterre, au lieu d'une arrestation à Madrid. Tout en parlant d'un énorme scandale, il semble en ignorer le fondement : et en particulier ce détail des valises rapportées à Bordeaux et exhibées comme la preuve d'une malversation. Détail qui prouve bien la rapide arrestation madrilène, et donc le guet-apens.

Ce que dit la chronologie, c'est que si l'on arrête Leca et Devaux, ce n'est pas par hasard, mais parce qu'ils sont en mission pour le compte de Reynaud, et que quelqu'un le sait, qui a envie de discréditer Reynaud. Si cela se produit à Madrid, c'est que bêtement Leca et Devaux avaient cru que les complicités

dont Pétain bénéficiait chez son dictateur favori travailleraient en leur faveur : alors qu'au contraire à Madrid, quelqu'un d'autre -ou le même- avait employé les complicités dont il bénéficiait, à les perdre.

A Madrid, les deux collaborateurs de Reynaud étaient attendus, et ceux qui les attendaient avaient été renseignés par quelqu'un qui était bien placé pour savoir où et quand les attendre. Ce quelqu'un savait que Reynaud allait avoir des valeurs à transférer, et il savait quand. Il était donc très bien renseigné sur les tractations qui avaient eu lieu entre Reynaud et Pétain, et qui lui avaient donné la raison de le faire. Le plus simple est de supposer qu'il y avait participé. Tout cela désigne le Maréchal en personne ou bien de très proches, et qui n'avaient pas de secrets pour lui.

En bref et sans ambages : Reynaud avait été acheté par Pétain, puis il avait été trahi, et Leca et Devaux qui étaient ses truchements, se retrouvaient le bec dans l'eau. En échange de sa démission et de l'aide apportée à Pétain pour la succession, on avait promis à Reynaud une retraite dorée. Mais cette promesse était un piège. Ce que dit la chronologie, c'est que Reynaud, comme beaucoup d'autres avant lui et beaucoup d'autres après, s'était fait entièrement couillonner – on disait *dindonner* à l'époque, mais nous sommes devenus moins délicats - par le Maréchal.

Quoi qu'il en soit, Reynaud avait d'un seul coup perdu tout son feu. Après sa présidence, à trois jours d'intervalle il s'était trouvé dépossédé de sa belle égérie et aussi de son magot. Pour comble de malheur, à Vichy, où il s'était tout de même rendu, il avait pu constater qu'il ne comptait plus pour rien. Et le dimanche 30 après la messe, Reynaud, blessé, célibataire, et sans doute inspiré par le Saint-Esprit puisqu'il était devenu religieux, avait annoncé au Maréchal, qui n'a pas dû s'en étonner ni s'en affliger, que décidément il n'irait pas à Washington.

Le 10 juillet, jour où serait voté le pouvoir constituant au Maréchal Pétain, Reynaud allait arguer de sa blessure pour s'absenter tout à fait. Si Reynaud et Mandel avaient eu des projets après le 16 juin 1940, leur intérêt pour nous était faible, car ils ne pouvaient que s'effacer devant ceux que Pétain avait probablement de longue main prévus pour eux. Reynaud allait devenir une victime du nouveau régime et passer par la prison avec son ami Mandel, piégé d'une autre façon en montant sur le *Massilia*. Et la manipulation était si parfaite que même après la guerre, et même au procès du Maréchal, Reynaud choisit de se taire sur le piège dans lequel il était tombé, et d'en protéger l'auteur par des mensonges transparents mais que personne n'avait, pour des raisons différentes, intérêt à dénoncer.

De tout cela, et en particulier de ce qui arrivait à Leca et Devaux, Emmanuel Berl, qui avait bon coeur, était tout navré. Solidarité de vaincus : car lui-même, en dépit de sa collaboration, n'était pas mieux traité. Il faisait partie d'une des quatre grandes catégories de personnes haïes des nouveaux maîtres : les parlementaires, les francs-maçons, les communistes et les Juifs. Ne suffisait-il pas, pour attrister ses jours, que tous ses amis d'enfance et de jeunesse se détournassent de lui parce que l'antisémitisme, de simple mode dans les milieux élégants, était devenu non seulement un accélérateur de carrière et un moyen de s'enrichir, mais une obligation civique et même une sorte de lustration morale ?

61. Réforme de l'État : côté français

Reynaud ayant fini d'être utile, Pétain avait résolu de s'en débarrasser après usage. Et au lieu de l'envoyer à New-York avec ses millions, il envisageait pour lui un long séjour au fort du Pourtalet avec quelques autres politiciens dont il s'était servi comme d'un marchepied pour accéder à la dictature. Pétain était coutumier de ce genre d'espégleries, et le nombre est élevé de ceux qui après lui avoir servi ont connu la prison, et parfois pire. Pétain, méchant vieillard, qui par sa parole et par son allure déclenchait chez les braves coeurs des passions incoercibles, était d'un cynisme, d'une perfidie et d'une duplicité sans limites.

Ou bien peut-être est-ce seulement qu'il portait malheur. On en peut interdire à personne de croire à la bonté des maréchaux. Fin de Reynaud, donc. Entrée en piste de Laval, qui savait que pour lui, après la bataille de l'armistice dont il ne s'était pas mêlé, le pauvre Weygand suffisant à cet ouvrage assez grossier, le plus difficile restait à faire.

Le gouvernement Reynaud une fois liquidé et la capitulation devant l'ennemi entérinée, il s'agissait, pour ceux qui avaient tant bien que mal pris les choses en main, de stabiliser leur pouvoir. Le 23, Pétain avait fait de Laval, qui avait déjà rendu de signalés services, un vice-président du Conseil, en accueillant du même coup son acolyte Marquet. Au lendemain de l'armistice, c'était un tournant.

Le maréchal Pétain était bien décidé à ne pas se contenter d'une quelconque *présidence du Conseil*, et cela, du point de vue de Laval, c'était une belle opportunité pour prendre le dessus sur tous les *képis galonnés*. C'est pourquoi Laval, que Déat surnommait '*Bougnaparte*', sans doute parce qu'il lui reprochait son manque de classe, allait abolir la république presque par inadvertance.

Emmanuel Berl décrit le décri de la république qui se leva comme un vent mauvais au lendemain de l'armistice. Il le décrit comme un changement d'atmosphère qui se manifesta autour de lui : c'est à dire parmi les partisans de Pétain. Mais il résiste pourtant à la tentation d'expliquer le tournant du Maréchal vers l'anglophobie et la haine de la république comme une conséquence d'un mouvement d'opinion. L'opinion, on la fabriquait plutôt pour s'en servir comme prétexte : « *On ne peut pas expliquer le changement du Maréchal comme une poussée de l'opinion. Celle-ci était montée contre les fauteurs de guerre et de défaite ; elle ne leur était pas plus hostile le 29 que le 24, ce qui eût été difficile. On doit le reconnaître, les pouvoirs faisaient de leur mieux pour l'exciter davantage* ».

Cependant Berl refuse de supposer que le Maréchal soit en train d'appliquer un plan conçu à l'avance et rigoureusement exécuté. Il privilégierait plutôt la théorie de la panique : ce que les historiens indulgents appellèrent plus tard *la perte des repères*, qui expliquerait à les en croire jusqu'à la tendance inhabituelle et incompréhensible des patrons à dénoncer à la police les syndicalistes et les ouvriers grévistes, des flics à les bastonner et des juges à les mettre au trou. Des choses que l'on avait pourtant vues à quelques reprises avant la défaite. Le bourgeois apeuré est dangereux, et sa peur au mois de mai 1940 n'était que trop fondée sur des causes réelles. « *Le 28 et le 29 sont des journées de désordre total* », se souvient Emmanuel Berl. C'est que la phase nouvelle comportait une seconde période de nomadisme gouvernemental qui s'ouvrit alors, coïncidant avec la parution du programme Weygand, et avec le scandale des valises portées par Leca et Devaux, qui avait éclaté le 25 à Madrid.

Désordre ? Sans doute, puisque bien peu, le soir venu, étaient assurés de trouver un lit pour coucher. Mais, ce petit désagrément mis à part les événements étaient suffisamment orchestrés pour tendre à un but unique. Et si Weygand produisait son programme à ce moment précis, c'est parce que ce n'était pas seulement son programme.

Il est difficile de démêler si les péripéties compliquées qui aboutirent, en l'espace d'une petite semaine, à la mise au rancart de soixante-dix ans d'habitudes parlementaires, furent le déploiement du complot cagoulard et synarchique initial de 1934, ou si intervinrent de véritables divergences entre conjurés : une lutte pour le pouvoir en dessous du Maréchal, *dessus de cheminée* obligatoire et désigné à l'avance pour une dictature propice aux affaires.

Si à nouveau l'on déménage à partir du 28 juin, dans la hâte et le désordre, c'est que l'Allemand va occuper Bordeaux. Mais c'est aussi pour exercer un choc salutaire. « *Le trajet de Bordeaux à Clermont, l'éparpillement des services, des personnes dans cette ville où, d'ailleurs, ils ne devaient pas rester parachèvent la décomposition de la République. On ne sait même plus bien ce que sont devenus ses présidents.* » explique Emmanuel Berl. Et si l'on choisit de se poser à Clermont-Ferrand et Vichy, c'est en partie parce que Laval, qui est le demiurge de l'oeuvre accomplie pendant le mois de juillet 1940 veut être l'hôte du gouvernement en ses terres. « *L'installation à Vichy marquera l'épanouissement du nouveau régime* ».

Mais au fait : pourquoi un nouveau régime ? Emmanuel Berl avoue qu'il ne comprend pas pourquoi la mode s'est soudain mise à la réforme constitutionnelle. C'est aussi qu'il n'était pas dans le secret des dieux. Pour Pétain, pour Laval, il s'était toujours agi d'instaurer une dictature.

Le projet de Laval était simple : obtenir pour le Maréchal de vastes pouvoirs qu'il exercerait, lui Laval, en son nom, et dont il hériterait à sa mort. Comme cela correspondait au complot synarchique initial, cela aurait dû être tout simple. Pourtant, la partie n'était pas gagnée à l'avance. A cela, des forces adverse s'opposaient.

Vichy depuis le début était un panier de crabe, muni dès l'origine de sa résistance intérieure : résistance des pacifistes aux bellicistes, des germanophiles aux germanophobes, du clan Darlan au clan Laval, résistance de Vichy contre lui-même que les historiens réactionnaires trouvent commode aujourd'hui de confondre avec la résistance à Vichy et au nazisme, celle qui se battait contre l'ennemi de classe et l'ennemi de la nation.

Il n'y avait pas de Vichysto-républicains, et il n'y aurait pas de résistance à Vichy : mais ce qui est vrai, c'est que le camp des ennemis de la république était tiraillé entre des clans rivaux, et le complot initial ne pouvait pas se développer harmonieusement. Si donc lorsque des chiens se déchirent on décide de dire

qu'ils résistent à leurs mœurs de chiens plutôt qu'ils ne s'y conforment, alors on peut parler de résistance à Vichy : car Dieu sait que les *collaborateurs* s'entre-déchiraient. Vichy, c'était un complot à la française.

Berl nous explique, par exemple, que les *synarques* s'étaient retournés contre Laval. Il entend par *synarques* non pas seulement les douze hauts représentants de la banque et de l'industrie recensés par la police, mais aussi les jeunes technocrates friqués qu'il connaissait personnellement, et dont il savait de première main à quel point ils ne supportaient pas chez Laval '*le débraillé de ses manières*' et sa richesse de parvenu. Tout ceci est sans doute vrai, même si cela n'affectait pas la résolution qu'avait prise Pétain de se servir de lui, pour un temps.

Il y avait aussi Weygand, qui espérait lui aussi être le numéro deux du régime, et qui, en dehors même de cette rivalité, ne supportait tout simplement pas Laval en tant qu'homme : car il n'y avait pas moins militaire que cet homme là. Mais face à Laval, Weygand qui n'était pas meilleur stratège en politique que sur le champ de bataille ne faisait pas le poids. Et Pétain n'en avait jamais fait une pièce centrale de son dispositif.

Si le désordre que Berl décrit était possible, c'est qu'il convenait parfaitement à Pétain, et autorisait la façon dont il comptait prendre et exercer le pouvoir. Parce qu'il était partagé entre des clans antagonistes, Vichy serait ce système de pouvoir où l'on ne saurait jamais bien d'où les décisions venaient, ni même ce que l'on avait vraiment décidé. Mais parce que personne ne pouvait ni s'opposer à lui ni se passer de lui, rien n'arriverait jamais que Pétain n'ait pas toléré. Pétain serait ce chef qui n'assumerait jamais ses décisions, et nierait jusqu'au bout avoir voulu ce qu'il avait voulu. Un *grand bonze*, disait le peuple qui percevait bien ce système, adepte du principe taoïste de ne rien faire par soi-même, mais en laissant agir les autres.

Pendant toute la période entre l'armistice et le vote du 10 juillet, Laval devait demeurer l'*alter ego* principal du maréchal Pétain. Car si la flotte était le fief de Darlan et l'armée celui de Weygand, Laval avait également le sien, dont il allait mettre les ressources au service du *Maréchal* : et c'était tout le petit peuple politicien, modéré, radical et socialiste. Qu'une fois épurée par Daladier de tous ses communistes l'Assemblée nationale restât essentiellement peuplée de cette faune éminemment impressionnable et corruptible allait en faire un instrument efficace alors qu'il s'agissait de marcher à la dictature du Maréchal.

Contre Weygand, contre les jeunes synarques qui ne se souciaient pas des formes et voulaient seulement des réformes, Laval s'était allié à Alibert. Berl caractérise Alibert, pour expliquer sa passion antirépublicaine, comme un homme qui depuis qu'il était tout petit rêvait d'écrire une constitution. Mais il était aussi un homme qui avait participé à de nombreuses réunions secrètes entre riches et puissants. C'était un cagouillard de première.

La première victoire de Laval avait consisté en ceci qu'il avait convaincu Pétain qu'il fallait que l'on convoquât le parlement à Vichy. Pour cela, il avait fallu l'accord de Lebrun, qui n'était apparemment pas dans la combine, mais qui cette fois n'avait pas mouffé. Il n'est pas certain que Lebrun ait bien compris ce qu'il s'agissait de faire, mais surtout, le supposé président de la supposée république, après un certain incident, n'avait plus rien à refuser à Laval.

De quoi s'agit-il ? Emmanuel Berl édulcore la scène qui eut lieu peu après l'installation du gouvernement à Bordeaux, le 21 juin sans doute, lorsque Lebrun avait fait mine de se replier vers Perpignan, ou peut-être même en Afrique avec ceux du Massilia, pour continuer la guerre, comme d'autres avaient eu l'idée avant lui.

Berl édulcore la scène. Il représente Lebrun osant se défendre et tenant bon sur ses positions, défiant le hurleur avec un « *Monsieur, plus vous parlez fort et moins je vous entends* ». Je ne sais pas d'où Berl tient cela, mais Fred Kupferman, dans son '*Laval*', dépeint la scène avec des couleurs plus vives, et telles que, si la *Révolution nationale* méritait le nom de *révolution* autrement que par dérision, cette scène bordelaise serait l'équivalent de celle qui eut lieu au début de la grande Révolution lorsque le peuple envahit le château de Versailles et contraignit le Roi à coiffer le bonnet rouge et à boire à la santé de la Nation après l'avoir coincé dans l'embrasure d'une fenêtre. Mais d'autres historiens disent que Lebrun lui-même était du complot : et il est alors possible qu'il en ait rajouté après la guerre pour charger Laval et s'exonérer de sa propre responsabilité. Il est de fait assuré seulement que l'on ne le vit à aucun moment rien faire ou dire pour défendre les institutions dont il avait la garde.

Lebrun, lors du procès Pétain, devait dire que Laval était entré chez lui *en trombe*, et sa peur le vit accompagné d'une vingtaine de personnes : ce qui n'est tout de même pas rien. Laval allait naturellement travestir l'incident dans l'autre sens : il s'était, selon ses dires, présenté chez le Président à la tête d'une

délégation de quelques parlementaires, peut-être cinq ou six. Fred Kupferman, peut-être intoxiqué par l'historiographie d'après-guerre, mais cela a peu d'importance, réduit lui aussi ce nombre à une demi-douzaine, mais ne cache pas qu'ils avaient littéralement forcé la porte du président de la République, et l'avaient serré de près en vociférant et en lui promettant que s'il quittait le territoire national il cesserait d'y compter pour quoi que ce soit. Laval en particulier disait que lui, Laval, saurait faire en sorte qu'il n'y remît plus jamais les pieds.

Après cela, et si les choses s'étaient bien passées ainsi, on peut dire que le régime était moribond. Pour Laval, la voie était libre. Le 22 juin, Pétain le faisait entrer au gouvernement, le 29 il avait obtenu du Maréchal la décision de convoquer les Chambres, et peu à peu tout le petit monde politicien sorti des urnes en 1936 était parti pour l'Allier verdoyant, à l'exception des députés communistes qui étaient en prison, et de ceux des députés et sénateurs qui, présents à Bordeaux, avaient été attirés par Pétain dans l'aventure du *Massilia*, et qui pour certains des plus notables, ne tarderaient pas à les y rejoindre.

En dépit de l'atmosphère morale irrespirable de Bordeaux, qui le serait encore davantage à Vichy, Berl ne dit pas pourquoi il avait suivi l'engeance politicienne en sa nouvelle terre d'élection au lieu de retourner se cacher en Corrèze et d'y passer le restant de la guerre à cueillir des champignons. Pourquoi il était allé se promener, bras-dessus bras-dessous avec ses bientôt ex-amis cagouleurs dans les jardins du petit et du grand casino où de plus en plus nombreux étaient ceux qui faisaient semblant de ne pas le reconnaître. Mais le fait est. Il avait donc subi toutes sortes d'avaries parce que bien qu'utile et bon camarade, il était juif. Mais il ne faut pas trop se plaindre du peu d'aptitude à la rupture d'Emmanuel Berl. De la confiance qu'il accordait aux amitiés de jeunesse. Témoin privilégié et perspicace, en contrepartie des tristesses accumulées, il fut mis en mesure de donner des événements survenus entre le 4 et le 10 juillet une relation détaillée, même si elle ne dévoile pas les relations souterraines qui pouvaient exister entre Pétain, Laval, Flandin, Lebrun et les autres.

On était venu à Vichy pour comploter tranquillement et l'on était rattrapé par la politique extérieure. C'est le 2 juillet que Laval eut enfin réuni les parlementaires à Vichy pour voter sa réforme et le 3 : patatras. Tout le monde s'était mis à parler d'autre chose.

62. Un beau gâchis

Lorsque, le 16 juin, il était apparu, après la démission de Reynaud, que l'armistice était imminent, Churchill avait lancé un dernier avertissement : *"The illustrious Marshal Pétain and the famous General Weygand will injure their ally by delivering over to the enemy the fine French fleet"*. Si prégnante était son obsession que la flatterie dissimulait mal la menace. Depuis, il y avait eu l'armistice et ses stipulations inacceptables. Le cauchemar était devenu réalité.

Aussi, le 2 juillet, alors qu'en France on ne s'occupe que de réforme constitutionnelle, les ordres définitifs sont-ils donnés pour l'opération *Catapult* qui aura lieu le lendemain. Il s'agit de rendre impossible l'utilisation par les Allemands du plus grand nombre possible de navires français. D'abord, on saisira tous ceux qui se trouvent dans des ports anglais, et qui sont des prises faciles. Ensuite, il faudra autant que possible se rallier ou neutraliser le reste d'une façon ou d'une autre.

"L'opération 'Catapulte' a déconcerté l'Angleterre comme la France. Elle n'en était pas moins prévisible. La preuve en est qu'elle avait été prévue dès le 29 juin par le journaliste Pertinax", explique Emmanuel Berl. Et il précise que l'article de **Pertinax** avait attiré l'attention des diplomates, qui avaient averti le gouvernement. Dans ce cas comme dans d'autres, comme l'attaque de *Pearl Harbour* ou l'opération *Barberousse*, il n'y avait pas de vraie surprise. *Parce que les gouvernements communiquent davantage que l'on n'imagine, il y a peu de vraies surprises dans les grandes affaires pour ceux qui les gèrent.*

A Alexandrie et dans les ports britanniques, tout s'était passé à peu près calmement, parce que les Anglais étaient en mesure de s'assurer des bateaux sans avoir à les couler. Il y avait tout de même eu quelques morts, et il en était résulté tant de chagrin chez les matelots français que la plupart, qui balançaient à rallier la France libre, allaient du coup demander à être rapatriés chez Pétain.

Restaient les navires ancrés dans les ports français. Toulon était inaccessible, mais on pouvait au moins intervenir sur la partie non négligeable de la flotte de Méditerranée qui se trouvait à Mers-el-Kébir. On

décida de lui lancer un ultimatum pour qu'elle se soustraie définitivement au contrôle du gouvernement de Vichy. L'amiral Gensoul ayant refusé tout dialogue, la destruction des navires par la flotte anglaise de l'amiral Somerville eut lieu en grande partie le lendemain, et fut complétée quelques jours plus tard par un bombardement aérien. Une opération similaire conduite à Dakar compléta la mise hors de combat presque totale de la flotte de guerre française. Restaient seulement les navires basés à Toulon, renforcés de ceux qui avaient pu s'échapper du piège de Mers-el-Kébir.

Suivant le récit de Churchill lui-même, les historiens concluent généralement que ce geste radical voulait signifier au monde, et en particulier aux Américains, la résolution guerrière du pays : mais faire de ce résultat une motivation de premier plan, avec les apparences de la franchise la plus méritoire, relève probablement de la construction rétrospective. Pragmatique comme toujours, l'Anglais redoutait tout simplement et très légitimement l'accroissement redoutable de puissance que représenterait pour Hitler la mainmise sur la flotte française. Et le comportement de Hitler qui dès les premiers mois après l'armistice se mit à exiger des facilités pour mener sa guerre qui en outrepassaient les termes devaient rapidement donner raison à Churchill.

Certes, Churchill savait aussi que les intentions prédatrices d'Hitler étant à l'est, des offres de paix allaient être faites et que la tentation serait forte d'y céder. Avec Hitler il y avait toujours la carotte et le bâton. Politiquement, un retournement de l'opinion anglaise en faveur de l'*esprit honni de Munich* était à craindre. Un acte définitif pouvait empêcher cela. (1)

Cela ne suffit pas à démontrer que le gâchis de Mers-el-Kébir avait été prémédité. Il était dû à l'enchaînement fatal des circonstances, et les choses auraient pu tourner autrement si l'amiral Gensoul avait pris en considération la totalité des options qui lui avaient été ouvertes par les Britanniques. Si, moins obéissant, il avait su se poser en recours de la bêtise gouvernementale.

L'équanimité de Churchill devant le gâchis du 3 juillet est une rationalisation *a posteriori*. C'est la thèse au moins que soutient François Delpla. Peut-être a-t-il raison de dire que le premier britannique, un incontestable fancophile, avait espéré trouver Gensoul moins déraisonnable. D'autant que la flotte française, il l'avait assez répété, il la voulait sincèrement pour lui-même et pour la guerre contre l'Allemagne.

Il est vrai cependant qu'avec Mers-el-Kébir il s'agissait aussi de politique intérieure, et de ce point de vue le carnage avait des effets utiles : le 4, la *Chambre des Communes* avait approuvé l'opération, non pas en dépit, mais en raison de son extrême violence. Elle avait même fait preuve d'un enthousiasme qui dissonait avec les sentiments mêlés de Churchill lui-même. C'est au moins ce qu'il rapporte.

Pour Churchill, le bon côté des choses, c'était d'une part qu'il n'y avait plus de navires à prendre pour Hitler, et aussi qu'après cela il n'y avait plus de retournement possible dans le sens d'un arrangement avec l'Allemagne. Le peuple anglais dans son ensemble commençait à être possédé de la qualité de haine qui se traduit en courage au combat et en acceptation des pertes et des souffrances.

Un effet que l'on ne désirait pas, mais auquel on s'était résigné à l'avance, c'est qu'avec Mers-el-Kébir, la rupture risquait d'être totale avec le nouveau gouvernement français. Mais il n'y avait pas grand chose à regretter : avec des hommes comme Weygand, Pétain, Huntziger, et surtout Darlan et Laval aussi près du pouvoir, son anglophobie semblait acquise. Pourtant, avec la morsure du blocus, dont les Français voudraient forcément le desserrement, un espace demeurait pour des négociations. On discute du caractère officiel des contacts pris par le professeur Rougier dès l'automne : mais peu importe car avec Churchill au pouvoir, et décidé à serrer le kiki à l'Allemagne jusqu'à lui faire bien tirer la langue elles n'eurent jamais la moindre chance d'aboutir à des effets réels. La France était bel et bien prise dans la nasse hitlérienne. Mai-juin 1940 n'était qu'un début et les Français, au bout de quelques décennies d'ineptie politique et de trahisons, étaient condamnés à quatre ans de famine et de deuils.

1. Dans ses *Mémoires*, Churchill décrit Mers-el-Kébir comme un défi qu'il lançait au monde entier : "This was a hateful decision, the most unnatural and painful in which I have ever been concerned [...] On the other hand, the life of the state and the salvation of our cause were at stake. It was Greek Tragedy. But no act was ever more necessary for the life of Britain and for all that depended upon it. I thought of Danton in 1793 : 'The coalesced Kings threaten us, and we hurl at their feet as a gage of battle the head of a King.' The whole event was in this order of ideas." Ailleurs, Churchill commente : "It was made plain that the British War Cabinet feared nothing and would stop at nothing. This was true."

63. L'estocade

Emmanuel Berl, quelle que fût pour les hommes son indulgence, avait perçu l'atmosphère irréaliste de Vichy. « *Vichy, entre ses buvettes, saoul des hymnes qu'il chantait toute la journée en l'honneur du Maréchal, ne concevait pas néanmoins que, au dehors, on puisse ne pas le prendre au sérieux. Les dirigeants nouveaux montraient la susceptibilité et la jactance des anoblis récents, qui transigent d'autant moins sur leurs prérogatives. Ils poursuivaient, dans leur décor d'opérette, leurs réveilleries confuses. Chacun pensait 'réformer l'état', parlait de la 'Révolution nationale', drapant sous ce mot prestigieux le désastre de la nation.* »

C'est au milieu de toute cette irréalité qu'avait éclaté le coup de Mers-el-Kébir, qui avait un temps occupé les esprits et fait les frais de la conversation. « *Les plus grands pontifes et les plus grands soutiens de la république baissaient la tête devant ce débordement de fatalités. On retrouvait dans le parc de Vichy le désarroi qui, à Bordeaux, avait permis l'instauration du régime pétainiste – désarroi qui continuait à régner partout.* »

Une dispute avait éclaté autour de Weygand, dont l'esprit trop peu agile et trop étroit pour envisager ensemble les causes et les conséquences, et qui cédant à ses penchants de toujours, parlait de représailles, mais sans qu'on sache s'il parlait sérieusement, ou seulement bougonnait à voix haute comme un clochard aviné et qui insulte le monde entier. Laval, dont l'anglophobie était une passion puissante mais secondaire par rapport à son pacifisme, l'avait, dit-on, durement repris : « *Alors, avait-il éclaté, une défaite ne suffit pas ?* ». Cela avait clos l'exploration de cette voie nouvelle vers la restauration d'une gloire militaire : pour quatre ans, l'armée française se consacrerait exclusivement à la répression du communisme à l'intérieur et au contènement du gaullisme à l'extérieur.

A Vichy, la politique fut toujours placée sous le signe de l'impuissance, du faire-semblant et du symbolisme creux : c'était un pouvoir résolument moderne. Aussi, peu à peu, après un ouragan de paroles et sans qu'il en soit rien découlé, Mers-el-Kébir avait cessé d'être d'actualité, et on n'en avait plus parlé. Emmanuel Berl diagnostiquait qu'au total, l'événement avait plutôt consolidé l'emprise de Pétain sur le petit monde de Vichy qui allait devoir se prononcer sur la réforme institutionnelle mitonnée par Laval : « *Déjà 'irremplaçable' le 2, le maréchal Pétain paraissait plus irremplaçable encore le 4* », écrit-il.

Mais bon : comment s'y prendre pour le hisser sur le pavois de façon définitive, et que voulait-on précisément comme dictature ? Il semble que cela n'était pas bien fixé à l'avance. Tout autour des buvettes, les intrigues au sujet des places étaient revenues au premier plan, car les hommes de Vichy qui entouraient Pétain se disputaient constamment entre eux. Décidément, les petits Français, même lorsqu'ils étaient pleins de bonne volonté, avaient encore beaucoup à apprendre de l'Allemagne. Ils avaient laissé une grande part à l'improvisation, et beaucoup étaient loin de s'intéresser suffisamment à l'élaboration institutionnelle.

Il est difficile de déduire des péripéties qui marquèrent, au cours de la semaine du 4 au 10 juillet, le processus par lequel Laval et Pétain réussirent à abolir la république, dans quelle mesure exacte ce processus correspondait à l'application d'un plan concerté et préétabli. L'étonnant, s'agissant d'un complot qui devait aboutir à une solution Pétain-Laval envisagée dès 1934 par les milieux d'affaires qui tiraient les ficelles en coulisse, est que des difficultés surgirent, dont certaines du fait de personnages qui de notoriété publique étaient favorables à l'entreprise. Et que le succès fût principalement favorisé par un personnage, le président Lebrun, qui, quoique polytechnicien, n'était ni totalement idiot, ni bien proche du centre organisateur cagouillard.

Le *complot* doit probablement être caractérisé comme une entente large quant aux milieux coalisés, mais floue quant aux moyens à employer et même quant aux résultats précis à atteindre. Il y avait une *unanimité contre* : contre la république, mais pas d'*unanimité pour*. Et tout d'abord en ce qui concerne les personnes : on s'entendait sur Pétain -mais, si l'on excepte les communistes, Pétain faisait à cette époque l'*unanimité* jusqu'à Londres inclusivement. En revanche on ne s'entendait certes pas sur Laval, qui était détesté de beaucoup, et en particulier de Weygand.

Si des hommes comme Chautemps, Marquet, Bouthillier, Baudouin, faisaient partie du même complot, ils étaient en même temps rivaux pour les places, et c'étaient aussi les places qui se jouaient dans les manœuvres autour de la réforme constitutionnelle. La myopie et le manque de hauteur de vue était encore plus notable dans la masse des parlementaires. « *Il s'agissait moins de la guerre ou de la paix que de bien se placer devant le Maréchal, et aussi devant les autorités occupantes.... Tout cela aboutissait à un*

bourdonnement de phrases et de projets vains qui s'entrechoquaient dans le vide», diagnostique Emmanuel Berl.

Paradoxalement, et heureusement pour Laval et ses plans, il apparut que la seule proposition programmatique sur laquelle la plupart des parlementaires s'entendaient, ou à laquelle ils s'étaient résignés, c'était qu'il fallait en finir avec le régime parlementaire.

Paradoxe supplémentaire : pour cela, Laval semblait l'homme du monde le moins adéquat. Il n'y avait pas moins antiparlementaire que Laval, croit Emmanuel Berl : *«A mon estime, il ne désirait pas plus la suppression des Chambres que les prestidigitateurs celle des chapeaux haut de forme»*. La formule est exquise, mais ne suffit pas à faire oublier que c'est pourtant ce qu'il fit : toujours le satané complot, faut-il bien croire, qui imposait sa loi d'airain, au lieu que Berl met tout sur le dos d'Alibert et de sa fureur légiférante de constitutionnaliste.

Quel était l'intérêt de Laval dans une opération qui allait en partie contre son tempérament ? C'est qu'il comptait bien qu'une fois tous les pouvoirs donnés au Maréchal, c'est lui qui, par délégation, les exercerait. Ce qui restait de son parlementarisme, c'est que tout se ferait par des voies strictement légales et parlementaires. Il s'était promis de procéder d'un régime à l'autre à une transition *entièrement pacifique et légale, la moins brutale que la France ait connue dans toute son histoire*. Il avait voulu que *la République prononçât elle-même sa propre déchéance*.

Il y fallait des étapes, dont chacune était comme un obstacle à franchir dans un grand gymkhana où Laval déploierait auprès des hésitants et des opposants toute la gamme de ses astuces manoeuvrières : corruption, menaces et mensonges pour l'essentiel. Mais en réalité, Berl le souligne, Laval n'était pas indispensable pour que la colique universelle qui avait saisi le pays s'étendît aux parlementaires et que la peur leur conseillât de désavouer hautement le régime dans lequel ils avaient fait leur carrière et pour beaucoup leur fortune.

Le 4 juillet, profitant de l'émotion suscitée par les événements d'Oran, Laval avait soumis au conseil des ministres son projet de loi visant à abolir la constitution de 1875. Puis il l'avait présenté aux sénateurs et aux députés. Cela donnait ceci :

Article unique :

L'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au gouvernement de la République sous la signature et l'autorité du maréchal Pétain, président du Conseil, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes la nouvelle constitution de l'État français.

Cette constitution devra garantir les droits du travail, de la famille et de la Patrie. Elle sera ratifiée par les Assemblées qu'elle aura créées.

Ce texte s'était heurté à l'opposition de Weygand et à des réactions diverses de la part des parlementaires. Il y eut en effet des débats parlementaires, et dans des conditions à peu près habituelles, pendant cette semaine terrible : habituelles à ceci près bien sûr que neuf mois plus tôt l'on avait épuré les Chambres des élus communistes. Et du coup l'on n'entendit pas, de toute la semaine, un seul discours fort contre le projet Laval. Blum et Reynaud avaient perdu la parole. Seuls Herriot et Flandin osaient encore formuler des objections et de respectueuses observations. Le 6 juillet, c'était Weygand qui intervenait au contraire auprès du gouvernement sur le thème du *'désordre démocratique'* : *« Un régime politique de compromissions maçonniques, capitalistes et internationales, nous a conduits où nous sommes. »* Etc... On peut économiser l'énoncé d'un programme dont on devait constater l'application pratique.

Tout de même, 27 parlementaires avaient signé une motion de réticence. Ils *« se refusaient à voter un projet qui aboutirait inéluctablement à la disparition du régime républicain »*.

Pierre-Etienne Flandin, qui tenait le rôle de *politicien modéré* dans ce théâtre, même si lui aussi était probablement de mèche, émit la suggestion alternative de maintenir la constitution telle quelle, mais en portant le *Maréchal* à la présidence de la République en lieu et place de Lebrun. Quelle mouche avait donc piqué le grand Flandin pour qu'il s'avisât de sauver la république ?

Heureusement pour Laval, un obstacle s'était alors élevé sur la route du grand homme de l'*Alliance démocratique* : n'ayant, estimait-il, pas failli, le président Lebrun ne voyait aucune raison de démissionner. *Il avait toujours consulté et s'était loyalement tenu à sa fonction d'arbitre*, se défendait-il : et il ne se sentait tenu à rien de plus, et surtout pas à un peu d'imagination et d'initiative dans le désastre

de la patrie, alors que la moindre reine des Pays-Bas, une faible femme, et futile par hypothèse, avait tout de même trouvé le chemin de Londres et de la résistance à l'intolérable.

Egal à lui-même, et toujours aussi étranger à l'idée que la politique doit tout de même un peu composer avec le bon sens et avec la réalité, Lebrun ira trouver de Gaulle après août 44 pour qu'il le rétablisse dans ses responsabilités, ce qui nous valut de la part du Général la célèbre formule, que l'on peut considérer aussi, au passage, comme l'épithète de la Troisième République : «*En somme, pour qu'il fût Chef de l'État, il ne lui avait manqué que deux choses : qu'il fût un chef, et qu'il y eût un État.* »

Lebrun n'avait probablement pas été jugé assez sûr pour qu'on l'eût mis dans le secret bien peu secret du complot contre la république : et c'est pourtant lui qui, probablement sans le vouloir ni le comprendre, allait la tuer, puisque le 8 juillet, prenant acte de son refus de collaborer, le conseil des ministres avait approuvé le projet Laval.

Il arriva alors une chose étrange : il fallait, pour que le projet pût être présenté aux Chambres, qu'il fût revêtu de la signature du même Lebrun, qui s'avisant peut-être qu'on ne peut pas toujours dire non, ou bien en raison de sa philosophie de l'*arbitrage*, n'avait pas élevé la moindre objection. Quelle mouche avait donc piqué le président Lebrun pour qu'il contribuât de façon décisive à l'abolition de la république, et incidemment, de sa propre fonction ?

Un premier élément de réponse, c'est sans doute qu'il ne se sentait absolument pas le droit de s'opposer à ses ministres. De ne pas signer un texte approuvé par le conseil qu'il avait présidé. Ce qui étonne, c'est qu'il se réservait malgré tout le droit moral de dire qu'il était contre, et qu'il n'en était pas responsable. On comprend que le général de Gaulle ait voulu en finir avec un tel système.

Il n'est pas exclu que Lebrun n'ait pas compris ce qu'il était en train de faire : et ce n'est pas Laval qui allait le lui expliquer. Pas plus qu'il ne lui avait dit pourquoi il avait tenu à lui faire convoquer les Chambres au lendemain de l'armistice. Mais, pour revenir à des causalités plus vraisemblables et plus élémentaires, il convient de se souvenir que le dernier président de la troisième république avait déjà dû affronter au moins une fois les cris et la colère du *Bougnaparte*. Le fond de l'affaire était donc sans doute que si Lebrun avait refusé à Flandin ce qu'il avait accordé à Laval, c'est parce qu'il avait peur du second davantage que du premier : et que ce déterminant brutal de la décision politique ait pu entrer en jeu illustre ce que le général de Gaulle voulait dire lorsqu'il disait qu'*il n'y avait plus d'État*.

Lebrun ne voulait pas démissionner, mais il voulait bien qu'on le démissionnât : et du coup on se prendrait à douter : était-il bête, était-il méchant ? Emmanuel Berl émet encore une autre hypothèse : peut-être Lebrun s'était-il résigné à contresigner le projet Laval parce qu'il pensait que jamais l'assemblée du *Front populaire* ne consentirait à une chose pareille. Il aurait cru à l'existence d'un dernier retranchement après lui et se serait reposé sur cette conviction commode. Mais il n'y avait que Berl pour faire de telles suppositions : où l'on retrouve la confiance probablement excessive qu'il mettait dans la nature humaine. Lebrun, qui peut passer pour plutôt naïf, était sans doute juste assez réaliste pour ne pas nourrir de telles espérances. S'il avait peur de Laval, il devait bien se douter qu'il n'était pas le seul.

Lebrun ne voulait sans doute pas revivre une scène semblable à celle de Bordeaux, alors qu'il savait ne plus pouvoir compter sur personne. Quelque hypothèse que l'on préfère pour expliquer l'aplatissement du vieux petit homme, il est en tous cas établi qu'il n'avait pas voulu se signaler pour une deuxième fois comme le grain de sable qui aurait grippé la mécanique déjà pas très bien huilée du complot synarchique et cagouillard.

Était-il bête, était-il méchant ? La question se pose. Peut-être était-il surtout lâche et mou, sans caractère à la hauteur de la fonction : c'est apparemment le diagnostic de de Gaulle mais, il convient de l'observer, que quelques principes essentiels de la république fussent en jeu, personne ne l'avait vu. Entre Thiers et Marat la république est susceptible de toutes sortes de formes et de pratiques et en juin 1940 c'est la France entière qui était saisie de bêtise, de lâcheté et de sénilité. Aussi Pétain allait-il dans un premier temps réussir avec maestria le mariage de Proud'hon avec Adolf Hitler.

Le 9 juillet, les deux Chambres avaient approuvé le principe d'une révision constitutionnelle. Dans leurs adresses respectives, les présidents Herriot et Jeanneney exprimèrent leur *vénération* envers le Maréchal. Pour Laval et son projet, c'était de bon augure : et le 10, muni de toutes les signatures nécessaires et après avoir accepté quelques modifications, il avait donc requis et obtenu de l'Assemblée nationale qu'elle conférât des pouvoirs constituants au gouvernement oeuvrant sous l'autorité du Maréchal :

Article unique : l'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes, une

nouvelle Constitution de l'État français. Cette constitution devra garantir les droits du Travail, de la Famille et de la Patrie. Elle sera ratifiée par les Assemblées créées par elle .

La différence principale entre les deux textes, avant et après examen par les Chambres, était que la désignation du *Maréchal* comme *Président du Conseil* avait sauté. On peut supposer qu'en cela comme pour le reste c'étaient les conceptions de Laval qui avaient prévalu : le *Président du Conseil*, à son idée, ce devait être lui, mais du coup, que serait le *Maréchal*, devenu constituant à lui tout seul ? Là dessus, il faut bien supposer que le *Maréchal* lui-même avait son idée : il serait *dictateur*. Mais le *Maréchal* n'avait pas pour principe de clairement nommer les choses.

En fait, on peut sans doute préciser encore un peu l'analyse. Pétain ne voulait pas à proprement parler être *dictateur*. Comme il le ferait remarquer lors de sa prestation au procès du *Maréchal*, Laval n'avait pas aboli la République. Il n'avait fait donner au *Maréchal* qu'un pouvoir constituant, et il avait prévu que la nouvelle constitution que le *Maréchal* élaborerait devrait être ratifiée par des assemblées... dont le texte présupposait qu'elles seraient prévues par cette même constitution que l'assemblée ratifierait....

Passer par la revendication d'un pouvoir constituant pour en fait se faire remettre un pouvoir absolu pour une durée indéterminée, cela n'était pas, à strictement parler un cas de *dictature*. Tous les héros de cette histoire, du côté droit, étaient de bons latinistes, et l'un des meilleurs latinistes de la période, Monsieur Carcopino, allait même devenir ministre : Pétain avait dû songer, ou on l'avait fait songer aux Romains qui avaient inventé beaucoup des mots et des moyens de la politique. Et s'il avait un précédent antique en tête, Franco étant sans doute son modèle dans la modernité, plutôt que de Cincinnatus il s'agissait de Sylla qui, lorsqu'il avait voulu se faire conférer un pouvoir absolu pour régler une fois pour toutes son compte au parti populaire, à la *dictature*, constitutionnellement limitée à un an, avait préféré une mission constituante, parce que tout en lui laissant les mains libres elle n'était pas limitée dans le temps et ne prendrait fin que lorsque toutes les oppositions seraient liquidées et que des institutions nouvelles consacrant la domination de l'aristocratie pourraient être effectivement mises en place.

Un homme seul pouvait-il, en droit, élaborer une nouvelle constitution ? Il n'est pas certain que tout l'échafaudage conçu par Pétain et formulé par Laval ait été logiquement très orthodoxe ni très possible au regard des principes généraux du droit, même si en pratique il n'est pas certain qu'aucune constitution républicaine ait jamais été écrite par plus de deux ou trois personnes, mais dans l'esprit du grand chef silencieux, cela n'avait guère d'importance, car la constitution nouvelle ne devait jamais passer au crible de la pratique, ni même de l'actualisation sous forme de texte.

L'astuce pétainiste avait un précédent antique : il ne restait au *Maréchal* qu'à l'améliorer encore en ne se hâtant pas de constitutionnaliser. Sylla, lui entre deux séries d'exécutions collectives, avait effectivement créé des institutions nouvelles : et tel n'était pas vraiment le projet du *Maréchal*, ou bien il avait seulement été saisi de paresse et d'impuissance. Quoi qu'il en soit, la constitution nouvelle n'avait jamais vu le jour, l'assemblée nouvelle n'avait jamais été élue. Ces quelques lacunes par rapport au projet annoncé ne présentaient pas d'inconvénient pratique puisque le régime auquel on entendait soumettre la France n'était pas une aristocratie mais une technocratie. Or l'administration était déjà munie de toutes les règles qui lui permettaient de gérer efficacement sous la direction politique du maître allemand. Pour cela il y avait aussi un précédent français : Adolphe Thiers, le *libérateur du territoire*, qui avait surtout libéré la bourgeoisie de la peur du communisme dans le cadre d'un régime indéterminé, suspendu entre diverses constitutions possibles sous la surveillance de la Prusse.

Et donc, au printemps de 1940, le débat sur les institutions nouvelles, comme l'ensemble de la vie politique depuis un bon moment, était devenu une farce. Pétain lui aussi s'en était finalement tenu à l'usage répressif de ses pouvoirs spéciaux, dans le cadre des directives nazies : Vichy, c'était déjà l'Europe unie.

Lorsque furent connus les termes précis de la loi du 10 juillet 1940 prévoyant de confier le pouvoir constituant au *Maréchal*, seul parmi les acteurs importants du complot général, Weygand, qui ne comprenait visiblement rien à la politique et qui peut-être avait beaucoup dormi pendant les cours de latin lorsqu'il était écolier, avait seul protesté : il avait protesté parce que, subrepticement à son avis, se mettant à l'écoute des parlementaires, Laval avait laissé subsister dans son texte le terme honni de *République*. Or, si tout ce travail rimait à quelque chose, est-ce qu'il ne consistait pas à se débarrasser du fatras idéologique hérité de 89 ? Weygand, donc, était monté sur ses grands chevaux, comme il savait faire, ou plutôt comme il ne savait pas ne pas faire dans ces cas là et il avait commencé : « *Monsieur Laval, je ne comprends pas...* » Mais Laval, qui ne se payait pas de mots, et ne voulait pas se compliquer la vie pour

des mots avait vertement rembarré la vieille ganache : « *Vous ne comprenez pas ? Eh bien, c'est pourtant comme cela.* »

Pétain ne s'était pas interposé entre les deux coqs dressés sur leurs ergots. Il n'avait pas à prendre parti et comme d'habitude, il n'avait personne à remercier car il n'avait rien demandé. Il n'avait rien non plus à se reprocher puisqu'il semblait n'avoir rien fait. De toutes façons, dans ce texte, aussi bref fût-il, il y avait à boire et à manger, et il avait l'intention d'en prendre ce qui l'intéressait à l'exclusion du reste.

Était-ce la marque personnelle de Laval que ces parlementaires gagnés par la haine du parlementarisme, tels des drogués incapables de supporter le sevrage, avaient encore prévu une assemblée dans la constitution future ? Ce n'est même pas impossible. Mais il faisait partie du destin de Laval que le fruit de ses victoires tombait toujours dans la besace de Pétain, qui en changeait *ad libitum* le goût.

Témoignage permanent de l'adresse et de la victoire tactique du vieux renard artésien, l'Histoire elle-même, que l'on imagine si critique et si scientifique aujourd'hui, devait retenir que *les Assemblées avaient voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain* : ce qui en toute rigueur est faux. Pétain avait reçu mission de faire une constitution et de la soumettre aux Assemblées : ce qu'il s'était par la suite bien gardé de faire. La constitution future dont avait rêvé Alibert – c'est du moins ce que Berl prétendait – n'était pour le Maréchal qu'un appât. Ce qui importait à ses yeux, c'était le vote des assemblées, dont il ne retenait que la valeur d'approbation de sa personne, et dont il entendait seulement tirer prétexte, non pour écrire une constitution, mais pour gouverner indéfiniment sans contrôle autre que celui de la Gestapo.

64. La république à la trappe

Le président Lebrun fit lors du procès du Maréchal l'analyse de ce qui était bel et bien constitutif d'un *coup d'état* dans la façon dont Pétain avait utilisé le vote du 10 juillet. Résumons son récit :

'Le lendemain du vote, je reçois la visite du Maréchal Pétain. Je le revois toujours entrant dans mon cabinet. « Monsieur le président, me dit-il, le moment pénible est arrivé. L'Assemblée nationale a créé une situation nouvelle. D'ailleurs je ne suis pas votre successeur ; un régime nouveau commence. »

*'En effet, le projet de loi sortant des délibérations de l'Assemblée nationale donnait des pouvoirs au Maréchal sans adjonction du terme 'président du conseil'. Et ces pouvoirs comportaient la signature des lois et décrets, qui revenait jusque là à la présidence de la République. Je n'avais plus aucune place dans les institutions. C'est pourquoi je partis : et nul ne m'en fit grief à l'époque. Il y avait le vote des assemblées. Mais au delà du pouvoir constituant donné personnellement au Maréchal, personne ne pouvait dire exactement, à propos de la loi du 10 juillet, ce qu'elle voulait positivement, tant elle avait été élaborée dans des conditions de précipitation exorbitantes des pratiques législatives normales. Il était logique de supposer qu'elle suspendait la constitution de 1875 jusqu'au vote de la constitution nouvelle : mais ceci était impossible dans les conditions de l'occupation, et c'est ce qui a conduit à l'adoption des **actes constitutionnels** en dehors de tout cadre légal préétabli. Là où j'affirme encore qu'il y eut une entorse à la légalité, c'est quand les chambres elles-mêmes furent mises en sommeil alors que la continuité avec celles qui devaient leur succéder n'avait jamais été mise en cause. Puis il y eut une entorse, gravissime, à toute conception républicaine lorsque le maréchal Pétain se revêtit lui-même du pouvoir judiciaire.'*

L'assemblée avait été mise en sommeil. Elle s'était laissée mettre en sommeil. On n'imagine pas la Constituante de 1789, on n'imagine pas Mirabeau se laisser *mettre en sommeil*, mais ces parlementaires là avaient été trop heureux, dans l'ensemble, de se retirer dans leurs provinces. Le président de l'Assemblée nationale Emile Jeanneney, qui aurait pu se considérer comme un des premiers offensés par la manœuvre, et qui avait lutté contre tout cela avant que cela advînt, témoignerait au procès du Maréchal qu'à son avis Vichy, du début à la fin, avait rigoureusement respecté les lois et les principes. On pouvait même dire, arguèrent certains, que Vichy n'avait pas vraiment aboli la république, puisque le mot continuait à apparaître dans certaines formules et dans certains titres.

Certes les timbres portaient désormais l'effigie du *Maréchal*, comme s'il avait été roi ou napoléonide – il prétendit n'y être pour rien, comme pour tant d'autres choses qu'il avait seulement *laissé faire*. Certes les

pièces de monnaie frappées pendant l'occupation portèrent bien la francisque au lieu des insignes républicains, et la mention *Etat français* au lieu de *République française* parce que la substitution était facile et n'influa pas sur le prix réel du saucisson. En revanche dans beaucoup de mairies on avait trouvé trop fastidieux de monter le buste de Marianne au grenier. A ce niveau encore, la *révolution nationale* devait se montrer paresseuse, négligente et approximative.

Pour tous ceux qui croient que les lois importent, le changement pratique n'était pourtant pas négligeable. Au lieu d'un pouvoir constituant qui ne l'intéressait apparemment pas - c'était sa différence avec le dictateur Sylla -, Pétain s'était, à partir du vote du 10 juillet, emparé *en fait* des pouvoirs à la fois de chef de l'État et de chef du gouvernement, puis il avait renvoyé les députés et sénateurs à leur néant, et il s'était mis à édicter lois et décrets sous sa seule signature et sans procédure plus complexe que de tailler sa plume d'oie et de gratter du parchemin. Le coup d'état, s'il y avait un coup d'état, consistait en cela et il était entièrement de son fait. Mais il avait été si indolore que personne ne l'avait vu passer. C'était une sorte de *coup d'état à titre provisoire*. Quant à la constitution prévue, et quant aux assemblées nouvelles que Laval de bonne foi avait prévues, nul n'en vit jamais la couleur : mais qu'y pouvait le Maréchal ? Cela aurait bien été la première fois qu'il aurait été responsable de quelque chose.

Les actes constitutionnels du Maréchal Pétain étaient entièrement négatifs, et ne prévoyaient pas d'institutions nouvelles au-delà de sa personne. En pratique, la république était *mise en sommeil*, en attendant d'être euthanasiée. C'était la stricte application du complot cagoulard, qui consistait à rétablir la monarchie par étapes. Le modèle était ce qu'avait fait Franco en Espagne, simplement sans passer par la guerre civile : Pétain resterait dictateur, avec les pouvoirs d'un monarque absolu, qui après lui, ou en tous cas dès que cela serait possible, seraient remis, tout réactivés qu'ils seraient, à un prétendant acceptable, s'il s'en trouvait, de la lignée des Bourbons. Tel était le programme, mais qui fut interrompu par l'impuissance de Roosevelt, Pucheu et Darlan étant morts et Giraud discrédité, à faire prévaloir la continuité d'un régime qui fût à la fois fasciste et pro-américain après la défaite du Reich hitlérien.

Au delà des analyses des constitutionnalistes, ce qui définit le vote du 10 juillet comme une rupture, c'est que l'on vit aussitôt après accourir à Vichy pour entourer et seconder le Maréchal toute la plèbe d'extrême-droite que non seulement Reynaud et Daladier, mais même Flandin, Chautemps, de Monzie et autres analogues, du temps où ils étaient influents, avaient préféré tenir à l'écart. Le tout-jeune Pascal Jardin, dont le père dirigeait le cabinet de Laval, et qui n'avait que neuf ans, décrit les individus à face de tueurs qui venaient parfois à la maison, et qui lui faisaient peur. L'acte d'accusation du Maréchal en détaille la liste : parmi les noms célèbres il y eut tout de suite, et je cite : « *de Brinon, Alibert, Deloncle, Jeantet, Méténier, Darnand, Huntziger, Déat et Filliol, dit le tueur, tous membres de la Cagoule, outre le maréchal lui-même qui en était le drapeau* ».

Le procureur Mornet avait poussé l'audace jusqu'à préciser « *que leur intention était de prendre le pouvoir pour instituer un régime sur le modèle de Franco, en utilisant les services de celui-ci et au besoin l'appui d'Hitler* ».

Bien sûr, aucun historien du vingt-et-unième siècle soucieux de passer à la télévision ne professe plus de telles horreurs, qui en 1945 pouvaient encore être *vérités judiciaires*. Pourtant, contrairement à une certaine légende édulcorante, Vichy n'attendit pas l'occupation totale et les visites de la *Sécurité* allemande pour être résolument fasciste : et ceci aussi est vérité judiciaire, et même, par exception, vérité tout court.

Laval méritait bien une récompense, et il avait obtenu de se faire déléguer la responsabilité des affaires : non pas bien sûr que Pétain ne nourrît quelques arrière-pensées, mais qu'il gardait pour lui. Par deux fois, par des moyens qui étaient au moins en partie d'ordre factieux, Laval avait obtenu de Lebrun un service énorme et inattendu, sans rien donner en échange. Pétain devait avoir du mal à se défendre d'une certaine admiration envers l'auvergnat au teint maladif.

Le bruit court qu'Hitler aurait préféré Daladier, mais il ne tarderait pas à apprécier Laval et à lui accorder son appui. Alors, tantôt au pouvoir, tantôt chassé du pouvoir, puis de retour au pouvoir, mais toujours menacé dans son pouvoir, le millionnaire asiatic, anobli et débraillé, l'homme aux dents jaunes et à la cravate blanche allait être pendant quatre ans le politicien cardinal du pays.

En raison de sa brutalité aussi bien que de son habileté, il était devenu trop utile pour qu'on se passât de ses services, quoique trop dangereux pour qu'on l'utilisât sans arrière-pensées. Un jour, Pétain essaierait bien de s'en débarrasser comme il se débarrassait de tous ceux qui l'avaient servi : mais ce serait son premier échec. En attendant, tant que Laval fût là, il fut très utile : lorsqu'on interrogeait Pétain sur quelque projet dont il ne souhaitait pas annoncer le contenu, il disait ne pas être au courant et renvoyait à Laval, qui prenait soin de tout, et lorsque on l'interrogeait sur quelque affaire déplaisante et que l'on ne

pouvait plus cacher, il disait que toutes les misères qui survenaient étaient à cause de Laval, *qui était un fumier*.

On est peu renseigné sur la façon dont Emmanuel Berl traversa la suite de la guerre. Il retourna, pour l'essentiel, se cacher en Corrèze, à Argentat dans la maison du facteur, et ne travailla plus, semble-t-il, aux discours du Maréchal. En raison d'un passé plus heureux il bénéficiait encore de quelques complicités utiles dans les pires des milieux : ce qui était la meilleure des garanties, et aussi dans les meilleurs, sans s'y faire pourtant trop remarquer, car c'était dangereux. *La résistance m'avait adopté*, écrit-il pour décrire sa position un peu entre deux eaux. Le préfet Lecornu, dont nous reparlerons à propos de Châteaubriant, l'avertissait lorsque Bony et Lafont zonaient dans le département en quête de chair fraîche. Lorsqu'un endroit devenait par trop dangereux, c'était Anatole de Monzie, fasciste et cagoulard mais pas totalement salaud avec les vieilles connaissances qui lui trouvait un ailleurs où se cacher de la police. Entre deux cures de désintoxication, Malraux passa des journées entières avec lui à Argentat, à Saint-Céré, ailleurs encore peut-être, à refaire le monde avant, le débarquement anglo-américain approchant et les contreforts du Massif-Central étant devenus l'une des forteresses principales de la résistance au fascisme et à l'occupation, de passer plus de temps au combat maquisard. Le reste du temps, il travaillait, de mémoire, à sa remarquable *Histoire de l'Europe*. Pascal Jardin rapporte l'avoir vu à Charmeil, en 1943. Il était venu y chercher de vrais faux papiers que lui avait préparés son père, directeur de cabinet de Laval et fasciste convaincu lui aussi. Jusqu'au bout, Vichy garda ainsi en réserve quelques *Juifs domestiques*, pour des raisons diverses et pas toujours logiques. Berl ne le dit pas, mais il est raisonnable de penser qu'il ne porta jamais l'étoile jaune dont l'avait gratifié son vieil ami Flandin : non plus que sa cousine, une demoiselle Frank, mais épouse de de Brinon, qui serait fusillé en 1945 pour excès de collaboration.

Le monde réel est décidément compliqué. Tant d'à-peu-près dans la révolution nationale et sociale ne se serait peut-être pas vu en Allemagne. Mais l'époque était à la confusion, puisque l'on voyait des groupes d'hommes, souvent des anciens combattants, chanter *la Marseillaise* en faisant le salut hitlérien. Comme personne ne savait ce que pensait le Maréchal, et qu'il se déclarait systématiquement d'accord avec tout ce que lui déclaraient ses interlocuteurs quels qu'ils fussent, et rejetait sur *ce salaud de Laval*, la responsabilité de chaque mesure déplaisante, il rencontrait l'assentiment et pouvait compter sur les services aussi bien de ceux qui trouvaient patriotique de travailler à la victoire de l'Allemagne que de ceux qui voulaient la revanche à condition qu'elle conjurât en même temps le péril communiste. Par Henri Frenay, qui à l'occasion prenait le café avec Pierre Pucheu, Vichy touchait même à la *vraie* résistance, si l'on entend le mot dans le sens large qui inclut Henri Frenay.

Le flou des idées et des doctrines était tel en France que le procès de Riom devait bientôt s'enliser parce que les juges n'arrivaient pas à savoir si les ordres étaient de condamner Blum et ses co-accusés pour avoir été trop hostiles envers l'Allemagne ou au contraire pour s'être montrés incapables de l'écraser. Mais il n'y avait rien de grave à ce que la justice soit revenue au temps où Saint Louis la rendait seul assis sous un chêne : car à force de vague et de duplicité, Vichy était devenu le régime le plus consensuel que la France ait jamais connu. Dans la défaite, le peuple français est le plus bête de la Terre, et se dote habituellement du régime le plus bas.

Tel était le régime de Vichy, ondoyant et divers dans sa saloperie, au gré des intentions que l'on supposait à un dictateur taiseux ou évasif, rigoureux pourtant sur un point : la haine du communisme, seul ciment de la collaboration, quoiqu'elle n'en eût pas le monopole. Une chose seulement pouvait être dite avec certitude : il était l'ennemi inexpiable du combat que le parti communiste allait organiser contre l'occupation allemande. Mais ceci est la suite de l'histoire.

20 octobre 2018